

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LE
SWEATING-SYSTEM

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 17 Juillet 1902, à 2 heures

PAR

Théodore COTELLE

MM. JULES CABOUAT, professeur, président de la thèse.

EDMOND VILLEY, professeur, doyen.

RENÉ WORMS, agrégé.

ANGERS

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE LACHÈSE ET ^{ci}e

J. SIRAUDEAU, ÉDITEUR

4, Chaussée Saint-Pierre, 4.

1902

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LE
SWEATING-SYSTEM

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 17 Juillet 1902, à 2 heures

PAR

Théodore COTELLE

MM. JULES CABOUAT, *professeur, président de la thèse.*
EDMOND VILLEY, *professeur, doyen.*
RENÉ WORMS, *agrégé.*



ANGERS

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE LACHÈSE ET C^{ie}

J. SIRAUDEAU, ÉDITEUR

4, Chaussée Saint-Pierre, 4.

1902

BIBLIOGRAPHIE

- G. D'AVENEL. — Le mécanisme de la vie moderne, t. I et IV.
- A. BABEAU. — Les artisans et les domestiques d'autrefois.
- BANKS. — White Slaves or the oppression of the Worthy Poor.
- P. BAUGAS. — « Le Salaire », Cours professé à la Faculté libre de droit d'Angers.
- Ch. BENOIST. — Les ouvrières de l'aiguille à Paris.
- H. BLANC. — Les corporations de métiers.
- G. BLONDEL. — L'essor industriel et commercial du peuple allemand.
- L. BONNEVAT. — Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile.
- Ch. BOOTH. — Labour and life of the people, tome I.
- P. BOURGET. — Outre-Mer, tome I.
- V. BRANTS. — La petite industrie contemporaine.
- H. J. BRUNHES. — « Les ligues de consommateurs ». Association catholique, 15 novembre 1901.
- G. BRY. — Cours de législation industrielle.
- CAUWÈS. — Cours d'Economie politique.
- Economiste français* (1^r), 29 novembre 1890.
- P. ESCARD. — La question des logements à New-York. (*Réforme sociale*. 1^{er} mai, 1^{er} juin 1901).
- FLEURQUIN. — Le travail de la femme dans les ouvroirs à Paris.
- E. FLORNOY. — Les syndicats professionnels de femmes. *Réforme sociale*, 1901, t. II, p. 675.
- Ch. GIDE. — Principes d'économie politique.
- G. GOYAU. — L'émigration dans l'Italie méridionale, *Rev. des deux Mondes*, 1^{er} septembre 1898.

- D'HAUSSONVILLE. — Salaires et misères de femmes.
- CLAUDIO JANNET. — Les États-Unis contemporains, 2 vol.
- H. JOLY. — Les Maisons du « Bon Pasteur » *Ref. soc.* 1901. II. p. 287.
- Journal des Economistes*, décembre 1887, p. 419 et suiv.
- H. LAMBRECHTS. — Le travail des couturières en chambre.
- LAVOLLÉE. — Les classes ouvrières en Europe, t. III.
- LEPELLETIER. — Le travail des femmes aux Etats-Unis. *Ref. soc.* 1901, II. p. 781.
- Paul LEROY-BEAULIEU. — Traité d'économie politique, t. II et IV.
— Le travail des femmes au XIX^e siècle,
1 vol.
- Pierre LEROY-BEAULIEU. — Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes.
- Anatole LEROY-BEAULIEU. — Israël chez les nations.
- E. LEVASSEUR. — L'ouvrier américain, 2 vol.
— La population française, 3 vol.
— Histoire des classes ouvrières avant 1789, t. II.
- DU MAROUSSEM. — Les ébénistes du faubourg Saint-Antoine, 1 vol.
— Le jouet parisien, 1 vol.
- E. MARTIN SAINT-LÉON. — Histoire des corporations de métiers.
1 vol.
- A. MÉTIN. — Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande.
- Musée social*. — Circulaires. Série A, n^{os} 10 et 14. — Série B, n^o 3.
— Mémoires et documents (V^o Sayous et Schirmacher).
- FR. S. NITTI. — La population et le système social.
- Office du travail français*. — Enquête sur les salaires et la durée du travail, t. I et IV.
— La petite industrie, t. II (sous la direction de M. P. du Maroussem).
— Bulletin, juin 1900.
- Office du travail belge*. — Les industries à domicile en Belgique, t. I, II et III.
- J. RAMBAUD. — Eléments d'économie politique.

Réforme sociale. — 1^{er} décembre 1894, p. 865 et suiv.

— 1^{er} octobre 1896, p. 510 et suiv.

— Année 1901, t. II.

Report from the select Committee (of House of Commons) on émigration and immigration. 1888.

Report of the select Committee of the House of Lords. 1888-90.

Reports (of the Board of Trade) on the volume and effects of the recent immigration from Eastern Europe into the United-Kingdom. Londres, 1894.

Report of the Committee on manufactures on the Sweating System. Washington, 1893.

Revue d'économie politique, 1892, p. 569.

— 1893, p. 963.

— 1894, p. 623.

— 1896, p. 211, 259, 507, 535, 721, 972.

— 1897, p. 787, 1018.

— 1899, p. 394, 460, 861.

— 1900, p. 227, 456, 729.

P. DE ROUSIERS. — La question ouvrière en Angleterre, 1 vol.

— Le Trade-Unionisme en Angleterre, 1 vol.

Seventh biennial Report of the Illinois bureau of labor statistics.

Seventh special Report of the United-States, Department of labor
(*The slums of great cities*).

A. SAYOUS. — L'immigration en Angleterre des Juifs, russes et polonais (*Grande Revue*, janvier 1900).

— L'immigration juive en Angleterre au XVIII^e siècle
(*Semaine politique et littéraire*, 27 avril 1901).

— Le « sweating-system ». *Sem. pol. et litt.* 29 juin 1901.

— L'entre-exploitation des classes populaires à Whitechapel (*Mémoires et documents du Musée social*, avril 1902).

M^{lle} SCHIRMACHER. — Le travail des femmes en France (*Mémoires et documents du Musée social*, mai 1902).

J. SIMON. — L'ouvrière, 1 vol.

P. VERHAEGEN. — L'industrie dentellière en Belgique. (*Ref. soc.*, 1^{er} et 16 juin 1902).

M^{me} P. VIGNERON. — Les métiers de famille. *Ref. soc.*, 1^{er} décembre 1901.

VILLEY. — Principes d'économie politique, p. 273 et suiv.

— La question des salaires, 1 vol.

WILLIAM F. WILLOUGHBY. — The Sweating system in the United-States.

INTRODUCTION

Ce qui domine et résume nettement le ^{xix}^e siècle, c'est l'idée de *Progrès*. Ce *concept* important, diraient les philosophes, n'est, cependant, pas nouveau. Il est apparu, pour exercer tout son prestige, le jour où la science, par l'accroissement continu de ses vérités nouvelles, a permis aux hommes, dans un juste sentiment d'orgueil, d'ajouter foi dans l'avenir, et d'espérer toujours de nouvelles vérités. L'antiquité n'avait pas connu la bienfaisance de cette grande idée philosophique, en s'endormant dans l'éblouissement d'un passé fabuleux, et en plaçant l'idéal dans le recul des âges héroïques. Le moyen-âge, porté, de préférence, vers les spéculations métaphysiques, et profondément pénétré de la croyance catholique à l'infériorité, à la faiblesse de la nature humaine, estimait que toutes les agitations en vue du progrès matériel n'étaient qu'un vain signe d'orgueil. Par l'intermédiaire de la science, l'idée de Progrès devait, précisément, combattre ces deux conceptions et développer l'esprit de libre recherche, désenfermer enfin les cœurs, les faire respirer mieux, en donnant aux hommes une plus grande confiance dans le résultat de leurs efforts persévérants.

Mais en s'adaptant, de nos jours, à la démocratie,

en prenant de fortes racines dans le développement nouveau des découvertes scientifiques, le progrès subissait une heureuse transformation. Devenant, si l'on peut dire, plus pratique, et acquérant, surtout, plus d'ampleur, il allait désormais se traduire par l'accroissement de bonheur pour la multitude. Toutes les inventions du siècle qui vient d'expirer n'ont pas eu d'autre but que d'alléger le fardeau de l'existence et de procurer aux hommes une plus grande félicité. D'autre part, le point d'excellence des démocraties, leur épreuve, n'est pas le personnage d'exception, résultat suprême des milliers de destinées occupées à soutenir cet être rare, mais, au contraire, la multiplicité des individus en vue d'un résultat général à produire (1). En un mot, « la poussée démocratique résulte évidemment des milliers d'efforts partiels vers un développement et vers une jouissance, accomplis par des armées de petits travailleurs et de petits propriétaires » (2). En présence de ces deux causes générales, il n'est donc pas étonnant que, de tous côtés, les efforts se soient tournés vers les classes laborieuses pour en améliorer la condition matérielle.

De l'aveu des économistes les plus autorisés, l'ouvrier se trouve, aujourd'hui, et dans la plupart des cas, mieux payé qu'il ne l'était jadis. L'ensemble des salaires, au dire de M. Villey, a haussé de plus de 50 0/0, bien que,

(1) « La démocratie, dit M. de Vogüé (*Spectacles contemporains*, p. 42), à travers ses incertitudes et ses mécomptes, tend vers une fin unique : rendre les conditions de vie plus faciles et plus équitables pour la multitude des hommes. »

(2) Paul Bourget. *Études et portraits*. T. I, p. 201.

cependant, le prix des subsistances ne se soit pas élevé dans la même proportion (1). Les logements sont généralement plus propres, la nourriture plus saine et souvent plus abondante. L'usage de la viande est partout répandu, jusque dans les intérieurs les plus pauvres. Ce qui prouve l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, « c'est, dit M. Cauwès, l'accroissement, dans les villes surtout, malgré l'exagération des prix du commerce de détail, de la moyenne de consommation individuelle en nourriture animale. » La consommation du froment, qui, au dire du savant économiste, était, en 1820, de 37,3 millions de quintaux, s'est élevée, de 1870 à 1880, à 71,5 millions, et, depuis, ce chiffre a été largement dépassé. En 1820, la moyenne individuelle était, annuellement, de 118 kilogrammes. Elle dépasse aujourd'hui 200 kgs. Cette extension de l'usage du pain de froment marque un progrès évident, car elle a eu lieu en remplacement du pain d'orge ou de seigle. Au xvi^e siècle, des gens fort riches ne buvaient que de l'eau. Aujourd'hui, le Français consomme en moyenne 250 litres de vin, 6 litres d'alcool, parfois même, en certaines régions, jusqu'à 15 et 18 litres. S'il faut en croire la spirituelle marquise de Sévigné, les contemporains de Louis XIV pensaient bien que le café passerait de mode. La noblesse d'alors pouvait seule en apprécier la saveur. Quel est,

(1) M. de Foville, comparant la condition matérielle des classes ouvrières entre 1820 et 1870, estime que, dans cette période, les salaires ont augmenté en général de 75 p. 0/0, bien que les dépenses ne se soient accrues que dans la proportion de 40 p. 0/0.

aujourd'hui, l'ouvrier des villes ou des champs qui ne prenne une tasse de café?

Par ailleurs, l'ouvrier est, en général, plus instruit, plus cultivé, bien que la préoccupation du pain quotidien s'oppose à un sérieux affinement cérébral, que procure seul le loisir ou la mise à l'abri du besoin. Il veut, à juste titre, émerger de la médiocrité où, trop longtemps, il s'est débattu, et s'élever, comme les riches, à plus de science et à plus de beauté. Ses consommations improductives s'accroissent. Chez certains même, elles dépassent le chiffre des consommations essentielles, et, partout, s'est élevé le niveau du *standard of life*. « Les démographes et les sociologues..., écrit le professeur italien Nitti (1), sont unanimes à déclarer que ces consommations inutiles sont devenues aujourd'hui choses nécessaires, et sont si profondément entrées dans les mœurs, que, quand le prix des denrées les plus essentielles vient à s'élever, le peuple préfère restreindre sa consommation sur ce point que de renoncer au superflu ». On peut dire que les ouvriers des nations civilisées ne se passent qu'à grand'peine des choses dont leurs pères ne ressentaient pas le besoin, comme l'alcool, le tabac, le café, le théâtre, les livres, les journaux, les voyages.

Est-ce à dire que cette plus grande possibilité des jouissances ait augmenté le bonheur? On n'oserait l'affirmer. Les désirs sont à peine éclos que nous les avons épuisés et rejetés comme des fleurs fanées. Leur réalisation nous

(1) Nitti. *La population et le système social*, p. 138.

fait toujours éprouver une certaine déception. Tant qu'il y avait une petite part d'infini, un coin d'ombre entre nous et ce que nous rêvions d'incliner vers nous, c'est, alors, que le bonheur était entier; mais, quand le mystère est violé, tout ce qui en faisait le charme s'envole, ainsi qu'un papillon qui fuirait entre nos doigts, n'y laissant qu'un peu de fard.

Un plaisir en appelle un autre, et toujours, et sans cesse. La question n'est donc pas, en définitive, de savoir si nous pouvons disposer de plus de jouissances, mais, si nous sommes devenus plus heureux. Qu'y aura-t-il de changé, si l'amélioration des conditions de l'existence se traduit par un accroissement de désirs? Tel est, cependant, le spectacle qui nous est offert par les sociétés prospères. Le progrès fait toujours surgir de nouvelles formes de misère morale. « A mesure que la condition matérielle s'améliore, dit un écrivain contemporain (1), l'homme découvre de nouvelles façons de sentir ». Il ressent des privations, qui, jusque-là, l'avaient laissé indifférent. Avec

(1) Jules Lemaître. *Les Rois*, 1 vol. Calmann Lévy.

En analysant, avec une pénétrante, acuité les idées de Taine, M. Émile Faguet écrit : (*Politiques et Moralistes*, 3^e série, p. 305-306) « La science ne fait, en satisfaisant des besoins, qu'en créer d'autres, en contentant des désirs, qu'en susciter de nouveaux, de même aussi qu'elle ne fait qu'armer les hommes plus puissamment dans leur lutte les uns contre les autres, sans le moins du monde endormir le désir et émousser les stimulants de cette lutte. Elle n'établit donc ni la paix intérieure ni la paix d'homme à homme. Dès lors, où est le mieux? L'homme est-il dans un meilleur état? Non, puisqu'il n'est pas changé. Est-il plus heureux? Non, puisqu'il n'est pas meilleur. »

l'amélioration des conditions, quelles qu'elles soient, le désir se glisse et bientôt la souffrance. C'est, peut-être, un bien qu'il en soit ainsi : car, si le repos dans le silence et l'oubli de tout procuraient à l'individu le repos et la tranquillité d'esprit, la société souffrirait vivement de cette absence de désirs. L'évanouissement au sein d'une torpeur orientale, que bercerait le rythme d'une musique très douce et l'égouttement frais des jets d'eau, peut séduire l'âme frissonnante des poètes, à qui le moindre bruit fait mal, et que le plus léger choc ébranle, mais ce dédain plein d'orgueil, qui fait le charme de quelques âmes tendres et naïves, ne laisserait pas, en se répandant, de devenir meurtrier et d'arrêter aussitôt la marche de la civilisation. C'est que le problème n'est pas seulement individuel. Il a une portée plus haute. L'homme fait toujours partie d'un groupement social et politique, qui doit profiter du fruit de son activité sans cesse renouvelée. C'est précisément par cette continuité du désir, qui, chez beaucoup, ne va pas sans souffrances, que l'individu contribue au progrès social.

En disant donc avec les statistiques : les salaires se sont considérablement élevés depuis soixante ans, il n'en faut pas tirer la conclusion que les ouvriers, ayant profité de cette élévation, soient, en réalité, beaucoup plus heureux qu'ils ne l'étaient jadis. La majoration des salaires a très peu changé la position respective des choses. Si l'ouvrier reçoit plus qu'autrefois, il dépense davantage. C'est donc, alors, comme si rien n'était changé. Le chiffre des

dépenses augmentées ne donne pas la mesure exacte du bonheur.

Dans tout ce que nous venons de dire, il ne s'agissait, on a pu s'en convaincre, que d'une misère morale ; mais il en va tout autrement du *sweating system*. Il éveille l'idée d'un dénuement total et tout matériel. Il suggère des images de tristesse, comme sculptées en relief par cet artiste cruel : la lutte pour la vie. La situation de ses victimes étonne, à la façon d'un anachronisme. C'est qu'à côté d'une amélioration évidente du sort de l'ensemble des travailleurs, une fraction d'ouvriers reste en souffrance, dans un certain nombre d'industries. Le Progrès n'a pas répandu sur tous sa lueur bienfaisante, et l'on peut même se demander s'il n'a pas contribué à développer le *sweating-system*. La question peut se poser à l'esprit. Libre à chacun de la résoudre.

Nous avons voulu, seulement, ici, étudier les problèmes assez complexes que fait naître le *sweating-system*. Cherchant partout la vérité, sans prétention de la trouver sur une rive plutôt que sur une autre, nous essaierons de montrer ce qu'on entend sous ce nom bizarre, d'allure un peu singulière, et ce qu'il reste à faire pour le voir disparaître à jamais.

CHAPITRE PREMIER

QU'EST-CE QUE LE SWEATING-SYSTEM ?

Le sort des mots historiques, disait, un jour, un publiciste (1), est d'être mal compris. On pourrait, sans crainte d'erreur, en dire autant de bien des mots de la langue économique. Le sens en est parfois si ambigu que chacun y suspend l'image qui lui convient. D'autres fois le nom dont on se sert pour désigner un phénomène a réussi à se faire accepter de tous, mais il est d'une telle bizarrerie qu'il déconcerte l'intelligence.

C'est à une difficulté de ce genre que donne lieu le *sweating-system*. Ce mot demeure plein d'énigmes. On ne voit guère, au premier regard, ce que peut être un système de la sueur, et c'est là cependant la traduction littérale de l'expression que nous avons importée d'Outre-Manche.

Faut-il le dire ? La difficulté semble venir ici de l'union du vocable *system* au vocable *sweating*. C'est cette fusion des deux mots qui risquerait de nous laisser errer. Mais, en consultant la signification que les Anglais ont attachée au mot *sweating-system*, en ne lui donnant pas une plus grande portée qu'ils ne lui en ont donné eux-mêmes, nous pourrons, croyons-nous, découvrir aisé-

(1) Henry Fouquier.

ment le sens vrai de l'expression. C'est pour n'avoir pas remonté suffisamment aux origines des faits cachés sous le mot *sweating-system* que beaucoup de personnes en font un emploi souvent exagéré.

On a tôt fait de dire qu'il est une horreur, un fléau social et la tendance est forte à l'appliquer à tous les cas de misère ouvrière. Il évoque dans les esprits certaines caricatures de journaux anglais, certain dessin, notamment, publié par le *Punch*, où un homme était représenté sous l'apparence d'une grosse araignée, prenant dans ses filets des hommes et des femmes et leur suçant tout le sang. Comme tous les mots à grand fracas, qui s'emparent aisément de l'âme imaginative des foules, le *sweating-system* a eu la chance de faire fortune. Il convenait à l'idéal volontiers tragique des travailleurs en leur représentant, sous des traits exagérés, le bien être des entrepreneurs « s'engraissant des sueurs de leurs victimes ». L'attention des économistes et des hommes d'Etat s'est portée de son côté. Des enquêtes ont eu lieu à son sujet, nous le verrons, en Angleterre, en Amérique et en Australasie. Le mot est communément employé, non seulement, cela va sans dire, dans les pays anglo-saxons, mais encore en France, en Allemagne, dans les ouvrages et les revues d'économie politique.

De tous les essais de définition tentés, aucun n'est venu donner la synthèse complète des faits cachés sous l'expression. C'est qu'elle est en somme à peu près intraduisible. Autant l'on s'accorde généralement à faire du *sweating-sys-*

tem, la fusion de plusieurs faits économiques, autant il semble difficile de définir l'expression elle-même. M. Charles Gide, dans une conférence faite au Musée social, le 24 janvier 1899, déclare que le « système devenu célèbre en « économie politique sous le nom technique de sweating-system est une expression impossible à traduire. » Un économiste américain, Joseph Lee, dit de son côté : « La « première découverte qu'on fait en étudiant le sweating-system, c'est qu'il n'existe pas. »

Sans aller aussi loin et transformer en paradoxe cette idée vraie que, pris en lui-même, isolément, le sweating-system n'est qu'un signe sans analogie avec la chose signifiée, nous croyons que le sens de ce mot s'éclaire aussitôt si l'on veut bien ne l'accepter que pour ce qu'il représente en Angleterre.

Et d'abord, il nous faut nous débarrasser d'un préjugé, si j'ose dire, qui tient à nos habitudes les plus invétérées, et qui nous ferait donner au sweating-system une signification qu'il ne possède pas. Pour nous autres Français, habitués aux classifications méthodiques, un système représente un composé de parties coordonnées entre elles. Dès lors que nous parlons d'un système, nous évoquons l'idée d'un lien étroit entre des faits rattachés plus ou moins arbitrairement à une idée dominante. C'est ainsi qu'on parle du système de Copernic, de Newton ou de Linné. Le mot système éveille même presque toujours un ensemble de faits ou de propositions, que le cerveau d'un penseur a groupés entre eux d'une façon tout arbitraire.

Parfois aussi, il est juste de le dire, le mot système nous sert à désigner la découverte d'un procédé industriel, l'usage nouveau, l'adaptation plus perfectionnée de choses anciennes, imaginés par un ouvrier habile. Nous parlons tous les jours, en ce sens, des systèmes d'éclairage, de chauffage, de locomotion, etc.

Il n'était pas inutile de rappeler ces notions, pour dissiper d'avance une équivoque qui ne manquerait pas de se produire. Nos voisins d'Outre-Manche emploient en effet le vocable « system », à tout propos, en dehors des cas dans lesquels nous l'employons chez nous. Il leur sert à étiqueter rapidement des faits ou des mécanismes qu'il serait trop long de désigner, pièce à pièce, morceau à morceau. C'est avant tout un moyen, pour eux, de classer promptement une série de choses sans lien forcé entre elles mais dont la continuité se rencontre en pratique. « M. David Schloss, nous en donnait lui-même une preuve convaincante, écrit M. André Sayous (1). Les bottiers parlent d'un « box-system » : ils baptisent ainsi l'habitude récente d'emporter dans les malles (boxes), au moment du départ pour la *Country*, les chaussures nécessaires jusqu'au retour à la ville. Le mot « system » n'a pas dans l'expression *sweating-system* une autre portée ; il se réfère à un classement rapide et populaire, qui déroute les esprits habitués aux classifications scientifiques, aux termes exacts et précis. » — Ce n'est donc pas un « système » imaginé pour expliquer un ensemble de phénomènes. C'est

(1) Sayous. La Semaine politique et littéraire, 29 juin 1901.

avant tout un mécanisme, ou plutôt une série de faits ayant entre eux, une certaine connexité. On dira peut-être : Il n'était pas besoin d'un mot nouveau pour désigner des choses connues. Mais ces faits se produisent dans de telles conditions qu'ils déterminent la naissance d'un phénomène spécial, et, c'est ce phénomène relativement neuf en économie politique qui justifie la création d'une expression nouvelle.

Les faits groupés sous l'étiquette de sweating-system, nous le verrons, plus tard, peuvent se rattacher à deux ordres d'idées, une idée d'organisation du travail et une idée de conditions défectueuses de ce travail. Les deux doivent s'unir et leur groupement permet de reconnaître si vraiment l'on est en présence d'un cas de sweating-system. — Les diverses définitions données ne sont défectueuses, croyons-nous, que parce qu'elles restreignent l'une ou l'autre de ces idées. D'après un témoin, entendu par le Comité des Manufactures de Washington, lors de l'enquête faite en 1892, le *sweating-system* serait un « système, « sous lequel le travail est donné au dehors à un entrepre-
« neur par le fabricant, et distribué ensuite par l'entre-
« preneur à l'ouvrier proprement dit... la signification
« particulière attachée au mot sweating-system, est, à
« notre avis, que l'entrepreneur ou *contractor*, fait suer
« quelque chose à ses employés, aux personnes qui tra-
« vaillent pour lui (1) ». Cette définition fait, on le voit, la

(1) « The sweating system is a system under which work is given
« out to a contractor by the manufacturer, and by the contractor

démarcation entre la simple organisation du travail et l'abus sur le travail de l'ouvrier, qui se rencontrerait dans le sweating. Il semble, pour ce témoin américain, que « l'exploitation » de l'employé par le *contractor* ne soit pas la signification absolue du *sweating-system*. — Pour Mme T.-J. Morgan, au contraire, notre expression signifierait le travail arraché aux grands magasins par des entrepreneurs ou *sweaters* et fait par de pauvres gens asservis, pendant de longues heures, à un travail pénible, dans de très mauvaises conditions hygiéniques. — Un coupeur de Bedford, M. Barnes, disait au Comité des Manufactures, réuni à Boston, le 12 avril 1892 : « Ma définition du « *sweating-system* est qu'il existe là où le travail est donné « au dehors à des entrepreneurs qui le donnent ensuite « au dehors à d'autres personnes, en recevant un profit « pour cette distribution, sans faire de travail (1). »

La Commission royale du travail, en Angleterre, ne donne pas tout-à-fait la même définition. Pour elle, le *sweating-system* est « le travail pendant de longues heures pour un faible salaire et souvent dans les plus mauvaises conditions d'insalubrité ». C'est à ce sens que se sont arrêtés lord Derby et ses collègues, après une enquête

« sublet to a workman who makes their work... The particular « meaning is, in our understanding, that the contractor sweats « something out of the employés, out of the people who work for « him. » Testimony of John B. Lennon. Report of the Committee on Manufactures on the sweating-system, p. 214.

(1) Report of the Committee on Manufactures on the sweating-system, p. 101.

approfondie. « Pour eux, écrit Mme Sydney Webb (1) « (Mistress Béatrice Potter), le *sweating-system* ne consiste « pas dans un mode particulier de rémunération ni dans « une forme à part d'organisation industrielle, mais dans « certaines conditions du travail, à savoir : des salaires « exceptionnellement bas, une durée excessive du travail « et des ateliers insalubres. » — De son côté, le secrétaire du syndicat des ouvriers tailleurs des Etats-Unis voyait dans le *sweating-system* un « système, qui fait travailler en « même temps pour trois ou quatre maisons, qui emploie « et fait mourir de faim, dans beaucoup de cas, un certain « nombre d'aides, qui impose de longues heures de travail « et transforme le foyer en atelier ».

On le voit, le *sweating system* serait, pour les uns, une forme d'organisation industrielle, pour les autres, la seule réunion de conditions de travail défectueuses. Nous croyons plutôt, et la suite de cette étude le montrera, que le *sweating system* est la fusion de ces deux ordres d'idées.

On a pu voir aussi, un peu plus haut, quel sens donnait au mot *sweating* le Comité des manufactures de Washington. Il indiquait d'une façon vigoureuse, la part prise par l'entrepreneur dont le rôle serait de faire suer, (d'où le mot *sweating*) à ses employés, une partie du gain qui leur revient normalement. On s'étonnera peut-être alors que nous n'admettions pas tout simplement cette définition. Il paraît si simple de s'en tenir à elle. Mais, outre que le *contractor* ne fait pas toujours suer quelque chose à ses em-

(1) Revue d'économie politique, tome VII, p. 963.

ployés, il n'y a pas toujours non plus d'entrepreneur, et cependant, dans ces deux hypothèses, des cas de *sweating-system* peuvent se rencontrer. Si on devait l'entendre de cette façon, le sweating-system se confondrait presque absolument avec un contrat fort critiqué : le marchandage. Or, pareille assimilation ne saurait être faite. Qu'est-ce en effet que le marchandage ? C'est le concours donné par plusieurs ouvriers à un autre qui s'est chargé d'un travail à la tâche. Le tâcheron, qui embauche des ouvriers, est un entrepreneur en sous-ordre. Le fait en lui même n'a donc rien de repréhensif. Les abus qui peuvent se greffer et qui trop souvent se greffent sur lui, ne suffisent pas à en détruire, croyons-nous, la légitimité. C'est un mode de travail utile à l'entrepreneur principal, auquel il évite le soin de chercher des ouvriers. Il fournit au capital un travail mieux dirigé, puisqu'il l'est par un homme du métier, le tâcheron, et d'un autre côté, il assure aux ouvriers tâcherons un emploi assez élevé, qui n'eût jamais été à leur portée (1). Le marchandage présente donc l'image d'un contrat légitime, ne devenant illicite que lorsque le tâcheron en fait un instrument d'exploitation (2). D'après

(1) Cf. Cauwès. Cours d'économie politique, tome III, p. 94. Déclaration de M. Goy, président de la commission permanente du Conseil supérieur du travail. (Cons. sup. du trav., 8^e session, p. 38, 39).

(2) Beaucoup d'auteurs regardent cependant le marchandage comme absolument illicite, en se fondant sur le décret du 2 mars 1848, qui est venu décider que « l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage était abolie ». Cet important décret, complété, d'ailleurs, par un arrêté du 21 mars de la même année, aurait donc abrogé purement et simplement la sous-entreprise, en la consi-

un arrêt de la Cour de cassation (1), auquel a déclaré se rallier le Conseil supérieur du travail, le fait puni par le décret du 2 mars 1848 et l'arrêté du même mois, n'est point tout embauchage d'ouvriers à la journée par un tâcheron, mais seulement l'exploitation des ouvriers au moyen du marchandage.

Le *sweating-system* éveille toujours, au contraire, l'idée de conditions de travail défectueuses. On pourrait dire, pensons-nous, qu'il renferme en lui la notion de marchandage, mais il importerait d'ajouter aussitôt : le marchandage n'est qu'une partie dans l'ensemble des faits constituant précisément le *sweating-system*. On ne saurait identifier absolument l'un et l'autre, même en admettant que le *sweating-system* fût une « exploitation » ouvrière au moyen du marchandage. Qui dit abus par le marchandage suppose un fait volontaire, une action mauvaise du tâcheron faite intentionnellement. Nous verrons, au contraire, que le *sweater*, qui correspond au tâcheron, ne cherche pas toujours à tirer un profit abusif du travail de ceux qu'il emploie. Il se trouve lui-même dans une condition précaire, souvent aussi misérable que celle de ses ouvriers, parfois plus. Et cependant, dans ces cas, nous rencontrons, à vrai dire, le *sweating-*

dérant comme un délit (V. en ce sens un arrêt de la cour d'Orléans du 11 juillet 1899 et un arrêt de la cour de Bourges du 20 juin 1900.

(1) Dalloz. 1901, I, p. 169. V. à ce sujet le remarquable rapport de M. le procureur général Laferrière, qui met bien en valeur les diverses doctrines au sujet de la sous-entreprise, et conclut en disant que « si des inconvénients sont possibles dans le marchandage, des avantages le sont aussi, avantages pour l'ouvrier aussi bien que le patron. »

system. Il serait donc téméraire de l'assimiler entièrement au marchandage.

Assurément, le *sweating-system* suppose l'abus de la « main humaine ». Mais il implique autre chose. « Il est « aisé, dit M. Sayous (1), de s'apercevoir que les actes « censurés couramment du terme *sweating-system* ont un « commun point de contact, ils se rapportent tous à la « résistance de l'industrie en chambre et dans les ateliers, « non pourvus de traction mécanique, contre la grande « industrie ». Ce serait la lutte épique du « petit maître » contre le grand atelier, outillé mécaniquement, qui constituerait le sweating. Menacé de mort, le petit-maître accepterait n'importe quel salaire, « mais bien décidé à supporter « le moins possible, les conséquences de cette dépression, « il la rejetterait avec vigueur, sur les ouvriers ».

Nous croyons, pour notre part, que la machine a certainement déplacé et déplace sans cesse la main de l'homme. Elle est souvent une menace pour l'ouvrier, dont elle a relevé la situation dans beaucoup d'industries ; mais ici, son action n'a qu'un effet secondaire, qui détermine les abus du *sweating-system*. On trouve bien, il est vrai, dans les industries atteintes de sweating, des salaires excessivement bas, coïncidant avec la présence de la machine à coudre. Faut-il donc voir dans l'extension du machinisme la cause de cet affaiblissement du gain quotidien ? Si l'on admet cette opinion, on risquera de généraliser par trop et d'appliquer le *sweating-system* à beaucoup d'in-

(1) Sayous, *op. cit.*

dustries qui n'en souffrent pas. M. du Maroussem, dont on connaît les intéressantes monographies sur diverses industries parisiennes, qualifie de *sweating-system* la misère d'une ouvrière mouleuse en cartonnage (1). Cette femme vit avec ses deux fils, deux apprentis âgés l'un de 17 ans, l'autre de 13. Cette famille fait le jouet en carton-pâte. Elle maintient, comme le dit M. du Maroussem, « la situation antérieure avec le plus d'habileté et de ténacité, « soutenant ses prix par la haute valeur artistique des « produits qu'elle livre, ne les abaissant qu'à la dernière « extrémité. » A six heures du matin, la famille est à l'ouvrage et travaille « sans trêve, jusqu'à midi, où a lieu une halte d'une heure », puis recommence « au milieu de l'âcre chaleur du poêle, qui chauffe le séchoir. » A sept heures, la famille dîne, et après un frugal repas, reprend le travail, aidée du fils aîné « qui revient de sa journée de onze heures chez le portefeuilleiste » qui l'occupe.

Les recettes totales du budget de cette famille ne s'élèvent qu'à 1.800 francs, répartis par saccades, « avec de gros versements de janvier jusqu'à Pâques, et la disette la plus absolue pendant les trois mois de morte-saison. » Ces ressources sont d'autant plus insuffisantes, qu'au dire même de M. du Maroussem, cette famille a l'esprit ouvert à toutes les beautés artistiques, et se montre avide de lecture et de théâtre, au point que les deux jeunes apprentis préfèrent passer la nuit sur les marches de l'Opéra

(1) V. du Maroussem. La question ouvrière. Tome III. Le jouet parisien, p. 420 et sqq.

ou du Châtelet, plutôt que de manquer les représentations gratuites où leur imagination de gavroches s'envolera, pour quelques heures, dans la féerie de beaux rêves étoilés.

Qu'il y ait dans la situation de ces pauvres gens, une réelle misère, nul ne le contesterait, mais, qu'à vrai dire, on y découvre les traits caractéristiques du *sweating-system*, l'accompagnement des conditions essentielles à son existence, nous n'osons pas l'affirmer. Que rencontrons-nous dans l'hypothèse? Une industrie : celle du jouet, dans laquelle la production en grand, au moyen des machines, va remplacer la fabrication traditionnelle à la main. La lutte à laquelle donne lieu cette transformation, et qui frappe si durement la famille décrite par M. du Marrousem, ressemble un peu, toutes proportions gardées, aux luttes que subissent les industries, appelées à disparaître ou à prendre des formes entièrement neuves.

S'il fallait appeler *sweating-system* la « résistance de l'industrie en chambre et dans les ateliers non pourvus de traction mécanique contre la grande industrie », à ce compte, toutes les résistances qui, au cours du XIX^e siècle, ont été faites aux innovations mécaniques, mériteraient le nom de *sweating-system*. Il est un fait toujours vérifié ; c'est qu'un mode de travail cède toujours la place à un mode plus perfectionné. Le résultat est parfois lent à se produire, mais il finit par se réaliser. On peut déplorer les ruines qu'il sème sur son passage, les misères qu'il cause. C'est une situation presque irrémédiable, une période douloureuse à traverser. Nous en avons encore un exemple frap-

pant dans la résistance héroïque faite aux manufactures de tissage par les tisserands de certaines régions. Ces pauvres gens ne sentent pas la transition qui s'opère, et ils luttent en vain. Faut-il leur reprocher cette obstination, nous ne le croyons pas ? Comme le disait M. Blondel (1) en parlant des tisserands du Hartz, dont la triste situation a valu à la littérature allemande le beau drame d'Hauptmann, « peut-
« on leur demander d'embrasser d'un coup d'œil les con-
« ditions (si difficiles à saisir même pour les hommes in-
« telligents et instruits) de la vie économique moderne. Il
« y a chez eux un fond d'atavisme dont il faut tenir compte.
« Ils lèguent à leurs enfants leur vieux « métier », leur
« profession et leur misère, et leurs salaires baissent tou-
« jours ».

L'industrie du jouet nous offre un exemple de même nature. Il n'y aurait pas de raison de généraliser et d'étendre le *sweating-system* à toutes les industries présentant des symptômes de résistance à une nouvelle organisation industrielle.

Au surplus, le *sweating-system* ne saurait être exclusivement le résultat de cette lutte entre la petite et la grande industrie. Ce qui le prouve, à nos yeux, c'est que souvent la résistance supposée n'existe pas, alors que de l'aveu de tous les observateurs, le *sweating-system* se rencontre avec tous ses caractères.

(1) G. Blondel. L'Essor industriel du peuple allemand, chap. 1, p. 64-65.

N'est-ce pas le cas de l'industrie du vêtement, et surtout du vêtement confectionné? Les ouvriers et les ouvrières de la « confection » ne luttent point contre le grand atelier. Nous dirons même, plus loin, que dans cette grande industrie, le *sweating-system* naît moins de la résistance des ouvriers que de la coexistence de la petite et de la grande industrie. Sans rien préjuger, pour l'instant, remarquons simplement ici que c'est dans cette fusion bâtarde de la petite et de la grande industrie que le *sweating-system* trouve son meilleur aliment.

La tendance est facile et trop souvent nous emporte à mettre, qu'on nous passe l'expression, du sentiment dans les phénomènes économiques, qui demanderaient le plus impartial examen, l'observation la plus rigoureuse et non des yeux toujours mouillés de larmes. C'est peut-être l'écueil que le *sweating-system* ne permet guère d'éviter. Si l'on se borne à un examen superficiel, bien des abus paraissent, qui n'existent pas. Nous verrons plus loin que l'un des éléments caractéristiques du *sweating-system* est l'extrême modicité des salaires. Est-ce une raison pour s'en aller criant au sweating, dès lors que l'apparence nous présentera de faibles salaires? Avant de rien affirmer, il importe de voir les conditions dans lesquelles sont versés les salaires, qui semblent insuffisants. Qu'on nous permette un exemple à cet égard. Beaucoup de propriétaires fonciers emploient, durant l'hiver, de pauvres gens, âgés ou sans travail, à balayer les feuilles mortes qui jonchent les allées de leurs parcs. Ces gens reçoivent une somme qui va de

0,75 centimes à 1 franc ou 1 fr. 20. Si l'on s'en tenait à ces seuls chiffres, on pourrait trouver qu'ils sont le signe d'abus évidents. Mais qu'on y songe. En donnant ces salaires infimes, le propriétaire fait avant tout, c'est son intention, œuvre de charité. Il fait une aumône, si l'on veut, mais en la déguisant derrière un travail facile, qui flatte l'esprit volontiers ombrageux de celui qui reçoit. Certains industriels occupent encore, fréquemment, de pauvres femmes pour un prix qui semble dérisoire apparemment. Mais l'examen des conditions dans lesquelles le travail est donné et le salaire payé suffit à faire écarter toute idée d'abus, et surtout d'abus organisé, si l'on peut dire. On y voit plutôt présider un principe de philanthropie. Quand certains fabricants occupent des femmes âgées ou en couches à ourler des mouchoirs ou des serviettes fines, ils ne leur donnent par un prix bien élevé, mais leur but le plus général — il peut y avoir des exceptions — et, en tous cas, l'effet obtenu, est de secourir des personnes qui ne trouveraient aucun emploi, et pour qui la somme de 0,75 centimes par jour est un appoint précieux.

Quoi qu'il en soit, faut-il dire avec M. Sayous que les faits de *sweating-system* se rapportent tous à la résistance de l'industrie en chambre contre la grande industrie? Nous le disions tout à l'heure, le *sweating-system* suppose plutôt le lien solide, quoique tendu, entre la petite et la grande industrie. Il repose sur leur coexistence. On trouve à sa base, en effet, cette forme bâtarde industrielle que le créateur des monographies de famille, Frédéric Le Play, désignait du

nom de *fabrique collective*. « C'est, dit l'auteur de la Réforme
« sociale, le régime sous lequel le patron centralise le
« commerce des produits fabriqués au foyer domestique
« ou au petit atelier des ouvriers. (1) » C'est donc le
groupement des petits ateliers de production autour d'un
grand fabricant.

L'expression a passé dans le langage courant. Les Alle-
mands nous l'ont empruntée pour la baptiser de « Hausin-
dustrie », et M. Eugen Schwiedland (2) a publié, dans la
Revue d'économie politique de novembre 1893, un article
remarquable sur la question, dans lequel il caractérise ce
qu'il faut entendre par fabrique collective. « Nous voyons
« occupés pour le magasin, dit M. Schwiedland, d'une
« part les maîtres qui travaillent encore dans leur propre
« atelier avec leurs ouvriers (patrons asservis), et d'autres
« ouvriers qui travaillent à domicile, isolés ou réunis dans
« un local qui est en même temps le logement au moins de
« l'ouvrier principal (façonniers en chambre); tous livrent
« leurs produits aux fabricants, aux agents commerciaux
« ou aux magasins. Lorsque le façonnier en trouve d'au-
« tres qui lui livrent le travail dont il s'est chargé, à de
« moins bonnes conditions encore que les siennes, nous
« avons le système que les Anglais ont appelé *sweating*,
« soit sudorifère. » Ainsi, sous le régime de la fabrique
collective, la production ne s'effectue pas dans le local de

(1) Ouvriers des deux mondes, 1^{re} série, t. I, p. 451.

(2) Eugen Schwiedland. Essai sur la fabrique collective. Revue
d'Econ. pol., tome VII, p. 877.

l'entrepoteur, mais bien dans celui du principal ouvrier ou de l'ouvrier en chambre. M. Sayous a raison de le dire, le grand magasin anéantit l'artisan indépendant d'autrefois. Il en fait son serf, si l'on peut ainsi parler, mais sans désirer sa disparition. Tout l'avantage du patron ou du magasin est, en effet, de se contenter du travail fait à bon marché par des gens qu'ils n'ont pas à loger ni à surveiller. Leur intérêt est évident. C'est un capital moindre qu'il leur faut. Qu'on ne s'étonne donc pas de voir recherchée cette forme de travail. Si on ne la rencontre pas dans l'industrie de la houille, du fer ou de l'acier, c'est parce que les conditions de la production ne sont plus les mêmes. Au contraire, dans la lingerie, l'industrie du vêtement ou du cigare, l'ébénisterie, nous trouvons la fabrique collective. En haut, le grand magasin, au-dessous les petits ateliers. C'est à la fois un mélange de grande et de petite industrie, parce que le tailleur, la lingère ou l'ébéniste travaillent chez eux sans éveiller l'idée d'usines agglomérées. Ce n'est pas pourtant la petite industrie, car le tailleur, la lingère ou l'ébéniste, patrons si l'on veut, sont néanmoins des ouvriers dépendant d'un patron plus important (1).

(1) Si l'on va au fond des choses, la fabrique collective n'est, en réalité, que l'une des formes de la moderne organisation du travail, celle qui résulte de la transformation commerciale, et dont le danger ne laisse pas de menacer tous les métiers de la petite industrie. La grande entreprise commerciale d'aujourd'hui a pour principal caractère de laisser le travail effectué à domicile, mais d'en concentrer

Ajoutons encore que la *fabrique collective* fait souvent apparaître des entrepreneurs (appiécieurs ou *sweaters*). Ces intermédiaires entre l'ouvrier et le patron sont un des rouages de son mécanisme, sans être un rouage essentiel.

Or, et c'est là que nous voulons en venir, les faits de *sweating-system* se rattachent à la fabrique collective. Elle seule constitue le mode d'organisation industrielle nécessaire à l'existence même du sweating.

C'est parce qu'il en est ainsi que l'industrie du vêtement présente, à vrai dire, le plus grand champ d'application du mal que nous étudions. Si nous en croyons le rapporteur à l'enquête du Comité des Manufactures de Washington, M. Warner, « ce qu'on nomme le sweating-system doit être confiné en pratique dans l'industrie du vêtement. » Et cette conclusion résulterait des diverses considérations suivantes : D'abord, l'industrie du vêtement renferme, avec le plus d'abondance, les éléments constitutifs du sweating-system. Et puis, « la condition des employés dans les branches « sweating » de l'industrie du vêtement est bien « plus digne d'intérêt que dans aucune autre industrie, « même atteinte de sweating. » Enfin, dans l'industrie du vêtement, le sweating-system mérite d'attirer plus spécialement l'attention par les dangers qu'il cause au bien-être public, et la facilité qu'il laisse à une action effective plus que dans aucun autre métier « sweated ». Telles sont les

la direction, de le subordonner à un gouvernement capitaliste, de lui distribuer les commandes et de séparer le producteur du consommateur. V. Brants, *la Petite industrie contemporaine*, p. 73.

raisons que donnait M. Warner à la Chambre des Représentants de Washington et dont il faut apprécier la valeur, car elles sont le résultat d'un véritable voyage d'exploration à travers le *sweating-system*, aux Etats-Unis.

Est-ce à dire qu'il faille ainsi limiter à une industrie le *sweating-system* ? Nous ne le pensons pas. Il n'est, en réalité, que l'ensemble des mauvaises conditions de travail faites aux ouvriers à domicile, dans les industries dominés par la fabrique collective.

Telle est, à peu près, la définition que donnait un Américain, John Lennon ; elle concorde, on le voit, avec les intéressantes remarques de M. Schwiedland. Est-elle irréprochable ? Non, car le *sweating-system* est trop complexe pour entrer dans le moule d'une définition claire autant que précise. Nous verrons, de plus, qu'il a besoin, pour éclore, d'un certain milieu dont on ne saurait le séparer. Comme nous le disions au début de ce chapitre, il est relativement plus facile d'expliquer les éléments constitutifs du *sweating-system* que de le faire tenir en une formule étroite. L'analyse, nous l'espérons, fera voir, mieux que toute définition, quelle est, au juste, l'étendue, la portée de ce mal curieux.

CHAPITRE II

LES ORIGINES DU SWEATING-SYSTEM

Quand on étudie l'histoire ou la littérature, la vérité force toujours à reconnaître que l'événement politique le plus subit en apparence ou l'œuvre littéraire la plus nouvelle, la plus originale, se rattachent d'une façon certaine, plus ou moins facile à saisir, aux événements ou aux œuvres antérieurs. Cette constatation, que la sincérité nous oblige à faire, coûte un peu, j'en conviens, à notre amour-propre et diminue toujours l'importance que nous nous plaisions à attribuer à l'événement politique ou littéraire qui nous était cher. Mais elle s'impose à l'esprit, porté volontiers à méconnaître le long effort du passé.

La vérité de cette remarque ne s'affirme pas, croyons-nous, avec moins de force, en ce qui concerne les phénomènes économiques. Bien rares sont ceux qui ont surgi brusquement, sans avoir subi une assez lente préparation, et, certes, le *sweating-system* n'aurait aucun sens, s'il fallait l'isoler de tous les faits, qui lui ont servi d'échafaudage. Comme toutes les institutions, il a été la conséquence d'un certain nombre de phénomènes

économiques, que nous voudrions essayer de dégager, pour avoir ainsi la clef d'une expression qu'il est inutile de songer à expliquer, si on ne remonte pas aux causes qui l'ont étayée et fait surgir en pleine lumière.

Depuis une quinzaine d'années seulement, l'attention s'est portée du côté du *sweating-system*. Ce n'est guère qu'à dater de 1888 que les enquêtes ont eu lieu à son sujet en Angleterre, aux États-Unis ou en Australie. Ce serait cependant une erreur de le considérer en chose absolument nouvelle : « Traiter le *sweating-system* de nouvelle « province, écrit M. Sayous (1), il y a là, non simple inexac-
« titude, mais erreur grave et flagrante. »

Les causes qui lui ont permis de se développer nous paraissent être au nombre de deux. Ce furent de nouvelles conditions de travail intimement jointes au goût croissant du public pour le luxe d'imitation. Sans ces deux phénomènes, les autres causes, dont nous parlerons, n'auraient pas produit les conséquences auxquelles elles ont abouti, et ne seraient pas arrivées à déterminer ce qui constitue précisément le *sweating-system*.

En disant que de nouvelles conditions de travail ont préparé le *sweating-system*, nous entendons, par là, moins le passage de la petite à la grande industrie, que les effets de cette transition, et l'un des plus importants, à savoir : le développement nouveau de l'individualisme, facilité par la destruction des barrières destinées à le contenir.

(1) Sayous, *Op. cit.*

A côté de nombreux inconvénients et sans parler des abus qui s'étaient glissés dans leur institution, aux derniers siècles de l'ancien régime, les corporations de métiers avaient l'avantage d'empêcher l'avilissement des salaires. Chaque métier avait, on le sait, ses statuts particuliers, fort explicites, établissant, avec toutes sortes de minuties, la spécialité dans laquelle il devait se confiner (1). Ces règles, qui nous font sourire aujourd'hui, et dont on peut déplorer, à bon droit, l'étroitesse, assuraient, du moins, la bonne qualité des produits. On travaillait patiemment à soigner des articles de bonne matière.

L'obligation de la perfection du travail était, d'ailleurs, un principe sanctionné rigoureusement. Le fabricant devait, avant tout, « faire loyal et bon », et par suite, « la

(1) L'art. 25 des statuts et privilèges accordés par Charles IX, (1566) aux maîtres pâtisseries-oublayez de Paris leur défend de vendre « aucunes brioches, ni pain d'épice. » L'art. 26 fait défense « à tous « cuisiniez et autres personnes d'entreprendre aucunes noces, banquets, ni en icelles fournir pâtisseries, volailles, viandes ou gibiers, « ni faire contre ni au préjudice des états des pâtisseries, rôtisseurs « et poulaillers, ni regratter en aucune sorte et manière que ce soit, « sur peine d'amende arbitraire et de tous dépens dommages et « intérêts. »

En 1719, le Parlement de Dijon mit cette réserve à l'homologation des statuts des maîtres menuisiers, « que lesdits maîtres menuisiers ne pourront faire aucuns ouvrages de sculpture, tous en croux (*sic*) relief, bas-relief, figures et représentations, ni tenir en leurs maisons et employer aucuns compagnons sculpteurs.

Voir sur ces points. H. Blanc. Les corporations de métiers. Levasseur, *op. cit.* E. Martin Saint-Léon. Histoire des corporations de métiers.

« lutte entre fabricants ne put s'engager que sur ce terrain du faire mieux et plus loyal, tandis qu'aujourd'hui elle reste enfermée dans ces mots sinistres, source des souffrances et de la décadence morale des travailleurs : « produire à meilleur marché (1). » L'étroitesse du marché favorisait la bonne confection. L'artisan travaillait sur commande, pour des clients connus de lui, qu'il voulait satisfaire. Il s'efforçait, dès lors, de faire quelque chose de soigné. De plus, sans avoir aucun de ces jolis regrets poétiques pour la vie d'autrefois, d'où l'imagination des rêveurs fait jaillir je ne sais quels parfums éteints, ne pourrait-on pas dire que l'espoir en une vie future, l'idée que Dieu surveille nos moindres actes, et qu'il saura nous punir et nous récompenser, selon leur valeur, l'épouvante de l'au-delà, qui demeure l'un des traits les plus caractéristiques des âmes d'autrefois, ne pourrait-on pas dire, en un mot, que toutes ces croyances, dont les esprits

(1) Les statuts de métiers contenaient tous l'obligation de la perfection du travail. C'est ainsi que les maîtres menuisiers de Dijon (Statuts et règlements de 1718, art. 4) ne devaient se servir « d'aucun bois piqué, rouge, pouilleux, nœuds perçants, aubier ni bois blanc. » Les cordonniers de Lyon (statuts de 1489, art. 1 et 3) ne devaient pas « vendre souliers de peau pour vache, ni mouton pour cordouan, ni mettre cuir de veau avec vache, ni mouton avec cordouan, sous peine d'amende. » L'obligation pour les maîtres de faire des travaux achevés se conçoit parfaitement, si l'on se rappelle que les corporations étaient avant tout des sociétés de petits patrons, ayant pour but d'assurer une clientèle locale à un certain nombre d'artisans à capacité vérifiée. L'absence à peu près complète de concurrence exigeait tout naturellement des garanties de savoir professionnel.

ne s'étaient guère affranchis, en dépit du besoin de libre examen, ont maintenu les artisans dans la crainte de tromper leurs clients ?

Quoiqu'on puisse penser de ces avantages, il est indéniable que les corporations — au moins dans la première partie de leur histoire — protégeaient l'ouvrier. Sans doute, le nombre des compagnons n'était pas aussi étroitement limité que celui des apprentis, mais le maître ne devait jamais en prendre plus qu'il n'en avait besoin. Comme ces vieux serviteurs, qui passaient de longues années dans la même famille, s'associaient à toutes ses joies et à toutes ses peines, les compagnons connaissaient le maître. Ils vivaient et travaillaient avec lui, avec la certitude de gagner un salaire moyen : car les patrons, n'ayant pas à craindre les concurrents de leur ville (1), et se trouvant investis, en fait, d'un monopole, n'avaient pas non plus à redouter d'être obligés de baisser leurs prix devant une concurrence sérieuse.

(1) Il faut cependant tenir compte de la concurrence qui leur était faite par les foires, où les artisans de tout pays se trouvaient rassemblés, pendant un certain nombre de jours, et aussi de la situation des *lieux privilégiés*, c'est-à-dire des endroits qui, bien que situés dans les villes jurées, n'étaient pas soumis à la surveillance des maîtrises. Paris comptait beaucoup de lieux privilégiés, notamment au faubourg Saint-Antoine et au quartier Bonne-Nouvelle, et les maîtres s'en plaignirent souvent. Le travail y était inférieur à celui des corporations : mais comme il était à meilleur marché, les acheteurs préféraient aller à lui plutôt que de se rendre en pays de jurande. De cette façon la concurrence se développait avec une certaine étendue.

Quand le salaire était peu élevé, car la vie ouvrière de l'ancien régime n'était pas une idylle, l'ouvrier s'en contentait généralement, montrait peu d'exigence, ayant lui-même, au moins pendant la belle époque des corporations, l'espoir de devenir, un jour, patron (1). Cette identité d'intérêts, entre le patron et l'ouvrier était, au dire de M. Paul de Rousiers (2), l'un des traits les plus frappants du régime ancien du travail en petits ateliers. Elle tenait, nous dit-il, à ce que le compagnon pouvait espérer devenir maître, un jour. Cette ambition légitime lui permettait de traverser les crises et les moments pénibles. Aujourd'hui, ce rêve est presque irréalisable, avec le système de la concentration en grandes usines.

Quand le principe de la liberté du travail eût remporté la victoire, l'ouvrier pût se mouvoir à sa guise. Il n'eut plus à passer par aucune étape difficile avant de devenir maître, et, du coup, l'essor de la concurrence se trouva facilité, la porte fut ouverte toute grande au progrès. Mais aussi l'ouvrier se trouva seul, irrémédiablement seul, moins par suite de l'existence du travail libre que par l'exagération qui en fut faite, comme il arrive souvent, au début des institutions les meilleures. Le principe de la liberté du travail, reconnu par la Révolution française, et qui devait, d'ailleurs, être entamé sous le Consulat et l'Em-

(1) Plus tard, il sut se défendre en opposant le compagnonnage aux corporations devenues détestables.

(2) P. de Rousiers. Le Trade-Unionisme en Angleterre, chap. I et II, p. 7 à 43.

pire, en ne mettant les uns en face des autres que des individus isolés, en ne permettant pas à l'ouvrier de s'associer, pour soutenir ses droits, rendait, par là même, très difficile l'augmentation du salaire (1).

Comme, en même temps, l'industrie se transformait, et que, de tous côtés, sous l'empire des inventions, les usines vastes, mais relativement peu nombreuses, succédaient aux petits ateliers, les ouvriers perdaient l'espoir d'accéder au patronnat. Réunis par centaines dans une fabrique, ils n'avaient plus, comme autrefois, la même communauté d'intérêts que le patron. Forcément, ils tinrent à faire valoir leurs droits auprès d'individus qu'ils ne connaissaient pas, près desquels ils passaient et repassaient sans cesse, et ce besoin se manifesta progressivement, et dans tous les pays, par les coalitions, les grèves et, plus tard, les associations syndicales, connues en Angleterre sous le nom de *Trade-Unions*.

Mais si les industries tendaient à la centralisation, une foule de métiers restaient néanmoins soumis au régime ancien du petit atelier. Dans ceux-là l'ouvrier se trouvait directement en face du patron ou de son représentant. Mais l'effet n'était plus le même qu'autrefois. Dans ces métiers à petit atelier, l'ouvrier se trouva très vite plus isolé qu'il ne l'eût été en travaillant en usine. C'est qu'en effet, dans les métiers où le patron traitait lui-même avec

(1) L'Angleterre, avait senti le danger de l'individualisme puisque par l'*act* de 1824, elle détruisait toutes les barrières qui s'opposaient au droit d'association.

ses ouvriers, ceux-ci ne trouvaient pas de soutien pour appuyer leurs réclamations légitimes. Les essais de réorganisation, qui s'étaient produits dans la première partie du xix^e siècle, ne portaient pas sur les petits groupes de travail, réduits à quelques personnes. Or, nous le verrons, les métiers qui souffrent du *sweating-system* (ébénisterie, industrie du vêtement, lingerie) n'en souffrent que parce que ce sont des métiers où le patron traite avec des ouvriers isolés. N'étant pas groupés, n'ayant aucune cohésion, ces travailleurs furent souvent réduits à offrir leur bras à de très mauvaises conditions.

A cette idée, est venue s'en joindre une autre, d'apparence insignifiante, mais d'un effet désastreux : celle du besoin croissant des consommateurs pour les objets de « camelote ». De même qu'on a pu dire qu'un paysage était un état d'âme, de même on peut avancer que les objets de la toilette ou de l'ameublement participent non-seulement à notre personnalité, mais encore à l'âme du temps dans lequel nous vivons. Les idées philosophiques, les mœurs nouvelles qui généralement en sont la suite, façonnent de nouvelles dispositions d'esprit. Avec le développement incessant des idées égalitaires, au xix^e siècle, la foule cherchait à combler les fossés qui séparaient chaque classe. Le bourgeois veut ressembler au seigneur, l'ouvrier au bourgeois. Chacun se modèle sur son voisin : car, la Révolution, qui s'est opérée, on peut bien le dire, dans tous les pays, n'a pas été seulement politique, mais encore, et plus peut-être, morale et sociale. Par une action profonde sur les

mœurs, elle a démolì partout le particularisme étroit du passé. Elle a nivelé les préjugés, sauf à en faire naître d'autre sorte, a sapé toute idée de différenciation entre individus, et, chose qui nous intéresse plus spécialement ici, ce phénomène a marqué son empreinte la plus solide sur diverses industries, où devait précisément se révéler, plus tard, le *sweating system*. Le luxe se démocratisant, on a voulu avoir, au moins d'une façon grossière, les mêmes habits et les mêmes meubles que son voisin plus riche. Pour permettre et faciliter ce désir, les prix de vente devaient s'abaisser ; mais, comme un objet d'un certain fini, d'une exécution artistique soignée, ne pourra jamais descendre au dessous d'une limite infranchissable aux petites bourses, il fallait, de toute nécessité, pour répondre au goût du public, faire des meubles à bon marché, ayant l'apparence des meubles riches, mais n'en ayant ni la solidité ni le cachet artistique. Il fallait trouver le moyen de donner à tous des vêtements de même apparence, afin qu'on ne distinguât plus le commis épicier endimanché du plus grand propriétaire, ou la femme d'un modeste employé de la marquise la plus authentique et la mieux « rentée ». Pour vendre, le magasin dut réduire les bénéfices du petit patron, qui travaillait pour lui, et les réduire sans cesse. Tous les objets de basse qualité, en ébénisterie, en lingerie ou en vêtements ont été et demeurent, avant tout, le domaine du *sweating-system* (1). Si le public n'avait pas, du haut en bas

(1) V. chapitre III.

de l'échelle sociale, ce goût déplorable pour les « caricatures de la magnificence », nous n'aurions probablement pas à faire l'étude que nous avons entreprise.

Cet engouement facilitait la création de grandes maisons de vente d'objets de toutes sortes, où le client peut, en quelques instants, faire des commandes, qui, jadis, eussent exigé de longs déplacements. Au xix^e siècle, la vie à la vapeur, l'affairement, la hâte, qui caractérisent le nouvel état d'esprit, appelaient la centralisation dans un établissement des meubles courants, d'une banalité prévue : car, pour les meubles de luxe, le principe de la commande directe au fabricant devait survivre (1). Le goût du faux luxe exigeait une fabrication de faux luxe, de nouveaux procédés de fabrication à bon marché, et, la réunion des objets ainsi faits, chez un marchand. Une fois la part faite de ceux qui « ont encore cette dignité de ne pas supporter « l'idée d'un ameublement taillé sur un patron banal... la « classe moyenne... rêve un intérieur à la fois luxueux et « bon marché... Et surtout, quand ce désir la saisit, elle « veut le satisfaire en un jour ; elle veut voir la chambre « parée devant elle avec cet art d'exposition où certaines « maisons excellent (2) ».

(1) Il est juste de le dire, cependant : les ouvriers proprement dits n'ont pas abandonné l'usage de la commande directement faite au petit patron ébéniste. Ce que nous disons du magasin de vente ne s'applique bien qu'aux classes moyennes (employés, petits fonctionnaires, etc.). Mais, dans tous ces cas, le meuble est taillé sur le même modèle.

(2) Du Maroussem. — La question ouvrière, tome II, *Les ébénistes du faubourg Saint-Antoine*, p. 45.

Cette mode est générale. Ce que nous venons de dire du meuble, trouverait autant d'application dans n'importe quel autre objet d'usage courant. La commande directe au fabricant se trouve délaissée non seulement dans les villes, mais encore dans les bourgs de nos campagnes. En Belgique, dit M. V. Brants (1), « les ruraux se mettent « aussi à faire leurs provisions dans les magasins de la « petite ville voisine... Du haut en bas de l'échelle des « clientèles, il y a un goût croissant pour la fourniture en « magasin, de préférence à la commande. »

Pour répondre à ces désirs du consommateur, il fallait bien, comme le dit M. du Maroussem, qu'à côté des petits ateliers de haut luxe, fabricant directement sur commande, des ateliers se créassent pour ne plus faire chacun qu'un genre de meuble ordinaire ; de qualité inférieure, sous des dehors artistiques. Le « camelotage » exigeait la spécialisation du travail. C'était un moyen certain d'arriver à fabriquer à bas prix. Mais ce fut aussi la cause de la soumission des petits fabricants vis à-vis des magasins dont ils devenaient à peu près les seuls fournisseurs.

La même spécialisation devint de règle dans l'industrie du vêtement confectionné où règne, comme on sait, le *sweating-system*. Mais, qu'on ne s'y trompe pas. Ce n'est point absolument à cause de la basse qualité de leurs produits que certaines industries sont atteintes de *sweating-system*. C'est parce que, à fabriquer les objets d'une banalité courante et prévue, une foule d'ouvriers *unskilled*

(1) V. *Réforme sociale*, 1^{er} mars 1902.

viennent apporter leur concours et se résigner, dans leur isolement, à l'acceptation des conditions offertes.

Mais, il est juste de le dire, tous ces inconvénients pourraient disparaître, si le consommateur ne venait les maintenir par son ignorance ou son insouciance de la situation faite aux ouvriers « *sweated* ». Il ne s' imagine pas la pression qu'il exerce sur le salaire des travailleurs, en recherchant, quand même et toujours, un excessif bon marché (1). Ce n'est pas tout, en effet, de considérer à quel usage matériel, intellectuel ou moral nos achats peuvent servir. Il faut encore envisager, suivant la pensée de Ruskin (2), la condition d'existence faite aux producteurs des objets achetés. Malheureusement, est-il besoin de le dire, nous ne faisons guère, en notre esprit naturellement égoïste, de semblable considération. « La femme qui achète, dit « Mme Henriette Jean Brunhes, (3) ne sait pas la puissance qu'elle a en tant que « consommateur » sur le « monde du commerce et sur le monde du travail. Elle ne songe pas à augmenter par ses achats le bien-être de « ceux qui fabriquent et de ceux qui vendent... En règle « générale, la femme achète au meilleur marché. »

On se félicite souvent, comme d'une bonne action, d'avoir acheté des objets à des prix dérisoires. Bien des

(1) V. sur ce point : Emmanuel Rivière, *L'influence du consommateur sur le salaire*

(2) Cf. J. Ruskin, *Unto this last*.

(3) H.-J. Brunhes, *les Liges de consommateurs*. L'Association cathol., 15 nov. 1901, p. 385-386.

femmes, et du meilleur monde, sont à l'affût des « soldes » (1) mises en vente, à des dates fréquentes, par tous les magasins, et plus d'une riche élégante se flattera, dans un salon, d'avoir « profité d'une occasion exceptionnelle ». Hélas ! que d'étourderie et que d'ignorance se cachent souvent dans les âmes les plus loyales et les plus généreuses ! Ce sont les mêmes personnes qui donneront un louis à une quête, qui font le succès de tel magasin, où l'on vend « pour rien ». La vraie « charité », la plus belle, ne consiste pas à se montrer, certains jours, en toilette tapageuse, derrière un comptoir de vente, et à se désintéresser ensuite du sort des travailleurs. Assurément, si beaucoup d'œuvres de bienfaisance sont un prétexte aux petits comérages et au flirt, il en est beaucoup d'« intelligemment conçues et qui seront toujours indispensables, mais nous croyons que la femme riche a le devoir et le pouvoir de faire d'abord bien davantage, qu'elle doit travailler à diminuer la souffrance des ouvrières, non pas durant trois jours par an, mais tous les jours, non par un acte extraordinaire, mais par les actes ordinaires et répétés de sa vie quotidienne » (2).

C'est pour ne pas comprendre cette responsabilité de chaque jour, que la femme — nous pouvons en dire autant de bien des hommes — exerce, sciemment ou non, une véritable pression sur le vendeur des produits fabriqués

(1) Ces prétendues soldes sont souvent des articles neufs, à peine terminés.

(2) H.-J. Brunhes, *op. cit.*, p. 387.

par les ouvriers « sweated. » En courant, pour ainsi dire, après les objets « bon marché », les clientes des grands couturiers aussi bien que celles des magasins de confection, favorisent étrangement l'abaissement des salaires. Cette femme, qui achète une robe au rabais, « ne se demande jamais si, pour confectionner ces robes, ces manteaux ou autres articles achetés à des prix dérisoires, l'ouvrière n'a pas été réduite au salaire de famine ; » cette riche élégante « ne se demande jamais si, pour confectionner ces robes, ces manteaux ou autres articles achetés à des prix exorbitants, l'ouvrière a reçu un juste salaire » (1). « La rage des acheteurs à acheter au meilleur marché, dit M^{rs} Lowell, est la force terrible qui broie la vie de l'ouvrier, et il est étrange que des hommes et des femmes, qui reculeraient d'horreur à la pensée d'acheter des marchandises volées, se félicitent d'avoir pu se procurer des articles à très bon marché ; et n'est-ce pas en volant des heures de travail à d'autres hommes, à des femmes et même à des enfants qu'on arrive à vendre ces articles à très bon marché ! » (2)

On s'expliquera facilement les résultats auxquels ces diverses raisons peuvent conduire, si l'on songe au nombre excessif d'ouvriers, venant offrir leurs bras, dans les industries soumises au *sweating-system* (3). La fécondité des classes pauvres est telle, qu'il en résulte une véritable sur-

(1) Mme H.-J. Brunhes, *op. cit.*, p. 386.

(2) M^{rs} Russell Lowell, *The Consumers, Leagues*, p. 4, cité par Mme H.-J. Brunhes, *op. cit.*, p. 399.

(3) V. chap. IV.

population. Celui qui ne possède rien procrée sans prévoyance. Montesquieu le disait, « les gens qui n'ont absolument rien... ont beaucoup d'enfants. C'est qu'ils sont dans le cas des peuples naissants : il n'en coûte rien au père pour donner son art, qui même sont, en naissant, des instruments de cet art (1). » Il est vrai que le besoin d'imitation (2) régit toutes les classes de la société, et que le régime démocratique favorise merveilleusement l'ascension des classes, en proclamant la précellence de l'individu, mais, si l'égalité politique est ainsi reconnue, l'inégalité économique n'en subsiste pas moins, on pourrait dire avec plus de force. Les individus, ayant le droit de s'élever (3), mais n'en ayant souvent pas les moyens, cherchent à faire disparaître tous les obstacles matériels à cette élévation, ils restreignent leur prolifération. Cependant, comme le dit justement M. Nitti (4), « l'intensité de cette force ascensionnelle et par conséquent le nombre plus ou moins grand de sacrifices que l'on est porté à faire pour s'élever, se proportionne non au désir, mais à la possibilité de s'élever. » Par conséquent, les ouvriers, qui possèdent peu de bien, ne seront pas arrêtés dans leur prolifération par tous les désirs des classes riches, et, de fait, la plus grande fécondité des pauvres est surabondamment prouvée (5). Mais

(1) Montesquieu : *Esprit des lois*, livre XXIII, chap. XI.

(2) V. Tarde, *Les Lois de l'imitation*.

(3) Ars. Dumont, *Dépopulation et Civilisation*.

(4) Nitti, *op. cit.*, p. 199.

(5) V. Cheysson, *Journal de la Société de statistique*, 1883. A. Du-

elle a des conséquences désastreuses. Elle fait la joie des capitalistes, en leur permettant d'avoir des travailleurs à bas prix, mais cause la misère de bien des petits ménages. Si tant d'ouvriers sont réduits à s'offrir au rabais, cela tient, en grande partie, à une exagération de population. Il suffisait d'indiquer la question pour en faire deviner toute l'importance.

Telles sont, à notre avis, les grandes causes, d'ordre général, qui ont présidé à l'avènement du *sweating system*. Elles ont servi de base, pourrait-on dire, à d'autres faits plus particuliers, dont l'ensemble détermine et fait pénétrer le sens d'une expression intraduisible.

Pour mettre plus de clarté dans une matière assez obscure, nous rechercherons, à propos de l'industrie du vêtement, quels phénomènes ont pu développer les germes du sweating-system. On verra, du même coup, par quelle série de procédés, dépendant les uns des autres, les fabricants sont parvenus à obtenir l'ouvrage à un bon marché excessif.

Ce fut d'abord la transformation du travail à la semaine en travail aux pièces. Loin de nous la pensée d'incriminer une institution aussi raisonnable. Le travail aux pièces est le seul, qui, lorsqu'il est praticable, proportionne exactement la rémunération de l'ouvrier à l'ouvrage effectué. C'est donc un mode distributif de richesses très juste. Son

mont, *op. cit.* J. Bertillon, *Le problème de la dépopulation*. Guyau, *L'Irréligion de l'Avenir*. Ch. Richet, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juin 1882. Levasseur, *La Population française*, t. III. Nitti, *op. cit.*, livre second, etc.

avantage est incontestable pour le travailleur, qu'il laisse indépendant et auquel il permet de gagner beaucoup en travaillant longtemps. Ce dernier avantage n'en paraît pas un. En voyant les demandes constantes de réduction des heures de travail, on pourrait croire que l'ouvrier déteste tout labeur prolongé. Il n'en est rien, en réalité. Si l'ouvrier demande peu de travail pour un salaire élevé, c'est dans l'espoir de faire des heures supplémentaires, qui lui seront plus payées que les heures normales, généralement à double tarif.

Le genre d'ouvrage, où devait s'infiltrer le *sweating-system*, facilitait l'usage du travail aux pièces, en même temps qu'il encourageait la fabrication en chambre pour le compte d'un magasin. Du travail aux pièces au travail à domicile, il n'y avait, en effet, qu'un pas. Ce pas fut franchi, nous le verrons tout à l'heure.

Presque au même moment où s'opérait cette transformation, que beaucoup d'ouvriers ont regardée et regardent encore comme une calamité (1), l'usage de la machine à coudre, venait faire une révolution dans toutes les industries rattachées à la couture. En facilitant la fabrication, en supprimant, dans une grande quantité de travaux, la personnalité de l'ouvrière, la machine à coudre permettait, d'autre part, de faire l'ouvrage bien plus vite qu'à la main, (l'accroissement de rapidité est excessivement variable, suivant les machines). Le bon marché des produits se trou-

(1) Les ouvriers reprochent au travail aux pièces de ne favoriser que les bons ouvriers, et d'être désavantageux aux ouvriers médiocres.

vait ainsi encouragé, dans l'intérêt du consommateur. Mais toute médaille a son revers. En rendant plus facile l'apprentissage du métier, la machine à coudre nivelait, il faut le reconnaître, toutes les capacités et classait les ouvrières de l'aiguille sur le même rang. La catégorie des « unskilled » se trouvait accrue, c'est-à-dire des travailleurs dont le métier s'apprend aisément, et qui, par là-même, ne peuvent exiger un salaire aussi élevé que ceux dont l'initiation, quelle qu'elle soit, a été longue et onéreuse. De l'aveu des juges les plus compétents en la matière, la machine à coudre a déterminé une transformation radicale dans les industries de la couture (1). Elle aurait causé, assure-t-on, une réduction des salaires. M. Levasseur fait remarquer, à ce sujet, dans son remarquable ouvrage sur « l'Ouvrier Américain » (2), qu'avant l'invention de la machine à couper, c'est-à-dire en 1869, les tailleurs américains gagnaient 30 dollars (150 fr.) par semaine. Quelques années après, en 1883, ils ne gagnaient plus hebdomadairement que 15 dollars (75 fr.) (3).

Mais l'effet le plus important de la machine à coudre et l'un des plus curieux, celui dont les conséquences incalculables dominent le *sweating-system*, a porté sur la fabrication des vêtements tout faits à l'avance. Ce qu'on appelle la *confection* n'existait pas autrefois. L'étoffe, destinée à

(1) V. « *Labor and Capital* », I, p. 748.

(2) Levasseur, « *L'Ouvrier Américain* », tome I, p. 359.

(3) D'autres causes expliquent encore cet abaissement des salaires aux Etats-Unis. V^o. chapitre IV, 1^{re} partie.

l'habillement, était achetée à une foire, et donnée à un ouvrier, chef d'atelier, qui s'installait à la maison ou à la ferme, et recevait un salaire à la journée. Cette combinaison encore usitée dans les campagnes, au moyen d'ouvrières, a disparu graduellement dans les villes et tend même à disparaître dans le monde des paysans devant le système de l'ouvrier faisant, chez lui, les vêtements avec des étoffes qui lui sont remises ou qu'il fournit directement.

À côté de ce tailleur, qu'on peut appeler tailleur à façon, on vit apparaître, au commencement du *xix*^e siècle, les maîtres tailleurs, cumulant le commerce et l'industrie. Dès ce temps, on trouvait déjà cependant de simples marchands d'habits. Pour nous borner à Paris, ce type devenu légendaire du marchand d'habits, dont les cris troublent encore aujourd'hui les rues paisibles de la rive gauche de la Seine, se rencontrait dans la vente des vieux vêtements. C'est là, chez l'ancêtre du moderne « chand d'habits », qu'il faut chercher le premier stade du négoce des vêtements confectionnés et du *sweating system* qui s'y rattache. « Tandis que, « originairement, dit M. Schwiedland, les grands tailleurs « revendaient les vêtements, qui, leur ayant été laissés en « compte, s'entassaient chez eux, à des marchands spéciaux « et alimentaient la vente des fripiers, les colporteurs s'em- « parent, vers 1825, de ces articles et vont essayer de les « placer dans les provinces. » Le *Temple* était, à Paris, le centre de ces groupes commerciaux.

Le dernier mot n'était pourtant pas dit. Il fallait créer vis-à-vis du magasin de défroques, le magasin d'habits

neufs faits à l'avance. La confection ne devait pas se limiter aux vêtements de gueuserie. Un mercier, M. Parissot, qui tenait, dans la Cité, une boutique, à l'enseigne de la Belle-Jardinière, s'imagina, en 1826, de reprendre la tentative des fripiers de l'ancien régime, qui, sous le règne de Louis XVI, avaient eu « l'insolence de tenir des habits neufs tout faits. » Il ne vendit d'abord que le vêtement d'ouvrier, puis la veste de gala du prolétaire, et le succès vint si bien couronner l'entreprise que la classe moyenne se précipita vers ce magasin nouveau genre, pour s'y approvisionner elle-même. L'essor fut si vif que le petit magasin de Parissot, qui n'occupait, au début, qu'un espace de 12 mètres carrés, pouvait s'annexer, en 1866, 25 maisons voisines et s'installer rue du Pont-Neuf, avec tout le luxe possible.

La *Belle-Jardinière* eut, chez nous, des imitateurs. Ce furent le Bon-Marché, le Louvre, le Printemps, etc. (1). Tous ces magasins commencèrent par la confection bon-marché, et durent une partie de leur succès à la « vente des vêtements fabriqués en gros pour des moyennes de taille. »

Non-seulement le public prenait très vite l'habitude de s'adresser à ces magasins, pour l'achat de vêtements ; mais, il y recourait encore pour l'acquisition du meuble, surtout du meuble courant. On vit alors le Louvre, le Bon-

(1) Voir sur cette histoire des magasins parisiens de nouveautés, d'Avenel. Le mécanisme de la vie moderne, 1^{re} série.

Marché, le Printemps, le Bazar de l'Hôtel-de-Ville, vendre des salles à manger, salons, chambres à coucher, d'une banalité incroyable, et d'un bon marché stupéfiant. Une série de procédés permirent, en effet, à ces mêmes maisons de diminuer les frais de fabrication. Quelles furent les victimes de cette réduction du prix de revient? les petits fabricants, fournisseurs du magasin.

Jusqu'ici, nous avons envisagé, en eux-mêmes, tout un ensemble de faits, qu'il est permis de regarder comme ayant déterminé le sweating-system. Il ne nous reste maintenant qu'à montrer l'application de ces faits à l'Angleterre, puisqu'aussi bien c'est en ce pays, et limitées, d'abord, à l'industrie du vêtement, qu'il faut rechercher les origines d'une expression, tombée depuis dans le langage économique courant.

Nous le disions plus haut : le travail à la semaine (*regular work*) s'était transformé, au début du *xix*^e siècle, en travail aux pièces, faisant perdre beaucoup de son importance au travail en l'atelier patronal. Mais ces transformations ne furent pas sans amener une modification curieuse, au sujet de laquelle l'exemple de l'Angleterre nous paraît significatif. La substitution du *regular work* en *under-the-bed work, in slop*, s'est opérée avec beaucoup de précautions, dont le résultat le plus net a été l'apparition d'une institution, qu'on peut regretter, mais qui se trouvait, semble-t-il, dans la logique des choses. Les patrons exigeaient souvent des ouvriers travaillant pour eux, en chambre, des garanties de solvabilité. C'est qu'ils avaient

fréquemment lieu de craindre le gaspillage des étoffes données à confectionner. Ils se défiaient de l'honnêteté de leurs employés et c'est pour calmer leur suspicion qu'ils exigèrent des garanties. Le tailleur londonien dut déposer une somme de 5 livres sterling (125 francs), ou se faire cautionner. Ce seul fait fut gros de conséquence. Tous les tailleurs ne purent offrir les garanties réclamées. Ne furent en état de les donner que ceux qui tenaient eux-mêmes une petite boutique de draps. Il arriva donc que ces seuls petits marchands-tailleurs furent en relation immédiate avec les grands magasins. Mais les autres continuèrent cependant à travailler. Ils étaient le nombre. Ne pouvant plus obtenir d'ouvrage directement du gros marchand, ils en obtinrent de celui qui remettait les garanties exigées. Et ainsi apparut, tout naturellement, un intermédiaire, *middleman*, appelé déjà aussi *sweater* (celui qui fait suer).

Ces faits, constituant l'origine même du *sweating-system*, se passaient vers 1835. Les salaires des tailleurs de Londres se trouvaient réduits, par suite du profit de l'intermédiaire et sous l'influence du goût public pour le bon marché, qui venait encore amincir la part du gain. Les patrons ne se plaignaient pas de cet état de choses. Il les dispensait de s'adresser à des centaines d'ouvriers et ne les mettait en relations qu'avec quelques personnes responsables (1). Il est juste de le dire, le nombre grandissant

(1) En 1844, 72 marchands-tailleurs et magasins du West-End faisaient travailler sous leur surveillance; 270 faisaient travailler partie sous leur surveillance, partie à domicile... 142 seulement ne

de ces intermédiaires ou *contractors* les rendit bientôt aussi malheureux que les ouvriers qu'ils employaient et que, selon *les termes de l'expression*, ils faisaient suer, (*sweatee*). Ils étaient, en effet, trop souvent, en nombre excessif et se livraient, entre eux, à une concurrence acharnée, pour obtenir les commandes des magasins. Les *contractors*, les *sub-contractors*, les *sub-sub-contractors* ne se comptaient plus. Vers 1850, écrit M. Sayous, à qui nous sommes redevable en cette matière, « l'ouvrier tailleur, en relations directes avec les marchands ou les grands magasins, « devint... toujours plus rare (1) ».

Par suite de cette concurrence des *sweaters*, le salaire des ouvriers *sweatee* se trouvait fort amoindri. C'était entre eux, du reste, un véritable *struggle for life*. Ils voyaient leur situation empirer par l'arrivée continuelle à Londres, de nouveaux immigrants, sans ressources, réduits à accepter des salaires de famine, et faisant baisser le salaire des ouvriers indigènes. Les *sweaters* pratiquaient, d'autre part, un véritable racolage, pour se procurer des ouvriers *unskilled*, peu exigeants dans leurs prétentions. Il n'était pas rare, vers 1850, de voir les femmes des *sweaters* rechercher partout les travailleurs inexpérimentés, ne

faisaient travailler qu'à domicile. Vers 1849, il n'y avait plus que 60 marchands-tailleurs faisant travailler dans leurs ateliers; tandis que plus de 220, faisaient exécuter l'ouvrage au domicile de l'ouvrier.

(1) A. Sayous. Revue d'économie politique, octobre-novembre 1899.

connaissant pas le taux des salaires, et les embaucher. On trouvait, en un mot, les misères d'aujourd'hui.

L'avilissement des salaires se trouvait encore développé par l'emploi de la machine à coudre, dans tous les métiers de l'aiguille. Nous n'avons point la prétention de revenir sur ce que nous avons dit plus haut au sujet des inconvénients de la machine à coudre, mais de montrer seulement, en quelques mots, la vérification des explications antérieures. Le grand reproche fait à la machine à coudre est de spécialiser à l'infini les ouvrières (1), et c'est malheureusement le spectacle que nous offre l'*East-End* londonien, vers 1850, au début du *sweating-system*. Chaque ouvrière se trouve cantonnée dans une spécialité. Telle faisait exclusivement les boutonnieres, telle autre les coutures, telle autre rabattait les fils. Or, ce régime, qui permet de faire vite et bien, est, on peut le dire, un régime d'abaissement du salaire : car, l'ouvrier, ainsi parqué dans sa spécialité, ne saurait montrer de grandes exigences, si, comme nous le supposons, il n'a pas reçu une solide instruction professionnelle, lui permettant de passer d'une partie d'un métier dans une autre.

Ce caractère de la spécialisation du travail (2), consécu-

(1) « La machine à coudre, dit M^{me} Paule Vigneron, loin d'apporter une amélioration à la condition des ouvrières, semble avoir empiré leur sort, en permettant d'organiser le système des confections à bon marché. Ces confections, par grandes masses, avilissent le prix du travail et spécialisent les ouvrières, » Réforme sociale, année 1901, II^e série, p. 827.

(2) On retrouve la même spécialisation dans l'industrie du meuble.

tif, dans les industries de la couture, à l'emploi général de la machine à coudre, a certainement diminué les salaires, à Londres, aux environs de 1850. — Une ouvrière anglaise gagnait, en 1849, une moyenne de 2 sh. 10 d. 1/4 par semaine. En défalquant le prix des aiguilles, du fil et de la lumière, le salaire de cette ouvrière se réduisait à 2 sh. par semaine, soit 2 fr. 50. Il résulte de l'enquête du *Morning-Chronicle*, qu'en 1849, 14.000 ouvrières étaient employées dans les *slop-works* (travaux à domicile) de Londres, et sur ces 14 000, 10.000 seulement avaient moins de 20 ans. Leurs salaires étaient dérisoires, et les abus dont on se plaint, de nos jours, avec amertume, étaient si grands alors, que beaucoup de femmes consentaient à demander à la prostitution des ressources que le travail honnête ne pouvait leur donner. Lors d'un meeting de travailleuses tenu au mois de décembre 1849, on demanda combien d'ouvrières avait gagné 8 sh. (10 fr.), pendant la semaine précédente. Personne ne répondit. On demanda combien avaient gagné 7 sh. (8 fr. 75). Encore pas de réponse. Mais cinq femmes avaient gagné 6 sh. (7 f. 50); 28 en avaient obtenu 5 (6 fr. 25); 12 en avaient reçu 4 (5 francs.)

142 avaient gagné 3 shillings.

Dans une même partie de l'ébénisterie, le même ouvrier fait toujours les ajustages, le même fait toujours les vernissages, ou passe à la couleur, destinée à donner au bois blanc la teinte du noyer ou de l'acajou. Tel ouvrier dirige la scie circulaire appelée fraise, tel autre conduit la machine à canneler, à raboter ou à faire les oves, etc.

150 avaient gagné 2 shillings.

71 — 2 —

223 n'avaient point de travail.

88 dépendaient étroitement de leurs maîtres.

Après 1850. le nombre de marchands-tailleurs tenant atelier s'accrut, avec les mêmes résultats. Lors de la guerre de Crimée, des ouvriers travaillant pour des sub-sub-sub-contractors, faisaient des vêtements militaires, à raison de 6 pence par jour (0 fr. 60) pour 18 heures de travail, ce qui donnait une somme de 1 penny (0 fr. 10) pour 3 heures de travail.

Tous les abus du *truck-system*, se joignaient à cette réduction du gain quotidien. Les sub-contractors logeaient souvent leurs ouvriers, et leur donnaient pension. Beaucoup tenaient accessoirement un débit de vins et contraignaient les ouvriers à venir y boire, pour être occupés. L'immoralité n'était pas moins grande, si l'on songe que le travail se faisait en chambres étroites, à l'atmosphère viciée, où s'entassaient hommes, femmes et enfants. Tous les caractères du *sweating-system* se rencontraient déjà dans toute leur hideur.

L'ouvrage était donné au moins offrant (*underselling*). Le soumissionnaire (*sweater*) divisait son lot en petits lots et faisait, à son tour, une série de soumissions entre les travailleurs de l'East-End. C'est ce que dit en propres termes M. T. Hughes, dans son ouvrage « A lecture on the slop system (1) » paru en 1852. Les ouvriers étaient

(1) Cité par M. A. Sayous

« sweated », c'est-à-dire asservis par des intermédiaires. Pour 17 heures de travail ils gagnaient 1 sh. (1 fr. 25) et par semaine de 4 à 4 sh. 6 d. (5 fr. à 5 fr. 60 c.)

Tous ces abus ne firent que se développer, au point que, vers 1885, une grande partie de l'ouvrage était achevée, à Londres, par des *sweaters*, en dehors des grands ateliers. Les ouvriers de fabrique s'émurent de cette situation, non pas seulement pour des raisons d'humanité, mais bien plus à cause de la concurrence qui leur était faite par les travailleurs en chambre. Il y eut des réclamations, des polémiques, dans les journaux. L'opinion publique fut agitée. C'est dans ces conditions qu'intervint l'enquête ordonnée par la Chambre des Lords, afin d'examiner la condition des travailleurs de l'East End. Une commission (*select committee*) fut nommée par la Chambre Haute d'Angleterre, en 1888, pour étudier spécialement le sweating-system, pendant que la Chambre des Communes chargeait un autre comité de faire une enquête sur l'immigration (1). Les compte-rendus du Select Committee de la Chambre des Lords sont extrêmement intéressants. Malheureusement, ils fourmillent d'erreurs, et la vérité générale ne se dégage pas assez nettement du fouillis des dépositions personnelles. Du grand nombre des témoins entendus (il y en eut 291), de la nature de leurs réponses, jetées pour ainsi dire à l'aventure, est résulté, comme on l'a dit, un véritable labyrinthe. Un économiste américain, Joseph Lee, a pu comparer avec assez

(1) House of Commons. Report from the Select Committee, on Emigration and Immigration. 1888.

d'humour, le Report of the Select Committee à une série de petites bandes de papier, qui auraient été jetées pèle-mêle, au fond des poches et retirées ensuite au hasard, pour être imprimées dans le désordre de leur découverte.

A côté de cet important document et du rapport de la Chambre des Communes, un certain nombre d'ouvrages d'un caractère privé ont paru sur la question, en Angleterre. Nous citerons, notamment, l'intéressant ouvrage de M. Charles Booth, *Life and Labour of the People in London*, le volume de M. David Schloss (1) qui résume brièvement l'enquête de la Chambre des Lords. Une femme de grand talent, miss Beatrice Potter (Madame Sydney Webb) a consacré, de son côté, divers articles à l'étude de la vie ouvrière à Londres (2).

Postérieurement au grand mouvement déchainé contre le sweating-system, le *Board of Trade* publiait un rapport, en mai 1894, « en réponse aux questions posées au Parlement ». Il avait pour objet la concurrence des immigrants, dans l'industrie de la chaussure, et les effets de l'immigration sur le travail des femmes.

Telle est, en résumé, l'évolution du sweating-system (3), en Angleterre. Si nous passons en Amérique, nous lui retrouvons mêmes origines et même histoire. On peut dire,

(1) *Methods of industrial remuneration.*

(2) *Board of trade. Reports on the volume and effects of the recent immigration from Eastern Europe into the United-Kingdom.* Londres, 1894.

(3) Les Américains s'accordent à reconnaître la valeur éminente

avec M. Levasseur (1), que l'apparition du sweating-system a coïncidé, de l'autre côté de l'Océan, avec le développement de la confection bon marché. Autrefois, en Amérique, les trois quarts des vêtements étaient faits sur commande. En 1890, la confection toute faite entrait dans la proportion des trois cinquièmes, pour les vêtements d'hommes et de femmes, dont la valeur dépassait 300 millions de dollars. Le mal s'est d'autant plus étendu aux États-Unis que les classes ouvrières et les classes moyennes n'achètent plus de vêtements sur mesure, qui sont d'un prix à peu près inabordable et se trouvent, en fait, réservés à l'aristocratie de la terre ou de l'argent. Ainsi qu'en Angleterre ou en n'importe quel autre pays, la confection, qui procède par grandes masses d'habits faits à l'avance, et n'exige pas le fini de la « mesure », use considérablement du travail en chambre et surtout du travail exécuté par les pauvres gens. Comme, aux États-Unis, le nombre en est considérablement accru par l'arrivée continuelle de nouveaux immigrants sans habileté professionnelle, et dans le plus triste dénuement, la concurrence se donne libre carrière et contribue à la dépression des salaires, dans les industries où se jettent ces miséreux, et qui sont, précisément, les industries atteintes par les weating-system (1).

de l'ouvrage de M. Levasseur sur « l'ouvrier américain ». C'est un livre admirable, nous disait M. Cohn, professeur à l'Université Columbia, et rien n'a été fait de mieux sur le sweating-system aux États-Unis que le chapitre consacré par M. Levasseur à cette question.

(1) Seventh biennial report of the Bureau of labor statistic. Illinois. p. 358.

Depuis longtemps, le travail à l'entreprise était florissant, de l'autre côté de l'Océan. A quelle époque précise a-t-il déterminé le sweating ? Il est impossible de songer à le dire avec exactitude. Pour M. Levasseur, ce serait en 1863, que le « système de la sueur » aurait été pratiqué dans l'État de Massachusetts. Au dire du chef du bureau des statistiques du travail de Boston, M. Horace Wadlin (1), il serait apparu, le jour où beaucoup de maisons de vente ont donné l'ouvrage à des sous entrepreneurs. C'est donc la substitution du travail en chambre au travail à l'atelier patronal, qui aurait marqué le point de départ du sweating.

Un fait particulier au Massachusetts est venu renforcer le travail à l'entreprise et en développer les abus. C'est, d'après les écrivains américains, l'incendie de Boston. Ce désastre, qui détruisit, en 1872, une grande quantité d'établissements industriels et de magasins, développa la prospérité des *contractors*, en leur donnant, comme dit M. H. Wadlin, « une opportunité dont ils profitèrent aussitôt. » La majeure partie de l'ouvrage, qui s'exécutait jusqu'alors en manufacture, fut faite en chambre ; par la force même des événements, ce qui n'avait été, au début, qu'une nécessité, tendit vite à devenir une chose normale. Ce n'est pas le moment de faire l'étude du sweating-system aux États-Unis. Nous verrons, dans un autre chapitre les raisons pour lesquelles il a pris en ce pays un développement si exagéré. Constatons simplement l'extrême misère

(1) Report of the Committee on Manufactures on the Sweating-System, p. 227.

des ouvriers et ouvrières en confection au milieu du xix^e siècle (1). Les enquêtes faites à ce sujet sont relativement récentes, mais le mal qu'elles ont découvert à l'attention publique n'en existait pas moins auparavant.

Ce n'est guère que depuis une douzaine d'années que les Américains se préoccupent sérieusement du *sweating-system*. En février 1892, la Chambre des Représentants de Washington, ordonnait une enquête sur la question et chargeait le Comité des manufactures de la mener à bonne fin. Après avoir tenu session, à Washington, New-York, Chicago et Boston, le Comité a publié un intéressant rapport

Le bureau de la statistique du travail d'Illinois, a consigné beaucoup d'observations importantes sur le *sweating-system* dans le « Seventh Biennial Report ». On y trouve l'étude des *sweatshops* de Chicago.

En 1894, le Département du Travail des États-Unis a publié un rapport statistique de 613 pages, bourré de chiffres, sur « The Slums of great Cities » (Les bas quartiers des grandes villes), qui demeurent, si l'on peut dire, le centre du *sweating-system*.

(1) Dans son ouvrage sur « les États-Unis contemporains », M. Claudio Jannet cite le cas d'une ouvrière en robes, travaillant dans un établissement de confections en gros, qui vint à Boston, en avril 1868, sans y connaître personne. Elle trouva une pension, rue X..., à cinq dollars par semaine, travailla pendant 3 mois, à raison de 7 à 8 dollars par semaine, pour un labeur de quinze heures par jour. Cette femme tomba malade d'excès de travail et fut envoyée à l'hôpital, sortit sans avoir un cent en poche et dut travailler huit jours avant d'être payée.

A côté de ces publications officielles (1), et de même qu'en Angleterre, le *sweating* a été étudié dans des ouvrages privés, notamment par J.-A. Riis, dans « *The Children of the Poor* » et par L.-A. Banks, dans « *White Slaves, or the Oppression of the Worthy Poor* ». Les auteurs de ces deux livres envisagent plutôt, que l'étude du *sweating-system*, certains des éléments dont il se compose.

Quoiqu'il en soit, et sans qu'il faille s'attarder plus longtemps à une sèche nomenclature de documents bibliographiques (2), il ne faudrait pas conclure de leur date récente de publication, que le *sweating-system* est une chose absolument nouvelle. Comme nous le disions, au début de ce chapitre, il n'est point apparu subitement. Il a subi, au contraire, une assez lente préparation. Tant de phénomènes

(1) Ce ne sont pas, bien entendu, les seules qui aient paru, relativement au *sweating-system*. On peut même dire que tous les documents émanés des différents Offices du travail des États-Unis intéressent, par quelque côté, la question qui nous occupe. On a grand profit à les consulter, sur un point de détail, tant est complexe le *sweating-system*. V. à la bibliographie, pour les renseignements.

(2) Nous noterons, pour être complet, les deux rapports publiés en Australie par une commission du gouvernement de Victoria, l'un sur l'industrie du vêtement, l'autre sur l'ébénisterie. Ces publications remontent aux années 1893 et 1894. Nous reviendrons, du reste, sur les résultats de ces enquêtes, au cours de notre étude.

Le *sweating-system*, moins développé qu'en Angleterre ou aux États-Unis, n'a donné lieu, chez nous, à aucune enquête gouvernementale. Il a fait l'objet, comme on sait, de deux intéressantes monographies de M. P. du Maroussem sur l'Industrie parisienne du jouet et sur les Ebénistes du Faubourg Saint-Antoine. Nos ouvrages d'économie politique font tous une petite place à la question.

y ont coopéré, qu'il est malaisé de les débrouiller tous. Mais n'eût-elle que ce résultat, l'étude de ses origines suffirait à nous empêcher de voir dans le *sweating system* une création voulue, systématique, de certains patrons, dans certaines industries. Il n'y a rien de calculé dans son existence, qu'un certain nombre de faits a préparée. Tel qu'il est, il ne dépend point de la volonté d'un homme de le faire apparaître, pas plus qu'il ne serait en son pouvoir d'y mettre un terme. C'est une situation mêlée, qui a toujours gardé quelque chose de sa complexité première, et qui ne saurait, d'ailleurs, disparaître qu'avec la lenteur qu'elle a mise à se développer. L'étude que nous allons en faire maintenant, montrera, nous l'espérons, la portée de cette remarque essentielle.

CHAPITRE III

LES ÉLÉMENTS DU SWEATING-SYSTEM

En isolant successivement chacun des éléments du *sweating-system* nous voulons seulement jeter plus de clarté sur une matière assez obscure en sa complexité.

L'analyse ne répond pas, en effet, ici, à la réalité des choses. Le *sweating-system* forme un tissu extrêmement serré. Aussi bien, quand cette analyse sera terminée, n'aurons-nous pas encore la clef du sweating. Certaines conditions, d'une extrême importance, et tenant au milieu social, sont, en effet, nécessaires à l'éclosion du phénomène que nous étudions. Si elles n'existaient pas, les autres éléments auraient beau se rencontrer, le *sweating-system* ne saurait apparaître dans toute sa force.

I. — Le grand magasin

Et tout d'abord, à la base du sweating, nous rencontrons le grand magasin de vente. Le fait est indéniable, mais il importe d'en préciser le sens et d'en mesurer sagement l'étendue. Si le magasin est intimement lié au *sweating-*

system, il n'en est pas le seul élément ni même le plus important.

Il serait téméraire d'affirmer que le grand magasin ait fait naître, par lui-même, le *sweating-system*. Il vaut mieux dire, en ajoutant un peu : le magasin se lie au *sweating-system*, quand il vend l'article de camelote. Cette remarque était nécessaire avant d'aller plus loin. Nous en trouvons aussitôt l'application dans l'industrie du meuble. Il ressort, avec évidence, de l'intéressante monographie de M. du Maroussem sur les « Ebénistes du Faubourg Saint-Antoine (1) » que le *sweating system* ne s'applique bien qu'à la partie de l'ébénisterie ayant trait au meuble courant (salon ordinaire, meuble noir et ivoire, tables vide-poches, tables-toilettes, chambres Louis XVI, salles à manger Henri II). Et la raison de cet état de choses se conçoit facilement, si l'on songe que, dans toutes les spécialités précitées, les ouvriers sont isolés, n'ayant pas besoin d'être groupés, comme il le faudrait pour la fabrication des chaises « où le tournage joue un rôle important, pour la « spécialité des pianos et orgues, où l'entente de plusieurs « corps d'état est indispensable, pour celle des meubles « avec application de bronze, où l'outillage cesse d'être « accessible à tous, et où ciseleurs et monteurs doivent « maintenir avec les ébénistes une entente de tous les ins-
« tants (2) ».

(1) *Op. cit.*, chap. III et VI.

(2) Du Maroussem, *op. cit.*, p. 196-97.

Chemin faisant, nous aurons l'occasion de revenir sur le lien qui unit le grand magasin de vente au *sweating-system*. Certes, les abus ne manquent pas, venant des grandes maisons de vente, mais le mal existe souvent, sans qu'il y ait de leur part volonté de nuire et d'abuser du travail. Le *sweating-system* est avant tout la résultante de divers phénomènes économiques qui viendront permettre au magasin de se procurer des objets de basse qualité, à des conditions infimes de bon marché, parfois même, au-dessous du prix de revient. Si l'on peut ainsi dire, le magasin profite donc plutôt du *sweating-system* qu'il ne le crée. Les éléments primordiaux qui caractérisent aujourd'hui le *sweating-system* et en font quelque chose de distinct du *sweating* (1) sont les suivants :

I. Travail au domicile de l'ouvrier, dans de mauvaises conditions hygiéniques.

II Exagération des heures de travail.

III. Extrême modicité des salaires.

Si à ces trois phénomènes nous supposons jointes certaines conditions tenant au milieu social, nous serons, croyons-nous, en présence du *sweating-system*.

(1) Le *sweating-system* ne se confond pas en effet avec le *sweating*, comme le remarque fort justement M. Sayous. Il y a *sweating*, dès lors qu'apparaît l'exploitation, quelle qu'elle soit, si, par exemple, « le principal locataire d'une maison sous-loue quelques chambres à des prix excessifs, profitant, sans la moindre retenue, de la misère d'une famille en quête d'un logis et de son désir invincible de demeurer dans tel quartier plutôt que dans tel autre..., si la foule houleuse d'un port de mer « *crimps* » les matelots à peine débarqués. » Au contraire, le *sweating-system* ne s'applique qu'au contrat de travail.

II. — Le travail à domicile et le « Sweater »

Du fait même du travail à domicile nous n'avons rien à dire. C'est une institution très sage, très heureuse, qui se présente ici, malheureusement, dans de telles conditions qu'elle apparaît comme dénaturée. Envisageons, pour un instant, la seule industrie du vêtement, la plus atteinte de *sweating-system*. Les ouvriers travaillant pour magasin de confection sont éparpillés, d'ordinaire, aux quatre coins d'une ville, Paris-Londres ou New York. La pulvérisation des ateliers est, comme on l'a dit, de règle en cette matière. La seule agglomération qui s'y rencontre est l'atelier patronal, ne comprenant que les coupeurs et les « pompiers ». Les coupeurs, leur nom l'indique, taillent les étoffes d'après des mesures spéciales; les pompiers réparent, après essayage, les fautes qui ont été commises. En dehors de ces deux catégories, les travailleurs de couture pour magasin sont disséminés en chambres. C'est sur ces façonniers que pèse le *sweating-system*. Ils se divisent en apieceurs, giletiers et culottiers. Leur triste situation justifie-t-elle cependant la condamnation du travail à domicile? Nous ne le croyons pas. Le travail en chambre que trop d'abus déparent, offre en lui-même assez d'avantages pour qu'on n'en souhaite pas la disparition. Il laisse l'ouvrier à son foyer, relève la dignité de l'homme, en maintenant son indépendance, et permet à la femme d'apporter un supplément au budget familial, sans pour cela lui interdire de vaquer

à ses occupations domestiques. Aujourd'hui surtout que tant de femmes désertent leur foyer pour aller travailler en manufactures, délaissent le ménage et jettent les enfants aux dangers de la rue, il nous paraît injuste de vouloir supprimer le travail à domicile sans chercher à le rajeunir et à le revivifier.

Que le travail à domicile conduise à de graves abus, le sweating-system suffit amplement à le démontrer, mais qu'il mérite de disparaître, nous n'osons pas l'admettre, tout en reconnaissant qu'en l'état actuel de l'industrie le travail en grands ateliers suscite souvent moins de critiques.

Dans ce que nous venons de dire, nous n'avons pas vu fonctionner d'intermédiaire entre le magasin et l'ouvrier. Mais on peut concevoir une autre hypothèse. Très souvent surgit un entrepreneur en sous-ordre. Les formes qu'il peut revêtir sont éminemment diverses. Le mécanisme de la distribution de l'ouvrage, dans certains métiers, nous permettra de les apprécier. A Londres, comme à New-York ou à Paris, « le travail n'est généralement pas exécuté, dans la petite industrie, sous la direction des marchands eux-mêmes, lorsqu'il s'agit de « seconde ou de moindre qualité (1) ». La division extrême du travail, qui règne aujourd'hui, facilite cet état de choses. Dans l'industrie du vêtement, en particulier, les fabricants en gros tiennent rarement atelier. Bien plus, non

(1) Sayous. Musée social, avril 1902.

contents de ne pas tenir atelier, ils traitent de moins en moins avec les ouvriers.

Si nous passons à l'industrie de la chaussure, mais surtout de la chaussure de fantaisie et de basse qualité, nous devons reconnaître que, seul, le coupage du cuir est généralement fait à l'atelier patronal. Le *piquage* de la tige (*closing*) le *montage*, l'assemblage des talons et le *finissage* (*finishing*) sont faits à domicile.

L'ébénisterie se pratique de plus en plus en petits ateliers, bien que la vente du meuble se concentre, comme nous l'avons dit, en quelques grandes maisons.

Dans ces conditions, le « petit maître » s'impose, et, de fait, nous le rencontrons dans toute la petite industrie. Pour plus de clarté, nous allons envisager successivement quelques-unes des industries atteintes de *sweating-system*.

a) L'industrie du vêtement.

En face de l'atelier patronal, réduit à quelques ouvriers, se dresse l'armée des « apiéceurs » en chambre. A l'atelier patronal, se rattachent, nous le disions plus haut les coupeurs, les apprêteurs et les pompiers, personnel assez restreint, qui a une tâche relativement difficile, mais qui travaille d'ordinaire dans de très bonnes conditions sanitaires et gagne des salaires assez élevés (1). Une fois coupée aux ciseaux ou à la scie à ruban, l'étoffe faufilée est envoyée aux couseurs de grandes pièces. Ceux-ci répartis, généra-

(1) V. sur ce point, *Office du travail*, L'industrie du vêtement à Paris.

lement, en France, deux à deux dans d'étroites chambrettes, et qui à Paris, notamment, se logent au haut des vieilles ruelles du quartier de l'Hôtel de Ville, réunissent les étoffes, construisent les manches, pressent et cambrent.

Ce sont les apiéceurs, que, dès 1856, rencontrait M. Focillon, et que l'on trouve aussi bien dans le vêtement pour hommes que dans celui pour dames.

Mais à côté de ces ouvriers éparpillés, certains plus puissants réussissaient, chez nous, au milieu du siècle dernier, à s'élever au-dessus de la foule et à employer avec eux un certain nombre d'ouvriers « brûlés », comme on dit en argot de tailleurs, c'est-à-dire disqualifiés ou récemment arrivés à Paris. Ces apiéceurs plus puissants ou « apiéceurs à cheval » commandaient dix ou vingt personnes. C'était pour la France l'équivalent des « sweaters » anglais.

Aujourd'hui ces entrepreneurs n'ont fait que grandir. Les magasins ne peuvent plus se passer de leur concours, qui se manifeste à tous les moments de la vie du vêtement.

Ce sont eux qui créent la mode. Sans doute, les dessinateurs et aquarellistes donnent souvent leurs modèles au magasin, et les « premières » s'assurent si ces aquarelles « tiennent bien » ; mais souvent aussi la mode est due à une entrepreneuse du magasin, qui a découvert dans ses promenades à travers les quartiers élégants des Champs-Élysées ou de Hyde-Park et a su composer en rêve, dans son cerveau d'artiste, un modèle qui fera fortune, à la prochaine saison.

Là ne se borne pas le rôle des entrepreneurs. Il est plus important, lorsqu'il s'agit de la fabrication proprement dite. Un célèbre couturier du quartier de l'Opéra, qui vend des robes de 400 à 1.200 francs et plus, et a pour clientèle la haute aristocratie et les riches étrangers, a délaissé peu à peu le système de l'atelier patronal. Dans cette maison onze ateliers sont installés dans l'immeuble même ; mais au dehors existent six grands ateliers.

Ce que nous disons de la France n'est pas moins exact en ce qui concerne l'Angleterre. Le « magasin de vêtements en gros » ne fabrique généralement aucun habit. C'est au *sweater* qu'incombe le soin d'organiser le métier, de le diriger, à la façon d'un véritable patron. Les tailleurs riches de Londres ont un atelier dans la maison même où se trouve le magasin. Ils ne s'adressent donc pas en principe (1) aux contractors de Whitechapel ; cependant tous les tailleurs, de moyenne ou de petite importance, y ont recours. Souvent, les étoffes sont fournies toutes coupées aux sweaters, mais, parfois, ces derniers ne reçoivent aucune fourniture du magasin. M. Sayous nous en donne la raison. « La majorité « des fabricants en gros de vêtements pour « dames », *qui ne sont pas juifs*, ne connaissent point le « côté technique du métier (2). Pour devenir « manufac-

(1) M. Sayous fait en effet remarquer, d'après le rapport de la Chambre des Communes, que beaucoup de marchands *fashionables* de *Regentstreet* sont en contact avec des sweaters de Whitechapel, qui se chargent d'exécuter pour eux l'ouvrage.

(2) V J.-A. Dyche. The history of the mantle trade in England (the Jewish Chronicle, 22 avril 1898).

« turier » un petit capital suffit. Un bureau dans les environs de *Saint-Paul Churchyard*, une plaque avec l'inscription « Wholesale Ladies' Jacket and Mantle Manufacturer », quelques vêtements pour garnir les rayons ; et voilà la maison prête à fonctionner. Des annonces dans les grands journaux réclament des (outdoor) mantle makers ». Aussitôt, les offres arrivent. L'« industriel » demande des modèles. Les « sweaters », au bout d'une ou deux semaines, en fournissent et fixent le prix de leurs reproductions. Les commis voyageurs partent en campagne.

« Supposons qu'un modèle ait plu à quelques clients. Ne croyez pas que le « manufacturier » chargera nécessairement son auteur de son exécution. Fort souvent, il s'adressera à quelque autre « sweater », prêt à faire des conditions plus favorables, ainsi parce qu'il est obligé d'organiser une « équipe » complète pour la saison prochaine et disposé à toutes les concessions en attendant le moment des ordres (1). »

Le magasin n'a que des avantages à retirer de cet état de choses. Il peut « se mettre en affaires » avec un léger capital et n'a point à surveiller ses ouvriers (2). Il verse

(1) Sayous, *op. cit.*, p. 273-74.

(2) Nous devons dire cependant que dans le vêtement de femmes, au moins le vêtement « habillé », l'atelier extérieur se fait plus rare que dans le vêtement pour hommes. La cause en est facile à saisir. « La couturière tient à avoir son personnel sous la main, afin de lui imprimer sa direction artistique, que rien, à son avis, ne peut remplacer. De plus, le métrage des étoffes ne peut être établi avec la netteté familière aux maîtres tailleurs, qui, à cet égard n'ont jamais

un prix de façon à l'entrepreneur, qui est presque toujours l'ancienne « première » d'une grande maison de couture, et se décharge de toute responsabilité. La « première », avec le prix de façon qu'elle reçoit, pourvoit aux frais de son atelier. Les bénéfices qu'elle réalise sont sa propriété.

b) L'ébénisterie.

L'ébénisterie nous met encore en présence du « contractor ». Mais il importe ici de ne pas exagérer. Ce qu'on désigne souvent du nom de *sweater* n'en a pas la réalité. C'est, du moins, ce que semble prouver l'examen impartial du procédé curieux connu, à Paris, sous le nom de « trôle », et permettant aux grands magasins d'ameublement de se procurer le meuble au-dessous du prix de revient. Le « trôleur » est un ouvrier faisant, à l'avance, des marchandises, sans savoir quel en sera l'acquéreur. Cet ouvrier, qu'on rencontre à Paris dans le quartier de la Roquette et de Charonne (1), charge un « charabanier » de transporter les meubles dans une voiture spéciale, puis d'aller les vendre, à la foire du samedi. Les commissionnaires des grands magasins examinent les meubles exposés, puis quand la nuit tombe ils les achètent à vil prix au « trôleur » aux abois, qui n'a pas encore payé ses fournitures et n'a plus un sou pour se nourrir et payer son terme.

un instant d'hésitation en présence d'une jaquette ou d'une redingote à exécuter. L'imprévu, l'inspiration jouent un grand rôle... c'est encore le chef d'atelier seul qui peut la diriger (V. Office du travail. L'industrie du vêtement).

(1) V. Du Maroussem. *Ébénistes du faubourg Saint-Antoine*, chap. IV.

Cette exploitation, par laquelle les magasins se procurent le meuble au-dessous du prix de revient, ne mérite pas, à proprement parler, le nom de *sweating-system* : car les objets ainsi achetés par le commissionnaire n'avaient pas été commandés au trôleur par le magasin. Nous sommes ici en dehors de toute idée de *convention antérieure*. Le trôleur a travaillé, sans savoir à quelle personne il livrerait son meuble. Or, à notre avis, le *sweating-system* suppose l'emploi d'ouvriers travaillant pour le compte d'un magasin désigné. C'est sous cet aspect qu'il apparaît de plus en plus. En Angleterre, notamment, il s'est développé considérablement, depuis l'enquête de la Chambre des Lords. Les maisons d'ameublement renvoient tout l'ouvrage à faire à des « *sweating shops* » et le meuble est ensuite vendu, comme s'il avait été exécuté par le magasin. Le véritable industriel, inconnu du client, travaille pour le compte d'un « *piece-master* » à *Bethnal-Green* ou au nord de *Whitechapel*.

La même chose se retrouve à Paris. Par suite de leurs relations avec les porteurs de meuble, les agents des magasins connaissent certains petits fabricants du faubourg Saint-Antoine. Ils s'adressent à eux et leur « accordent » des commandes « Si la spécialité du petit patron porte une « marque originale, dit M. du Maroussem (1), défense lui « est faite d'exposer en son nom et de vendre directement « à qui que ce soit. Si la spécialité est banale, la concu-

(1) *Op. cit.*, p. 203.

« rence affolée des patrons voisins amènera le même résultat, parce que bientôt l'atelier ne travaillera plus que pour le grand magasin ou le commissionnaire. »

c) L'industrie de la chaussure.

Nous le disions plus haut, la situation des ouvriers cordonniers, travaillant aux chaussures de mauvaise qualité, n'a rien d'idyllique. Une notable partie de l'ouvrage se fait à domicile, sous la direction des sweaters. C'est le piquage, le montage et le finissage. Le piquage, au dire de M. Sayous, n'a pas été l'objet de plaintes particulières. Il n'en est pas de même du montage ni surtout du finissage. Le petit maître fait un marché au rabais pour une certaine quantité d'ouvrage qu'il fait exécuter par de jeunes ouvriers.

Avec le finissage, c'est-à-dire le dernier coup de main donné à la chaussure, règne la plus grande division du travail. La bottine passe par les mains des coupeurs et des finisseurs. Nous verrons plus loin quelle est la situation faite à ces deux catégories d'ouvriers. Pour l'instant nous nous bornons seulement à retracer, à grands traits, le mécanisme de la distribution de l'ouvrage et à esquisser le rôle du *sweater*.

Jusqu'ici, nous n'avons aperçu en lui qu'un véritable travailleur, à qui n'incombent pas les charges de la vente. Que nous ayons envisagé l'industrie du vêtement, de la chaussure ou du meuble, le sweater nous est apparu comme le premier ouvrier de l'atelier qu'il dirige. Malheureusement, il existe une invincible tendance à ne faire de

lui qu'un spéculateur... Il faut convenir que le mot lui-même de *sweater* (1) est bien fait pour induire en erreur et ne nous laisser voir dans le « petit maître » qu'un exploiteur. Les documents anglais et américains sont pour beaucoup aussi dans cette conception. D'après le rapport de la Chambre des Lords (2), le *sweater* serait « un homme, qui ne contribue au travail ni par un capital, ni par son habileté, « ni en supportant les moindres risques ». Un déposant américain disait de son côté. « Le *sweater* est tout homme, qui, occupant directement un certain nombre de gens (hommes, femmes et enfants) leur paie des salaires insuffisants et cherche à tirer des bénéfices de l'exploitation de ces malheureux ». Il y a là, selon nous, une fausse généralisation. Tous les *sweaters* ne sont pas des spéculateurs. Nous avons entrevu et nous verrons plus loin, que ce sont généralement des ouvriers comme les *sweater* proprement dits. Tous ne font pas des profits illégitimes et ne méritent pas d'être toujours rendus responsables d'un état de choses très complexe, dont ils sont les premières victimes.

Les *sweaters*, dont la conduite est la plus critiquable, sont ceux dont la fonction se borne à distribuer l'ouvrage.

(1) M. Sayous fait cependant remarquer que l'étymologie du mot *sweater*, ne suppose aucunement « l'acte de tirer un profit du travail d'un autre ». « Tout au contraire, dit-il, dans l'industrie de la chaussure, on nomme encore « *sweater* » « celui qui sue », celui qui est « *sweated* », l'ouvrier et non le patron. (Report on the sweating-system, t. I, p. 36). V. Sayous, *op. cit.*, p. 281.

(2) Report on the sweating-system, t. I, p. 33.

Ceux-là ne sont pas, en effet, comme les autres ouvriers. Ils reçoivent du magasin toutes les fournitures nécessaires, n'ont, par conséquent, aucune dépense à faire en achat de matières premières. Leur rôle consiste à répartir l'ouvrage venu du magasin entre les travailleurs à domicile, à fixer la date de rentrée du travail, à l'examiner et à le reporter, au magasin, après acceptation. Ces *sweaters*, répartiteurs d'ouvrage, se rencontrent, avant tout, dans la lingerie. Dans cette industrie, les ateliers tenus directement par les grandes maisons sont fort rares, et partant, la présence d'intermédiaires devient plus urgente que jamais.

Elle n'est pas moins développée dans la fabrication de la dentelle. Après avoir fait choix d'un dessin et décidé quel point traduira le mieux l'idée du dessinateur « l'entrepreneur commercial fait choix (1) des personnes qui exécuteront le travail (2) ». D'ordinaire, il recourt directement à un intermédiaire qui sera tantôt « un facteur » ou une « factoresse », tantôt un couvent. « D'une façon générale (3), on peut dire que les fabricants n'ont pas de « rapports avec la main-d'œuvre ». C'est donc à l'entrepreneur de répartir l'ouvrage entre les ouvriers. Leur rôle est

(1) Les détails que nous donnons s'appliquent de préférence à l'industrie dentellière belge, mais aussi bien la Belgique n'a-t-elle pas le monopole de fait d'un art aussi exquis que celui de la dentelle? V. Carlier de Lantsheere. Musée social, déc. 1901.

(2) Verhaegen, l'industrie dentellière en Belgique. *Réforme sociale*, 1^{er} juin 1901.

(3) *Op. cit.*, p. 846. Verhaegen. *Op. cit.*, p. 846.

d'autant plus utile que la fabrication des dentelles n'exige pas d'installation coûteuse. Si, en effet, certaines dentellières travaillent dans les ateliers des fabricants, la plupart d'entre elles exécutent l'ouvrage à domicile. Toutes les ouvrières chargées du « corps de la dentelle » ne quittent pas leur maison. Durant l'hiver, elles se tiennent près de la croisée ou sous la clarté de la lampe, et, quand les jours d'été sont revenus, elles abandonnent leur chambre pour travailler sur le pas de la porte. C'est même un tableau des plus jolis que ces groupes de dentellières assises à l'ombre de leurs maisons et mêlant au cliquetis de leurs fuseaux le joyeux éclat de leurs conversations et de leurs rires.

En même temps qu'il leur donne ses instructions, le facteur remet aux ouvrières le fil à dentelle et le patron sur lequel elles devront travailler. Quand l'ouvrage est terminé, l'ouvrière l'apporte au bureau de l'intermédiaire, à moins que ce dernier ne le lui reprenne lui-même, ce qui a lieu souvent dans les campagnes.

Quoi qu'il en soit, le « facteur en dentelle » n'est jamais qu'un répartiteur d'ouvrage. Il possède, le plus souvent, les connaissances techniques du métier. « Un grand nombre de « factoresses » ou courtières en dentelle, dit M. Verhaegen (1), sont elles-mêmes d'anciennes ouvrières », et résident au milieu des travailleuses qu'elles occupent. Mais beaucoup ne cherchent, dans leurs fonctions, qu'à pressurer les dentellières et à s'enrichir le plus rapidement possible.

(1) Verhaegen, *op. cit.*, p. 848.

Il importe donc essentiellement de distinguer parmi les sweaters ceux qui sont de vrais industriels et ceux qui ne sont que répartiteurs d'ouvrage. Quand le petit maître « est lui-même son meilleur ouvrier », les Américains disent que le travail a lieu en « sweatshop ». Dans ce cas, le sweater préside à la fabrication, travaillant lui-même avec ses ouvriers, aussi durement qu'eux « S'agit-il, par exemple, dit M. Sayous (1), de « finir », à domicile, des bottines ? C'est le « petit-maître » qui, le plus souvent, « se charge de l'acte le plus délicat ; — coupe avec un certain art les semelles encore sans forme et égalise les divers morceaux de cuir dont se compose le talon (*kni-fing*), — tandis que des travailleurs moins habiles donnent le dernier coup de main (*finishing*).

Quand, au contraire, l'ouvrage est fait dans le « room » de l'ouvrier, celui-ci est isolé ou réduit à recevoir l'aide des membres de sa famille. Ce cas se présente surtout lorsque le sweater n'a qu'à distribuer l'ouvrage, mais l'ouvrier *sweatee* peut, cependant, travailler, seul, à son domicile, bien que le contractor soit lui-même « industriel » et groupe autour de lui un certain nombre de travailleurs.

Le point de ressemblance entre les *sweaters* est que tous jouent le rôle d'intermédiaires. Qu'ils soient ouvriers, fabricants ou distributeurs d'ouvrage, ils ont pour fonction de s'interposer entre le magasin et l'ouvrier. Ce qui fait naître l'abus, c'est la présence d'innombrables intermé-

(1) Sayous. L'entre-exploitation des classes populaires à White-chapel. Musée social, avril 1902.

diaires et sous intermédiaires, jointe, nous le verrons, à la concurrence excessive que se font entre eux les pauvres gens de Londres ou de New-York.

La légende veut que le sweating-system provienne toujours, du sweater. C'est un point sur lequel il est bon de s'arrêter un instant. Les attaques faites aux sweaters ont été si violentes qu'il est nécessaire d'examiner dans quelles mesures elles se justifient.

On a dit, au moment où fut dirigée l'enquête de la Chambre, des Lords : Les ouvriers sont écrasés, « crushed », par les sweaters, qui les traitent en parias. La presse anglaise caractérisait le sweating-system en l'appelant « l'esclavage des blancs », et désignait au mépris public le contractor, véritable bourreau de toute une armée de pauvre gens. On reprochait surtout aux sweaters de retenir de force les ouvriers qu'ils avaient embauchés, de les laisser dans une ignorance totale des conditions économiques générales, et d'empêcher les immigrants, qui forment le plus fort contingent de *sweatee*, d'apprendre la langue et les usages du pays.

Il y a, dans ces griefs, plus de déclamation que de vérité. Nous verrons, dans un autre chapitre, à quoi tient la misérable condition des « sweated », mais, dès maintenant, nous pouvons affirmer que leur ignorance de la langue et des usages anglais n'est pas le fait des sweaters. Assurément, dit Joseph Lee, le contractor se garde bien d'enseigner la langue aux arrivants de tout pays, qui deman-

dent à être embauchés (1), mais cette fonction de pédagogue, outre qu'ils seraient souvent inaptes à la remplir, les sweaters n'en sont pas chargés.

Et sans parler même du sweater, croit-on que l'ouvrier « sweated » ait bien le goût d'aller à une école du soir perfectionner son instruction? Il ne cherche, avant tout, qu'à travailler le plus possible, à plaire au contrator qui l'emploie. Assurément, cette raison n'excuse pas le maintien des travailleurs sweated dans l'ignorance. Nous croyons, au contraire, que si les miséreux, et particulièrement les Juifs qu'débarquent à Londres comme à New-York, parlaient un autre langage que le leur, le *sweating-system* diminuerait notablement, car tous ces immigrés sont contraints en quelque sorte par la force des choses à s'unir à leurs coreligionnaires. Et à peine débarqués, « les voilà installés, « dans les quartiers qu'occupent ceux qui s'expriment dans « la même langue et sont soit originaires du même pays, « soit unis à eux par les liens de la parenté ou de l'amitié. « Leurs compatriotes se trouvent rarement dans une posi- « tion meilleure; ils ne peuvent procurer aux nouveaux « venus que leur misère et leur ouvrage mal payé. La con- « séquence en est l'aggravation des abus » (2).

Enfin, pourrait-on dire, les sweaters sont, dans la généralité des cas, d'anciens petits ouvriers, qui se sont élevés, à force d'épargne, à une modeste situation, dans laquelle

(1) Il y a cependant des preuves du contraire.

(2) Report on the sweating-system, t. I, p. 31. — Report on immigration, p. 63.

ils s'acharnent à travailler et sont, comme le dit M. Sayous, leurs meilleurs ouvriers. Les petits sweaters, vrais industriels, sont en effet plus nombreux que les gros sweaters, simples spéculateurs. Ils forment la majorité. Ce n'est donc pas d'après la minorité des puissants *contractors*, qu'il faudrait tirer une conclusion rigoureuse, quant à l'ignorance où sont plongés les *sweatee*.

Une autre légende veut encore, avons-nous dit, que les sweaters ne soient jamais que des exploiters, gardant pour eux la plus grande partie du gain qui devrait revenir à l'ouvrier. Qu'il en soit ainsi dans bien des cas, c'est une chose certaine, mais ce qui vient diminuer aussitôt l'importance de cette idée c'est le nombre vraiment exagéré de sweaters et la course au rabais à laquelle ils se livrent tous auprès du magasin, et qui ne peut manquer de diminuer leurs propres bénéfices.

Mais, dira-t-on, cette concurrence des *contractors* entre eux n'empêche pas les ouvriers de souffrir? Bien plus. Elle ne peut faire que les plonger dans plus de misère, en les contraignant à se contenter de salaires excessivement réduits : car enfin, dit on, il faut bien que le sweater réalise un certain profit, et par conséquent plus le prix offert par le magasin se trouve abaissé, plus le salaire de l'ouvrier se trouve lui-même diminué.

La question revient donc à savoir si, en tout état de cause, les sweaters réalisent des profits exorbitants et font descendre les salaires au-dessous du taux normal. Le meilleur moyen d'arriver à un résultat sérieux était de se mettre

aux affaires et d'essayer d'obtenir du travail d'un grand magasin, tout comme un sweater ordinaire. Des expériences ont été tentées, en Angleterre. Aucune n'a produit l'effet que l'on pouvait supposer. M. David Schloss, qui avait eu, l'un des premiers, l'idée de voir s'il était possible d'élever le salaire des ouvriers « sweated », imagina de former une association coopérative, dans laquelle les ouvriers associés se seraient partagés les bénéfices. « On pouvait penser, » écrit M. Schloss, que l'argent empoché par les sweaters « passerait avec le nouveau système dans la poche des « travailleurs ». C'était, en somme, un essai digne d'encouragement. Il ne suffisait que d'un contremaître à appointements fixes. On pouvait même faire qu'un ouvrier se chargeât du travail de répartition et de direction de l'ouvrage. Sait-on quel fut le résultat? Le salaire des ouvriers, indépendamment de tout bénéfice à partager, a absorbé entièrement le profit que pouvait faire le sweater. Il a été impossible de payer la surveillance. On avait voulu donner aux travailleurs un salaire qui leur permit de vivre. L'expérience est venue démontrer qu'il était impossible de le faire.

Un autre essai de suppression du sweater fut tenté, au mois d'avril 1888, par le Révérend James Munro et diverses autres personnes. — Il ressort, dit Joseph Lee, de la comparaison entre les salaires payés par Munro et ceux qui étaient accordés par Mark Moses et autres grands fabricants de vêtements de Londres, que Munro payait des salaires inférieurs à ceux de la moyenne.

Enfin, une expérimentation faite, dans la chemiserie, par William James Walker, a convaincu ce dernier du fait que les tailleuses pouvaient vivre, mais que les fabricants ne le pouvaient pas.

Tous ces essais curieux sembleraient donc démontrer l'innocuité des sweaters. Il faut « reconnaître cependant, « dirons-nous avec M. Sayous (1), que... si les purs « exploiters sont peu nombreux, très nombreux sont les « semi-exploiters », les petits ouvriers un peu aisés désireux de conserver une certaine part des sommes reçues du magasin. Mais, le plus souvent, la demi-exploitation des sweaters ne se produit, si j'ose dire, qu'indirectement. Elle est exploitation pour l'ouvrier, sans mériter ce titre vis-à-vis du contractor. « Les entrepreneurs, qui sont « légion, dit Mme Sydney Webb (2), demandent les plus « fort rabais. Il faut alors peu payer l'ouvrier. Hélas! cela « ne les enrichit guère. Les sweaters sont pauvres. En « 1882, ils recevaient 90 cents pour divers articles. En « 1892, ils ne recevaient que 24 cents. » Pendant longtemps Mistress Sydney Webb avait cru devoir faire retomber tous les abus du *sweating-system* sur le sous-entrepreneur. Mais, dans le rapport présenté au Congrès coopératif de Rochdale, elle reconnut l'inexactitude de sa première opinion. « Dans l'industrie des vêtements et des « chaussures à bas prix, qui est entre les mains des Juifs,

(1) *Op. cit.* p. 275.

(2) *Revue d'Economie politique*, 1893, p. 963 et suiv.

« là où le travail est fréquemment aux mains des sous-entre-
« preneurs (sweaters), ces intermédiaires, au lieu de jouer
« le rôle de gros parasites, font un travail aussi dur, sinon
« plus, que les exploités et souvent gagnent moins que le
« machiniste ou le repasseur qu'ils ont à leurs gages (1) ».

Mais il ne reste pas moins vrai que les « petits-mâtres »
ont une forte tendance à « garder pour eux une quotité
« illégitime des sommes qu'ils reçoivent pour le travail à
« faire (2) ». Voici, d'après M. Burnett, quel était, au
moment de l'enquête de la Chambre des Lords, le chiffre
moyen des bénéfices des *sweaters*. Sur un paletot dont la
façon était de 1 shilling 2 pence (1,45), le prélèvement du
contractor se montait à 35 cents (0,35 c.). Les *sweaters*
ayant 8 ouvriers gagnaient 19 francs net par jour. Dans
l'industrie de la chaussure, — ou plutôt dans la partie de
cette industrie, qui a trait au *finissage*, le coupeur (*knifer*)
ne manque pas une occasion d'imposer aux *finishers* une
diminution de salaires (3). Il leur prépare du travail et
conserve la moitié de la somme versée par le magasin de
chaussures.

Le petit-mâtre touche 7 £ 10 pour le finissage de 25
douzaines de chaussures (ce qui représente le travail d'une
semaine). Il garde pour lui 3 £ 15, sur lesquels il faut
déduire 3 sh. 4 pour le loyer, 2 sh. 6 pour le gaz, 4 d. pour
le transport des chaussures et 12 sh. 6 pour les frais du fil,

(1) Sydney Webb, *op. cit.*, p. 964.

(2) Report on the Sweating-System, t. I, p. 36.

(3) Report on the Sweating-System, t. I, p. 37.

du papier, de la couleur, et des tasses de thé qui doivent être servies aux ouvriers (1).

Les *sweaters* d'Amérique font souvent aussi des prélèvements excessifs, d'autant plus choquants qu'ils tiennent généralement leurs ouvriers dans des logements d'une insalubrité manifeste, dépassant en horreur ceux de Whitechapel. Ce qui est curieux, nous le verrons plus tard, c'est que l'espèce d'asservissement dans lequel ils maintiennent leurs ouvriers ne se produit que peu à peu, par suite de l'obligation où ces ouvriers se trouvent de faire une tâche plus importante, chaque semaine, pour un prix qui ne varie pas. D'après Abraham Bisno (2), les *sweaters* abaissent, d'année en année, les salaires de leurs employés. Si, par exemple, un magasin donne au sweater 1 dollar par habit à confectionner, l'ouvrier ne recevra que 70 cents. — Deux ans après, en supposant que le magasin donne encore 1 dollar, le sweater ne remettra plus à l'ouvrier les 70 cents qu'il lui versait autrefois. — Un contractor, Patsy Riley (3), prétendait que le gain des *sweaters* était à peu près le double de celui de leurs ouvriers. S'il faut en croire Riley, lorsqu'un vêtement est payé \$ 4, 50 à un ouvrier, on peut être sûr que le contractor a gardé \$ 2, 50.

(1) Report on the Sw. System, t. I, p. 36-37.

(2) Report of the Committee on Manufactures on the Sw. System, p. 93 et suiv.

(3) *Op. cit.*, p. 135 et suiv.

Voici, d'après M. Timm(1), quelle serait la moyenne des salaires payés, en Allemagne, par les entrepreneurs, et la somme des profits réalisés par eux :

Un ouvrier-entrepreneur pour confections de manteaux, habitant le quartier de Berlin connu sous le nom de Wedding, occupe, pendant la saison, 15 ouvrières, travaillant à domicile. Il leur donne 40 pfennigs (0 50 c.), pour 2 jaquettes, qu'elles parviennent à faire en un jour. Il a, d'autre part, 15 ouvrières, garnisseuses et finisseuses de jaquettes et leur donne 50 pfennigs (0.62 1/2) par jaquette.

Le patron du magasin donne à l'entrepreneur 1 mark. 60. (2 fr.) par pièce.

En 6 jours de travail, 15 ouvrières à façon livrent donc : 180 pièces à 40 pf., soit 90 francs.

Donc les 15 premières ouvrières gagnent.	90 fr. 00
— 15 autres — — — . . .	112 50
L'entrepreneur paie de plus, par semaine, au	
rabatteur.	26 25
Total.	228 fr. 75

Il paie donc par semaine un total de
228 fr. 75 ou 183 marks.

Il reçoit du patron pour 180 pièces (à 1 mk 60

(1) Das Sweating-System in der deutschen Konfections-Industrie. Im Auftrage des Vorstandes des Verbandes deutscher Schneider und Schneiderinnen und verwandter Berufsgenossenschaften Joh. Timm, Flensburg, 1895.

par pièce)	288 marks (360 fr.)
Comme il verse à ses ouvriers la somme	
totale de	228 fr. 75
Il fait le profit de	360
	228 75
Total	131 fr. 25

L'entrepreneur gagne 131 fr. 25 par semaine, d'où il faut déduire les frais de chauffage et d'éclairage.

En Allemagne, pays d'exploitation de l'ouvrière de l'aiguille, si l'entrepreneur reçoit du patron 3 à 3 mk 50, il donne à l'ouvrier 2 à 2 mk 50. Telle est la moyenne reconnue.

Une action intentée devant le Conseil des Prudhommes de Berlin, le 3 mars 1894, par une couturière contre un entrepreneur, est, à ce point de vue, typique. Le litige était basé sur la retenue, faite illégalement par le sweater, du salaire exigé pour la confection de cinq costumes de garçons, et le montant de la somme due à l'ouvrière n'était que de 1 mark. 25 (1 fr. 56) au total!

En France, les entrepreneurs n'ont pas été critiqués avec moins d'animosité qu'à l'étranger. Ici encore, les abus sont grands, et se sont développés, par suite de l'intérêt des grands magasins à mettre en quelque sorte l'ouvrage en adjudication. Les conditions nouvelles du travail par grandes masses suscitent l'emploi d'intermédiaires, destinés à éviter aux magasins la recherche des ouvriers. C'est ainsi que pour leurs travaux de basse confection et

de lingerie le *Louvre* ou le *Bon-Marché* recourent à d'importantes entrepreneuses, qui font exécuter l'ouvrage en un court délai, le vérifient, et le livrent tout prêt, tout ficelé, voire même enrubanné, s'il s'agit de lingerie, en boîtes spéciales. au nom du magasin qui n'a plus alors qu'à procéder à la mise en vente. L'entrepreneuse garde une part du salaire alloué (1).

Souvent, il faut le dire, les entrepreneuses d'ateliers extérieurs n'ont d'autre bénéfice que celui qu'elles réalisent sur les prix de façon versés. Et à côté de cela, nous voyons des prélèvements exagérés. C'est dire que la plus grande diversité règne en cette matière. Certains entrepreneurs de la région lyonnaise parviennent à faire de grands profits. Les contremaîtres et contremaîtresses, qui occupent de deux à trois cents ouvriers pour le compte des grands magasins, nous disait un tisseur des environs de Lyon, prélèvent sur le salaire des ouvriers une part excessive. Cela saute aux yeux de tous, ajoutait-il, car ce sont des gens qui, partis de très bas, sans grandes ressources, arrivent rapidement au bien-être puis à la fortune.

La retenue opérée sur le salaire des ouvrières lyonnaises, s'élève à peu près au quart du prix alloué par le fabricant au magasin. Sur un salaire de 1,50, qui est un salaire moyen, les entrepreneuses en passementerie gardent généralement 0,25 centimes.

(1) Pour faire quatre vestons, l'entrepreneur a besoin de deux apprêteuses. Il donne à l'une 3 francs, à l'autre 2, mais, comme le magasin lui accorde 16 francs c'est donc une somme de 11 francs qui lui reste (V^o *Office du travail* La Petite Industrie, t. II, p. 314).

Leur prospérité fréquente est encouragée par les fabricants eux-mêmes, qui ont tout intérêt à ne pas tenir des carnets de compte pour chaque ouvrière. Au lieu de s'adresser aux passementières, aux enjoliveuses et aux brodeuses, ils ont recours à une entrepreneuse qui garde pour ses soins et son bénéfice une partie du prix de façon.

L'écueil de la sous-entreprise est en effet que les fabricants, ou magasins, n'élèvent pas leurs prix par cela seul qu'il se rencontre une personne de plus : l'entrepreneur. Ils se basent pour établir le prix de façon d'un article sur ce qu'il demanderait de travail à une ouvrière, et c'est le résultat de ce calcul qui leur sert à établir le salaire, comme s'ils le donnaient directement à l'ouvrière, sans le faire passer par les mains de l'intermédiaire. Il faut donc bien que ce dernier trouve quelque part son bénéfice. Il le prélève sur la somme allouée par le magasin. Le prélèvement s'explique par ce fait que les fabricants ne majorent pas plus leurs prix, que s'ils traitaient immédiatement avec les ouvrières.

Jusqu'ici nous n'avons supposé que des retenues proprement dites de salaire en espèces. Mais souvent viennent s'y joindre les pratiques coupables du *truck-system*, c'est-à-dire du paiement en nature, tendant à frustrer l'ouvrier d'une partie de la somme qui devrait normalement lui appartenir. Souvent en effet le sweater loge et nourrit ses ouvriers, ce qui, en soi, ne serait pas un abus, si ces actions ne constituaient, pour celui qui les fait, un nouveau moyen de diminuer les salaires. « Parfois, dit, à ce sujet,

« M. Georges Bry (1) les ouvriers dénués de tout, acceptent pour salaire la nourriture et le logement ou des « bons d'une société de consommation, dont celui qui les emploie est actionnaire. » La plus fréquente et la plus honnête de ces pratiques diverses, celles qui est comme l'accompagnement du *sweating-system* a trait à la sous location des logements populaires.

Les maisons de *Whitechapel* comprennent généralement de sept à douze pièces. Le « petit maître », qui ne peut pas s'offrir le luxe d'un pareil logement, le sous-loue en parties à ses ouvriers, avec la pensée de réaliser un certain bénéfice. « Supposons, écrit M. Sayous (2), qu'une « maison revienne à 1 £, par semaine, y compris les impôts : « Sur les douze pièces dont elle se compose, le logeur en « gardera deux pour lui et les siens ; il en louera dix, au « prix moyen de 3 sh. 6 d. Il aura un abri et gagnera hebdomadairement 15 sh. D'autre part, le travailleur marié « et père de famille, qui a besoin de deux chambres, « paiera 7 sh. de loyer pour un salaire moyen, inférieur « souvent à 25 sh. ; plus du quart du gain normal sera « dépensé au seul logement ! »

Par suite de l'accroissement de l'immigration juive, à Londres, la demande de chambres s'est considérablement augmentée. Les « *house-sweaters* » en ont profité pour élever leurs prix, dans une proportion de 70 0/0 de l'ancienne valeur des loyers.

(1) G. Bry. Législation industrielle, p. 55.

(2) V. Sayous, *op. cit.*, p. 316.

Quand les ouvriers logés veulent restreindre leurs dépenses, on leur donne un réduit infect ou une partie de la cave. Le plus souvent d'ailleurs, le *sweater* contraint celui qu'il loge à se dépouiller des objets dont il est propriétaire. Ne peut-il payer que difficilement, le *sweater* lui demande un gage, qu'il sait bien devoir conserver. Gages sur gages s'accumulent, et voilà le sous-locataire devenu le serf de son propriétaire.

D'autres fois, le *truck-system* se présente sous une forme encore plus déguisée, nous voulons parler de l'obligation où se trouvent les ouvrières d'acheter chez le *sweater* les objets nécessaires à la consommation. Les enquêtes faites en Belgique sur l'industrie dentellière sont, à cet égard, très significatives. Beaucoup de « facteurs » tiennent une boutique d'étoffes, de mercerie, d'épiceries, de légumes, etc. Quand ils délivrent l'ouvrage aux ouvrières, — mais surtout, lorsque ces ouvrières sont des femmes de la campagne, ce qui est très fréquent en Belgique — ils parviennent presque toujours à leur vendre quelques objets. Au début, l'ouvrière n'ose pas refuser, mais peu à peu le facteur réussit à placer un nombre plus considérable d'articles, pour une valeur qui dépasse le salaire auquel les dentellières ont droit. Il en résulte bientôt un véritable asservissement.

« Parfois, dit M. Verhaegen (1), les fournitures... consistent en fil à dentelle, et l'on voit alors cette chose

(1) Verhaegen, *op. cit.*, p. 852.

« étrange, cet abus qui n'a peut-être pas son pareil dans
« les annales de l'exploitation des travailleurs : l'ouvrière
« recevant comme salaire une marchandise qui retournera
« plus tard à son patron lorsqu'elle l'aura transformée
« par le travail de ses doigts ! »

Les *sweaters* méritent aussi le mépris des ouvriers pour leurs procédés immoraux. Les enquêtes anglaises et américaines ont révélé sur ce point des exemples scandaleux. Le secrétaire de la ligue contre les « Tenement-houses » de New-York nous parle de l'immoralité des *sweaters*, qui ne font travailler que les femmes qui leur sont complaisantes. « C'est un fait bien connu, dit John « Crowley (1), et je pourrais donner le nom des femmes « et des jeunes filles qui ont été victimes de la poursuite « amoureuse des *sweaters*. » Une ouvrière a déclaré en propres termes à Crowley que la raison pour laquelle elle se laissait entraîner, c'est que si elle ne le faisait pas, d'autres camarades de *sweatshop* (atelier de sweater) la remplaceraient, en lui faisant perdre son travail. Il n'est pas besoin de s'étendre plus longtemps sur un fait connu, et qui n'est pas l'apanage exclusif du sweating-system. M. Gladbach, conseiller d'industrie pour Dusseldorf, Neuss, Barmen, Elberfeld, dit que « les jeunes ouvrières ont beau-
« coup à souffrir, parce que les distributeurs du travail
sont des jeunes gens qui aiment à donner le travail à celles
qui ne sont pas les plus prudes. » On pourrait multiplier

(1) Report of the Committee on Manufactures, p. 108 et suiv.

les exemples. Mais peut-on affirmer, qu'ils tiennent au *sweating*, au point d'en faire une partie intégrante ? A cet égard, les contremaîtres remplaceraient bien les *sweaters*. Ce que nous disions de ceux-ci trouverait autant d'application près de ceux-là. Je me bornerai à rapporter ce que me disait récemment une ouvrière en parapluie d'une fabrique de l'Ouest : « Je n'ai jamais pu faire de parapluies de soie, parce que j'ai voulu rester honnête. Le contremaître ne fait faire des parapluies en soie qu'à celles qui se donnent. »

Les entrepreneurs d'ouvrage dans la petite industrie méritent donc souvent les critiques qui leur sont adressées, sans qu'il faille les incriminer tous, en bloc. Il en est parmi eux de très-honnêtes et de fort utiles. On a trop vite fait de les accabler d'un mépris total, qui ne laisse pas d'être exagéré. L'intermédiaire, souvent nuisible, ne l'est pas dans tous les cas.

Parmi ces entrepreneurs, il en est d'un genre particulier, près desquels nous voudrions nous arrêter un instant puisqu'aussi bien ce sont, chez nous, les plus utilisés de tous. Nous avons nommé les ouvroirs et couvents de femmes. Ces maisons (1) « traitent avec le magasin et

(1) Ce n'est pas seulement en France que les couvents de femmes servent d'intermédiaire entre les fabricants et les ouvrières de l'aiguille. Ils sont, pourrait-on dire, à la base de l'industrie dentellière en Belgique. Dans un grand nombre de couvents belges, les fillettes apprennent à faire la dentelle. D'autre fois, les ouvrières adultes, mariées ou non, demandent au couvent de leur procurer du travail. Enfin, les nombreux béguinages endormis dans les Flandres, où des

« font effectuer la commande... par les enfants ou les « jeunes filles, auxquelles elles apprennent à travailler. »

On entend généralement par *ouvroirs*, en prenant cette expression dans un sens plus restreint que désignerait mieux le vocable *ouvroir* externe, on entend par là, disons-nous, des établissements dans lesquels « les directeurs et directrices sollicitent la commande de travaux « qu'ils distribuent ensuite aux personnes qui se présentent » (1). Le mot *ouvroir* n'a plus dans ce cas le sens d'*orphelinat* ou d'*école professionnelle* de jeunes filles. Il remplit véritablement alors le rôle d'*entrepreneur*.

C'est là, dit-on, qu'est l'abus. Les directeurs d'*ouvroirs*, qu'ils soient laïques ou congréganistes (2), gardent pour eux à peu près tout le prix de façon donné par le magasin et ne laissent aux ouvriers qu'un très modique salaire. Ce seraient les entrepreneurs les plus détestables, La question vaut qu'on s'y arrête un instant.

Et d'abord, que sont en réalité les *ouvroirs*? Ce sont, à proprement parler, des asiles, des ateliers de charité où les femmes et les jeunes filles — nous ne songeons qu'à

vierges dévotes s'assemblent « dans la verdure et la paix des banlieues » pour égrener d'éternels rosaires et tisser de fine dentelle sont très appréciés des fabricants pour leur honnêteté, leur exactitude et le souci qu'ils ont de ne faire, en général, que les ouvrages d'une grande valeur artistique.

(1) V. Réforme sociale, année 1901, tome II, p. 278.

(2) On compte à Paris : 67 orphelinats dirigés par des religieuses, catholiques, 5 par des diaconesses protestantes, 8 par des laïques. On compte 30 écoles professionnelles de filles ayant une direction catholique, 15 ayant une direction laïque, 6 municipales. Il y a 16 *ouvroirs* externes pour femmes.

elles en ce moment, mais le fait serait aussi vrai des hommes — se réunissent pour travailler sous une direction ou viennent demander des travaux à emporter à domicile. Le but principal des ouvriers et autres maisons analogues, est de substituer les secours du travail à ceux de l'aumône. Ce n'est point ici le lieu d'étudier leur fonctionnement. Il ne s'agit que de voir en quelle façon ces établissements servent d'intermédiaire et jusqu'à quel point ils pèsent sur le travail de ceux qu'ils emploient.

Si l'on se borne à un examen tout extérieur, sans faire ce qu'on pourrait appeler un peu prétentieusement la philosophie des ouvriers, on peut s'étonner de les voir accepter souvent des magasins des prix inférieurs à ceux de la localité. Le fait est malheureusement difficile à contrôler avec exactitude, car les ouvriers ne livrent guère leurs secrets. Il est néanmoins certain que le travail s'y fait au rabais. Mais la remarque que nous faisons tout à l'heure relativement au but même des ouvriers suffit, il nous semble, à enlever beaucoup de valeur à l'objection. Ces établissements font travailler, comme on l'a fort bien dit, « moins en vue de réaliser des bénéfices pécuniaires que dans un but d'apprentissage ou de moralisation ». Ils ne sont pas dans une situation identique à celle des autres entrepreneurs. Les ouvriers externes distribuent les travaux commandés aux personnes qui se présentent et les paient quand ils sont remis, mais en ne prélevant sur le salaire que la somme nécessaire à solder les frais généraux de l'établissement. Comme, d'autre part, ces frais généraux

sont, souvent, payés par la charité, les ouvriers peuvent donner à leurs ouvrières des salaires assez élevés. Nous réservons pour plus tard la question de savoir s'ils exercent une dépression sur le marché, par leur acceptation de prix inférieurs. Pour l'instant, notons seulement qu'ils ne font pas de prélèvements exagérés. Ils en font même moins que les entrepreneurs ordinaires, car, « tandis que l'entrepreneuse « fait un métier, et pèse autant qu'elle le peut sur le salaire « des ouvrières, l'ouvrier externe fait œuvre charitable et « distribue à l'ouvrière l'intégralité ou la presque intégralité du prix auquel l'ouvrage a été consenti. Nous sommes « donc en présence d'une institution digne des plus grands « éloges, puisqu'elle favorise la vie de famille, en procurant du travail à domicile et contribue à augmenter la « quotité du salaire féminin » (1).

Par ailleurs, ces établissements font si peu de profits exagérés, qu'ils sont obligés d'avoir recours à la charité, afin de parvenir à équilibrer leur budget. Il en est de même de ces maisons de refuge connues sous le nom de maisons du Bon-Pasteur. Qu'elles acceptent trop souvent des prix dérisoires, c'est une question sur laquelle nous reviendrons. Mais là encore il faut tenir compte de ce que ces maisons n'ont pas pour but essentiel le travail et ne songent pas à réaliser des bénéfices pécuniaires. Qu'elles ne donnent pas un salaire élevé à leurs « pensionnaires », c'est-à-dire aux jeunes filles, qui leur ont été confiées en garde par les particuliers ou par l'Assistance publique, c'est une chose qu'on

(1) V. Réforme sociale, *op. cit.*, p. 282-83.

ne saurait contester, malgré la pénurie de documents sur la matière.

Les Bons-Pasteurs doivent nourrir, loger les personnes qui leur sont remises. Toutes ne travaillent pas à la couture. Le salaire que verse un magasin, pour une douzaine de chemises, doit servir, non seulement à celles qui ont fait les chemises, mais encore à l'entretien de celles qui sont occupées à d'autres travaux non salariés. Les Bons-Pasteurs sont obligés de traiter avec les grands magasins de blanc parce que les subventions de la charité et des services départementaux de l'Assistance publique seraient insuffisantes. Les sommes versées par les enfants, sont dérisoires et ne sauraient assurer l'existence de la maison qui les accepte. « En principe, dit M. Henri Joly (1), les conditions d'admission sont les suivantes : 300 francs une fois donnés pour les enfants de 6 à 12 ans ; 200 francs pour celles de 12 à 15 ans, enfin 150 francs au-dessus de 15 ans. Quelques « préservées » paient, surtout au moment de l'entrée. Mais, en fait, il est certain que sur l'ensemble entier des pensionnaires, les deux tiers, au moins, sont gardées gratuitement. Pour la classe des pénitentes, « il suffit d'être dans les conditions pour lesquelles l'œuvre est établie » (on comprend ce que veut dire cet euphémisme) pour être reçue sans la moindre « rétribution (2) ».

(1) V. Réforme sociale, année 1901, t. II, p. 295.

(2) On appelle « préservées » des enfants que leur famille a confiés aux maisons du Bon-Pasteur, en raison des dangers auxquels

« Il est bien peu de départements, dit encore M. Joly,
« où l'Assistance n'ait recours au Bon-Pasteur. Que don-
« nent-ils ? D'abord, ce qu'ils veulent ! Ce sont eux qui
« fixent la rétribution, comme ils l'entendent. Le départe-
« ment qui donne le plus..... c'est le département de
« Seine-et-Oise. Il donne 0 fr. 82 par jour. Viennent
« ensuite la Somme, qui donne 0 fr. 70, et le Nord, qui
« paie 225 francs par an. Beaucoup versent 0 fr. 50 par
« jour. Un certain nombre se contentent de 100 francs,
« 150 francs une fois donnés. Quelques-uns, après avoir
« fait un versement pour trois, quatre pensionnaires, en
« envoient d'autres, en supplément, pour lesquelles ils ne
« donnent rien. Enfin, la Charente-Inférieure, la Marne, la
« Meurthe-et-Moselle ont ce privilège, que les Bons-Pas-
« teurs d'Angoulême, Reims et Nancy acceptent leurs
« enfants à titre absolument gratuit (1) ».

Or, veut-on savoir à quel chiffre s'élèvent les dépenses de l'une des maisons du Bon-Pasteur : celle de Sens ? M. Joly nous en donne le budget, d'autant plus intéressant que ce monastère reçoit les plus fortes subventions de l'Assistance publique.

Les dépenses annuelles s'élèvent à 63.360 francs, non compris les impôts, l'entretien des bâtiments et les frais

elles n'auraient pas manqué d'être exposées, étant donné le milieu dans lequel il leur eût fallu vivre. Les « pénitentes » sont des jeunes filles indisciplinées ou vicieuses que leurs parents, l'autorité civile ou l'Assistance publique ont placées, dans un but de réforme.

(1) V. sur ce point, H. Joly, *op. cit.* p. 296-297.

généraux. Or, le total des recettes n'est que de 51.000 francs. C'est donc un déficit de 15 à 20.000 francs.

Mais, pour n'être en perte que de cette somme, le Bon-Pasteur de Sens doit gagner 33.000 francs par le travail manuel. Il est ainsi dans la situation d'une personne, le couteau sous la gorge. Il ne peut guère discuter les prix à obtenir et se trouve un peu à la merci de ceux qui l'emploient. Le travail se fait à très bas prix. C'est incontestable, mais ceux qui bénéficiaient de cette situation ce ne sont pas, est-il besoin de le dire, les maisons dont nous parlons, mais bien plutôt les magasins.

Les chemises d'hommes sont payées, au monastère d'Angers, de 4 fr. 80 à 8 fr. 40 la douzaine. Les ouvrières ayant à faire des chemises à 6 fr. ou à 8 fr. 40 parviennent à gagner 0 fr. 80 par jour, bien que la moyenne soit de 0 fr. 50 cent. Celles qui font des chemises à 4 fr. 80 la douzaine peuvent obtenir un salaire de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 par jour.

Ce sont là des salaires infimes, mais qui sont la conséquence des prix dérisoires faits par les maisons de blanc, et de l'impossibilité de vivre où seraient les maisons du Bon-Pasteur, en donnant à leurs pensionnaires des gains élevés.

On le voit, les entrepreneurs, dans les industries « sweated », ne méritent pas d'être condamnés en bloc. La plus grande diversité règne à leur endroit et ce serait une aussi grande exagération de les regarder tous comme des êtres malfaisants que de fermer les yeux devant l'utilité de beaucoup d'entre eux.

Au surplus, le *sub-contractor* n'est pas un élément indispensable à l'existence du *sweating-system*. Ce dernier peut exister sans qu'on y rencontre la trace d'un entrepreneur. Depuis un certain nombre d'années, les magasins, qui avaient été les premiers cependant à recourir à l'intermédiaire (*sweater*), trouvèrent qu'il serait assez simple et plus avantageux de s'en passer. Ils n'avaient pour cela qu'à faire eux-mêmes la répartition de l'ouvrage, au dehors.

Et, de fait, à Londres, au centre du sweating, le nombre des sweaters a diminué, sans que pour cela la situation générale des ouvriers se soit améliorée. L'enquête anglaise a révélé à ce sujet des faits curieux. Les magasins de nouveautés fournissent souvent le travail directement aux petits tailleurs. Ils ont créé, et la tendance s'accroît, des ateliers dans l'*East-End*, où les ouvriers viennent eux-mêmes chercher l'ouvrage. La distribution en a lieu à certains jours et dans tous les quartiers excentriques.

En procédant de cette façon, les magasins économisent les profits des contractors. Ils gardent en effet pour eux la part du salaire qu'ils remettaient auparavant aux *sweaters*.

Au lieu de payer 1 shilling à l'ouvrier, ils lui donnent 10 pence, somme que donnait le sweater. Comme il faut 12 pence pour faire un shilling, il leur reste deux pence, que les sous-entrepreneurs empochaient autrefois et qui sont maintenant gardés directement par les fabricants.

Aux États-Unis, nous retrouvons le même fait. Il arrive

que dans beaucoup de métiers où les plaintes sont les plus vives contre le sweater, ce dernier n'existe pas. C'est ce qui arrive dans l'industrie de la chemise ou du parapluie. Depuis quelques années, ainsi qu'en Angleterre, les commerçants ont trouvé injuste que les intermédiaires missent dans leur poche une partie des sommes qu'ils leur donnaient. Ils se sont dit : nous remplirons bien le même rôle que le sweater. Ils ont alors ouvert boutiques dans les quartiers suburbains des grandes villes et délivrent eux-mêmes l'ouvrage de finissage.

A Berlin, où les ouvriers de la confection sont dans une situation précaire, il n'est pas rare de voir des enseignes, annonçant des fabriques de confection pour hommes et garçons. Mais ces prétendues fabriques ne sont en réalité que des dépôts de marchandises. On y trouve, il est vrai, en annexe, une chambre pour les machines, où sont coupées, d'un coup, de grandes épaisseurs d'étoffes. Il y en a qui coupent jusqu'à 40 épaisseurs en même temps. Cela ne nécessite la présence que de quelques mécaniciens, un ou deux. Les ouvriers en chambre viennent à ce magasin de dépôt chercher les étoffes coupées. Ils y « prennent les « pièces et les fournitures (boutons, doublures, ouate), et « ils emportent l'ouvrage chez eux pour le finir (1) ».

Fréquemment il y a rapport direct entre le patron de l'établissement et les ouvriers. Ainsi, dans l'industrie de la confection, à Herford, Bielefeld, Worms, il y a du sweating-system, bien que l'entrepreneur (Zwischen-meis-

(1) V. Circul. Musée social, série A. C. n° 10.

ter) soit inconnu et que le patron délivre lui-même à ses ouvriers les étoffes.

En France, les grands magasins de confections connaissent cette manière de faire. Ils ont souvent des magasins dans les faubourgs, pour éviter les frais d'un entrepreneur. L'office du travail nous en donne un exemple (1) dans une monographie d'un grand magasin du quartier de Vaugirard. Le mode d'organisation de l'entreprise étudiée est un atelier d'*apiéceur à cheval*, mis en régie. « Le grand « magasin de mesure et confection (2) a organisé cet atelier afin d'avoir toujours à sa disposition un groupe « d'ouvriers de choix... Le chef d'atelier... commande « dictatorialement l'ensemble, sous sa responsabilité personnelle. Le loyer, l'intérêt et l'entretien du matériel, « tous les frais généraux en un mot, sont soldés par le « grand magasin, y compris le salaire du « chef ».

Le sweating-system peut donc exister sans sweater. C'est pour cette raison qu'il nous semble difficile de dire d'une façon catégorique et sans distinguer : « On doit regarder comme « sweated » toute industrie où un entrepreneur se glisse entre le patron et les ouvriers. »

(1) La Petite Industrie, tome II, p. 123.

(2) *Eod. loc.*

III. — Insalubrité des ateliers

Si le *sous-contrat* n'est pas un élément nécessaire à l'existence même du sweating-system, il en va différemment des divers phénomènes que nous allons analyser.

Le premier et le plus frappant c'est l'insalubrité des ateliers. Là est, pour ainsi dire, l'enveloppe du sweating, sans laquelle il ne mériterait pas l'étiquette bizarre dont on le décore. Notre but n'est point d'étudier la question des logements insalubres. Ce serait sortir du cadre que nous nous sommes tracé. Ce que nous voudrions envisager, c'est, avant tout, la situation particulière de certains logements, en tant qu'ils se trouvent liés à l'existence du sweating-system. Puisqu'aussi bien c'est à Londres et aux États-Unis que se manifestent le plus clairement les abus du sweating, c'est à l'Amérique et à l'Angleterre que nous bornerons l'étude des ateliers « sweated ».

Les Américains les rangent ordinairement sous deux catégories. Il les distinguent en *sweatshops* et en *tenement-houses*.

On appelle *sweatshop*, disait Abraham Bisno (1) « un atelier (shop), où le travail est fait par des ouvriers sous la direction d'un sweater.

On entend par *tenement-house*, toute construction louée à

(1) Report of the Comitétee on Manufactures...

trois familles ou plus, ayant en commun l'usage des escaliers et de la cour. Telle est la définition légale. Mais, au point de vue du sweating-system, le tenement-house est tout appartement, toute partie de maison où une famille travaille isolément, pour le compte d'un contractor, mais en dehors de sa surveillance directe. C'est, du moins, à cette explication que se rallient les témoins entendus dans les différentes enquêtes.

A dire vrai, la distinction (1) entre sweatshop et tenement-house, lors même qu'elle est justifiée, ne présente en fait aucune importance. Ateliers du sweater comme ateliers de famille sont aussi malsains les uns que les autres. On pourrait peut-être se représenter le *sweatshop* comme une grande et belle salle. Il n'en est rien (2). Ce n'est généralement que la chambre même d'habitation du sweater. Dix, quinze, vingt ouvriers s'y entassent. La situation y est aussi mauvaise que dans l'atelier de la famille. Au dire du témoin précité (3), le *sweatshop* n'est le plus souvent qu'un atelier familial élargi, agrandi par un ouvrier un peu

(1) En fait, l'opposition entre tenement-house et sweatshop n'existe pas. Les sweatshops font partie des tenement-houses. Mais, dans l'usage vulgaire, on se sert du mot tenement-house pour désigner plus spécialement l'atelier domestique (*homeshop*). Qu'on ne s'étonne donc pas, de trouver, au cours de cette étude, le mot tenement-house employé parfois pour désigner l'atelier du sweater.

(2) En disant que le *sweatshop* est une pièce étroite et malsaine nous n'envisageons pas l'atelier des grands et même des moyens « sweaters », qui ne mérite pas généralement d'être critiqué. Dans le cours de nos explications sur l'insalubrité des logements, nous supposons toujours l'atelier des petits sub-contractors.

(3) Report..... p. 93.

aisé. Ce ouvrier qui travaillait chez lui, avec sa femme et ses enfants, s'adjoint bientôt un voisin, puis deux, puis trois, et le sweatshop est né. C'est une chose curieuse en effet, de voir les immigrés, principalement les Israélites, aspirer tous à sortir de la condition de simples travailleurs, et s'élever à celle d'employeur. « Les Juifs, écrit « M. Sayous (1), détestent de voir rémunérer leur activité « sous la forme de « salaires » ; ils n'aiment que le « profit ». « Ils travaillent eux-mêmes, lorsqu'ils le doivent pour « ne point mourir de faim ; mais leur idéal est de vivre « du travail des autres. S'il y a parmi les Juifs *beaucoup* « de « sweaters » bons et bienveillants à l'égard de leurs « ouvriers, le pire « sweater » semble être le Juif inhu- « main, marié à une femme avide et avare à l'extrême, « par suite du rôle énorme de l'épouse dans tout ménage « israélite et surtout dans les plus « prolétariens ». Ce désir de passer de la situation d'exploité à celle d'exploiteur, explique l'absence de confort des ateliers, tenus par les sweaters. Dans la chambre, assez grande jusqu'alors, on se serre un peu plus pour loger les nouveaux employés et, quand il y en a quinze, c'est un véritable enfer.

Les chambres où travaillent les seuls membres d'une famille ne sont pas plus hygiéniques. Elles ont mérité des Anglais comme des Américains l'épithète du taudis (*dens*).

A New-York, le travail de finissage se fait à peu près

(1) Sayous, L'entre-exploitation des classes populaires à Witechapel, p. 286.

entièrement en *tenements-houses*. Dans les seuls « blocks » (1) de Manhattan et des Broux, il y en a plus de 46.000. Les nouvelles « maisons à logements » sont généralement « bâties sur des terrains de 25 pieds de large sur 100 de long (8×33 mètres) et aménagées pour recevoir 4 familles par étage. Elles ont 6 ou 7 étages et d'ordinaire « on compte à chacun une quinzaine de pièces (2) ».

Chose curieuse, la construction de ces logements et leur développement ont coïncidé avec l'apparition et l'accroissement du sweating-system aux États-Unis. D'après M. Levasseur, il n'y avait, en 1838 à New-York, qu'un seul *tenement*. En 1885, il y en avait déjà 26.859 et aujourd'hui sur les trois millions et demi d'habitants de la cité new-yorkaise près de deux millions et demi vivent en « maisons à logements ».

Il ne s'agit, bien entendu, que des *tenements-houses*, contrairement à l'hygiène. Malheureusement nous n'en connaissons pas le nombre exact. Il serait d'ailleurs inutile de s'arrêter à le rechercher, car tout l'ouvrage fait sous le régime de la sous-entreprise n'est pas entièrement exécuté en *tenement-house*. Une partie en est faite à la campagne dans d'assez bonnes conditions sanitaires. Mais, une fois la part faite à cette observation, on peut dire que le finissage (*finishing*) est fait en ateliers insalubres. La chose est

(1) On appelle block un « pâté » de maisons, taillé ordinairement au carré, et enserré sur ses quatre côtés par des rues ou des avenues.

(2) Paul Escard. « La question des logements à New-York ». Réforme sociale, 1^{er} mai 1901, p. 689 et suiv.

d'autant plus évidente que dans les villes américaines, où les tenement-houses ne sont pas répandus, les grands magasins de confections (vêtement, lingerie, etc.) font exécuter leurs travaux dans les villes où il en existe. Les grandes maisons de Boston envoient confectionner presque tous les vêtements de médiocre qualité dans les petits ateliers de New-York. Le travail a été ainsi soutiré aux tailleurs bostoniens. On demandera peut-être pourquoi? Tout simplement parce que les directeurs de magasins y ont trouvé leur avantage. Malgré la distance qui sépare Boston de New-York, un vêtement fait dans cette dernière ville revient encore à meilleur marché que s'il avait été confectionné à Boston.

Il n'y a même pas que le finissage qui soit exécuté en tenement-house. Une grande partie de la coupe des vêtements s'y fait journellement. Les témoins entendus par le Comité des Manufactures de Washington sont unanimes à le reconnaître. C'est M. Coggsowell, c'est M. Barnes, qui l'affirment(1). « Les petits ateliers de New-York, sont les rivaux les plus redoutables du travail bostonien ».

Depuis longtemps déjà, le travail de couture à l'entreprise s'est fait et se fait encore, en Amérique, dans des logements malpropres et sans air, comme par exemple, à New-York, dans les rues Stillman, Beach, Prince, rue de Pitt et rue Merrimac. Toutes les grandes cités de l'Est comptent de nombreux ateliers antihygiéniques, mais New-York est peut-être la ville qui en renferme le plus.

(1) V. Report of the Committee on Manufactures, pp. 97, 101 et suiv.

Quelques détails ne laisseront pas d'être utiles, à ce sujet. « Nous avons visité, dit John Nuhn (1), un de mes « amis et moi, le district du côté est de la rue Cherry à la « rue Houston. Dans ce quartier, les industries soumises « au sweating, s'exercent en sweatshop. A Sheriff street, « nous avons trouvé dans un atelier, un sweater em- « ployant cinquante personnes. Les planchers de l'apparte- « ment étaient malpropres et jonchés d'étoffes. »

Le Comité de Manufactures de Washington a visité un établissement « sweated » dans l'avenue Newberry (à Chicago). Cet atelier était situé à un second étage au-dessus d'une écurie, et donnait sur une cour. On y accédait par un corridor sale. Entre la partie de la maison située sur la rue et l'écurie au fond de la cour, se trouvait un espace de 25 pieds carrés, qui n'était en réalité qu'un « réceptacle de boyaux ». L'odeur était si écœurante qu'il était impossible d'ouvrir une fenêtre sur la cour. Il en résultait, dans la chambre de travail, une atmosphère fétide qui prenait à la gorge. Dix-huit personnes entassées, dans une demi-obscurité, la chaleur humide du poêle et l'odeur de deux cabinets voisins, tout contribuait à rendre l'appartement inhabitable. Et cependant de pauvres gens y travaillaient à des manteaux de dames, de 7 heures du matin à 9 heures du soir (2).

Nous pourrions multiplier les descriptions de semblables ateliers. Nous trouverions partout même manque d'air, et

(1) Report of the Comm. on Manufact. p. 201.

(2) Report... p. 66.

même saleté. Dans une chambre que Mme T. J. Morgan (1) a trouvée rue de la Division Est, travaillaient 64 personnes, dont 39 jeunes filles, 11 hommes, 12 enfants, le sweater et sa femme. Les machines étaient au centre de la chambre. Le fourneau à repasser servait à faire la cuisine, et le soir, des lits étaient dressés sur le plancher. C'est là l'un des traits caractéristiques du petit atelier de sweating. La pièce qui sert d'atelier est généralement utilisée comme chambre à coucher, cuisine et salle à manger (2).

Quand on parle des *sweating-shops*, il ne faut jamais séparer la chambre d'habitation de la salle de travail (3). Les Américains expriment cette double fonction par le mot « *tenement-house-workshop* » dont M. William Coggswell nous donne la définition suivante : « Le *tenement-house-workshop* existe, là où des gens vivent dans les appartements qui leur servent d'atelier » (4). — Si des personnes, habitant une maison, travaillent à un étage et « vivent » à un autre, il n'y a pas là *workshop*.

La misère des petits sweaters explique la nécessité où ils se trouvent de faire servir une même chambre à divers usages. Elle ne leur permet pas d'occuper des ateliers

(1) *Eod. loc.*, p. 72.

(2) V. sur ce sujet le « Report of the Comm. on Manufactures, 1893, le Seventh biennial Report... et le Rapport fait pour l'année 1895 par le bureau de statistique du travail de New-York sur le sweating dans l'industrie des cigares. On y trouve la reproduction photographique de chambres dans lesquelles travaillent les ouvriers cigariers.

(3) Les petits ateliers de sweating, à Londres, présentent le même caractère. V. Booth, *Life and Labour.*, t. IV, p. 42.

(4) Report..., of the Comm. on Manufactures, p. 100.

vastes et bien aérés, et les contraint à se contenter des logements les plus sordides. A Boston, l'agent du Bureau de Travail cite une maison (1) où les salles ne sont ni balayées ni lavées, et où les déchets et les cendres viennent s'entasser sur le palier. Une chambre sert d'atelier. On y fait des culottes d'enfants à 6 cents la paire. Quatre machines à coudre sont en mouvement. « Avec l'ouvrage, le charbon, les cendres, les lampes, le pot d'huile, les bouteilles vides, le pain, les os et la boue répandue sur le plancher, l'odeur de l'appartement est écœurante ».

A Saint-Louis, M. Levasseur a visité, près de la rivière, des ruelles infectes, habitées surtout par des Juifs russes et polonais. — L'éminent économiste a vu, dans un tene-ment-house de Boston, une femme amaigrie et vieillie par des privations de toute sorte. La pièce qu'elle occupait, mal éclairée avec un vitrage donnant sur l'escalier et une fenêtre sur une ruelle, contenait un lit, une commode, un poêle de fonte sans feu et trois chaises. Le mari était assis sur l'une d'elles. Ce pauvre homme était poitrinaire et sa femme cousait des boutons (2).

(1) Report..., p. 234.

(2) On se rappelle les pages intéressantes consacrées par M. Paul Bourget au quartier de New-York désigné sous le nom de *Bowery* : « Après avoir cheminé quelques instants..., nous pénétrons dans un premier logis. Il se compose de deux chambres au rez-de-chaussée, aussi étroites que des cabines de bateau. Des hommes et des femmes y travaillent, au nombre de huit, accroupis dans un air fétide qu'un poêle de fonte rend plus asphyxiant encore et quelle saleté ! »... Dans le quartier des Juifs « nous visitons plusieurs ateliers, tant d'hommes que de femmes, où l'on travaille à la couture. Nous y trouvons, rangées sous la surveillance du chef, du

Mme B. O. Flower dépeint, dans son ouvrage « Civilization's Inferno », les horribles misères de Boston et cite, entre autres, une famille vivant dans une cave avec un seul lit pour le père, la mère et la fille. Dans une autre cave, il y a deux lits pour la mère et les sept enfants.

Beaucoup de ces victimes du sweating, occupées tout le jour dans un *sweatshop*, logent en garni. C'est ainsi qu'à Boston il y a 270 maisons où on héberge à la nuit, pour une somme variant de 25 à 3 cents.

Quand les *sweaters* logent leurs ouvriers, ils n'ont souvent aucun lit à leur donner. C'est alors une promiscuité comparable à celle de certains intérieurs miniers. Le système nerveux s'exaspère. C'est la neurasthénie avec toutes ses conséquences. Les maladies s'abattent sur ces pauvres gens (1). La contagion se propage et ce peut être un danger pour le consommateur de se servir d'articles faits en tene-ment-houses. La *Consumers' League of New-York* (2) ne

« boss, de patientes et maigres figures masculines toutes velues, avec
« un nez infini, de pauvres poitrines féminines creusées, des épaules
« aiguës par la phtisie, des filles de quinze ans, vieilles comme
« des grand'mères, et qui n'ont pas mangé un morceau de viande
« dans leur vie, toute une lamentable suite de physiologies de misère.
« A peine si nous pouvons supporter l'atmosphère de ces ateliers où
« le relent des corps mal soignés se mélange à l'odeur de nourri-
« tures gâtées, le tout exaspéré par la fade senteur du poêle. »
Outre-Mer, t. I, p. 257-263-64.

(1) V. Seventh Special Report etc., p. 97 et suiv.

(2) La liguë nationale américaine des Consommateurs, dont nous dirons quelques mots au chap. V, s'attache à faire connaître au public les abus du sweating-system et les dangers qui peuvent en résulter pour l'hygiène. C'est, aujourd'hui, son principal objet.

cesse d'insister sur ce péril du sweating-system. Il est, en effet, hors de contestation que les maladies épidémiques, et principalement la tuberculose, se transmettent, avec une incroyable facilité, par les vêtements confectionnés en des ateliers malsains. « Le docteur Annie F. Daniel, médecin du dispensaire pour femmes et enfants de la ville de New-York a lu, à l'un des Congrès de la Ligue (1), un rapport sur cette question ; nous y trouvons les faits suivants : durant l'année 1900, parmi les familles d'ouvriers auxquelles le dispensaire a donné des soins à domicile, on en a compté 179 occupées à faire des vêtements. Dans la plupart de ces familles régnaient des maladies contagieuses ou infectieuses, la plus fréquente étant la tuberculose ; or, cette dernière catégorie de malades travaillait, pour ainsi dire, jusqu'au jour de la mort (2) ».

Il y a d'autant plus lieu d'être inquiet, que 70 0/0 des vêtements, exportés par la ville de New-York, en 1899, ont été faits dans des logements infectés de bacilles tuberculeux. Et ce sont ces vêtements qui s'étaleront à la vitrine d'un grand magasin, en attendant que de riches *gentlemen* ou d'élégantes *ladies* s'en parent amoureusement le jour du Grand Prix ou du *Horse-Schow* (concours hippique) de New-York !

(1) Tenu en mars 1901.

(2) H.-J. Brunhes. *Les ligues de Consommateurs*. Association cathol. 15 nov. 1901, p. 402. Au dire du Dr John H. Pryor, entendu, le 16 novembre 1900, comme témoin, devant la Commission des logements ouvriers, il y avait, à New-York, 20.000 tuberculeux. « On peut donc dire en toute assurance que la majorité des habitants des « tenements » a la tuberculose sous une forme quelconque. »

Tout conspire, on le voit, à faire de l'atelier de sweating un objet de mépris. Mais ce n'est pas seulement à New-York ou à Chicago qu'il nous apparaît sous cet aspect effroyable. Les sweatshops de Londres présentent le même caractère d'insalubrité. Comme pour échapper aux regards des gens du monde, le sweating-system s'est installé derrière les brumes de la Tamise, dans cet immense et sombre Whitechapel, qui demeure encore, malgré les transformations qu'il a subies, le pays de la misère, au fond duquel « s'agite tout un peuple bizarre : — faces bestiales, allures suspectes, vêtements sordides. Des malheureux et des bandits. Des errants de nuit et des filous (1) » C'est là, dans « ce royaume fangeux de la misère » qu'il faut aller chercher les ateliers des sweaters et les taudis des sweatees. C'est dans *Fournierstreet* et *Princeletstreet*, c'est dans *Spitalsquare*, *Pellamstreet*, *Hamburystreet* et *Boothstreet* que sont établis les petits entrepreneurs et leurs ouvriers.

Leurs logements sont misérables, et, comme ceux de New-York, servent à la fois d'atelier et de chambre d'habitation proprement dite. Ils se trouvent, d'ordinaire, dans des mansardes ou au fond de caves obscures. Une seule et même pièce sert, dans la plupart des cas, de chambre à coucher, de salle à manger, de cuisine et d'atelier (2). — Dans *Here Street*, dit l'enquêteur du *Jewish Chronicle* (3),

(1) Jules Claretie, « La Fugitive ».

(2) Booth, *Life and Labour...* t. IV, p. 41-42.

(3) Cité par A. Sayous, *op. cit.*, p. 307 et 308.

huit à neuf personnes travaillent (à faire des casquettes), dans une cuisine — pièce misérable et obscure, où la lumière ne pénètre que par une étroite tabatière. » L'enquête de la Chambre des Lords (1888) révéla l'état dans lequel se trouvaient les ouvriers cordonniers. « A Spitalfields, dans Brick-lane, Old-Montagne street et les rues environnantes, de même qu'autour de la *Commercial Road*, il existe des centaines ou des milliers d'étrangers..., qui sont employés par des contractors, dans des greniers et des caves, pendant 16 à 18 heures par jour (1) ». Les ébénistes n'étaient pas alors mieux favorisés. Ils étaient souvent réduits à travailler en cave. Le mal était si général, qu'au dire du Révérend Billing, toute la paroisse de Spitalfields était peuplée d'ateliers clandestins, occupés en grande partie par des immigrés juifs. Les chambres de travail des ouvriers du vêtement, de la chaussure ou du meuble étaient noires, enfumées, traversées, comme à New-York, de l'odeur écœurante des plombs (2). Les tailleurs ou les chemisiers cousaient sur leurs genoux. Une table aurait tenu trop de place. La description suivante de Lakeman (2), inspecteur des fabriques, donne une idée de l'insalubrité des « sweating-shops » de Londres : « Les vêtements des ouvriers en chambres, dit Lakeman, sont vraiment honteux, et les

(1) Report on Immigration, p. 273.

(2) Aujourd'hui, les odeurs nauséabondes se font de plus en plus rares, car les inspecteurs se montrent extrêmement rigoureux en ce qui concerne les water-closets.

(3) J. Ball Lakeman. Labor and Life of the People, II, p. 313..

« ouvriers paraissent vivre dans la saleté plus que dans la
« propreté. En plusieurs ateliers, se trouve un lit sordide,
« sur lequel sont jetés les vêtements achevés. Les enfants,
« nus, sont couchés, pêle-mêle, sur le plancher. Les lits
« sont couverts de casseroles, de poêles et d'ustensiles de
« ménage. Le tout est fort malpropre. Les aliments sont
« épars, les habits suspendus à une corde, les cendres
« volent à l'entour et l'atmosphère est si épaisse que l'on
« se trouve mal. » Cet exemple est si peu anormal, que
Lakeman, à lui seul, en a trouvé quatre-vingt-quinze autres
analogues.

Quand les *sweaters* se chargent de loger leurs ouvriers, ce n'est souvent que pour leur offrir un banc, pendant la nuit. Certains doivent coucher sur le carreau, voire même sur le palier.

Depuis quelques années, cependant, la situation des petits ateliers de Whitechapel s'est améliorée, par suite de l'assainissement du quartier, et de la démolition des anciennes maisons. De nouvelles constructions se sont élevées, sur l'emplacement des vieux taudis.

« Le comité sanitaire du bureau juif de bienfaisance (1)
« a combattu avec un notable succès les logements mal-
« sains de ses coreligionnaires ». Mais il n'en reste pas
moins vrai que les petits ateliers demeurent toujours aussi
contraires à l'hygiène. Toutes ces maisons de souffrance
n'ont pas disparu. Il existe encore beaucoup de mansardes
et de caves sans air que de pauvres gens sont heureux

(1) V. Sayous, *op. cit.*, p. 302.

d'habiter, et qu'ils préfèrent souvent aux grandes maisons que des sociétés de construction ont établies à leur intention. Les Israélites pauvres ont une telle habitude de la malpropreté que leurs nouveaux logements redeviennent très vite aussi malsains que ceux qu'ils occupaient autrefois. Tant de siècles de misère pèsent sur ces pauvres travailleurs, que l'injustice du monde a toujours traités en parias, tant de nuit s'est accumulée sur leur tête, que la lumière les déconcerte, semble-t-il. En dépit de leur esprit foncièrement aventureux, ils restent sourds à toutes les transformations qui pourraient améliorer leur sort et, c'est là, de l'aveu des observateurs, l'obstacle le plus sûr à toute réforme.

Les descriptions d'il y a douze ans n'ont donc pas perdu leur actualité. Les ateliers des petits « sweaters » sont, trop fréquemment, hélas ! de véritables taudis (*dens*). « Dans des pièces exiguës, dit M. Sayous (1), plusieurs personnes travaillent, si rapprochées les unes des autres que leurs mouvements en demeurent gênés ; pour éviter le froid et l'humidité, on vit en hiver dans une atmosphère surchauffée et malsaine ; et, si la misère est intense, la même pièce servira de cuisine et de dortoir non seulement à une famille plus ou moins nombreuse, mais à d'autres personnes. Il n'est point rare de voir, après des heures de travail prolongées, repousser les instruments dont l'atelier est rempli, et les ouvriers eux-mêmes, sinon d'autres malheureux, s'étendre par terre ou sur de méchantes pail-

(1) *Op. cit.*, p. 302.

lasses ». Telle est aujourd'hui la situation de bien des « sweating-shops » à Londres. L'amélioration de ces petits ateliers, puis leur disparition, ne se produiront que lentement et difficilement. Tant que les inspecteurs auront un cœur d'homme, ils ne pourront se résoudre à jeter sur le pavé les malheureux ouvriers « sweated » ; et d'autre part, tant que les travailleurs miséreux, et principalement les immigrés juifs, n'auront pas rompu complètement avec leurs habitudes invétérées de malpropreté, les réformes seront difficiles à réaliser.

Nous ne dirons qu'un mot des petits ateliers qui, chez nous, correspondent aux « sweatshops » de Londres ou de New-York. Assurément, il serait aisé de rencontrer en France des exemples caractérisés de logements malsains, mais en général, ils n'atteignent pas le degré d'insalubrité de ceux d'Angleterre ou d'Amérique. Les ouvriers en chambre de nos villes sont souvent mal logés. Presque toujours, le même appartement sert à la fois d'atelier, de cuisine et de chambre à coucher, mais ce sont des inconvénients qu'il est presque impossible de voir cesser.

On ne les retrouve pas, du moins, dans les ateliers des entrepreneurs où la salle de travail est distincte de la salle à manger. Nous ne voulons pas dire que l'installation soit parfaite. Il s'en faut de beaucoup. L'aération est, souvent, défectueuse, dans les ateliers de couture à l'entreprise (1).

(1) Depuis le mois de juillet 1901, la chambre syndicale des ouvriers tailleurs de Paris, considérant que les ateliers de couture sont fréquemment de vrais foyers d'épidémie, fait donner des conférences sur l'hygiène et la contagion dans l'industrie des vêtements.

L'*Office du Travail* constate le fait, tout en lui donnant une explication, qui suffit à faire rejeter la gravité de la situation sur les nécessités d'organisation du métier. « Les soirs d'hiver, les hommes, accroupis au fond de ces ateliers (1), en apparence modèles, étouffent. On est contraint d'ouvrir les larges fenêtres, sur les rangs les plus rapprochés du mur de façade. Les rhumes, les phthisies en résultent » (2).

Si l'étouffement est, en quelque sorte, un vice inéluctable des ateliers de couture parisiens, la malpropreté n'en est pas un. Le seul reproche de quelque valeur qui puisse être fait, touche à l'installation matérielle du local où les repas sont pris. Les entrepreneuses ont en effet l'habitude de nourrir leurs ouvrières ou, du moins, de leur fournir un endroit pour prendre leurs repas. Des salles sont, généralement, affectées à ce service. Des fourneaux à gaz y sont installés pour permettre aux ouvrières de faire cuire leur déjeuner et aussi le dîner, qu'elles emporteront et mangeront, chez elles. « En général, dépose une patronne (3), « récemment encore grande première de l'un des coutu-
« riers les plus connus, le local affecté au repas est insuf-
« fisant pour le personnel entier... Le retard du déjeuner,
« ajoute une grande première, a les plus grands inconvé-
« nients pour les ouvrières habituées des restaurants ou

(1) Il s'agit des ouvriers apiéceurs employés dans les ateliers les plus réputés de Paris.

(2) *Office du Travail*. La Petite Industrie, t. II, p. 169.

(3) *Office du Travail*. La Petite Industrie, t. II, p. 515.

« des bouillons. A leur arrivée, il ne reste plus que des « plats réchauffés ou trop chers » (1).

Dans un cas particulier, nous retrouvons, cependant, la confusion des « sweatshop » d'Angleterre ou d'Amérique entre la salle de travail et la salle à manger. Le fait se présente lorsque le coup de feu des « saisons » oblige les ouvrières de l'habillement à veiller fort avant dans la soirée. Un repos de vingt à trente minutes est accordé pour le *goûter* (2), vers six heures. Les ouvrières en profitent pour aller chercher, dans les boutiques voisines, un morceau de fromage, de jambon, de pâté ou bien des gâteaux. Elles reviennent, en hâte, manger à l'atelier, sur la table même, qui sert au travail, et reprennent l'ouvrage, sans quitter leur place (3).

Quoi qu'il en soit, tous ces abus ne sont qu'un reflet bien pâle de ceux que nous ont révélés les enquêtes anglaises ou américaines, et si le sweating-system a pu se manifester en France, ce n'est pas, croyons-nous, par l'insalubrité excessive et constante des petits ateliers.

(1) « Dans une autre maison, non moins fameuse..., l'organisation « est défectueuse. La salle des repas se trouve dans le sous-sol. Pas « de fourneaux, ni de gaz ; les ouvrières sont contraintes d'apporter « une lampe à esprit de vin. Espace insuffisant. Il résulte de ce « manque d'espace qu'un certain nombre d'ouvrières déjeunent de- « bout. Quand l'une des « plus anciennes » doit s'absenter, sa place « est sollicitée d'avance. Les « dernières arrivées dans la maison » « restent forcément debout », *op. cit.*, p. 514.

(2) *Op. cit.*, p. 515.

(3) L'habitude de prendre les repas dans la salle de travail est commune à toutes les industries de l'aiguille, même à celles qui ne sont pas soumises au *sweating-system*, et l'on pourrait citer, à ce sujet, l'exemple des modistes, des ouvrières en fleurs artificielles, etc.

IV. — Exagération des heures de travail

En même temps qu'il suppose l'existence d'ateliers insalubres, le *sweating-system* présente comme caractère précis, l'exagération des heures de travail. On n'en sera pas surpris, si l'on se rappelle quels ont été ses débuts. A l'origine, s'il faut en croire les auteurs anglais, le *sweating-system* ne désignait pas autre chose que l'*overwork*. Nous le disions nous-même dans le chapitre précédent, quand l'habitude de faire exécuter l'ouvrage au domicile de l'ouvrier se fût généralisée, les labeurs exagérés se trouvèrent implicitement encouragés. Le travailleur put régler son travail à sa guise et le prolonger aussi longtemps qu'il lui plaisait (1). L'*overwork* devait donc être et fut en réalité la première manifestation du *sweating-system*; mais, d'exceptionnel qu'il était d'abord, il n'a pas tardé à devenir une chose absolument normale, prenant chaque jour plus de gravité.

C'est qu'en effet, le travail n'a pas seulement un caractère personnel. Il présente une portée plus étendue. Que l'ouvrier reste longtemps à l'ouvrage, rien ne saurait s'y opposer, au moins en théorie. Qu'il se lève avant l'aube et veille fort tard dans la nuit, c'est une action qui n'importe qu'à lui et ne relève que de sa liberté individuelle.

Mais où l'abus cesse d'être individuel pour devenir social et justifier, à ce titre, certaines mesures d'ordre

(1) « L'ouvrier qui travaille aux pièces, dit M. Villey, a intérêt à travailler fort et longtemps. » *Principes d'économie politique*, p. 272.

général, c'est quand les entrepreneurs font travailler trop longtemps les ouvriers qu'ils emploient. En disant que chacun peut travailler aussi longtemps qu'il lui plaît, nous supposons que ce travail prolongé ne devait avoir aucun effet sur ceux qui ne dépassaient pas la moyenne habituelle des heures de travail, et que la proportion la plus stricte devait être maintenue entre le labeur et le salaire. Du moment où les deux termes s'équilibraient justement, l'ouvrier pouvait réduire ou prolonger sa tâche, à sa guise. S'il tenait à compromettre sa santé, c'était, en tous cas, de son plein gré ; comme le dit M. Villey, nul n'avait le droit de l'en empêcher (1).

Malheureusement, il n'en va plus de même avec le sweating-system. L'exagération des heures de travail devient, si l'on peut dire, systématique. Elle s'impose à tous, même à ceux qui ne voudraient pas travailler longtemps. Il se passe, en effet, quelque chose de curieux. Le contractor en arrive à considérer comme normale la journée longue et à l'ériger tacitement en journée de travail ordinaire, sans élever, pour cela, le salaire. Les ouvriers sont assez bien payés, disait un américain, Maurice Greenbaum (2), la première semaine où le sweater les emploie. L'effort qu'ils doivent donner ne semble pas exagéré. Mais, bientôt, le *sweater*, qui « les a dans la main », les oblige à travailler plus durement, pour avoir droit au salaire primitivement accordé. Afin de l'obtenir, les ou-

(1) E. Villey. *Principes d'économie politique*, p. 272.

(2) Report of the Committee on Manufactures, p. 145 et suiv.

vriers peinent davantage. Au bout de quelque temps, la besogne devient très chargée, le salaire tombe très bas, pour ne plus se relever.

On dira peut-être : les ouvriers n'accepteront pas de pareilles conditions. Ils cesseront de travailler. Mais on oublie que pour un qui se retirera, dix se présenteront. Les victimes du sweating-system, n'étant avant tout que des ouvriers sans particulière habileté, des *unskilled*, se trouvent en nombre infini. Une offre excessive de bras réduit les travailleurs « sweated » à se contenter des conditions offertes. Au dire de Greenbaum (1), le fait s'est passé à Boston. Dans ces vingt dernières années, la fabrication des habits tout faits s'étant considérablement accrue, les fabricants en gros de Boston ont encouragé la venue dans cette ville de travailleurs étrangers. Eblouis par le mirage de belles promesses, les ouvriers sont arrivés en grand nombre. Au début, on leur a payé les salaires convenus, sans exiger de trop longues journées, mais bientôt il leur a fallu travailler beaucoup plus pour gagner le salaire initial.

La cause de ce mal réside, en grande partie (2), dans le manque d'organisation des ouvriers de la petite industrie, travaillant tant en *sweatshop* qu'en *homeshop*. Comme le dit fort bien M. P. de Rousiers (3), « le sweating-system » montre la terrible situation d'infériorité et de malaise où

(1) *Op. cit.*, p. 146.

(2) Ces misères sont dues aussi, pour beaucoup, à l'extrême abondance de la population ouvrière dont on connaît l'étonnante fécondité.

(3) Le Trade-Unionisme en Angleterre, p. 48.

« se trouvent les intérêts ouvriers quand des circonstances
« particulières les empêchent de s'unir entre eux, quand
« les individus qui les représentent sont amenés à se faire
« concurrence les uns aux autres au lieu de se soutenir les
« uns les autres. »

L'enquête de la Chambre des Lords a révélé, sur la question des heures de travail, des abus énormes. Les ouvriers travaillant pour les sweaters et qui grouillent, pourrait-on dire, dans tout le quartier de Witechapel, font des journées de 14 heures, au minimum. L'ensemble des immigrants occupés dans l'*East-End* aux travaux de couture ou de cordonnerie travaille de 14 à 18 heures. Le chiffre le plus fréquemment rencontré est 16 heures pour les hommes et 14 pour les femmes. Mais il n'est pas rare de trouver des « journées » de 18 à 20 heures. M. Sayous cite (1), d'après le Report on the sweating-system, le cas d'un cordonnier, M. Hirsch, qui, pour un salaire de 8 sh. par semaine (10 francs), travaille tous les jours de 6 heures du matin à 10 et 11 heures du soir et le dimanche de 7 heures du matin à 10 heures du soir. On connaît l'histoire de cet ancien instituteur hongrois, Wildeman, qui avait appris le métier de finisseur en chaussures, et qui restait à l'ouvrage depuis 5 heures du matin jusqu'à minuit. Au bout d'un an, cet homme fut épuisé. Il ne voulut plus travailler que 12 heures de suite, mais, comme son salaire avait été réduit en proportion, il fut contraint à

(1) Sayous, *op. cit* , p. 299.

faire 19 heures de travail. On comprend, devant ces misères, que les ouvriers cordonniers de Londres désignent leurs ateliers sous le nom de boucheries (*slaughter-houses*).

Non seulement le travail s'y prolonge fort avant dans la soirée, mais parfois même il dure toute la nuit. M. Arnold Henry White est venu affirmer, devant le *Select Committee* de la Chambre des Lords, l'existence du travail nocturne, dans l'industrie des chaussures à bas prix. Il devait d'ailleurs en être ainsi, étant données l'irrégularité des ordres du magasin et les alternatives épuisantes de surmenage et de longues accalmies auxquelles les habitudes de la clientèle ont conduit les ouvriers de beaucoup d'industries. Les petits-maîtres, en cordonnerie, n'ont souvent de commandes du magasin que le soir, vers 7 ou 8 heures, mais, comme l'ouvrage commandé doit être remis le lendemain matin, le travail de nuit devient obligatoire.

Il est d'autant plus pénible qu'il n'est coupé par aucun repos. On pourrait penser que les ouvriers font une ou deux haltes. Il n'en est rien. Ils prennent deux bouchées de pain entre deux coups d'aiguille ou de marteau, sans quitter la place où ils sont comme rivés (1). Le sweater leur donne généralement le soir une tasse de thé. Pendant le jour, il leur sert une tasse de café, sans pour cela que les ouvriers aient à quitter leurs outils.

(1) « On voit ces malheureux, dit M. G. Bry, travailler quelquefois « dix-huit ou vingt heures sans discontinuer, en mangeant près de « leurs outils qu'ils reprennent aussitôt. » Cours de législation industrielle, p. 55.

Cette situation honteuse reste à peu près impunie, pour différentes raisons qui n'ont rien perdu de leur force, depuis l'enquête de la Chambre des Lords. Il est, d'abord, presque impossible de songer à connaître tous les ateliers des petits sweaters. Beaucoup sont situés dans des sous-sols, dans des mansardes ou au fond de cours moisies d'humidité. Les inspecteurs ignorent l'existence de bien des « sweating-shops » et leur surveillance passe à côté, sans pouvoir les atteindre. Lors même qu'ils ont réussi à découvrir l'un de ces « repaires », le sweater, aux aguets, parvient presque toujours à les dépister, en changeant aussitôt de domicile (1).

D'autres fois, quand l'inspecteur vient, en pleine nuit, frapper à la porte d'un atelier, on enferme aussitôt les ouvriers dans une chambre à coucher, s'il en existe, ou bien encore, en un clin d'œil, l'ouvrage est jeté au fond d'un placard, et l'inspecteur ne trouve, en pénétrant dans l'atelier, que des employés, causant et riant dans la fumée des pipes et l'odeur du thé qui bout toujours, en vue d'une alerte. « Qu'importe (2) que le législateur ait « interdit l'*overwork* pour les enfants et réduit le nombre « des heures exceptionnelles de travail que les femmes « pourraient fournir ? A la moindre alarme, les enfants et « les femmes se retirent dans quelque arrière-cour ou « dans quelque cuisine, et on les y trouve en train de « prendre l'air ou de préparer des aliments ! »

(1) Jewish Chronicle, 16 août 1895.

(2) Sayous, *op. cit.*, p. 300.

Les abus, tenant au labeur excessif, ne sont donc pas près de disparaître, en Angleterre. Il n'en est pas différemment aux États-Unis, où les heures de travail exagérées sont demeurées la forme la plus évidente du « sweating ». Dans les « sweatshops », la journée de travail la moins dure, va de 11 à 14 heures. Dans l'atelier de famille, aucune limite n'existe plus. Les ouvriers sont souvent à l'ouvrage pendant 15 heures et plus. Un fait particulier vient renforcer le principe des longues journées de travail. C'est l'habitude reçue de demander, pour une semaine, un certain montant d'ouvrage. Ainsi, la fabrication de 10, 12, 15 paletots constituera une tâche de six jours, et coûte que coûte, les ouvriers devront l'achever pour avoir droit au salaire de six jours.

Ils commencent, généralement, à travailler à 6 heures, bien que souvent il y ait des familles au travail, dès 4 heures du matin.

M. Barnes (1) disait au Comité des Manufactures qu'il allait à son travail à 5 heures et demie. Il déjeunait, chez lui, avant de se rendre au « sweatshop ». Les jours où il n'avait rien à manger, il devait attendre le déjeuner que donne tout sweater. Ce repas avait lieu tantôt à onze heures, tantôt à midi, une heure ou deux heures. Il se prenait dans l'atelier même, et non pas sur une table, mais sur les genoux. « C'est qu'il n'y a pas dans les sweatshops, dit M. Barnes (2), une heure de repos, comme dans

(1) Report of the Committee, p. 101 et suiv.

(2) Report of the Committee on Manufactures, p. 102-103.

les usines. Le tailleur — on peut en dire autant du cor-donnier — prend une bouchée au hasard et continue son travail, en mâchonnant. • Jamais l'ouvrier ne sort de l'atelier pendant la journée. Il ne respire qu'un air enfumé, plein d'odeurs malsaines, pendant 16 à 18 heures.

Les exigences des deux *saisons*, la saison d'hiver et la saison d'été, contraignent les ouvriers du vêtement à travailler, à deux reprises, d'une façon vraiment excessive. Si la quantité de la production était mieux équilibrée, les tailleurs feraient des « journées » plus courtes; malheureusement l'irrégularité des ordres jointe à la rapacité de beaucoup de sweaters, contribue au développement de l'*overwork*. Aux périodes d'extrême activité succèdent les accalmies de la « morte-saison » (1).

Si nous revenons en Europe, nous trouvons de grandes misères dans les professions rattachées à la couture. Oda Olberg nous décrit (2) les abus de l'industrie allemande à domicile et cite l'exemple d'une ouvrière qui se lève à 4 heures du matin, prépare son café et travaille jusqu'à 7 heures 1/2. Vers 8 heures, elle se rend à l'atelier de l'entrepreneur, où elle coud même pendant les repas. A dix heures du soir, cette ouvrière retourne chez elle, emportant des pièces à finir. Elle ne se couche pas avant 11 heures 1/2.

En France, les heures de travail sont souvent aussi très

(1) V. Investigation of Senate Committee on Education and Labor. I, p. 731.

(2) Oda Olberg. — *Das Elend in der Haus-industrie der Konfektion*. Leipzig, 1896.

prolongées. Dans les ateliers *en régie* des grands magasins parisiens, les apiéceurs sont occupés à tout moment de la nuit et du jour. L'Office du Travail (1) décrit en ces termes l'un de ces ateliers : « Les ouvriers y sont indépendants ; « les deux vastes salles restent ouvertes même la nuit ; le « gaz toujours allumé invite à reprendre les tâches subitement abandonnées ; une commande survient, commande impérieuse, urgente en vue d'un enterrement, « d'une cérémonie imprévue : l'apiéceur, tenu en réserve « pour les labeurs inopinés, dont l'exécution immédiate « établit le renom de la puissante entreprise, se met à « l'œuvre : les vingt-quatre heures, trente-six heures nécessaires s'écoulent sans repos. » C'est là ce qu'on appelle le coup de feu. Toutes les industries de la couture le connaissent et aussi le calme qui suit, pénible à supporter et dont le nom sonne triste comme un glas : la morte-saison. Dans l'industrie du vêtement confectionné, la durée du travail suivait, jusqu'en ces dernières années, une « régularité presque automatique. » Au mois de mai, les marchands de détail envoyaient leurs commandes pour la saison d'hiver. Le magasin distribuait les tâches aux entrepreneurs. Il y avait « presse » jusqu'en septembre. Le travail reprenait alors peu à peu pour la saison d'été. Aujourd'hui, avec le système de la *petite mesure* (2), la marche du travail, dans la « mesure » et la « confection » se trouve à peu près identique. La morte-saison est plus

(1) *Office du Travail. op. cit.*, p. 168.

(2) V. chap. IV, 2^e Partie, p. 210.

pénible pour les apiéceurs et leurs ouvriers que pour le personnel de l'atelier patronal. Ce personnel subit plutôt, dans la morte-saison, une diminution des heures de travail qu'un licenciement. Au contraire, les ouvriers des entrepreneurs se trouvent, comme on dit, « débauchés ». « En mettant à part (1) certaines spécialités... la morte-saison comprend deux mois pour les petits ateliers en chambre : 15 décembre, 15 janvier, 15 juin et juillet (quelquefois septembre.) C'est soixante jours à enlever de trois cent dix (dimanches déduits); soit deux cent cinquante à deux cent soixante jours au total. »

Les femmes (apprêteuses, giletières, etc.) ont le plus à souffrir de la morte-saison. Lorsqu'elles sont employées à la confection pour dames, elles peuvent compter sur une moyenne de 230 jours de travail. En janvier a lieu la création des modèles. Les « anciennes » arrivent en février et travaillent jusqu'en mai. Puis c'est la période du calme. Au mois de juillet, le travail reprend, pour durer jusqu'au 15 novembre.

Quoiqu'il en soit de cette situation que nous n'avons point à examiner (2), il importe de remarquer qu'elle n'exclut pas l'acquisition d'autres salaires. Pendant l'accalmie que leur laisse la morte-saison, les ouvrières peuvent se livrer à des travaux différents de ceux qui les occupent

(1) Office du Travail, *op. cit.*, p. 311.

(2) Sur la question de la morte-saison, voir, entre autres : *Office du Travail*. La Petite Industrie, t. II. — Ch. Benoist, *Les ouvrières de l'aiguille à Paris*, 1 vol. — D'Haussonville, *Salaires et misères de femmes*, 1 vol.

pendant 9 à 10 mois de l'année, et par ce moyen, dont elles usent en général, les femmes parviennent à réaliser leur modeste budget, et à contenter, tout au moins, les besoins essentiels à la vie.

V. — Affaiblissement du gain quotidien

L'affaiblissement du gain quotidien fait si bien partie intégrante du *sweating-system*, il en est un élément si important qu'il a pu servir, à lui seul, à le définir. Un contractor de Boston, Maurice Greenbaum, appelait en effet *sweating-system* : « la pression qui force beaucoup d'ouvriers à travailler longtemps pour un prix infime (1). »

On aurait tort, cependant, de ne faire aucune distinction. Prenons, par exemple, l'industrie du vêtement minée, comme on sait, par le sweating. Nous ne voyons pas que tous les ouvriers, employés à la fabrication des habits, manteaux, etc., touchent sans exception des salaires extrêmement réduits. A Londres même, les ouvriers de l'*East-End* ne sont pas tous dans une situation misérable. S'agit-il des vêtements sur mesure, les *presseurs* peuvent gagner de 7 sh. 6. d. à 8 sh., les *machinistes* de 6 à 9 sh., le pompier 5 sh. par jour (2).

De plus, les ateliers faisant la confection ne sont pas tous atteints de *sweating-system*. Certains donnent à leurs ouvriers d'assez beaux salaires. Ce sont les ateliers de grands sweaters. Ainsi la maison Mark Moses, que l'on

(1) Report of the Committee on Manufactures, p. 145.

(2) Report on the Sweating-System, t. I, p. 361.

cite toujours avec raison, distribue à ses mécaniciens de 1 à 8 sh., à ses presseurs de 4 à 8 sh.

Où l'abus se produit c'est dans le *sweatshop* servant à faire des objets de basse qualité et surtout dans l'atelier en chambre. Les gains sont alors infiniment réduits. M. Schloss cite une ouvrière de Londres qui travaillait de 6 heures du matin à 8 heures du soir, pour ne gagner qu'à grand' peine 1 sh. (1,25) par jour.

Une machiniste chemisière obtient en moyenne de 6,25 à 8,75 par semaine. Et encore cette somme n'est-elle pas nette. Il faut en défalquer 9 pence (0,90 cent.) pour la fourniture du coton et 2 shillings 6 pence (3,10) pour le loyer de la machine.

Au moment où fut dirigée l'enquête de la Chambre des Lords, les ouvriers cordonniers pour magasins ne recevaient que 94 fr. 60 pour la façon de 300 paires de chaussures.

Le *Select Committee* rencontra un ouvrier cordonnier, qui ne gagnait, tous frais déduits, que 6 sh. par semaine, et devait, avec cette somme, nourrir sa femme et 7 enfants (1).

Les ébénistes, les chemisiers, les ravaudeurs de vieux habits ne sont pas mieux traités. Une finisseuse de pantalons, qui travaille de 6 heures du matin à 8 heures du soir, ne gagnera guère plus de 7 sh. par semaine (2).

Une femme (3), employée à la lingerie, travaillant

(1) Report on the Sw.-Syst., t. I, p. 63.

(2) Report on the Sw.-Syst., t. I, p. 150 et suiv.

(3) Report on the Sw.-Syst., t. I, p. 158.

16 heures par jour, gagnait de 5 à 7 sh. par semaine et cette somme n'était pas nette. Elle devait en déduire 2 sh. 12 d. pour l'achat du coton, du fil et l'entretien de la machine à coudre.

Dans l'ébénisterie, certains ouvriers ne gagnent que de 10 à 18 sh. par semaine (12,50 à 22 fr. 50 c.).

M^{me} Sydney Webb (miss Beatrice Potter) a vu confectionner dans un atelier 80 paletots à raison de 1 fr. 26 chacun.

La situation n'est pas meilleure aux États-Unis. Des femmes de Philadelphie, travaillant à domicile, de 8 heures du matin à 10 heures du soir, ne gagnent pas plus de 2 dollars par semaine. C'est là un fait de sweating, d'autant plus caractéristique que si les mêmes femmes, dont nous venons de parler, travaillaient dans les fabriques, 10 heures par jour, elles gagneraient par semaine de 3 à 4 dollars.

Pour une journée de 10 à 14 heures, les ouvriers employés à la fabrication du cigare et travaillant à domicile, ne gagnent que de 3 à 6 dollars par mille cigares. S'ils travaillaient en manufactures, ces cigariers obtiendraient 7 à 15 dollars pour la même quantité d'ouvrage fait (1).

Il résulte de la déposition du directeur d'un magasin de vêtements de Boston, Sydney Cushing (2), que, seuls, les ouvriers faisant les travaux de finissage sont mal payés.

(1) V. Rapport sur le sw.-syst. dans l'industrie des cigares à New-York, 1895

(2) Report of the Committee of Manufact., p. 24 et suiv.

C'est, en effet, la partie de l'ouvrage correspondant au finissage qui est la plus faiblement rétribuée, dans les industries atteintes de sweating-system (chaussures-vêtement-lingerie). Les « finishers » sont les plus mal payés des ouvriers du vêtement ou de la chaussure. Si une piqueuse gagne de 6 à 8 dollars, par semaine, si une faufileuse en gagne de 9 à 12, la finisseuse n'obtiendra jamais plus de \$ 4 à \$ 6 (1). Cette opposition entre ouvrières d'une même industrie tient au plus ou moins d'habileté qui les distingue les unes des autres et à la concurrence que suscite tout ouvrage n'exigeant aucune difficulté. Au dire de M. Schloss, le consciencieux historien de la vie ouvrière à Londres, quand l'ouvrage est soigné, lorsqu'il exige une certaine science, les ouvrières ont un salaire assez élevé. Une faiseuse de boutonnieres, employée par Mark-Moses, fut mise au travail dans un appartement, sous la surveillance du *clerk* de la commission d'enquête. Elle parvint à faire 4 boutonnieres en 13 minutes 1/2 et à gagner 9 pence (0 90 centimes) à l'heure. Cette femme pouvait, de la sorte, obtenir plus de 4 shillings (5 francs) par jour (2).

(1) V. Report.... p. 231.

(2) V. Schloss *Methods of industrial remuneration*.

On peut rapprocher de cette observation la remarque, souvent faite, suivant laquelle les salaires n'ont réellement subi de hausse que dans les industries où l'outillage mécanique s'est largement développé et perfectionné, non pas qu'à lui seul le machinisme ait été la cause immédiate de l'élévation de salaire mais parce qu'il a déterminé de telles conditions que le groupement des ouvriers devait devenir une nécessité pour la défense de leurs intérêts souvent différents de ceux du patron. Au contraire dans les industries où le

Il y a aussi dans le *West-End*, de Londres, des hommes qui gagnent jusqu'à 56 fr. 25 par semaine. Certains dépassent même 70 francs.

Mais tous ces ouvriers ne sont pas employés au finissage. Ce sont ou des mécaniciens (*machinists*) ou des coupeurs ou des ajusteurs.

Comme les sub-contractors emploient de préférence les femmes aux travaux de finissage, ce sont elles les véritables victimes (1) du *sweating-system*.

Dans la maison Cushing, de Boston, elles gagnent de 6 à 9 dollars par semaine.

Un quart d'entre elles reçoivent \$ 6; un autre quart \$ 7,50; les autres touchent \$ 9.

La moyenne la plus haute des salaires féminins dans les industries « *sweated* » est, aux États-Unis, de 7 dollars par semaine (1).

A Chicago, un homme adulte peut gagner, en dirigeant une machine, de \$ 16 à \$ 17. Tous ceux qui ne sont pas *machinists* ne dépassent à peu près jamais \$ 4 par semaine. Beaucoup même ne gagnent en tenement-house que \$ 2 par semaine, pour un travail quotidien de 12 heures (2).

machinisme n'avait pas triomphé le même besoin de groupement ne se faisait pas sentir avec la même vigueur et les ouvriers se trouvaient trop souvent sans défense vis-à-vis de leurs patrons. On ne peut guère attribuer à d'autres causes, l'élévation du salaire des mécaniciens, des typographes ou des ouvriers de l'industrie textile. M. Carroll D. Wright, commissaire du travail aux États-Unis donne, à ce sujet, des chiffres pleins d'intérêt.

(1) V. les tableaux comparatifs des salaires et des jours de travail donnés par le Seventh spécial Report... p. 299.

(2) Seventh spécial Report.... p. 242.

Quand les hommes travaillent, aidés de leurs femmes et enfants, le salaire de la famille s'élève à six dollars.

Les ouvriers tailleurs travaillant en « sweatshops » et interrogés par les comités d'enquêtes ont avoué que les salaires étaient plus bas à New-York que dans aucune ville d'Amérique. La raison de ce fait apparaît aisément si l'on songe que la plus mauvaise catégorie de vêtement est envoyée à New-York, de tous les points du territoire de l'Union. La concurrence du travail new-yorkais réduit notablement le salaire des ouvriers des autres villes (1).

La dégression que suit l'abaissement des salaires nous est donnée à peu près en ces termes par M. Coggsell, représentant l'union bostonienne des coupeurs et ajusteurs d'habits. L'infériorité du salaire, dit M. Coggsell, n'est que progressive. Elle se produit lentement, pendant que les heures de travail augmentent progressivement. La première semaine de leur embauchage, les ouvriers sont bien payés pour la somme de travail qui leur est demandée. Peu à peu la quantité d'ouvrage augmente et le salaire

(1) M. Paul Bourget rapporte un échantillon des salaires gagnés dans un atelier de couture du quartier des Juifs, à New-York. « Les chiffres donnés par les partisans de la révolution deviennent, dit-il, affreusement exacts — d'une exactitude, qui, contrôlée de la sorte, serre le cœur. Pour douze de ces petits pantalons d'enfants, sur le drap desquels nous voyons se pencher ces profils creusés de détresse, l'entrepreneur donne soixante-quinze sous. L'ouvrier n'en fait pas dix-huit dans ses meilleures journées, en ne perdant pas une demi-heure.... — Douze chemises... rapportent trente-et-un sous, et l'ouvrière doit payer son colon sur sa poche! » *Outre-Mer*. t. I, p. 264.

reste stationnaire. S'il existait une forte organisation ouvrière, des réclamations se feraient jour. Mais comme rien de tel n'existe avec le sweating-system, qui suppose, au contraire, l'isolement du travailleur en face du fabricant et la persistance du marché de travail individuel, il en résulte une absence totale de réclamations. Une fois employés pour le compte d'un *sweater*, les ouvriers montrent une héroïque résignation. Ils travaillent de plus en plus, mais leur gain n'est plus en rapport avec la quantité d'ouvrage fourni.

Les contractors américains abusent, souvent, de cette situation, pour opérer des retenues sur les salaires. Un moyen fréquemment employé, sous le nom de méthode des demi-journées, permet d'arriver pratiquement à ce résultat (1). On livre, par exemple, à des ouvriers, 24 paletots, avec obligation de les finir entièrement pour avoir droit au salaire d'une journée. Les ouvriers en font un par heure et travaillent 18 heures par jour. Or, comme ils sont obligés de faire 24 paletots, pour toucher un salaire intégral, ils ne peuvent jamais y arriver. En travaillant 18 heures par jour, ils ne font, en effet, que 18 paletots, soit 108 par semaine. Il y a donc 6 heures de retenue à déduire, chaque jour, de la somme à leur accorder, soit 36 heures par semaine, si bien qu'au lieu de toucher le salaire représentatif de 6 jours de travail les ouvriers ne

(1) V^e Report of the Committee on Manufactures.

seront payés que comme s'ils avaient travaillé pendant 4 jours 1/2. C'est un abus monstrueux (1).

Tous ces salaires, lors même qu'ils sont versés loyalement, sont d'autant plus insuffisants qu'aux Etats-Unis le coût de la vie est élevé, non seulement pour l'ouvrier américain proprement dit, mais pour tous les travailleurs habitant le territoire de l'Union. On pourrait se laisser illusionner par le chiffre nominal du salaire. Il paraîtrait suffisant à beaucoup de Français. Mais les conditions de vie sont plus coûteuses qu'en Europe, même pour les émigrants habitués à une vie modeste, non pas peut-être, dès leur arrivée, mais au bout de quelque temps, lorsqu'une certaine assimilation s'est produite.

Les loyers sont très élevés et les dépenses nécessaires à la consommation si absorbantes que le salaire de 5 dollars par semaine est insuffisant à une ouvrière d'Outre-Mer. Avec trois, deux ou un dollar, la femme vivant aux Etats-Unis se trouve plongée dans la plus noire misère (2). Cette

(1) Parfois même, aucun salaire n'est accordé. Certains patrons annoncent qu'ils prennent « girls to learn trade ». Les jeunes filles demandées viennent et travaillent aux machines à coudre. Elles sont censées en apprentissage, mais le jour où elles réclament un salaire, on les met à la porte. C'est un moyen de se procurer gratuitement des ouvriers, en renouvelant continuellement les prétendues apprenties. Cet acte frauduleux de l'employeur est puni, aux États-Unis, de 15 jours de prison et des frais. Il est à remarquer que les femmes employeuses ne peuvent pas être emprisonnées. Elles n'ont donc à redouter que d'avoir à payer l'amende, mais il arrive qu'elles se montrent insolvables, en faisant passer leurs biens sous le nom d'un tiers.

(2) A New-York, une femme et sa fille, déçues de leur richesse

élévation du coût de la vie, jointe à la nécessité climatologique de l'accroissement des dépenses, est une chose à laquelle ne songent pas assez les ouvriers d'Europe, qu'attire en Amérique je ne sais quel mirage.

Sans doute (1), les immigrants n'ont pas absolument tort dans leur calcul : car le salaire qui les attend dans les sweatshops, malgré son extrême modicité, se trouve être encore plus élevé que celui du pays qu'ils vont quitter. Mais il n'empêche que la différence ne peut guère avoir d'effet bienfaisant, si la hausse des salaires est aussitôt détruite par les nécessités de la vie. Les Italiens ne se font pas faute de l'avouer. L'un d'eux nous le disait : « A Naples, « je ne gagnais que quelques sous par jour, mais j'étais « plus heureux qu'à New-York. Je n'avais pas souci « d'avoir un logis bien clos, ni des vêtements épais. Qu'im- « porte, ajoutait-il, dans son poétique langage ! L'Italien

première par un revers de fortune, travaillaient à des ouvrages de couture à la machine. Elles habitaient deux chambres, dans une maison de la basse-ville, qui leur coûtaient \$ 10 par mois. Il leur restait \$ 12, 95 sur leur gain et elles ne devaient pas dépenser en nourriture plus de 1. 90 dollars, par semaine. Or voici comment se trouvait organisé leur budget de dépenses :

Sucre	23 cents.	Tomates	7 c.	Pommes de terre	5.	0. 35
Thé	15	— Beurre	30 c.	Pain	12.	0. 57
Charbon	12	— Lait	15 c.	Colle	10.	0. 37
Huile	15	— Papier	1 c.	Colle	10.	
				Pommes de terre	5.	0. 31
Choux	5	— Pain	7 c.	Farine	15.	
				Petits pains	3.	0. 30
						1. 90

V^o Levasseur, *l'Ouvrier américain*.

(1). V. Chapitre IV.

« n'a pas besoin d'autre toit que le ciel, ni d'autre cha-
« leur que celle du soleil. » Et cet homme avait raison. Le
vent tiède qui passe dans les rues ensoleillées de Naples,
de Caserte ou de Reggio, rend l'Italien sobre. Avec quelques
pastèques, quelques légumes ou des coquillages, il vit heu-
reux, joyeux, affirmant sa gaieté dans la musique et les chan-
sons qui en font le plus insouciant de tous les meurt de faim.
Mais lorsqu'il arrive aux États-Unis, tout change. Le cli-
mat, plus froid, nécessite l'usage de viande et de boisson. Il
n'y a plus à songer dormir dehors ou dans des logis mal-
clos, et tout en voulant garder sa sobriété, l'émigrant Italien
doit forcément faire plus de dépenses que dans sa patrie.

Si les conditions de l'existence sont si rigoureuses aux
victimes du sweating-system, il s'en faut cependant de
beaucoup qu'elles soient propres à l'Amérique. Le salaire
des ouvriers de la confection n'est pas moins réduit, en
Allemagne, et toujours par la même raison. Le travail est
si facile dans la confection à bon marché, l'imitation des
modèles connus s'obtient avec tant de rapidité que beaucoup
de gens peuvent y prétendre. Il en résulte une offre exa-
gérée de main-d'œuvre qui fait baisser les salaires, au
delà de toute mesure. A Berlin, où sont plus de 10.000
entrepreneurs, des ouvriers de toute catégorie, depuis des
forgerons, menuisiers, terrassiers jusqu'à des pharmaciens
et des instituteurs, sont occupés à la confection.

Les ouvriers berlinois gagnent par semaine de 2 à
6 marks (2,50 à 7,50 c.) pour un travail de 14 à 16 heures.

Quand le *Zwischenmeister* (1) reçoit du patron ou du grand magasin de 3 à 3 m. 50 (3. 75 à 4 fr.), il donne à l'ouvrier 2 à 2 marks 50. Ce sont, surtout, ceux qui travaillent aux manteaux qui sont les plus misérables. Les plus habiles d'entre eux parviennent à gagner 10 à 12 f. 50 par semaine. Les ouvrières ordinaires touchent de 6 fr. 25 à 7 fr. 50, et les débutantes de 2, 50 à 3, 75. Comme on l'a dit, l'industrie à domicile n'est point en Allemagne, une bien gracieuse idylle.

En France, bien que nous ne rencontrions pas tous les caractères du sweating-system, les salaires sont souvent fort minimes dans l'industrie du vêtement. Chemin faisant, nous avons eu l'occasion de le constater. Pour éviter des redites, et sans empiéter sur ce que nous dirons dans le chapitre suivant, nous nous bornerons à rappeler quel est le taux moyen du salaire des ouvriers tailleurs pour magasin. Un apieceur de redingotes, peut gagner, frais non déduits, 2.240 francs.

A égalité de rendement, nous reviendrons plus tard sur ce point, le travail de la femme est moins payé que celui de l'homme (2). Une gilette gagnera de 398 à 1.250 fr. (3). Un atelier familial de deux gilettes gagnera de 945 à 1.000 fr.

Le prix de façon versé aux culottiers dépasse celui des ouvrières, bien que les culottiers ne travaillent que 10 heures

(1) Circul. Musée social, n° 10, série A.

(2) V^e Mlle Schirmacher, *Le travail des femmes en France*.

(3) Tous les chiffres que nous donnons ici ont été empruntés à l'Office du travail français.

et les culottières 12. Une façonnrière isolée touche 969 fr. ; les ouvriers des apiéceurs sont souvent aussi logés et nourris. S'ils ne le sont pas, leur salaire s'élève de 4 à 6 francs, pour les hommes, et de 2 fr. 50 à 3 francs, pour les femmes.

« Les finisseuses des giletières et culottières sont réduites, dit l'Office du Travail, à 1 fr. 50 et à 2 francs... Aisément congédiés ces ouvriers et ouvrières ne dépassent pas un total de recettes de 400 francs pour les femmes, 700 à 800 francs pour les hommes. »

La condition faite aux ouvrières en lingerie laisse encore plus à désirer. Plutôt que de traiter ici la question, nous en renvoyons l'étude à plus tard. Elle trouvera mieux sa place dans ce que nous dirons du *sweating-system* et de la main-d'œuvre féminine.

CHAPITRE IV

LES VICTIMES DU SWEATING-SYSTEM

Nous venons d'examiner les éléments dont se compose le *sweating-system*, mais nous n'en connaissons pas encore, à vrai dire, les causes profondes, celles qui l'ont développé dans toute son étendue et s'opposeront, longtemps, à sa disparition. En retraçant l'histoire des origines du sweating nous avons, sans doute, déterminé les raisons qui nous paraissaient en avoir facilité l'avènement, mais, à elles seules, elles n'auraient point conduit aux résultats actuels, sans certaines conditions particulières, tenant, avant tout, au milieu social. Pour le dire d'un mot, « la concurrence intense que se font les êtres miséreux des grandes cités », tant en Angleterre qu'en Amérique, a contribué largement à développer le *sweating-system* et à lui imprimer ce caractère effrayant de gravité qui l'a fait désigner sous le nom de « nouvel esclavage ». Ses victimes peuvent se ranger, nous l'allons voir, en deux catégories : les immigrants et les femmes. L'opposition n'est pas toujours aussi nette que nous semblons le dire, car, bon nombre de femmes « sweated » sont femmes d'im-

migrés. La distinction s'impose cependant, la concurrence d'où résulte en partie le sweating-system étant, le plus souvent, circonscrite entre les ouvrières féminines indigènes et les immigrants. Mais, il est bon de le remarquer, les uns comme les autres ne souffrent du sweating que par suite de l'isolement dans lequel ils se trouvent et de l'incapacité où ils sont de résister avantageusement à toutes les misères qui les accablent, et que nous venons d'examiner sous leurs diverses manifestations.



PREMIÈRE PARTIE

LES IMMIGRANTS ET LE SWEATING-SYSTEM

Depuis plusieurs siècles déjà, la ville de Londres avait à souffrir de l'arrivée continuelle de pauvres gens sans ressources, attirés par le vieux renom de libéralisme de la grande cité britannique, et tout pleins de l'espoir d'y vivre à l'abri du besoin. Au xviii^e siècle, un certain nombre de Juifs avaient élu domicile à *Goodmansfields* et *Spitalfields* (1). Ils se trouvaient au milieu d'une population de voleurs, de *ruffians*, dans des rues étroites ou au fond de cours malsaines. Au milieu du xix^e siècle, l'immigration ne fit que s'accroître. On vit arriver, à Londres, et par milliers, des Israélites, obligés de quitter la Russie, la Pologne ou l'Allemagne, devant une véritable persécution religieuse et sociale. Ces travailleurs s'établirent là où s'étaient établis leurs coreligionnaires (2), c'est-à-dire au cœur de l'*East-*

(1) V. Sayous, *Semaine politique et littéraire*, 27 avril 1901.

(2) V. sur cette question le très intéressant article de M. A. Sayous : *l'Immigration en Angleterre des Juifs russes et polonais*, paru en janvier 1900 dans la *Grande Revue*.

End et de Whitechapel. Ils formèrent, en peu de temps, une véritable colonie juive et parvinrent, en fait, à détruire l'élément anglais ou irlandais. Ils arrivaient, on le sait, dans le dénuement le plus complet et se trouvaient livrés, de suite, à la merci du premier contractor malhonnête qu'ils rencontraient. Dès 1867, J.-A. Stallard (1) disait dans *London pauperism amongst Jews and Christians* : « La condition d'un Polonais qui débarque à Londres est misérable ; ses besoins, son ignorance, le rendent la victime de ses compatriotes. En voici une preuve : un jeune ménage s'échappe de Pologne ; à son arrivée, le mari trouve du travail chez un cordonnier polonais, établi ici depuis quelques années. Le loyer était de 2 sh., le propriétaire de la maison donnait de quoi assurer simplement son remboursement, et laissait l'un et l'autre sans la moindre ressource. » Le mouvement s'est accentué. La paroisse de *Sptalfields* est à peu près entièrement occupée par des Israélites. Des rues en sont peuplées (2). Au dire de R.-C. Billing, la proportion des Juifs est si grande dans le quartier, que la seule école de Old Castle Street comprend 1.500 enfants israélites contre 20 catholiques. A côté de cette école, deux autres, purement juives, donnent asile à 5.000 écoliers. Les parents de ces enfants sont si misérables qu'ils solli-

(1) Cité par A. Sayous. L'entre-exploitation des classes populaires à Whitechapel, p. 283 84.

(2) « La plèbe des Juifs russes, déversés, depuis une quinzaine d'années, écrivait, en 1893, M. A. Leroy-Beaulieu, sur les quartiers de l'*East-End*, forme à Londres comme une minable colonie des juiveries du Dniepr. » V. A. Leroy-Beaulieu, *Israel chez les Nations*.

citent presque tous remise des droits scolaires. Ces immigrants sont victimes du *sweating-system*. Ce sont eux qui travaillent 15, 16 et 18 heures par jour. Arrivant, le plus souvent, sans profession définie, ils apprennent en quinze jours à faire une partie d'ouvrage facile. Ils commencent par jouer le rôle de véritables manœuvres. Puis, avec l'intelligence et la souplesse qui les caractérisent, ils parviennent, après quelques semaines, à « faire d'une façon suffisante les objets de médiocre qualité(1) ». Ils y acquièrent même une telle habileté qu'il devient difficile à l'ouvrier anglais d'entrer en lutte avec eux, sur ce terrain. Par des procédés plus ingénieux, plus rapides, ils laissent loin derrière eux le travailleur anglais, plus patient, plus méthodique et généralement aussi plus consciencieux dans la fabrication. Nous avons vu à quel degré d'abaissement tombaient les salaires des malheureux « sweated ». Il ne faut pas en chercher d'autre raison qu'une extrême compétition entre les immigrants. D'après M. Arnold Henry White, les salaires, dans la petite industrie londonienne, ont baissé, vers 1880, c'est-à-dire avec l'accroissement de l'immigration juive à Londres. Au moment de l'enquête de la Chambre des Lords, le prix de main-d'œuvre avait encore diminué. Un travail payé 5 deniers en 1880 n'en valait plus que trois en 1890. On comprend, dans ces conditions, que les meilleurs esprits se soient montrés partisans d'un *alien's act* (2).

(1) Report on the sweating-system, t. III, p. 183.

(2) V. sur cette question, ch. V.

Si l'Angleterre est ainsi battue, sur son propre sol, par le flot mouvant des travailleurs étrangers, d'autres pays ne voient pas, avec moins de frayeur, se déverser chez eux de nouveaux immigrants. L'exemple des États-Unis présente à ce sujet une éloquente démonstration. Tandis qu'en France le sweating-system semble peser de préférence sur la main-d'œuvre féminine, il recrute, aux États-Unis, ses victimes parmi les nouveaux débarqués que je ne sais quelle vision de radieux Eden attire en foule de tous les coins du monde.

La présence, dans les classes d'en bas, d'un contingent étranger, est « si considérable, qu'à de certaines minutes, « l'Américain, né en Amérique de parents américains, « apparaît comme une espèce d'aristocrate, trop fier pour « servir des maîtres quels qu'ils soient ; trop intelligent « pour s'assujettir aux petites besognes de détail, et comme « naturellement destiné par son imagination, par sa persévérance, par sa volonté, à enrégimenter dans ses entreprises des cohues d'immigrants, dont il emploie et paie « brutalement la main-d'œuvre. Ce paradoxe exagère à « peine la réalité » (1).

Voici quelle est, en effet, la proportion des immigrants dans la composition de la population aux États-Unis (2).

(1) P. Bourget, *Outre-Mer*, t. 1, p. 292.

(2) V. Daniel Bellet, *Journal des économistes*, 15 février 1894, p. 294 et suiv. En ces dernières années, ces chiffres ont été dépassés. C'est 64 millions qu'il faudrait dire. Le contingent étranger s'élève à 11.200.000 hommes. (V. les statistiques publiées pour 1902 par les almanachs des journaux américains).

Sur un total de 62.622.250 personnes comprenant 32.057.880 mâles et 30.554.370 femmes, 53.373.703 individus sont nés aux Etats-Unis et 9.249.547 sont d'origine étrangère.

Les Européens qui immigrent le plus sont les Irlandais, les Italiens et les Juifs (Allemands, Russes, Polonais et Roumains⁽¹⁾. De 1871 à 1880, plus de trois millions d'immigrants ont débarqué dans les villes du littoral américain, et de 1881 à 1890 il y en a eu près de six millions. Les Allemands (1) sont en tête du mouvement puis viennent les Irlandais, les Italiens et les Juifs. « Depuis 60 ans, dit « M. Georges Blondel (2), plus de 6 millions d'Allemands « se sont établis aux Etats-Unis. A New-York même il y « en a plus de 400.000 et près de 300.000 à Chicago ». Le nombre total des émigrants italiens était, en 1876, de 19.756, en 1885 de 85.355 et de 195.993 en 1888. Sur ces chiffres, la moitié reste acquise à l'Amérique. Les Etats-Unis, qui avaient reçu en 1894 39.000 Italiens, en ont accueilli 44.000 en 1895 et 68.000 en 1896.

Les Français viennent eux aussi, mais pour une moindre part, accroître la population yankee. D'après M. Levas-

(1) Il ressort d'une statistique que vient de publier le ministère de l'intérieur de l'Empire allemand que, depuis 1871, plus de 2.550.000 allemands ont émigré à l'étranger, et que les 9/10 de ce total sont allés aux Etats-Unis. A eux seuls, les polonais allemands (province de Posen) ont fourni 710.000 émigrants.

(2) G. Blondel, *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*, p. 208.

seur (1), 4.939 Français débarquèrent, en Amérique, en 1880, 5.654 en 1881 et 6.685 en 1890.

Les peuples de couleur sont en une proportion plus faible, dans le contingent total de la population américaine. « L'élément chinois n'entre que pour une part minime dans le nombre des immigrants, arrivant chaque année aux Etats-Unis. Les chiffres suivants en font foi. En 1870, la population totale de l'Union s'élevait à 38.558.371 habitants; sur ce nombre, 5.567.229 personnes étaient nées à l'étranger, dont 63.199 seulement en Chine... En 1880, l'excès de l'élément blanc était de 825.000. Enfin en 1894 il y avait, 54.983.890 blancs contre 7.638.360 gens de couleur.

De 1880 à 1890, les Chinois ont diminué en Amérique. Le taux d'accroissement de leur colonie, qui comprend 107.475 personnes, s'est abaissé à 1,91 0/0.

Loin de se porter du côté des Célestes, les alarmes des protectionnistes américains mériteraient se tourner, avec bien plus de raison, vers les immigrants européens. Les lois de protection ont été certainement pour beaucoup dans l'abaissement de la population exotique, mais, en tous cas, le péril jaune n'existe pas encore aux États-Unis. Il y a une concurrence chinoise dans certaines industries, mais qui n'a rien de bien effrayant. La main-d'œuvre chinoise est répandue, surtout, dans les travaux de défrichement, de dessèchement des marais, dans la pose du ballast des

(1) Levasseur, *La population française*, t. III, p. 355.

lignes de chemin de fer, où on a été heureux de recourir aux jaunes, pour la raison que les blancs faisaient totalement défaut. Il est vrai de dire aussi que, souvent, lorsqu'ils pouvaient choisir entre les deux genres de main-d'œuvre, « les patrons ont donné la préférence aux Chinois, non seulement parce que ceux-ci sont sobres et laborieux, mais surtout parce qu'ils travaillent à meilleur compte que les blancs. En Californie, les Célestes ont ainsi accaparé le monopole de la fabrication des cigares, en se contentant de 6 dollars par semaine, au lieu de 11 que les ouvriers blancs réclament. Leur aptitude pour les ouvrages de couture et autres occupations féminines les a fait employer en grand nombre comme tailleurs, comme cordonniers. »

Il n'en reste pas moins vrai, malgré cette simultanéité du travail blanc et du travail jaune, que les Européens sont les vraies victimes du sweating, étant plus nombreux et plus employés dans les « basses besognes » où précisément le sweating-system est si développé. Veut-on savoir quelle est la proportion des étrangers dans les « *sweatshops* » des Etats-Unis, les tableaux ci-dessous, empruntés au « Bureau de la statistique du travail du Massachusetts (1) », donnent les chiffres suivants :

Le premier tableau rend compte du nombre de personnes occupées à Boston par des *contractors*, d'après la nationalité et le sexe des employés.

(1) Report of the Committee on Manufactures... p. 230.

NATIONALITÉS des EMPLOYÉS	PERSONNES EMPLOYÉES PAR DES				NOMBRE TOTAL des employés
	Contractors Juifs	Contractors Américains	Contractors Irlandais	Contractors Allemands	
Américains ..	493	27	22	7	249
Allemands....	1	3	»	2	6
Juifs	427	17	»	4	448
Irlandais	117	24	26	9	176
Italiens	187	23	2	3	215
Portugais.....	6	7	»	»	13
TOTAL.....	931	101	50	25	1.107

Ainsi, sur les 1.107 employés, 448 sont Juifs, 249 Américains ; 215 Italiens ; 176 Irlandais. La plus grande partie de ces travailleurs est occupée par des *sweaters* Juifs, puisque, sur 1.107 personnes, 931 sont employées par des Juifs, et 101 seulement par des américains. Ce seul tableau suffirait donc à montrer que les immigrants concurrencent fortement le travail indigène et contraignent les ouvriers américains à se contenter de faibles salaires, sous peine de ne plus trouver d'ouvrage. Sur les 101 personnes employées par les *contractors* Américains, 27 étaient nées en Amérique, 24 étaient Irlandaises, 23 Italiennes, 7 Portugaises, 17 Juives et 3 Allemandes.

Le tableau suivant (1) montre la proportion des mêmes étrangers, classés par sexe :

(1) V. Report... p. 230.

NATIONALITÉ des EMPLOYÉS	HOMMES	FEMMES	HOMMES et FEMMES
Américains.....	34	215	249
Allemands.....	5	1	6
Juifs.....	223	225	448
Irlandais.....	32	144	176
Italiens.....	92	123	215
Portugais.....	5	8	13
TOTAL.....	391	716	1.107

Dans toutes les enquêtes faites au sujet du *sweating-system*, les dépositions des témoins abondent sur la question de la concurrence des immigrants. On acquiert la preuve, à les consulter, que les *sweatshops* de New-York ou de Boston sont en grande partie peuplés d'étrangers « unskilled ». M. Coggsell (1) dit que « la nationalité des travailleurs en *sweatshops* est celle des Italiens, des Irlandais et des Juifs russes et polonais. » Le docteur A. S. Daniel (2), qui visitait les malades dans les *tenement-houses*, a répondu au président de l'enquête de 1892 : « En 1891, j'ai soigné 1.457 malades dans les *tenements* du quartier compris entre la 23^e rue et Chatham Square et dans ceux qui vont de Mott Street à l'East-River. Il y a là des centaines de mille personnes. Ces pauvres *sweatees* sont, dans l'ordre

(1) V. Report of the Committee on Manufactures, p. 99.

(2) *Eod. loc.*, p. 181 et suiv.

de leur importance, des Juifs (Allemands, Russes et Polonais), des Irlandais, des Anglais, des Hongrois, des Italiens, des Bohémiens, des Roumains, des Suisses, des Ecossais, des Espagnols, des Autrichiens, des Français, des Canadiens, des Hollandais, des Gallois, des Danois, Cubains et Suédois. » Tandis que le Dr Daniel n'avait soigné que 173 malades ayant des parents américains, il avait, au contraire, été appelé près de 395 Irlandais.

« Dans Ridge street, disait-il, c'est à peine si l'on rencontre une famille qui ne soit pas juive. La population, depuis la rue Houston jusqu'à la 14^e rue, est plus mêlée, mais elle appartient surtout aux Bohémiens et aux Roumains, principalement dans la 2^e et la 3^e rues ».

Dans Grand Street, il y avait jadis beaucoup d'Américains; ce sont maintenant des Italiens et des Chinois. L'est de la *Bowery* (1) est de même occupé par des Juifs.

En prenant la section au-dessous de Houston street, au nord de Chatham Square et à l'est de la Bowery, la proportion de Juifs est à peu près de 8 sur 10 personnes. Tous sont occupés au vêtement, surtout au *finissage* des paletots et des pantalons, et le Dr Daniel concluait en ces termes : « C'est l'immigration qui a empiré les conditions » (*Immigration has made the conditions worse... I think the immigration of Jews has made it worse in that they are a dir-*

(1) Le quartier désigné sous le nom de *Bowery* ressemble beaucoup à Witechapel. Ce ne sont que maisons sordides, s'appuyant les unes aux autres, et formant, dans le brouillard, un sinistre décor. C'est la partie de New-York la plus misérable, qu'habitent à la fois les Juifs, les Italiens et les Chinois.

tier class of people and their tenement houses are dirtier, and because they have been very much more numerous of late, especially in this business, and very especially in this district)(1). Ce qu'il dit des Juifs, on pourrait le dire des Allemands et des Italiens, plus nombreux que ne l'exigent les besoins des professions où ils se réfugient dès leur arrivée. Il en résulte une concurrence exagérée entre tous ces travailleurs unskilled et forcément une baisse du prix de main-d'œuvre.

On peut se demander, dès lors, d'où vient la persistance de ces pauvres gens à immigrer toujours en Amérique. D'où vient que l'exode continue, des ports de la Baltique ou de la Méditerranée, comme vers une rive enchantée? En y réfléchissant, on voit cependant que le fermier irlandais ou le paysan des Calabres n'ont pas tout à fait tort. En partant ainsi vers les États-Unis, ils fuient devant la misère de leur pays. Le dénuement qui les attend là-bas ne sera jamais pour eux comparable à celui qu'ils ressentent dans leur patrie. Attirés par de radieux mirages, ils partent, comme ces oiseaux frileux que l'hiver emporte aux pays du soleil. L'accroissement des départs coïncide toujours avec l'envahissement de la misère(2), les statis-

(1) V. Report of the Comm. on Man, p. 199.

(2) Quand ce n'est pas la misère qui contraint au départ les immigrants, c'est l'accroissement de la sécurité publique. Cette affirmation semble paradoxale. Elle n'est cependant que l'expression de la réalité, et se vérifie absolument en ce qui concerne les Italiens, dont on connaît la présence dans les sweatshops d'Amérique. Avec le développement de la force armée et la recherche par tous les moyens

tiques des passagers pauvres sont là pour le prouver. La grande raison pour laquelle se trouvent tant d'étrangers, parmi les victimes du sweating-system, aux États Unis, c'est avant tout la dureté d'une vie inhospitalière. Allemands, Polonais, Russes ou Italiens ne s'exilent que pour ne pas mourir de faim. En fuyant, ils n'emportent point leur âme. Ils la laissent dormir dans leur patrie, et, soutenus par cette pensée réconfortante qu'ils la retrouveront un jour, ils s'embarquent, sur la foi souvent mensongère d'agences interlopes. A peine arrivés, il leur faut chercher un emploi, sans jamais pouvoir en trouver un convenable, soit qu'ils ignorent la langue du pays de débarquement, soit qu'ils n'aient aucune profession déterminée. Ils deviennent alors la proie des *sweaters* malhonnêtes qui les embauchent à des conditions de misère et se les attachent par tous les moyens usuraires possible. « Ignorant la langue « du pays, dit le professeur Pietro Sitta (1), habitués à une « vie bien modeste, dépourvus de toute ressource économi-

des détrousseurs de grands chemins, un grand nombre d'existences se sont trouvées supprimées, qui trouvaient jusque là leur emploi dans l'accomplissement d'actes délictueux, et force leur a été de chercher une occupation peut-être moins conforme à leurs goûts, mais, a coup sûr, plus honnête. Ce phénomène bizarre est prouvé chaque jour dans l'Italie méridionale. « La foule des déclassés, des « déshérités, qui trouvaient leur compte à être les subalternes du « brigandage, tombèrent en disponibilité, et beaucoup de pauvres « gens, auxquels cette institution déchuë aurait, si l'on ose dire, « assuré un état social, sont aujourd'hui contraints de s'expatrier. » V. sur cette question G. Goyau, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} sept. 1898, p. 154 et suiv.

(1) *Revue d'Économie politique*, 1893, p. 829.

« que et d'aptitudes spéciales, ils tombent, à peine débarqués,
« aux mains de quelque sweater, lequel, par des promesses
« trompeuses d'un placement profitable et prompt, les
« dépouille de tout ce qu'ils possèdent et s'empare de la
« moitié de leur paie. »

Mais en dépit de ces ennuis, de ces duretés, malgré la pénurie de leurs ressources, les immigrants acceptent d'autant mieux les salaires les plus bas que ces salaires sont encore pour eux plus élevés que ceux de leur pays d'origine. La justesse de cette remarque se vérifie absolument en ce qui concerne l'Italien (1). Peu exigeant quant au confortable et à la nourriture, n'ayant aucune des habitudes de luxe de l'ouvrier américain, le paysan de la Calabre ou de la Basilicate se trouve plus heureux à travailler pour un sweater, que s'il fût resté dans ses montagnes sauvages à paître ses troupeaux. Le salaire le plus insuffisant, au regard de l'Américain, peut paraître un trésor à l'Italien, et pour gagner 2 francs à New-York ou à Boston, il préfère quitter un pays, qui ne le nourrit plus. Les rapports envoyés à Rome, au ministère de l'intérieur, par les préfets des provinces de l'Italie méridionale, donnent tous la même explication des progrès constants de l'émigration : « La misère, toujours la misère (2). »

(1) Le fait a été signalé par la Société italienne de géographie (1888-1890). V. sur cette question Fr. Nitti, *l'Emigrazione italiana e i suoi avversarii*. Naples; Roux et C^{ie}.

(2) V. Georges Goyau, *op. cit.*, p. 154... La misère, disait le préfet de Potenza, « c'est là, sans nul doute, la cause première qui pousse « les agriculteurs, les journaliers et les autres ouvriers à quitter le

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les immigrants acceptent la première place qui s'offre à eux. Un rien leur suffit; ce sera toujours plus que dans leur patrie. Et, alors, on les voit s'obstiner à rester dans les grandes villes de la côte, déjà surpeuplées, où l'offre dépasse la demande. Ils se font concurrence entre eux, et, tout en devenant les victimes du sweating-system, ils en restent les victimes résignées et le prolongent inconsciemment (1).

Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que nous retrouvions les mêmes victimes du sweating-system, partout où les étrangers sont en grand nombre. En Australie, par exemple, il ne faut pas chercher d'autre cause au fléau. « Le sweating-system, existe, dit M. Métin (2), dans les « grandes villes de l'État de Victoria; il sévit contre les « étrangers, qui, ne connaissant pas la langue ni les « usages du pays, acceptent de travailler à n'importe quel « prix pour ne pas mourir de faim. » Depuis la découverte des mines d'or, vers 1845, les immigrants sont accourus

« pays; car les salaires ne leur permettent pas de faire front aux « nécessités les plus urgentes de l'existence. »

(1) S'agit-il des Juifs de Whitechapel, le fatalisme, qui caractérise les israélites pauvres, les rend d'autant plus insensibles à la misère que le sort qui les attend, en plein foyer de sweating, est encore plus brillant, si l'on peut dire, que celui qu'ils avaient en Prusse, en Pologne ou en Russie. Ils ont une si merveilleuse souplesse et une telle force d'endurance, qu'au dire de M. Arnold Henry White (Report on the Sweating-System, t. I, p. 37) ils arrivent, au bout d'un mois, à travailler de 18 à 20 heures, sans quitter un instant la place où ils sont assis.

(2) A. Métin, Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande, p. 91.

de tous côtés et en foule à Melbourne, dans l'espoir de faire fortune. Dès 1850, l'Australie, qui ne recevait jusque là que quelques ouvriers, en vit le nombre grossir d'année en année. « De 1852 à 1854, elle reçoit (1) 224.000 émigrants « libres, tous attirés par l'or, et 46.373 émigrants assistés. « La population de la colonie de Victoria, centre principal « de l'or, passe de 76.000 habitants en 1850, à 397.000 en « 1856. Victoria est dès lors *la colonie la plus peuplée de « l'Australasie.* » Les *squatters* (c'est-à-dire les colons installés sur les terrains vacants et devenus propriétaires de ces terrains) furent débordés. Mais ici, comme aux États-Unis, les immigrants restaient dans les ports, où ils grossissaient la population. Les villes s'accrurent ainsi considérablement, au détriment des campagnes mal peuplées. Le phénomène essentiellement moderne de la concentration urbaine se produisit avec tous ses effets. Les trois cinquièmes de la population de Victoria se trouvent aujourd'hui dans les villes. « Melbourne, la plus grande cité de l'Australie, renferme presque les deux cinquièmes de la population de la colonie. » Les immigrants étaient, d'ailleurs, encouragés à agir ainsi par la colossale spéculation sur les mines d'or, qui enfiévrâ tous les cerveaux de 1880 à 1890. Mais, par leur insistance à rester dans les centres d'agglomération, les immigrants se firent une concurrence désastreuse. Les Chinois, surtout, que la trop grande densité de leur population oblige à s'expatrier, vinrent en si grand nombre, que les gouvernements australasiens se sont

(1) A. Métin, *eod loc.*, p. 7.

émus. Nous verrons, dans un autre chapitre, quelles mesures radicales ont été prises pour interdire aux Célestes les emplois dans lesquels ils s'étaient jetés, comme la blanchisserie ou l'ébénisterie, et pour entraver ainsi la concurrence faite à la main-d'œuvre indigène. « Ne connaissant pas la langue ni les usages du pays, ils acceptaient de travailler à n'importe quel prix pour ne pas mourir de faim. » Si l'on ajoute que l'homme de race jaune conserve assez longtemps après son débarquement la sobriété qui en fait un ouvrier particulièrement recherché, on aura la raison du développement excessif du sweating-system en Australie.

La commission nommée par le gouvernement de Melbourne, en 1893, pour étudier le fonctionnement d'une loi de protection ouvrière, reconnaissait l'accroissement du travail à domicile et la proportion énorme de Chinois existant parmi les travailleurs en chambre. Les magasins de meubles avaient fermé leurs *ateliers*, pour distribuer l'ouvrage au dehors (1). En 1886, il y avait 64 manufactures de meubles. En 1893, il y en avait seulement 40. Les patrons employaient les Chinois travaillant en chambre, de préférence aux Européens, qui préféraient le travail en fabrique. La raison de ce nouvel état de choses était, outre la suppression des frais généraux, la baisse du prix de

(1) Nous reviendrons sur cette question dans le chap. V, mais nous pouvons déjà noter que la présence des Chinois n'a pas été la seule cause ni, peut-être même, la plus importante de l'accroissement du travail à domicile.

main-d'œuvre. Les Célestes consentaient, comme nous le disions tout à l'heure, à faire l'ouvrage pour un prix sensiblement inférieur à celui des ouvriers de race blanche. Les salaires reçus étaient dérisoires. « Les Chinois, dit « encore M. Métin (1), s'offraient au rabais et se ruinaient « les uns les autres : leur nombre, après s'être élevé de « 66 en 1880 à 320 en 1886, retombait à 246 en 1894. La « quantité d'ouvrage restait pourtant la même qu'aupara- « vant : mais, par l'effet de la concurrence, chaque tra- « vailleur devait accepter une tâche plus considérable et « se résigner à des conditions de moins en moins favo- « rables ».

On le voit, sans qu'il soit besoin d'y insister davantage, le problème si complexe de l'immigration se lie à la question du sweating-system. Il la complique, l'aggrave, et, en déterminant une concurrence nouvelle dans une matière où la concurrence joue déjà le plus grand rôle, il ne peut que lui donner un nouvel aliment de force et de vie

(1) A Métin, *op. cit.*, p. 92.



DEUXIÈME PARTIE

LE SWEATING-SYSTEM ET LA MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE

A côté de l'immigration, dont on vient de voir les effets désastreux sur le travail en petit atelier, dans les industries n'exigeant pas une grande habileté technique, une autre cause vient développer, avec autant de force, les abus du sweating-system. L'emploi de plus en plus fréquent de la main-d'œuvre féminine accroît et maintient l'ensemble des maux, que nous avons analysés précédemment. En même temps qu'elles aident à son éclosion, les femmes sont au premier chef les victimes du sweating-system.

Au premier abord, on s'explique mal qu'il en soit ainsi. Qu'elles soient employées dans la lingerie et la confection, rien de plus naturel. C'est là leur domaine, et les doigts féminins seront toujours plus experts aux travaux de l'aiguille que les doigts lourds de l'homme. Mais cette idée n'a rien par elle-même qui justifie une misérable situation. Avant de chercher à expliquer les raisons de cette infériorité, il est plus simple de constater quelle est la situation de l'ouvrière de l'aiguille.

En France, toutes les femmes travaillant à domicile sont en une condition désavantageuse. Prenons l'industrie de la confection. Les culottières et les giletières de la province arrivent à gagner de 1 fr. 50 à 1 fr. 60 par jour. C'est là le taux moyen de leurs salaires. Celles qui travaillent pour les grands tailleurs sur mesure gagnent 2,50 par jour, mais celles qui sont employées par de petits tailleurs sur commande peuvent gagner de 3 fr. 50 à 4 fr. 50.

Si l'on passe à Paris, des distinctions sont nécessaires. Le salaire quotidien des femmes travaillant à la journée, dans les ateliers d'entrepreneurs de haut luxe, atteint 4 francs par jour. Dans les ateliers d'article ordinaire où le travail se fait aux pièces le salaire varie entre 0,80 c. et 1 fr. 50, 3,50 et 4 fr. par jour. Les ouvrières aux pièces, avec un salaire hebdomadaire de 15 à 20 francs, gagnent de 390 à 520 francs, pour 26 semaines de travail, ce qui est la moyenne.

Un certain nombre dépasse de beaucoup ces chiffres. Mais toutes ces ouvrières, malgré leur maigre gain, sont encore les heureuses du métier. Celles qui travaillent en chambre sont très loin de toucher de pareilles sommes. La moyenne de leurs gains est de 1 fr. 50 à 2 fr. par jour, soit 8 à 12 francs par semaine, de 208 à 312 fr. par an. Il ne faudrait cependant pas se laisser illusionner par ces chiffres. Les salaires de 208 ou de 312 francs, ne correspondent qu'à la moitié de l'année. « Ils n'excluent pas (1) « l'acquisition d'autres salaires, la spécialité ne coïncide

(1) *Office du Travail. La Petite Industrie*, t. II, p. 665.

« pas avec les autres spécialités de la même industrie, il
« peut y avoir cumul de recettes. Bien plus, incessam-
« ment les ouvrières du vêtement passent dans les métiers
« voisins, lingerie, corsets, même dans toutes les sections
« de ce domaine multiple : l'aiguille. Or, les grandes
« expositions des puissants magasins de nouveautés sont
« là pour prouver que tous ces coups de feu exigés par la
« parure féminine s'échelonnent et se succèdent. »

On pourrait même ajouter : jusqu'à ces dernières années, dans l'industrie du vêtement, la mesure ne coïncidait pas avec la confection, et les ouvrières de l'une de ces branches du vêtement pouvaient passer dans l'autre, quand la « saison » était achevée. Mais, depuis quelques années déjà, la tendance de la mode est de plus en plus à la simultanéité de la mesure et de la confection. Autrefois, l'intervalle qui les séparait permettait aux ouvrières de la confection de passer dans la mesure et de grossir ainsi le chiffre de leurs salaires. Cet état de choses ne se produit malheureusement aujourd'hui qu'avec peine, par suite du « développement même de l'idée de la confection par la petite mesure » (1). Jadis, les ouvriers de la mesure étaient occupés par les marchands d'habits neufs, dans leurs

(1). La *petite mesure* est, si l'on peut dire, le trait d'union entre la mesure et la confection. Elle se rapproche de la *mesure* par la coupe et l'individualisation du costume, mais s'en sépare par la médiocre qualité de la matière première et le manque de fini de l'ouvrage. « La petite mesure reçoit son application la plus élémentaire, dans les deux cas suivants : 1° taille anormale non prévue ; 2° étoffe manquant, bien que les modèles requis soient présents. » V. *Office du Travail*, la Petite Industrie, t. II, p. 138, 210.

périodes d'inactivité, c'est-à-dire entre les deux saisons d'hiver et d'été. Mais depuis quelques années « par le fait « même que la décroissance du travail à la série diminue « les stocks entassés d'avance, l'époque de presse se « trouve reculée et se rapproche de la période des *coups* « *de feu* de la mesure. Les chômages, qui semblaient « devoir être comblés, se creusent pour ainsi dire et s'élar- « gissent. C'est un des côtés dangereux de la nouvelle « coutume (1) ». Ceux qui étaient employés à la « mesure » ne pourront donc plus ainsi travailler à la confection et subiront forcément des chômages.

Vent-on voir maintenant par des chiffres la situation exacte des ouvrières ?

D'après un tableau dressé par l'Office du Travail français et comprenant 500 observations, le salaire des ouvrières dans la « mesure » oscille de 1 fr. 50 à 6 fr. 50, la moyenne est de 3 à 4 francs, le chiffre de 6,50 est très rare, et les « premières » seules peuvent espérer l'atteindre.

Sur les 500 ouvrières monographiées, 8 gagnent 1 fr. 50 par jour, 25 gagnent 2 francs, 61 gagnent 3 francs, 28 gagnent 3,50, 33 gagnent 4 francs. Une seule obtient 5,50 et une seule 5,75. Prenons une jupière qui n'a que son salaire pour vivre. Cette ouvrière chôme pendant 7 semaines seulement. Outre son travail pour magasins, elle travaille directement pour clientes et fait aussi des modèles pour de grandes maisons parisiennes. Cette ouvrière est donc

(1) Off. du Travail, *op. cit.*, p. 216.

en une situation relativement avantageuse. Elle se fait 20 francs par semaine.

A égal rendement, le travail de la femme est partout moins payé que celui de l'homme. Aussi dans tous les ateliers trouvons-nous l'emploi de plusieurs giletières, sans compter celles qui travaillent chez elles et dont la situation est encore plus défavorable, du fait de leur isolement. Non seulement le travail de la femme est moins payé que celui de l'homme, mais il est d'une plus longue durée. Si les culottiers ne travaillent que 10 heures, les culottières travailleront 12 heures. Les finisseuses d'ouvrage ne gagnent jamais plus de 1,50 à 2 francs par jour et sur ce salaire elles sont obligées de fournir les aiguilles et le fil. Certains esprits moroses noircissent parfois la situation déjà bien sombre de ces ouvrières. On nous citait, récemment, le cas d'une femme ne gagnant que 0,15 centimes pour la façon d'une culotte d'enfant et obligée, au surplus, de faire les fournitures nécessaires.

Or voici quelle est la vérité : le magasin de confection ne donne que 0,15 centimes, assurément, mais les conditions du travail ne sont pas tout à fait celles qu'on laissait supposer. La culotte est coupée, apprêtée et faufilée. Le travail de l'ouvrière se réduit au finissage, ce qui facilite singulièrement la besogne et permet de faire chaque jour une certaine quantité de culottes. Il ne reste pas moins vrai que la situation n'a rien de séduisant : car l'ouvrière ne gagne pas plus de 0,50 centimes par jour.

Si l'on passe à la lingerie, les salaires sont encore plus

bas, à cause de la division du travail poussée à l'extrême. Plusieurs personnes interviennent en effet dans la fabrication d'une chemise d'homme. La toile remise par le magasin de blanc à une entrepreneuse est coupée et assemblée par elle. Puis la *monteuse* fait le point des poignets, du devant et du col. La *finisseuse* pique à la machine et le travail revient à l'entrepreneuse qui coud les boutons et livre la chemise au magasin. Sur le prix de façon donné par le fabricant, l'entrepreneuse garde 0,25 par chemise. Comme elle peut faire de 3 à 6 chemises par jour, elle gagne donc ainsi de 1 fr. 25 à 1 fr. 50. La monteuse gagne de 1 fr. 25 à 1 fr. 75 par jour. La finisseuse reçoit 0,50 centimes par chemise et en fait 2 par journée de 12 heures, ce qui donne un salaire de un franc.

Les ouvrières en manchettes reçoivent un franc pour 12 paires de manchettes. La piqueuse de faux-cols en fait 12 par jour et gagne 1 franc, la bouttonnière en faux-cols reçoit 0,40 pour 36 bouttonnières.

L'industrie du corset présente une extrême variété, quant au salaire, par suite de l'habileté plus ou moins grande des corsetières et de la qualité des articles fabriqués. A côté du corset de luxe, réservé aux élégantes, se place le corset à bon marché réservé aux femmes du peuple ou de la petite bourgeoisie. Les ouvrières occupées au corset de luxe (faufileuses, monteuses, piqueuses et finisseuses), gagnent de 1,80 à 2,40 par jour (1).

(1) V. Hector Lambrechts, *Le travail des couturières en chambre*. Bonnevey, *Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile*.

Celles qui sont employées au corset à bon marché fait à la machine, et dans lequel la division du travail est extrême, gagnent de 1 fr. 25 à 2 francs par jour, au maximum, et cela pendant 9 mois de l'année.

Les ouvrières en chaussures pour magasins sont plus ou moins payées, selon la difficulté de l'ouvrage. Les piqueuses reçoivent pour une paire de bottines 0,45 centimes et pour une paire de souliers ordinaires 0,20 centimes; or, ces travaux exigent, l'un 3 heures, l'autre 4 heure et demie de préparation.

Les boutonnéristes reçoivent environ 2 francs pour 100 boutonnères.

Les ouvrières en parapluie sont dans une aussi pauvre situation, car dans toute la parasolerie la division de l'ouvrage est infinie. Une série d'opérations se succèdent. L'ouvrière en chambre reçoit d'un employé spécial du magasin les étoffes taillées, avec les manches et les branches. Elle les emporte en paquet à son domicile, coud les bandes de soie ou de coton entre elles et les fixe aux branches de baleine ou d'acier. La façon d'un parapluie est plus ou moins payée, suivant qu'il s'agit de la soie ou du coton. L'ouvrière d'un parapluie en soie gagne 0,60 par parapluie, mais, comme elle doit se procurer les fournitures, son salaire s'abaisse à 0,55 centimes. Une ouvrière habile peut faire un parapluie en deux heures. En dix heures de travail elle pourrait gagner ainsi 2,75. La façon d'un parapluie de coton est payée 0,18 centimes, mais l'ouvrière peut en faire un par heure, soit, pour une journée de 10 heures, 1 fr. 80.

On pourrait continuer l'énumération des salaires moyens touchés par les ouvrières de l'aiguille, mais les quelques chiffres donnés, se référant spécialement aux industries « sweated », montrent assez, semble-t-il, dans leur brutalité, l'infériorité du gain féminin.

L'exemple des États-Unis prouve encore mieux jusqu'où peut aller l'exploitation de la femme au moyen du sweating. On sait qu'en Amérique le nombre des ouvrières est fort grand. « En 1850, dit M. Lepelletier (1), le *Census* enregistrait 325.922 femmes âgées de plus de quinze ans employées dans les manufactures à des titres divers et ce nombre représentait 23 0/0 du total de la population ouvrière. En 1870, on en comptait déjà 353.997 et, en 1890, leur nombre atteignit 846.614 soit une augmentation globale de 620.692 ou de 270 0/0. Si à ces chiffres l'on ajoute le nombre des femmes employées dans l'agriculture, les pêcheries, les mines, les professions libérales, les services domestiques, le commerce et les transports, on obtient un total de 1.836.288 en 1870, de 2.647.157 en 1880 et de 3.914.571 en 1890, et l'on constate que, tandis que le nombre des travailleurs hommes augmentait en vingt ans de 76.04 0/0 seulement, celui des femmes croissait de 113.19 0/0, pendant la même période. »

La proportion des ouvrières n'a fait que s'accroître de décade en décade. Toutes les professions, peut-on dire, sont aujourd'hui envahies par les femmes, et avant toutes

(1) Lepelletier. Le travail des femmes aux États-Unis, *Réforme sociale*, 1^{er} décembre 1901, p. 784-785.

autres, celles qui sont atteintes de sweating, c'est-à-dire la confection, la lingerie, la bonneterie et la chemiserie, en un mot, comme le dit M. Lepelletier, « les industries qui ne supposent qu'un effort musculaire modéré ou qui exigent des capacités professionnelles spéciales et d'une habileté technique particulière que la femme possède à un plus haut degré que l'homme. »

Mais à ce fait d'ordre général vient s'en joindre un autre tout particulier. C'est « la décroissance marquée du nombre des femmes mariées employées dans l'industrie, à partir de la vingt-cinquième année ». Le « Fourth annual report of the Commissionner of labor » enregistrait, en 1888, que sur 17.427 ouvrières recensées, 15.387 vivaient dans le célibat, 1.038 étaient veuves, 43, divorcées, 274, séparées et 745 seulement étaient mariées (1).

Un rapport plus récent de la Commission du travail accentue encore cette décroissance. 1.067 établissements recensés en 1895 comprenaient 70.921 femmes célibataires et seulement 6.775 femmes mariées, 2.011 veuves et 36 divorcées. « Les célibataires formaient ainsi 88,57 0/0 du total, les femmes mariées 8,47 0/0 seulement, les veuves 2,51 0/0, et les divorcées moins d'un dixième pour cent.

Que prouve cette diminution sensible des femmes employées dans l'industrie, à compter de 25 ans ? Tout simplement que les femmes mariées d'Outre-Mer n'éprouvent aucun plaisir pour le travail « hors du home ». Ce fait tient à un ensemble de conditions économiques toutes spé-

(1) Cité par Lepelletier, *op. cit.*, p. 788.

ciales, profondément différentes de celles auxquelles nous sommes habitués. Une fois mariée, l'Américaine ne cherche plus dans le travail la source unique de ses revenus, ou, si elle le fait, c'est en restant au foyer.

Bien plus, avant même son mariage, la jeune Américaine ne connaît pas généralement l'isolement de l'ouvrière française. Sans parler du respect qui l'entoure, la jeune fille du Nouveau-Monde n'est point seule. Son existence se passe en famille, dans la paix et l'intimité du « home », loin des nombreux dangers de la vie en garni. L'enquête de 1888 sur le travail des femmes dans les grandes villes nous fournit à cet égard des renseignements caractéristiques. Nous y voyons que, sur 17.427 ouvrières recensées, 16.534, soit près de 95 0/0, vivent dans leur famille ou reçoivent l'hospitalité dans des familles amies ; il n'en est que 709 qui prennent pension dans des *boarding houses* et 184 seulement qui logent en garni (1) ».

La vie en famille est donc la règle avant ou après le mariage. Mais si ces conditions économiques permettent aux femmes vivant ainsi de se contenter d'un faible salaire en montrant peu d'exigences, elles exercent par contre un désastreux effet sur celles qui ne le peuvent pas, c'est-à-dire celles qui, pour des raisons diverses, sont privées du chef de famille, père ou mari, et doivent demander toutes leurs ressources au travail. Les explications que nous donnerons plus loin de ce phénomène en montreront l'importance, en ce qui concerne le *sweating-system*. Nous ne ferons

(1) Lepelletier, *op. cit.*, p. 790.

pour l'instant que constater l'infériorité du salaire dans les industries où se pratique l'exploitation des besoins de l'ouvrière. Dans son bel ouvrage sur l'ouvrier américain, M. Levasseur nous montre certaines femmes obligées d'accepter la somme infime de 60 à 70 cents par jour, parfois même de 2 dollars par semaine, et cela pour un travail quotidien de 12 à 16 heures. « Ici c'est une couturière qui finit des manteaux au prix de 3 à 10 cents la pièce et gagne 3 dollars en trois semaines..., ailleurs c'est une femme qui coud des pardessus au prix de 1 dollar la douzaine et qui, pour arriver à faire vivre sa famille, fait travailler avec elle ses deux fillettes de 6 et de 7 ans. »

On a pu voir ailleurs à quels salaires dérisoires le sweating-system réduisait les ouvriers.

Le Seventh Biennial report nous cite le cas de deux Italiennes veuves avec enfants, vivant dans un sous-sol humide qu'elles louent 3 dollars. En 13 semaines elles ont gagné 9,37 dollars à coudre des manteaux. Deux de leurs enfants étaient nourris à la crèche. Elles-mêmes sont chauffées par le bureau d'assistance du Comité (1).

Une Italienne de 32 ans et sa fille de 11 ans, finissant des manteaux pour 4 à 8 cents ont gagné \$ 11,29 en 9 semaines.

Miss Helen Campbells rapporte dans « Prisoners of poverty » le cas d'une vieille Suissesse, veuve d'un ivrogne, qui terminait sa vie en gagnant 2 dollars par semaine à

(1) Seventh biennial Report..., p. 365.

coudre des boucles pour un bandagiste (1). Une autre femme (2), dont le mari était mort, et qui devait élever trois enfants, gagnait 60 cents par jour à faire des trous de boutonnières.

Citons pour terminer un exemple typique, rapporté, du reste, par M. Levasseur. « Une veuve, qui avait connu des
« jours meilleurs, s'était logée avec sa fille dans deux cham-
« bres du bas New-York. Les deux femmes avaient
« d'abord vécu convenablement, gagnant ensemble parfois
« jusqu'à 15 dollars par semaine. Mais la mère était tom-
« bée malade, les prix de façon avaient été réduits et depuis
« un an et demi la fille qui soutenait seule le ménage ne
« se faisait jamais plus de 80 cents par jour. Ces deux
« femmes tenaient exactement leurs comptes : \$ 22,95 pour
« le dernier mois inscrit, sur lequel il fallait en donner 10
« pour le loyer ; avec le reste, elles devaient se nourrir, se
« chauffer, s'éclairer, se vêtir ; ne possédant qu'une seule
« paire de chaussures, elles ne pouvaient sortir ensemble. »

Avec ces salaires, dont on retrouverait des exemples analogues, il est impossible à des femmes seules de vivre, que ce soit aux Etats-Unis ou en France. Il leur faut alors, de toute nécessité, chercher, ailleurs, un supplément de ressources. Non seulement l'ouvrière à vingt sous par jour toute l'année ne peut pas vivre de son travail, mais l'ouvrière à 4 francs par jour en est le plus souvent incapable, car, pour elle, ce salaire relativement élevé ne correspond

(1) Helen Campbells, « Prisoners of poverty », p. 124.

(2) Helen Campbells, « Prisoners of poverty », p. 87.

qu'à une courte période de l'année. « Voici scrupuleusement copié, dit M. d'Haussonville (1), le budget par mois d'une ouvrière en couture de Paris : nourriture (pour le moins) 60 francs (2) ; chambre, 9 francs ; blanchissage, entretien, frais de toilette, 12 francs ; soit 81 francs de dépenses mensuelles. Mais c'est un budget de stoïque, car celle qui l'a dressé ajoutait : « Après s'être privée de tout, lectures, promenades, théâtres, etc. » : s'être privée de tout, à Paris, pendant toute l'année, à vingt ans !

Mettons maintenant en regard les recettes : 4 francs par jour, les dimanches et jours de fête non compris, soit 100 francs par mois, en moyenne. Tant que le travail dure, c'est-à-dire pendant huit mois, la couturière en question peut donc mettre de côté 49 francs par mois et aborder la morte-saison avec 152 francs d'économies. Mais si, pendant les quatre mois de morte-saison, elle ne gagne rien et continue de dépenser 81 francs par mois (324 francs pour les quatre mois), les 152 francs d'économies sont vite mangés et elle termine son année avec 200 francs et plus de dettes » Et, comme le remarque fort bien le remarquable écrivain, le problème est encore plus difficile à résoudre pour celles qui gagnent moins de 4 francs.

On dira, peut-être : Il n'y a là qu'un état transitoire

(1) D'Haussonville. *Salaires et misères de femmes*, p. 88.

(2) Ici, nous nous permettrons de trouver un peu exagéré le chiffre de 60 francs donné par l'éminent académicien comme chiffre minimum de la dépense en nourriture d'une ouvrière. Assurément, nous n'avons pas la pensée de dire qu'une ouvrière ne puisse dépenser 60 francs pour se nourrir. Ce que nous voulons affirmer c'est qu'il est possible de trouver à Paris des pensions de moins de 60 francs.

devant cesser avec le mariage. Soit ! mais, en attendant, l'ouvrière peut mourir de faim. Le directeur des grands magasins du Louvre, M. Honoré, nous disait à ce propos : « Si les salaires sont insuffisants, c'est peut être pour le bien de l'ouvrière, car la femme n'est pas faite pour vivre isolée. Si elle n'a plus de famille et qu'elle n'entre pas en ménage, elle a à sa disposition les communautés, orphelinats, maisons de famille. La femme ne doit pas vivre seule. »

Hélas ! cette vérité prend bien les airs d'un paradoxe, et, pour défendre une idée juste, faut-il donc laisser subsister des misères ? En raison, et ce ne serait que justice, la femme devrait avoir droit à toucher une somme égale au rendement de son travail. Or, dans l'état actuel, l'ouvrière a besoin de chercher ailleurs le complément de ressources insuffisantes. Il lui est manifestement impossible de vivre avec le produit de ses œuvres. Qu'on ne s'étonne donc pas, après cela, de la voir céder « au double instinct du cœur et de la nature. » « A dire les choses net, écrit Jean de Bonnefon, ... la fille du peuple, ouvrière, n'a qu'un moyen d'existence : la prostitution (1). Il est impossible qu'elle

(1) Cette affirmation, présentée aussi catégoriquement, perd une grande partie de sa valeur. Que l'insuffisance des salaires détermine un certain nombre d'ouvrières à se livrer à la débauche, la chose est certaine ; mais que « la fille du peuple, ouvrière, n'ait qu'un moyen d'existence : la prostitution. » c'est là une exagération. La prostitution de beaucoup d'ouvrières ne vient pas tant de l'impossibilité où elles sont de suffire à leurs besoins que d'une exagération de leurs désirs et d'une tendance de plus en plus fréquente à la paresse. De

vive de son travail. La statistique faite par les écrivains, depuis Jules Simon jusqu'à Charles Benoist le prouve.»

Il est juste d'ajouter aussitôt en manière d'adoucissement : les ouvrières honnêtes qui résistent, et il y en a, surtout en province, doivent alors vivre en véritables martyres. Nous avons là sous les yeux le budget d'une chemisière gagnant 0,90 centimes par jour. Voici quels sacrifices cette pauvre fille s'impose afin de rester vertueuse :

Une livre de pain	0,15 centimes
-----------------------------	---------------

Fromage	0,20
-------------------	------

Légumes	0,30
-------------------	------

Total.	0,65 centimes.
----------------	----------------

Cette ouvrière ne mange de viande que le dimanche, Pour boisson elle a l'eau d'un puits voisin. Il lui reste 0,25 centimes pour le loyer, le vêtement et l'entretien. Elle loge avec une de ses amies, modiste, et toutes deux mettent en commun leurs recettes, en payant par moitié les dépenses communes !

On s'explique, en voyant ces misères poignantes, que tant de filles du peuple se laissent aller au vice ou se

l'aveu même des prostituées interrogées à St-Lazare, les motifs qui les ont poussées à se jeter dans le vice sont, ou bien le peu de goût qu'elles ont pour le travail, ou bien le besoin immodéré de toilette, de parures. L'ouvrière de nos villes — je ne parle pas de l'ouvrière chrétienne — possède un certain sens de la dignité et se trouve le plus souvent à mi-chemin de la vertu rigide et du vice. Elle prendra « un ami », mais sans pensée de lucre, simplement pour contenter un besoin de tendresse ou parce que toutes ses camarades en font autant.

mettent, comme on dit, en ménage, c'est-à-dire en faux-ménage. Le danger de « la faute » est d'autant plus grand et l'épreuve plus pénible pour ces ouvrières que l'habitude de leur métier les élève naturellement au-dessus de leur milieu, en fait des êtres un peu à part, d'une nature mi-plébéienne, mi-aristocratique, et les rend plus faibles contre tous les entraînements.

Mais pourquoi donc alors la femme a-t-elle besoin de chercher un complément de ressources ? Pourquoi son travail ne lui permet-il pas de vivre, dans les cas où il donnerait à l'ouvrier de beaux salaires ? Pourquoi à labeur égal, salaire moindre ?

On ne peut expliquer la chose qu'en se basant sur une vieille idée économique. D'ordinaire, le coût de la vie entre en considération dans la fixation du salaire. Il n'en est pas la cause dominante, mais l'un des éléments. Généralement, quand l'homme (1) accepte un salaire, il estime mentalement ce que ce salaire représente pour lui de choses fongibles. Il voit si avec 2, 3 ou 4 francs, il pourra se procurer les biens nécessaires à son existence, non pas, comme le disait Turgot, de façon à l'empêcher de mourir de faim, mais de manière à tenir compte des exigences de son milieu. De son côté, le patron calcule ce que le travail de l'ouvrier produira et c'est du résultat de cette double estimation que naît la fixation du salaire.

Mais quand il s'agit d'une ouvrière, les besoins de con-

(1) Par là nous entendons aussi bien le marché individuel de travail que le marché collectif fait par les syndicats.

servation et le rendement du travail ne servent plus de base à l'établissement du salaire. En vertu d'un vieux principe, il est *supposé* ne devoir être qu'un *appoint*. On s' imagine toujours, en effet, d'une façon presque inconsciente, que la femme n'a pas besoin de travailler pour vivre. Elle est *censée* faire, en tout état de cause, partie d'un petit groupement social. Tantôt c'est le père de famille, chef de ce groupement, qui fournit les ressources intégrales, nécessaires à la nourriture et au logement. La jeune fille ne demande alors à son travail que de pourvoir à sa toilette et à ses menus plaisirs. Son salaire n'est, en réalité, qu'un appoint. Tantôt c'est le mari, chef d'un autre petit groupement, qui apporte au ménage son gain de chaque jour et se charge de faire vivre sa femme. Cette dernière se livre aux travaux domestiques. Si elle s'occupe à différentes besognes salariées, ce sera en dehors des heures consacrées aux soins du ménage, et pour accroître son bien être. Ici encore nous serons en présence d'un salaire d'appoint. Mais — et c'est là que nous voulons en venir — la nature humaine a beau se montrer exigeante sur la quantité des jouissances, ces dernières ne réclament pas, même avec le progrès de la civilisation, une satisfaction aussi prompte que les besoins nécessaires. Et surtout, comme il n'en va plus ici de la misère ou de l'aisance, de la vie ou de la mort, comme l'ouvrière vivant en famille avec le père ou le mari ne cherche pas dans le travail à soulager ses besoins essentiels, mais à se procurer un surcroît de bien être, elle peut, dès lors, offrir son bras à n'importe

quel prix. Elle travaille en quelque sorte à la façon d'un amateur. Or, les amateurs ont toujours été les plus terribles ennemis des professionnels. Ceux-ci sont, dans l'hypothèse, victimes de la *compensation de bénéfices* qui se produit chez les ouvrières amateurs entre le modique salaire d'appoint et les ressources principales. Il faut qu'avec ce supplément, les professionnelles acquièrent le nécessaire, car il est devenu comme de règle que la femme ne travaille jamais que pour s'offrir un supplément de bien-être. C'est là une vieille idée sans grand fondement, et que vient démentir l'exemple de chaque jour. Ne voyons nous pas, fréquemment, les filles ou les femmes d'ouvriers travailler aussi longtemps que leurs pères ou leurs maris et quitter, dès l'aube, la maison pour aller en atelier d'où elles ne reviendront que le soir? L'idée du salaire d'appoint cause donc le plus grand tort aux ouvrières qui demandent au travail autre chose que de pourvoir à leurs menus plaisirs ou à leur toilette, puisqu'elles lui demandent de ne pas mourir de faim. Or — dans la matière qui nous occupe — ce sont les *isolées* qui souffrent de cette fausse généralisation de l'idée du salaire d'appoint. C'est parmi celles qui n'ont ni père ni mari pour leur donner un salaire intégral, qu'il faut chercher les victimes du sweating-system.

« Sauf les exceptions malheureusement assez nombreuses, dit l'Office du Travail(1), la femme en notre so-

(1) *Op. cit.*, p. 317.

ciété se trouve le plus souvent comprise dans un groupe : la famille. Ce groupe a son chef qui apporte lui-même un salaire calculé le plus souvent de façon à subvenir aux besoins de l'ensemble. La femme n'a donc à se préoccuper que d'un supplément : d'un appoint ». Ce qu'il nous faut examiner ce n'est pas tant le fait en lui-même que ses conséquences. C'est la répercussion qu'il a sur les *isolées* cherchant un salaire intégral. Beaucoup de façonnnières en chambre pour grands magasins sont femmes de ménage, concierges. Il y a même des épouses de petits fonctionnaires, qui cherchent dans la couture un salaire d'appoint. M. du Maroussem (1) cite le cas d'une giletière pour grande maison de confection parisienne qui fait des gilets à 0,60 et 0,70 centimes. Elle travaille huit heures par jour et gagne environ 1.800 francs. Mais de cette somme il faut défalquer 1.100 francs de salaires payés à deux ouvrières finisseuses ou, comme on dit, deux *petites mains*, plus 100 francs de frais de travail. Il lui reste donc 600 francs. « La modicité des bénéfices semblerait, dit-il, « exclure la possibilité de continuer cette entreprise. Toutefois la façonnnière ne se trouve nullement résolue à « supprimer cet atelier qui lui fournit un *salaire d'appoint*. « Son mari, en effet, relève de l'un des services administratifs de la Seine ; l'emploi, bien qu'inférieur, entraîne « l'allocation gratuite du logement ». Les exemples analogues sont fréquents de femmes cherchant dans la couture un appoint au salaire marital. L'Office du Travail en

(1) V. Office du Travail, t. II, p. 288-89.

donne un certain nombre. C'est un atelier du quartier Montsouris (1) de façonnrière giletière, livrant directement au guichet de plusieurs grandes maisons de confections en gros. Le personnel comprend la façonnrière, sa petite fille et sa nièce, âgée de 11 ans. Le total des recettes, pendant l'année, s'élève à 1.189 francs : « La façonnrière est concierge d'une maison ouvrière. Par suite, elle économise les frais d'éclairage et le loyer. Mais le service de la loge l'empêche fort souvent de se mettre à sa tâche avant 11 heures du matin. Son mari est coupeur dans une maison de tailleur sur mesure, mais ne peut obtenir que le patron consente à se rattacher le petit atelier domestique ». Le salaire de la femme n'est donc ici qu'un salaire d'appoint.

C'est encore un petit atelier de vêtements pour dames (2), ne formant qu'une industrie annexe, ne rapportant qu'un salaire d'appoint. Le salaire principal est gagné par le chef de famille, ouvrier mécanicien, payé 0,90 centimes l'heure.

Dans le vêtement d'homme sur mesure, la continuation du travail, malgré la modicité des recettes, s'explique par un point de vue courant chez les ouvrières. Pour elles, le salaire n'est pas destiné « à subvenir à la totalité des besoins de la famille mais à lui procurer un supplément de bien être » (3).

Parfois, la proportion se trouve renversée en vertu d'un

(1) Office du Travail, *op. cit.*, p. 287.

(2) Office du Travail, *op. cit.*, p. 410.

(3) Office du Travail, *op. cit.*, p. 189.

fait curieux. Cela se produit dans les familles ouvrières quand le mari, employé au dehors comme maçon, serrurier, zingueur, etc., a de fortes dispositions à ne rien faire. Il chôme fréquemment. Sa femme tient un petit atelier de couture, et, grâce à une clientèle de quartier, recrutée parmi les domestiques, les épouses de petits commerçants, ou les femmes de l'aristocratie qui préfèrent le travail consciencieux des ouvrières en chambre, le mari peut conserver ses habitudes de fainéantise et vivre du salaire de sa femme.

M. du Maroussem rapporte, dans l'un de ses livres (1), que la femme d'un *trôleur* piémontais de la rue d'Avron complétait le gain du chef de famille (1.233 francs), en terminant des jerseys de femmes pour une maison de confection du boulevard Voltaire.

Dans une famille de la rue Tison, le père « trôlait », la femme « confectionnait, pour un magasin de fleurs de la rue Bonne-Nouvelle, ces branches de muguet que les commissaires des fêtes ont coutume de mettre à leur boutonnière. » Pour une grosse (144 grappes), elle recevait 1 fr. 10. Beaucoup de femmes sont ainsi heureuses de trouver du travail à faire chez elles. Même si elles ne gagnent qu'un franc ou même 0, 75 c. par jour, elles acceptent avec bonheur ce pauvre gain, qui ne les empêche pas de vaquer à leurs besognes ordinaires (ménage, racommodage, visite au lavoir). M. du Maroussem cite, en ce sens, la femme

(1) *Les Ébénistes du faubourg St-Antoine.*

d'un trôleur, qui parvenait à gagner annuellement 300 fr., en travaillant 4 heures par jour, avant le lever et après le coucher des enfants.

Nos grands magasins parisiens mettent continuellement en pratique la théorie du salaire d'appoint. Ils recherchent peu le travail des isolées (jeunes filles seules, veuves) et donnent, en général, l'ouvrage aux femmes d'ouvriers ou d'employés, moins exigeantes dans la discussion des prix. M. le député Delbet rappelait, au XX^e Congrès, tenu, en 1901, par la Société d'Economie sociale, l'habitude prise par les entrepreneurs de rechercher le travail des épouses d'ouvriers. « A Châtellerault, disait-il, les hommes travaillent en grand nombre à la fabrique, les grands entrepreneurs envoient du travail en quantité énorme, et les femmes acceptent des prix très minimes, puisqu'il s'agit pour elles d'un travail d'appoint. » Les magasins de nouveautés de Paris distribuent l'ouvrage, autant que possible, dans les centres ouvriers (le Creusot, Montceau-les-Mines, Lille, Roubaix), aux femmes des travailleurs occupés en fabrique. Le Louvre envoie l'ouvrage à faire dans les centres d'usines, depuis les villes de tissage jusqu'aux forges. Dans ces endroits, en effet, les patrons ont souvent organisé des ouvriers. A la différence de l'industrie minière, la métallurgie n'employant à peu près que des hommes, beaucoup de femmes ne trouveraient pas, dans la localité où travaillent leurs maris, le supplément de ressources nécessaire au ménage. De concert avec les industriels, le directeur du Louvre envoie l'ou-

vrage de basse confection et le fait achever à leurs moments de loisir par les épouses, les mères ou les filles d'ouvriers. Ces travaux sont une source de bien être pour la population des centres métallurgistes, mais ils causent préjudice aux professionnelles de la couture, et, dans l'hypothèse, aux ouvrières parisiennes. Il faut bien le dire, cependant, les ouvrages délicats n'émigrent pas ainsi. Mais l'effet n'en est pas changé pour cela, car les ateliers de bonne confection, bien que situés à Paris, sont montés *uniquement*, — au moins ceux du Louvre — avec des femmes ou des filles d'employés. En procédant ainsi, le magasin agit volontairement et avec une arrière-pensée d'humanité, car les employées qu'il occupe, supportent aisément les mois de chômage inévitables, grâce aux ressources de la vie de famille. C'est ce que nous avouait formellement le directeur des Magasins du Louvre, M. Honoré.

Malheureusement, à côté de ces femmes, il en est beaucoup d'autres dont le salaire n'est pas et ne peut être un appoint, pour la raison, déjà donnée, qu'elles n'ont pas derrière elles une famille et ne doivent compter que sur leur propre gain individuel. La concurrence est meurtrière. Les patrons ne se préoccupent pas en effet de savoir si telle de leurs employées travaille ou non pour se faire un supplément de recettes. Ils accordent l'ouvrage à celles qui consentent les plus forts rabais, c'est-à-dire, en définitive, à celles pour qui le salaire n'est qu'un appoint. Le calcul des prix s'établit sur cette base et c'est par là que le sweating-system fait tant de ravages, aussi bien en France qu'en

Allemagne, en Belgique, en Angleterre (1) ou aux États-Unis. Dans ce dernier pays, l'infériorité du salaire féminin ne tient pas à une autre cause : « La plupart des femmes vivent en famille, et considèrent leur gain comme un complément de revenu plutôt que comme une partie du fonds principal de la maison ; encore une raison qui les rend moins exigeantes pour leurs salaires. La vie de famille est, en effet, fort recherchée de l'autre côté de l'Océan, plus même que sur le vieux continent où elle se désagrège de plus en plus. D'un autre côté, les ouvriers américains n'aiment pas voir leurs femmes travailler à l'usine. Ils préfèrent les voir s'occuper, dans leur maison, à quelques travaux, qui, dans leur pensée, constituent plutôt pour elle un passe-temps. La plupart de leurs filles ne travaillent qu'afin de pourvoir à leur toilette et la chose est si constante que, dans l'Etat de Massachussetts, elle a donné lieu à des

(1) De l'aveu de M. Sayous (*op. cit.*), le sweating-system est dû, en grande partie, en Angleterre, à la concurrence des ouvrières de l'aiguille et principalement au fait que beaucoup de femmes ne demandent au travail que de leur procurer un supplément de revenu. La triste situation des ouvrières autrichiennes, n'a pas d'autre cause. En 1896 une enquête fut faite à Vienne sur le travail des femmes. Il en ressort nettement cette idée qu'en Autriche, le travail en chambre a bien plutôt le caractère d'une occupation *accessoire* que d'un travail fait pour vivre. V. sur ce point, *Réforme sociale*, 1^{er} octobre 1896, p. 510 et suiv... La même idée se retrouve en Belgique, où les industries féminines à domicile présentent toutes un caractère d'appoint. Le fait est particulièrement sensible en ce qui concerne l'industrie dentellière. Pour beaucoup de femmes belges, « la dentelle est un métier d'appoint qu'elles exercent en dehors de leurs occupations habituelles, pour augmenter un peu leurs ressources ou simplement pour ne pas rester inoccupées. » V. Verhaegen, *op. cit.*, p. 920.

plaintes amères; mais il est sûr que rien ne changera, tant que les filles d'ouvriers voudront vivre au milieu de leurs parents (1).

On conçoit si peu l'idée d'un salaire féminin suffisant à contenter intégralement les besoins de la femme, qu'en France les logeuses en garni refusent souvent de recevoir l'ouvrière célibataire. Ce fait, qui semble n'avoir aucun rapport avec la matière faisant l'objet de notre étude, procède en réalité de cette tendance innée d'associer toujours la femme à un être ou à un groupe. On dirait que cela répugne de songer à une ouvrière vivant isolée. « Jamais, disait à M. Georges Picot (2) une femme très respectable, qui tenait un logement en garni, jamais nous ne consentons à recevoir des femmes seules... Nous recevons des ménages ou des célibataires hommes. Il faut, à Paris, que la femme ait quelqu'un pour la protéger; il n'est pas prudent pour elle qu'elle soit sans défenseur. » M. Picot a raison d'ajouter : « Sous ce langage d'une convenance apparente, que d'immoralité ! » Tantôt la jeune ouvrière a hâte de fuir la chambre meublée qu'elle a trouvée à son arrivée en ville. « Elle n'a qu'une pensée .. en sortir au plus tôt pour fuir la vie commune, les contacts de toute sorte qui font de ce logis un enfer. » Trouve-t-elle une chambre de 150 à

(1) Il résulte de l'enquête faite en 1889, aux États-Unis, au sujet des *Working-women in large cities*, que le travail des femmes n'ayant pas de charges fait baisser le salaire de celles qui en ont, et que la vie *at home* si répandue chez toutes les populations anglo-saxonnes permet aux ouvrières de se contenter d'un gain minime.

(2) V. *Réforme sociale*, nos du 16 juillet et 1^{er} août 1901.

250 francs, elle n'est pas moins en péril. L'indépendance qu'elle semble avoir rencontrée n'est que trop souvent menteuse, et les dangers non moins grands que dans un garni.

Ces difficultés de vie faites à l'ouvrière isolée ne viennent-elles pas montrer le péril que peut encourir une société quand la famille se disloque et s'en va? Les misères qui résultent de l'idée du salaire d'appoint ne seraient-elles point une éloquente démonstration de cette vieille idée que les sociétés ne sont prospères qu'avec des familles fortement organisées? Tout, dans ce que nous venons de voir, semble le prouver, de la façon la plus énergique. « Remarquez-le, disait à M. Picot (1) un observateur sagace, patron de centaine d'ouvrières, le salaire de la femme ne lui permet pas de pourvoir à tous les besoins de la vie, ce n'est qu'un *salaire d'appoint*. Or, ce mot n'a pas de signification où il exprime formellement cette idée que la fille apporte à ses parents, la femme à son ménage, un salaire qui représente non l'équivalent total de ses dépenses personnelles, mais seulement une part contributive (2). »

(1) *Op. cit.*, p. 148.

(2) Nous reconnaissons la beauté de toutes ces explications, et la haute valeur sociale de la famille. La vie au foyer, lorsqu'elle est bien organisée, assure aux sociétés l'ordre et la paix dont elles ont besoin pour progresser utilement. Mais s'il est désirable de voir toutes les jeunes ouvrières vivre avec leurs parents, ce ne peut être en tous cas que dans la fumée d'un beau rêve, car il faudra toujours compter avec celles qui n'ont plus de parents ou qui, pour des motifs divers et d'ordre majeur, préfèrent quitter le toit paternel devenu une école de vice et d'immoralité. Il restera toujours vrai « qu'un nom-

L'idée du salaire d'appoint se trouve encore renforcée du fait de sa combinaison avec le travail à la campagne. Obligés de livrer à d'exceptionnelles conditions de bon marché, les fabricants (maisons de gros, grands magasins) envoient l'ouvrage *ordinaire* dans les milieux ruraux. Les travaux de lingerie et de basse confection (salopettes, blouses, tabliers de domestique, etc.) sont en bonne partie aux mains des femmes des champs (1). Une vie moins coûteuse permet aux villageoises de se contenter d'un salaire, qui, pour les femmes des villes, serait notoirement insuffisant. Les prix sont d'autant moins élevés que le travail ainsi fait n'empêche pas les fermières de vaquer aux soins domestiques. C'est là, en tout pays, l'une des causes qui déterminent la persistance du *sweating-system*, Ici encore la grande concurrente de la femme a été la femme (2).

« Le complet cheviotte pour cadet, dit l'Office du Travail (3), est descendu à 9 fr. 25, étoffe et façon [soit, au point de vue de la façon seule : 0,60 le pantalon, 0,60 le gilet, 1,25 le veston] ; en qualité supérieure à

« bre considérable d'ouvrières seront amenées pour des raisons parfaitement justifiées à organiser leur vie indépendamment de tout « appui ».

(1) On sait qu'une partie de la confection à bon marché est envoyée dans les centres ouvriers.

(2) Sans avoir la prétention d'épuiser la question, nous ferons remarquer la pratique constante des bourgeoises, de transformer leurs femmes de chambre en ouvrières du vêtement. Une partie de la confection pour dame est ainsi enlevée aux professionnelles.

(3) Office du Travail, *op. cit.*, p. 304.

« 11 fr. 25. Le costume homme, drap imprimé (prix en
« gros 13 francs), n'a plus coûté que 11 fr. 50; le même,
« cheviotte ordinaire (16 à 18 francs), s'est obtenu à 12,
« 13 fr. 50.

Une semblable opposition de forces ouvrières, entre un grand centre urbain et des milieux agricoles, entraîne forcément une sorte d'*équilibration des salaires au moins relative*, et presque aussitôt un partage se produit suivant la catégorie des objets fabriqués. La qualité supérieure, qui réclame plus de soin, plus de respect aussi des traditions de l'art manuel, subsiste dans l'agglomération ancienne (Paris), avec une légère dépression toutefois; les articles camelote, inférieurs, faciles à exécuter, émigrent définitivement sans esprit de retour. »

« Les confections de velours coton, par exemple, le classique uniforme du charpentier, du terrassier ont presque entièrement quitté Paris : leur patrie d'origine est maintenant Lille et Amiens ». Les entrepreneurs pour grands magasins ont installé dans toute la campagne lilloise « des ateliers, et en annexe des services de transport, qui distribuent les pièces aux femmes des ouvriers ruraux, sans leur faire abandonner les soins domestiques. »

Une bonne partie de la lingerie s'en va, de la même façon, dans l'Ouest. Les magasins du Louvre font faire les tabliers, les blouses, le linge commun, en Touraine, à des femmes pour qui ce travail est un supplément en dehors de la vie des champs. Cette décentralisation des industries féminines est un phénomène curieux, à une

époque où la concentration du travail semble être devenue le terme définitif de l'évolution industrielle et commerciale. Il est intéressant de voir faits de plus en plus en province les ouvrages de couture n'exigeant pas d'apprentissage et ne réclamant pas le « fini » d'une œuvre d'art. « La confection série (1) — surtout les articles inférieurs — est fabriquée hors de Paris et cela avec une intensité croissante, nous dit un déposant (2)..... Telle maison des plus importantes n'a plus à Paris qu'un seul entrepreneur travaillant avec sa femme et sa petite fille. A force d'énergie, il termine parfois 12 pantalons par jour. Le prix de façon varie de 65 centimes (pantalons vendus comme soldes) à 70 et 80 centimes. Même dépréciation pour les gilets de velours, payés au même prix. Les femmes qui reçoivent ce travail peuvent terminer 4 à 8 gilets par jour avec l'aide d'une petite ouvrière à 1 fr. 25 par jour. »

Le phénomène est si général aujourd'hui, que l'industrie à domicile en éprouve un véritable malaise. Ainsi, par exemple, les entrepreneurs pour les maisons de soieries lyonnaises donnent l'ouvrage aux femmes de la campagne. La fabrication du tulle se fait encore en usine à peu près entièrement, mais les chenilleuses et brodeuses de tulle doivent l'avilissement de leurs salaires au peu d'exigence des fermières. De l'aveu d'un éminent monographiste.

(1) On dit qu'il y a *confection-série*, quand les vêtements sont faits à l'avance, par série, sans convenir absolument à tous les acheteurs.

(2) Office du Travail, *op. cit.*, p. 317.

M. Louis Bonnevey (1), les jeunes filles et les femmes mariées des environs de Lyon font une concurrence fatale aux ouvrières urbaines, car, pour les premières, le salaire « n'est qu'un supplément servant à l'achat du superflu et surtout à l'entretien des toilettes (2). » Si les lingères et les brodeuses lyonnaises ne gagnent guère plus de 1,50 par jour, cela tient, en grande partie, à la concurrence désastreuse que leur font les femmes de la campagne, et même, nous le verrons, les jeunes bergers des Vosges. Dans les montagnes du Haut-Beaujolais, il existe une grande quantité d'ouvrières en broderie travaillant pour le compte d'entrepreneurs en relation constante avec les grands magasins de Lyon. Ces brodeuses à l'aiguille sont très nombreuses dans les communes de Saint-Nizier d'Azergues, de Lamure, Saint Bonnet, le Troncy, etc. Elles se contentent d'un modique salaire. Les plus habiles d'entre elles, travaillant sur la fine broderie et les trousseaux de mariées, gagnent, pour un labeur de 12 à 14 heures par jour, une somme qui va de 1 franc à 1,25. La plus grande partie,

(1) L. Bonnevey, *op. cit.*, p. 22.

(2) Le fait est si vrai que, pendant les mois d'été, où les travaux des champs sont très absorbants pour les femmes qui s'y livrent, la situation des ouvrières sur tulle (chenilleuses et autres) est bonne. Pendant les mois de juillet et d'août, la partie de l'ouvrage qui est faite en temps ordinaire par les paysannes revient aux ouvrières de la ville de Lyon. Dans les milieux ouvriers lyonnais on se préoccupe beaucoup de la question de l'émigration du travail et de l'antagonisme entre les salaires de la campagne et ceux de la ville. — V. sur ce point et à peu près en ces termes. « Le travail de la femme et de la jeune fille » n° d'août 1901.

occupée à la broderie commune, gagne de 0,50 à 0,70 centimes (1).

Le fait n'est pas spécial à la France. Il est aussi développé en Angleterre et aux États-Unis. Les ouvriers à domicile, victimes du sweating-system, se sont plaints devant la Commission de la Chambre des Lords de la tendance des magasins de confection de Londres à envoyer l'ouvrage loin de la capitale. Une notable partie des vêtements, après avoir été coupée dans l'atelier patronal, se dirige vers les ports les plus reculés de la Grande-Bretagne, pour y être finie par les femmes de fermiers, d'ouvriers surtout. On voit apparaître, à la base de ce procédé, la silhouette exécrée du *contractor*. Il est chargé de porter les vêtements dans les maisons de village et de les y reprendre, quand ils sont achevés. Malgré les frais de transport, les magasins ont encore avantage à procéder ainsi, le salaire étant, dans ce cas, moins élevé qu'il ne l'eût été, si l'ouvrage avait été fait par les ouvrières des villes. S'il est avantageux pour le magasin, il n'est pas moins recherché des femmes de la province. C'est un

(1) Dans tous les pays, le travail qu'on peut appeler féminin (couture, lingerie, bonneterie, fabrication des dentelles, des gants) est de plus en plus aux mains des paysannes. La Belgique offre, à cet égard, le meilleur des exemples. Les brodeuses, les dentellières, les couseuses de gants, sont à peu près toutes échelonnées dans la campagne, et toutes ces ouvrières ne considèrent leur travail que comme une besogne accessoire, sur le prix de laquelle elles se montrent peu exigeantes. — V. Office du Travail de Belgique. *Les industries à domicile en Belgique*, vol. II et III. — *Les salaires dans l'industrie gantoise*. I. Industrie cotonnière. Rapport par Louis Varlez.

moyen pour beaucoup d'épouses d'employés de chemins de fer, de soldats ou de paysans, d'occuper leurs moments perdus ou les longues soirées d'hiver; mais c'est aussi une raison pour elles de se contenter d'un faible gain, et, par conséquent, une cause de réduction de leurs prétentions pour toutes celles qui n'ont à compter que sur les produits de leur travail.

Le Comité des Manufactures de Washington a révélé la même façon de faire des magasins américains. Dans l'État du Maine, une partie de l'ouvrage est exécutée en fermes, en *ranches*. Mais, presque toujours, les femmes de fermiers ne font que le finissage, trouvant ainsi moyen d'ajouter, par un travail peu compliqué, un supplément appréciable à leurs revenus.

Loin de nous, cependant, la pensée de condamner le travail à la campagne. Un simple coup d'œil, jeté sur l'état de choses réel, suffit à dissiper bien des illusions. Les ouvrières rurales, si elles acceptent des salaires modiques, ne consentent pas toujours à descendre au degré le plus infime, au-dessous duquel toute concurrence est annihilée. Il leur arrive, souvent, de refuser le travail, parce que l'entrepreneuse n'offre pas un salaire assez élevé. Qu'on nous pardonne, à cet égard, un souvenir personnel. Un magasin de blanc d'une grande ville de l'Ouest avait proposé à une famille de cultivateurs de confectionner des chemises de coton pour hommes, au prix de 1,75 la douzaine. La famille en question, qui comprend onze enfants, possède trois jeunes filles, couturières, allant chaque jour

travailler dans une maison différente, pour y faire n'importe quel ouvrage de couture. Le travail qu'on leur demandait d'exécuter eût pu être achevé pendant les veillées d'hiver. Elles le refusèrent néanmoins, jugeant trop mauvaises les propositions du magasin.

Et ce n'est pas là une chose exceptionnelle. Il arrive souvent, dans la campagne lyonnaise, que des pièces de broderies sont refusées par les brodeuses, qui regardent le prix offert comme inacceptable. Mais hélas ! ces résistances ne servent à rien et les entrepreneuses ne sont jamais vaincues. Il leur reste une ressource. C'est d'envoyer faire la broderie dans les coins perdus des Vosges, où de pauvres femmes et souvent aussi des bergers broderont, en gardant leurs troupeaux. Est-il besoin de le dire ? Les salaires consentis à ces gens sont dérisoires, parce que l'industrie n'est pas développée dans leurs montagnes, et que le travail qui leur est envoyé, vient rompre la monotonie de leurs longues solitudes inactives.

La concurrence est donc inexorable. Si une ouvrière résiste, il s'en trouve deux qui cèdent. On demandait, un jour, à un patron, la raison pour laquelle, à égalité de rendement, il n'accordait pas autant aux femmes qu'aux hommes. « Nous ne donnons pas plus, répondait-il, parce que pour une fille qui est placée ici, il y en a douze qui attendent sa place. » M. Bonnevey a bien raison de dire : « L'ouvrière est le plus terrible ennemi de l'ouvrière » (1). A l'appui de son affirmation saisissante, il rapporte le fait

(1) Bonnevey, *op. cit.*, p. 114.

suivant, que nous tenons à citer parce qu'il est typique :
« Il y a quelques années, une grande manufacture de
« chaussures de Lyon, qui fournissait de l'ouvrage à
« environ cinquante piqueuses, leur payait le piquage de
« douze paires de bottines d'échantillon 14 francs. Elle
« annonça un matin qu'elle ne paierait plus la douzaine
« que 3 fr. 75. Toutes les ouvrières se retirèrent, refusant
« ces conditions nouvelles.

« Le fabricant fit publier dans les journaux du lende-
« main l'avis suivant : « *On demande des piqueuses chez*
« *M. X**** ».

« Le soir même, deux cents femmes (trois fois plus qu'il
« né lui en fallait) se présentaient à ses bureaux et accep-
« taient le travail au prix dérisoire qu'il avait imposé. »

En résumé, le *sweating-system* trouve un aliment dans ce fait que le salaire de la femme, travaillant à domicile, est essentiellement basé sur le supplément nécessaire aux ressources du groupement dont on suppose *a priori* qu'elle fait partie (1). Mille combinaisons gravitent autour de cette idée, qui fait la ruine des *isolées* et assure la persistance du *sweating-system*.

Le résultat est le même si, au lieu de vivre en ménage

(1) « Le *sweating-system*, dit M. Métin, sévit en Australie contre
« les étrangers... il sévit plus régulièrement encore contre les femmes
« et les jeunes filles qui se font concurrence les unes aux autres :
« certaines, en effet, vivent des salaires de leurs maris ou de leurs
« parents, et ne travaillent que pour se procurer un supplément de
« revenu ; elles prennent donc l'ouvrage à très bas prix, et avilissent
« ainsi les salaires des veuves ou des isolées qui travaillent pour
« vivre. » *Op. cit.*, p. 91.

ou avec ses parents, l'ouvrière habite en quelque'une de ces maisons d'assistance, de refuge et de préservation, qui ne font pas du travail le but essentiel de leur existence. Loin d'être la source intégrale du revenu, le salaire des travaux faits dans ces maisons n'est qu'un appoint, destiné à compléter le budget principal insuffisant. Ce qu'il importe d'examiner ici, c'est en quelle mesure la concurrence ainsi faite est désastreuse aux ouvrières libres, à celles qui ne font partie d'aucun groupement ni familial ni conventuel.

La matière est délicate, et trop souvent les meilleurs esprits s'y sont égarés en s'abandonnant à une trop vive sensibilité et aussi, on doit le dire, pour n'avoir pas eu les renseignements suffisants ni toujours les plus exacts. Sans nous attarder à rechercher quelle est la situation de ces œuvres de préservation et de refuge, nous voudrions, en quelques mots de la plus stricte impartialité, dégager les quelques idées qu'elles éveillent, relativement à la question qui nous occupe.

Il est certain qu'une partie de la confection proprement dite et la plus grande part de la lingerie pour magasins se font en France dans les ouvroirs, maisons du Bon-Pasteur, du Bon-Conseil, etc. La concurrence ainsi créée aux ouvrières libres est indéniable. Il est malheureusement impossible de la préciser, car ceux qui pourraient donner des chiffres n'aiment guère à les divulguer. On sait qu'à Paris, le nombre des ouvrières travaillant en orphelinats (5.985 jeunes filles) est dans la proportion du 1/15 de la population totale des ouvrières parisiennes de l'aiguille.

D'autre part, la congrégation du Bon-Pasteur d'Angers compte en France 39 maisons, qui lui sont rattachées directement et comprennent à la fois des religieuses et des assistées. Le but principal de l'œuvre est d' « offrir un refuge aux filles tombées dans le mal et qui désirent se réhabiliter aux yeux de Dieu et de la société. » Elle comprend partout trois divisions, suivant la situation morale des assistées. Ce sont les *pénitentes* (jeunes filles placées là par autorité de justice ou du père de famille, ou par l'assistance publique et comprenant les paresseuses, les vicieuses et filles-mères de 13 ans). Ce sont ensuite les *Madeleines* (jeunes filles dont l'état d'âme s'est amélioré et qui se fixent à demeure au Bon-Pasteur). Enfin nous trouvons un troisième groupe : les *préservées* « enfants que la « famille ne s'est pas crue en état d'élever selon ses idées, « avec sécurité, en raison du milieu et de ses conditions « trop désavantageuses (1).

Chacune de ces maisons du Bon-Pasteur renferme plusieurs centaines de personnes. Une grande partie est occupée, nous le disions, à faire des travaux de couture, et, de ce chef, entre en lutte avec les ouvrières libres de l'aiguille.

Pense-t-on supprimer cette concurrence ? On n'aboutirait à aucun résultat, car en la supprimant on n'écartera pas de la vie les jeunes filles abritées dans ces maisons. Le seul moyen d'entraver la concurrence serait, en effet, de fermer les ouvroirs et Bons-Pasteurs. Mais d'abord sur

(1) V. Réforme sociale, 1904, tome II, p. 292.

quels droits se fondera-t-on pour agir ainsi? Il y aurait là une injustice flagrante. Mais il y a plus, l'orphelinat n'existant pas, la maison de refuge étant supprimée, les ouvrières qu'ils occupaient se retrouveront aussitôt. La situation générale sera même aggravée. Il faudra bien, en effet, que ces jeunes filles abandonnées à elles seules travaillent pour vivre. Rien ne sera changé. Il y aura quelques malheureuses de plus. C'est tout.

Allons plus loin. La concurrence faite par ces maisons est, dit-on, déloyale. L'accueil vient de ce qu'elles vivent — au moins en partie — des ressources de la charité officielle et privée et ne demandent au travail qu'à cimenter les vides qui se seraient faits dans les recettes de la charité et qui risqueraient de ruiner tout l'édifice. Il est certain que les ouvriers ayant, par ailleurs, des capitaux en réserve et des aumônes, prennent souvent les commandes des magasins à des prix trop bas et au-dessous des prix courant dans la localité. Les maisons de garde et de réforme pour jeunes filles n'échappent pas non plus à cette critique. Mais l'étude des conditions de vie de ces monastères peut dissiper bien des illusions.

Les « pensionnaires » de ces asiles ne sont pas du tout des ouvrières ordinaires, sans vouloir même nous placer ici au point de vue moral. Leur placement n'a pas exclusivement pour but le travail de couture. « Avant tout, dit M. Joly, la maison doit vivre et faire vivre ses pensionnaires. Or, le problème n'est pas facile. » Il faut combler un déficit de 15 à 20.000 francs avec le mortier de la cha-

rité. Mais pour qu'il n'y ait pas un déficit plus considérable, il est nécessaire que le travail des religieuses et des jeunes filles atteigne un joli chiffre; le monastère de Sens, qui reçoit les plus belles subventions (il reçoit 0,60 c. par jour, pour chacun des six enfants que l'Assistance d'Auxerre lui envoie; il a cinq enfants de Melun à 50 francs par trimestre et 10 de Versailles à 82 c. par jour), doit faire 33.000 francs de travaux manuels. « Dans la discussion, si discussion il peut y avoir, des prix à obtenir, sa situation est bien avantageuse, et elle le met d'autant plus à la merci de ceux qui l'emploient, que forcément il doit faire des sacrifices à la certitude d'avoir du travail régulier, sans risque d'interruptions subites et sans risques de non-paiement. Alors, dira-t-on, ces travailleuses acceptent bien des commandes, à vil prix, comme on les en accuse, et elles pèsent ainsi d'un poids assez lourd sur les conditions générales de ce qu'on peut appeler le marché du travail féminin ?

Malheureusement oui, on ne peut pas songer à le contester. » (1)

« Si le salaire des lingères et brodeuses (de Lyon) est aussi peu élevé, dit encore M. Bonnevey (2), cela tient en grande partie à la concurrence que font les couvents et orphelinats aux ouvrières libres. Ceux-ci, en effet, peuvent travailler beaucoup plus économiquement, à raison de leur organisation même, sans compter que leur situation d'œu-

(1) H. Joly, *op. cit.*, p. 299-300.

(2) Bonnevey, *op. cit.*, p. 43.

vres de charité leur apporte, sous forme d'aumônes et de dons annuels, des ressources qui équilibreraient leurs budgets si, à raison des abaissements de prix de main-d'œuvre qu'ils consentent, ils se trouvaient en déficit. »

On le voit, qu'on admette avec M. Bonnevey que les dons de la charité servent à combler l'insuffisance des salaires ou qu'on dise, comme nous l'avons fait, que les produits du travail servent à équilibrer un budget insuffisant, l'effet reste identique.

Le travail n'a jamais pour but de pourvoir intégralement aux besoins du monastère et de l'ouvrier. Le salaire n'est pour eux qu'un *appoint*, et ce seul fait suffit à expliquer la réduction extrême à laquelle ils descendent.

N'avions nous donc pas raison de dire, en commençant ce chapitre : le *sweating-system* est dû à la concurrence faite aux isolées par les femmes et jeunes filles qui ne travaillent que pour se procurer un supplément de revenu ?

CHAPITRE V

LES REMÈDES AU SWEATING-SYSTEM

La première pensée qui s'éveille en tout homme, quand il vient de découvrir une maladie, est de savoir s'il sera possible de la détruire. Sans se perdre en vaines recherches, il va droit au point d'où lui semble provenir le mal et c'est là qu'il concentre tous ses efforts. L'embarras peut être grand, quand la maladie n'a pu être ramenée à sa véritable cause, et, faute d'un excellent diagnostic, les plus beaux efforts peuvent rester vains.

C'est à une difficulté de ce genre que donne lieu le *sweating-system*. Il présente une telle complexité et tient par tant de fils aux phénomènes économiques les plus variés, qu'on ne sait à quelle cause le ramener. Nous croyons, cependant, que si l'on peut parvenir à le circonscrire nettement, on aura chance de l'attaquer avec sûreté et peut-être de le détruire à jamais.

De tout ce que nous avons dit du sweating (1), une idée

(1) Nous ne croyons pas devoir faire du sweating-system le résultat de la transformation qui s'effectue dans certains métiers. S'il fallait admettre cette explication, aucune mesure ne serait efficace. S'agit-il, en effet, de métiers appelés à prendre une nouvelle forme, la

se dégage, avec force, qui pourrait bien donner, il nous semble, en dernière analyse, la raison d'être du fléau.

« Partout où sévit le sweating-system, la facilité particulière qu'éprouve l'ouvrier à s'établir à son compte, tout au moins à travailler en chambre, multiplie le nombre des incapables isolés, les met en concurrence les uns avec les autres, favorise leur exploitation et empêche les groupements (1) ». Qu'on y songe un instant. Pourquoi le sweating-system n'a-t-il pas fait de ravages dans ce qu'on est convenu d'appeler la grande industrie, dans l'industrie de la houille, du fer, des constructions navales, de la toile, de la laine ou du coton ? Parce que les ouvriers de toutes ces industries ont senti le besoin, du fait de leur réunion par milliers, de défendre leurs intérêts identiques, parce qu'ils ont compris qu'ils ne pourraient être forts, vis-à-vis du patron, qu'en se soutenant les uns les autres, dans une même action défensive. Le *sweating-system* nous fait, au contraire, assister à l'épanouissement de la liberté la plus immodérée. L'obstacle le plus sérieux qui s'oppose à sa destruction réside moins dans le nombre excessif des travailleurs pauvres que dans leur manque de cohésion. Leur volonté demeure inerte devant les exigences des *contractors*. Ne trouvant autour d'elle aucun écho, elle n'ose pas s'af-

crise est en quelque sorte fatale et ne saura disparaître que le jour où la transformation sera opérée. C'est à une transition de cette sorte que nous paraissent dues les misères si fréquentes dans l'industrie du jouet.

(1) P. de Rousiers, le *Trade-Unionisme en Angleterre*.

firmer, et consent douloureusement aux conditions les plus désastreuses.

Tout le mal vient absolument de l'absence d'organisation d'une partie de la classe ouvrière. Comme l'écrivait un économiste américain, Joseph Lee, « la plus grande raison du *sweating-system* est, avant tout, l'excès de liberté laissé aux travailleurs et employeurs ».

C'est donc, à faire cesser l'isolement des ouvriers, qu'il faut diriger tous les efforts. Le *sweating-system* trouvera son coup de mort dans l'extension de l'idée d'association. S'ils étaient tous unis et assurés, en faisant partie de syndicats, que pas un d'entre eux n'accepterait de travail, en dehors des tarifs établis par le bureau syndical, les ouvriers seraient sûrs alors du relèvement de leurs salaires. De plus, l'association des ouvriers « *sweated* » aurait l'avantage de répondre à l'ensemble des maux que nous avons trouvés à la base du *sweating-system* (1).

Nous reviendrons sur la question. Auparavant, nous allons examiner la qualité des divers remèdes, dont on a proposé ou essayé la réalisation. Ils n'ont, il faut le dire, qu'une petite sphère d'action et sont un peu trop négatifs. C'est, en réalité, à supprimer ou à diminuer notablement le travail à domicile qu'ils tendent à peu près tous. Nous

(1) M. de Rousiers croit cependant, que la forme actuelle des métiers atteints de *sweating-system* est un obstacle à toute organisation matérielle. « En attendant la destruction du petit atelier, les métiers soumis à l'exploitation du *sweating-system* conserveront leur caractère anormal et resteront en dehors de la sphère où le Trade-Unionisme exerce son influence ». Ouvr. cité, p. 18.

reconnaissons là l'influence d'un courant d'idées, tout récent, mais qu'il nous semble difficile d'accepter sans aucun contrôle.

On sait qu'indépendamment de ses autres conditions, le sweating-system suppose la pratique du travail en chambre. L'attention des réformateurs devait donc être attirée de ce côté, mais s'il était utile de remédier à une situation fâcheuse, il ne fallait pas pour cela détruire. Or, on n'a rien moins demandé, sous prétexte d'abus, que la disparition d'un mode de travail aussi vieux et aussi respectable que le travail à domicile. Il est même assez piquant de voir qualifiée d'« esclavage » la situation des ouvriers en chambre, quand on connaît les philippiques amères dont le travail en manufacture a été l'objet. « Chose curieuse, » dit M. Pierre Leroy-Beaulieu (1), lorsqu'on a entendu les « déclamations des démagogues contre la grande industrie » et ces « bagnes » que sont les vastes ateliers, on voit la « Nouvelle Zélande [le fait est aussi vrai de l'Angleterre « ou des Etats-Unis] marquer en quelque sorte d'infamie « les articles fabriqués en tout ou en partie à domicile » (2).

Les mesures proposées pour l'extinction du sweating-

(1) L. Beaulieu, *Les nouvelles Sociétés anglo-saxonnes*, p. 167.

(2) Au Congrès de la Protection ouvrière tenu à Zurich, au mois d'août 1897, la section du travail des femmes avait demandé, dans l'article 6 de son projet, que la question de l'industrie domestique figurât à l'ordre du jour du prochain Congrès. Le but de cette clause était la disparition définitive de l'industrie domestique. M. de Vollmar et 26 autres congressistes combattirent ces conclusions trop négatives et dont l'effet ne tendait qu'à détruire une industrie fort répandue, notamment dans tous les pays du centre de l'Europe.

system se rapportent à peu près toutes en effet, comme nous le disions, à la suppression du travail à domicile. Là est, pour ainsi dire, le grand cadre dans lequel on a fait rentrer tous les projets particuliers de réforme et les lois réformatrices.

Section I. — La lutte contre le sweating-system et l'opinion publique

Avant de tenter aucune action législative, il fallait intéresser l'opinion publique à la question. Les *Trade-Unions* se sont chargées de ce soin dans les pays anglo-saxons. Ce sont elles qui ont mené la campagne dirigée contre le sweating-system. Elles constituaient d'ailleurs, à elles-mêmes, le remède le plus efficace qui pût être tenté, et il n'est pas peu piquant de les voir à la tête du mouvement, comme pour dire aux victimes du sweating : « Vous ne vaincrez que par l'Unionisme ». Partout, dans les diverses mesures imaginées, on retrouve leur influence qui se manifeste encore mieux, au grand jour des Congrès (1). En 1892, les ouvriers américains de la confection ont créé une association sous le titre de *United Garment Workers*, avec mission de lutter contre l'avilisse-

Comme le dit justement alors Liebknecht, en appuyant M. de Vollmar : il ne faut pas détruire mais améliorer les conditions du travail à domicile. L'amendement Liebknecht fut adopté.

(1) Au Congrès de Cardiff, en 1895, les Unions ont adopté un vœu tendant à la suppression du sweating-system. V. P. de Rousiers, *La question ouvrière en Angleterre*, p. 326.

ment des salaires et le travail en *tenement-house*. Cette union soutient ses membres dans leurs revendications légitimes et accorde 5 dollars par semaine aux tailleurs en grève. La *Working Women's Protective Union* vient en aide aux femmes dans leurs réclamations au sujet des fraudes sur les salaires (1).

Parfois même, des associations spéciales se sont formées spontanément, dans le but d'intéresser l'opinion publique à la lutte contre le sweating-system.

Les ligues de consommateurs, déjà nombreuses aux États-Unis, ont cherché, par une heureuse extension, à protéger les petits producteurs. Elles n'ont fait ainsi qu'élargir le cadre même de leurs attributions originaires, sans changer de nature. Leur but avait été, d'abord, d'« améliorer la condition des femmes et des enfants employés dans les magasins ». Tel était l'objet de la ligue de New-York, de Brooklyn, de Philadelphie ou de Chicago. Un *type de bonne maison* avait été établi par ces diverses ligues, et les magasins qui s'y conformaient bénéficiaient d'une « réclame gratuite et très étendue », consistant en la publication de leurs noms, dans les journaux. Mais depuis quelques années, les ligues de consommateurs ont compris qu'elles ne devaient pas s'arrêter au magasin. « Là où les maux sont les plus graves, déclare la Ligue du Massachusetts, ce n'est pas là où l'on vend, c'est là où l'on produit. Acheter des articles qui sont fabriqués dans des

(1) A. Boston, les jeunes ouvrières sont soutenues dans leurs réclamations par la *Women's Educational and Industrial Union*.

« conditions malsaines, c'est perpétuer par là même ces « conditions et s'allier à ceux qui exploitent les ouvriers ». Aussi le procédé des « listes blanches » a-t-il été étendu aux *fabricants*. Ceux-là seuls en bénéficient qui ont adhéré aux conditions imposées par la Ligue.

« En outre, comme il est nécessaire que le public sache « quels articles sont fabriqués dans ces conditions et qu'il « faut l'engager à demander ces articles, la Ligue déli- « vrera aux fabricants affiliés à elle une sorte de marque « de fabrique appelée *label* (1). Seuls auront le droit « d'apposer le « label » sur leur marchandise les fabri- « cants remplissant *toutes* les conditions imposées et les « inspecteurs ou inspectrices de la Ligue (2) pourront en « autoriser ou en retirer l'usage après enquête (3) ».

Beaucoup de manufactures ont signé des contrats avec la Ligue et se prêtent à l'inspection. Il peut en résulter une amélioration sérieuse des classes ouvrières, si le consommateur comprend ses devoirs et songe combien le « bon marché » représente de misères, de déchéance physique et morale pour ceux qui le procurent.

Quand elles ne s'adressent pas au public pour l'éclairer, pour l'instruire, les Ligues n'arrivent pas à donner d'aussi bons résultats. Tel est le cas de l'*Antisweating League* de

(1) Nous verrons plus loin que le *label*, peut servir à un tout autre usage.

(2) Depuis l'année 1899, ces ligues locales de New-York, Philadelphie, Chicago et Boston sont fondues en une seule ligue nationale.

(3) H.-J. Brunhes, *Les ligues de consommateurs*, l'Association catholique, 15 novembre 1901.

Melbourne, qui se trouve l'auxiliaire le plus précieux du service de l'inspection du travail. Cette ligue, que préside un pasteur protestant, et qui groupe des hommes politiques et des membres de syndicat, reçoit toutes les réclamations touchant le sweating, les examine en séance, chaque semaine, et les transmet aux inspecteurs.

Section II. — La réglementation du travail à domicile dans les industries « sweated »

Mais, on le conçoit, les ligues les plus ardentes ne pouvaient prétendre à déraciner le sweating. Comme l'écrivait M^{me} Sydney Webb, « la loi, la loi seule, peut couper à la racine de si grands maux ». Il faut « placer les travailleurs « sous la protection du *Factory Act*..., (1) substituer le système du travail en fabrique, avec ses heures réglementées « et ses prescriptions sanitaires, au système du travail à « domicile et dans des ateliers clandestins (2) ». De son « côté, M. de Rousiers croit que « le *sweating-system* aura « vécu le jour où l'évolution industrielle suivant l'évolution commerciale dans les métiers qui en souffrent ac-

(1) Dans un article publié par la Revue d'Économie politique sur « les effets de la législation sur les fabriques en Angleterre », Miss Victorine Jeans concluait à l'application du *Factory Act*... aux industries dites domestiques. Le résultat serait excellent, écrit-elle, car ces industries se trouvent en dehors de la loi de 1871 sur les ateliers. Les entrepreneurs et les *garret-masters* éprouveraient aussitôt un grave préjudice et se décideraient peut-être à l'abolition du « détestable système dont ils sont une partie intégrante. »

(2) M^{rs} Sydney Webb. Revue d'Écon. pol. t. VII, p. 972.

« tuellement, le machinisme détruira le petit atelier, le « travail en chambre, la fabrication à la main, et créera de « grandes usines (1) ».

Nous ne pensons pas cependant que la substitution du travail en manufactures soit une panacée universelle. Il en serait ainsi, croyons-nous, si le sweating-system ne provenait que du fait du petit atelier; or, il découle plutôt du manque d'organisation des ouvriers et rien ne prouve que cette anarchie persistera, tant que vivra le petit atelier. Les preuves et les arguments sérieux manqueraient à l'appui de cette affirmation. Qui nous dit en effet que les travailleurs en chambre ne comprendront pas un jour les nécessités de l'association?

Assurément, on arrêtera presque complètement le *sweating-system*, si l'on transporte en usine la quantité de travail faite en petit atelier; mais, pour être efficace (2), le moyen n'est-il pas un peu radical? En supposant interdit tout travail à domicile, on n'empêchera pas, non plus, la fraude de se glisser. Comment arriver à contrôler ce qui se passera dans toutes les chambres, comment interdire à une ouvrière, seule dans sa mansarde, de travailler pour magasin? On n'osera pas aller jusqu'à le lui défendre. Les *sweating-shops* pourront être annihilés par la prohibition

(1) P. de Rousiers, *op. cit.*, p. 18.

(2) V. à ce sujet le témoignage de John B. Lennon, dans le « Report of the Committee on Manufactures, p. 217. « I am of the impression that the law should say to manufacturers of clothing that they should furnish factories for their employés, and if that can be done the sweating-system is gone. »

supposée, mais les *sweating-shops* ne sont pas les seuls ateliers par où se manifeste extérieurement le sweating-system. Nous avons vu qu'à côté, il fallait ranger le petit atelier familial, celui que les Anglais appellent le « *homeshop* ». On sait aussi que c'est dans la concurrence des femmes qu'il faut aller chercher la cause de persistance du sweating-system. Comment, dès lors, pourra-t-on parvenir à ne permettre et à n'assurer de travail qu'aux ouvrières travaillant en manufacture ?

En supposant même que l'on y arrive, on n'aura fait en définitive qu'une chose vexatoire. Beaucoup de femmes qui travaillaient, sans quitter leur demeure, ne le pourront plus, en admettant qu'aucun industriel ne leur donne plus d'ouvrage.

Je sais bien qu'on dira : C'est précisément pour faire disparaître la concurrence de certaines ouvrières (1) que nous proposons le travail en manufacture. De ce chef, toutes celles qui ne visaient qu'à un salaire d'appoint ne seront plus à redouter de celles qui se rendront en fabrique. La concurrence se trouvera plus étroitement circonscrite.

Soit ! mais, là encore, on part d'une vue des choses un peu étroite : car, parmi celles qui se contentent d'un appoint, il n'y a pas que des « heureuses ». Dans les ménages ouvriers, nous croyons l'avoir dit, le salaire du mari ne suffit pas généralement, si l'épouse ne vient travailler elle aussi. Pour toute une catégorie de femmes, le salaire gagné au foyer ne mérite que de nom le qualificatif d'ap-

(1) V. chap. IV, 2^e partie.

point, tel qu'on l'entend d'ordinaire. En fait, si l'on va au fond des choses, ce salaire est un véritable salaire intégral, nécessaire au ménage. On a trop tendance à voir dans le salaire d'appoint quelque chose de superflu ou, comme disent les Allemands, un « salaire d'épingles ». C'est une généralisation hasardée, et, si l'on a égard à la situation que nous supposons en ce moment, ira-t-on supprimer, de gaieté de cœur, tout travail en chambre ?

Un des détours employés pour y parvenir a été trouvé dans le principe de la responsabilité des commettants. On sait quel est ce principe, formulé par notre Code civil dans l'article 1384 et dont l'analogue se retrouve dans les diverses législations. « Les commettants sont responsables du dommage causé par leurs préposés, dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. » Il n'y a qu'à faire rentrer les *sweaters* et leurs ouvriers dans la qualification de préposés et à rendre le principal entrepreneur responsable de toutes les fautes que ces préposés pourront commettre. [Cela nécessite, on le comprend, une inspection minutieuse des petits ateliers]. On dit : les inspecteurs du travail visiteront les « shops » et ceux qui seront trouvés en contravention avec les lois et règlements seront signalés aussitôt à l'entrepreneur principal, autrement dit au magasin. Or ce dernier ne peut pas manifestement avoir connaissance de tous les ouvriers en chambre qui travaillent pour lui. Il n'en connaît souvent pas le quart. Cela se comprend, du reste, si l'on songe que le *sweating-system* ne s'applique en réalité qu'aux travaux exécutés sous le régime de la

sous-entreprise. L'entrepreneur sera donc exposé à de perpétuelles demandes en responsabilité. Ennuyé d'être ainsi sous le coup d'amendes continuelles, il finira, pour éviter ces tracasseries, par ne plus faire faire d'ouvrage au dehors, et concentrera les travaux en un grand atelier qu'il dirigera, lui ou des contre-maitres. En le rendant ainsi responsable de tous ses ouvriers, même de ceux qu'il ne connaît pas, on arriverait, dit-on, à forcer l'entrepreneur à créer de vastes usines, que les inspecteurs surveilleraient facilement, et le vœu de Mme Sydney Webb se trouverait réalisé.

Ce remède original se lie assez intimement à un autre, dont nous aurons l'occasion de parler plus tard, et qui consiste à donner aux articles fabriqués en tout ou en partie à domicile, dans des conditions illicites, une marque spéciale destinée à prévenir le public que lesdits articles ont été faits sous le régime du *sweating system*. Les inspecteurs se rendent chez le sweater, dont l'atelier n'a été ni autorisé ni soumis à l'inspection et posent subrepticement une marque invisible sur les vêtements. Quelque temps après, les inspecteurs retrouvent le vêtement marqué, sur les rayons d'un magasin. Ils préviennent alors le marchand qu'il détient des effets fabriqués dans un *tenement-house* non autorisé; et la preuve, disent-ils, c'est que les vêtements ne portent pas le *label* obligatoire (1). Le commerçant proteste : « Je n'ai point envoyé d'ouvrage en tene-

(1) Il faut dire que les vêtements fabriqués dans un *tenement-house* doivent porter une marque indiquant leur provenance.

ment-house, fait-il. Je traite avec un sous-entrepreneur, sans m'occuper de savoir où l'ouvrage est exécuté. Très ennuyé, et, comme dit M. Levasseur, « craignant que presque toutes ses marchandises ne soient en contravention, et dans l'alternative qu'on lui offre d'afficher « *Tenement-house made* », il préfère généralement abandonner le vêtement. Mais, jamais, assurément, il ne renverra d'ouvrage en tenement-house. Avant de traiter avec un sub-contractor, il s'informera des ateliers où ce dernier fait travailler.

Ces quelques exemples nous ont fait entrevoir la nécessité d'assurer une bonne inspection des petits ateliers, pour reconnaître si les dispositions légales relatives aux heures de travail et à l'hygiène sont bien observées. Nous n'avons pas à examiner la situation des ateliers dans les diverses législations, nous nous arrêterons cependant un instant devant la réglementation à laquelle ont été soumis les logements « *sweated* » aux Etats-Unis.

En principe, les législations de l'*Union* condamnent tout tenement-house et sweatshop, puis se réservent d'apporter à cette prohibition des exceptions. Aucune autorisation ne saurait être accordée, quand l'atelier se confond avec la chambre d'habitation (1). C'est une véritable fin de non-recevoir qui atteint directement le sweating-system puis-que c'est par la réunion de la chambre à coucher et de la salle de travail qu'il se manifeste extérieurement.

(1) Dans son numéro du 22 août 1901, la *Sociale Praxis* indiquait au nombre des remèdes, proposés par le syndicat des ouvriers tailleurs allemands, la séparation de la pièce où s'effectue le travail, de celles qui sont destinées à servir d'habitation.

Mais un écueil était à redouter. Convenait-il d'interdire aux membres d'une famille de travailler dans la chambre qui leur sert de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher? Chacun doit être libre de travailler où il l'entend — quand il n'emploie avec lui aucun auxiliaire; — et on ne saurait exiger des pauvres gens victimes du sweating un nombre de chambres que leurs ressources ne leur permettent pas d'avoir. L'esprit américain se refusait à pareille mesure. Aussi les lois de l'Union défendent-elles le travail dans une chambre d'habitation, en faisant exception pour le père, la mère et les enfants. La loi de New-York, sur l'inspection des fabriques (act de 1891-92) (1) dit, dans l'art. 13 : « **Aucune chambre ni appartement dans une maison d'habitation tenue en location ou en propriété ne servira à fabriquer des habits, des gilets, des pantalons, des culottes, des pardessus, des manteaux, des fourrures, des garnitures de fourrures, des garnitures de vêtements, des chemises, des bourses, des plumes, des fleurs artificielles ou des cigares, sauf pour les membres immédiats de la famille.** »

La législation du Massachusetts est, cependant, plus rigoureuse. Elle ne fait pas la distinction entre les chambres d'habitation occupées par les membres de la famille et les chambres servant de « sweatshop. » Dans les deux Acts de 1891 et de 1892, elle dit en effet : « Toutes les fois qu'une

(1) L'article 100 de la loi du 13 mai 1897 (Etat de New-York) stipule qu'« aucune chambre ne pourra servir de salle de travail à d'autres personnes qu'aux membres de la famille qui y habite ».

maison, une chambre ou un endroit quelconque servant de demeure sera employé dans le but de fabriquer, de retoucher ou de finir, en vue de la vente, des habits ordinaires, des vestons, des pantalons, des pardessus ou des vêtements habillés, de quelque nature que ce soit, il sera considéré comme atelier (*workshop*) (1) ».

Quoi qu'il en soit, une fois la part faite à cette situation spéciale, tout atelier a besoin, pour être ouvert, d'être autorisé (2). Aux États-Unis, comme en Australie, l'autorisation n'est accordée qu'après une inspection, faite par les officiers de la police sanitaire. La *licence* qu'ils délivrent est temporaire, au moins en Amérique. Au Massachusetts, elle est accordée d'abord pour trente jours, mais peut, après nouvelle inspection, être étendue pour une plus longue durée. Si les réparations exigées au logement se prolongent pendant deux mois, l'autorisation temporaire peut

(1) La loi française du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels excepte de ses prescriptions l'atelier de famille où le travail s'exécute sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur, à moins que cet atelier ne soit classé parmi les établissements dangereux et insalubres, ou qu'il ne contienne, en vue du travail, une chaudière à vapeur ou un moteur mécanique, (art. 1, L. 12 J. 1893.)

(2) Aux États-Unis, toute personne occupant un atelier « *sweated* » doit notifier (au Massachusetts, le délai est de 14 jours, à dater de la promulgation de la loi pour les ateliers antérieurs, ou à compter du moment d'ouverture pour les ateliers postérieurs à la loi) au chef du district de la police ou à l'inspecteur spécial désigné à cet effet le but de location de l'atelier, la nature du travail qui s'y fait et le nombre de personnes qui y sont employées. Cette déclaration préalable est essentielle. Ce n'est qu'ensuite que l'atelier peut être autorisé.

être prorogée pendant le temps nécessaire à l'achèvement des travaux. L'essentiel est que les inspecteurs reconnaissent l'intention évidente du propriétaire du logement insalubre de pratiquer les remèdes exigés. Il serait injuste de refuser une autorisation au bout d'un mois, sous prétexte que les travaux ne sont pas terminés.

Après une nouvelle inspection, les autorisations permanentes sont accordées ou refusées. La moyenne des autorisations permanentes accordées est des deux tiers, à peu près. Les refus absolus sont dans la proportion d'un sixième. Les lois de l'Union (Massachusetts, New-York, Illinois), exigent une bonne aération des appartements, une propreté absolue, l'éloignement des water-closets. La loi de Massachusetts, (acts de 1891-92) exige de plus qu'aucune chambre à coucher ne serve au travail, qu'il y ait des water-closets séparés pour les hommes et les femmes et enfin que l'inspecteur du district soit avisé des déménagements, des maladies infectieuses ou contagieuses qui peuvent se produire dans l'atelier.

Une fois autorisés, les petits ateliers en chambre ne sont pas laissés à l'abandon. Les inspecteurs les visitent souvent, afin de constater si les lois et règlements sont bien observés (1).

Malheureusement, ce que nous avons dit, dans un chapitre précédent, des insuffisances de l'inspection des petits

(1) L'inspection des petits ateliers existe en 8 Etats de l'Union (Massachusetts, Ohio, New-Jersey, Illinois, Pensylvanie, New-York, Indiana, Maryland).

ateliers de Londres, reçoit autant d'application en ce qui concerne les sweatshops d'Amérique. Les sweaters changent constamment de domicile. Il est donc impossible de les surveiller. Lors même qu'ils semblent se prêter à l'inspection, en affichant les règlements d'ateliers, les dispositions sur le repos du dimanche et sur le travail des femmes, ils ne respectent aucunement toutes ces prescriptions.

Leurs ateliers redeviennent aussi très vite insalubres, les inspecteurs n'osent rien dire, par pitié pour ces pauvres gens.

De plus, il est toute une catégorie d'ateliers échappant à l'inspection. Ce sont les *homeshops*. En Australasie, où, cependant, rien n'a été ménagé pour combattre le *sweating-system*, les établissements industriels, n'occupant que les parents, ne sont soumis à aucun contrôle. Les Chinois, seuls, tombent sous le coup de l'inspection, dans tous les cas. A cause même de l'inviolabilité du domicile, tout un côté du mal échappe, en somme, à toute action législative. Dans l'atelier de famille « *sweated* », on voit, fréquemment, les enfants succéder aux parents dans l'exercice du même métier meurtrier, en dépit de l'instinct de déplacement si caractéristique de notre société contemporaine. Cette persistance dans le métier constituant ici l'une des causes du mal, il y aurait peut-être, à défaut d'autres, un moyen de restreindre le petit atelier de misère, en prêchant pour une fois la désertion du métier (1).

(1) Ceci n'est pas un simple vœu platonique, car, en Angleterre, le

Il est à croire, qu'en répandant de plus en plus l'instruction dans les familles asservies au sweating, en la faisant pénétrer dans les plus infects taudis, en relevant le niveau intellectuel et moral de ces gens, on arriverait à les dissuader de demeurer dans une situation misérable. Peut-être qu'en forçant tous les enfants à suivre les seuls cours d'une école primaire, on parviendrait à un résultat qu'il est difficile d'atteindre par l'action législative, sans compter que l'on guérirait l'une des plaies du sweating : le travail exagéré des enfants en *tenement-house*.

Il y a une telle tendance à soumettre à l'inspection l'atelier de famille, qu'on en est arrivé parfois à des résultats bizarres. En principe, avons nous vu, les appartements où travaillent le père, la mère et les enfants ne sont pas inspectés. En Nouvelle-Galles, les établissements occupant quatre personnes ne sont soumis à l'inspection que si ces quatre ouvriers ne font pas partie d'une même famille. Le même principe est reconnu en Nouvelle-Zélande. Il ne devrait souffrir aucune atteinte. Or, on a trouvé moyen de l'affaiblir aussitôt par deux procédés. Le premier consiste à forcer les patrons à tenir une liste des noms, adresses, genre de travail et salaires des ouvriers occupés en chambre. L'inspecteur doit être admis à en prendre connaissance, afin de voir si toutes les conditions réglementaires sont bien observées, dans les ateliers non visités.

Board of the Guardians for the relief of the Jewish poor essaie, par tous les moyens à sa disposition, d'écarter les jeunes israélites des parties de la petite industrie les plus atteintes du sweating-system.

La loi de Victoria a réglé cette obligation du registre. Elle n'est pas la seule. « En Nouvelle-Galles, Queensland, dit M. Albert Métin (1), les patrons sont obligés d'inscrire sur un registre les noms, adresses, les salaires des personnes auxquelles ils confient du travail à emporter ». — La loi anglaise de 1891 sur les fabriques a décidé la création de semblables livres sur lesquels l'entrepreneur devrait inscrire le nom et l'adresse des ouvriers travaillant pour son compte (2).

L'autre procédé est vraiment choquant. Il a été imaginé à Philadelphie et permet à l'inspecteur des manufactures de pénétrer dans toute famille où travaillent plus de cinq personnes. Nous ne disons pas dans tout atelier occupant plus de cinq personnes, mais dans toute famille dépassant ce chiffre. Dès lors que six personnes sont présentes dans un atelier, la sixième, fût-elle proche parente de la première, vaudra aux autres d'être soumises à l'inspection. La loi semble dire : Vous êtes six, vous vous êtes donc adjoint un ouvrier étranger, vous serez inspectés. On expliquerait, peut-être, cette bizarrerie par la tendance des sociétés démocratiques à ne supposer que de petites

(1) A. Métin, *op. cit.*, p. 86.

(2) Dans un ordre d'idées tout voisin, le Conseil de comté de Londres, désirant empêcher les abus inhérents aux adjudications de travaux publics, et justement ému de voir les ouvriers supporter en définitive, par des réductions de salaires, tous les inconvénients du rabais, a contraint les adjudicataires de ses travaux à déclarer qu'ils paient les salaires et se conforment aux limites d'heures reconnus justes et convenables (*fair*) dans leurs métiers respectifs.

familles. Ou bien a-t-on craint la fraude? Le fait n'en existe pas moins. Il était curieux à signaler.

L'obligation de tenir registre s'explique avec plus d'aisance, tout en offrant, il nous semble, une véritable exagération. Elle a pour but de rendre les patrons responsables des ouvriers mêmes qu'ils ne connaissent pas. Je sais bien que c'est le moyen généralement employé pour restreindre le travail en *sweatshop*. On s'imagine que, gêné par ces procédés vexatoires, l'employeur créera des usines qu'il dirigera lui-même. Et l'on n'a pas tort, car il aimera mieux avoir ses ouvriers sous la main en une manufacture soumise à l'inspection du travail, que de mettre une armée de surveillants à la recherche des ouvriers épars, embauchés par les sub-contractors. Ce résultat, envisagé brutalement, est un progrès incontestable : mais il cache néanmoins un inconvénient sérieux, par cela même qu'il enlève à beaucoup de personnes une occupation pleine de profit. Le fait a été constaté en Australie, à la suite d'une loi récente de l'État de Victoria.

Section III. — Le « label »

Une autre institution pratiquée avec plus de succès, en Amérique et en Australie, arrive à créer en définitive la responsabilité de l'entrepreneur principal. Nous voulons parler de l'étiquette (*label*) appliquée sur les objets fabriqués en tenements-houses. C'est l'un des remèdes les plus originaux qui aient été imaginés pour détruire le *sweating-system*.

On s'imagine parfois que le *label* est limité aux industries « *sweated* ». Il n'en est rien. On l'a tout simplement adapté à un usage nouveau. C'est, en réalité, un moyen fréquemment employé par les *Trade-Unions*, défavorables aux grèves (1), de réserver autant que possible « la clientèle ouvrière aux produits munis d'une marque attestant que la fabrication en a eu lieu dans les conditions réclamées par les Unions. » (Pierre Claudio Jannet).

Vis-à-vis du *sweating-system*, l'étiquette a été détournée de son rôle ordinaire et ne sert plus à attirer la clientèle, mais à l'écarter de l'objet étiqueté dont on veut empêcher la vente et l'achat. Appliqué au *sweating*, le *label* a donc, on le voit, un effet nouveau. On aurait pu cependant le faire servir à l'usage auquel le destinent les Unions, c'est-à-dire qu'il eût indiqué la bonne qualité de l'objet, dans les cas où aucun abus n'eût été reconnu. Posée, par exemple, sur des habits, l'étiquette eût été une garantie.

Ce n'est pas cette manière de voir qui a prévalu. L'étiquette a été appliquée à tous les articles achevés en *tenement-house*, licite ou non, salubre ou malsain. Dès lors qu'un vêtement a été fait dans un *tenement-house-workshop*, il doit porter un *label* spécial. On ne s'occupe pas d'autre chose. La loi du Massachusetts est, à cet égard, nettement catégorique. « Quiconque vend ou expose sciemment, pour les

(1) Les *Trade-Unions* d'Amérique aussi bien que d'Angleterre, qui sont nées, en partie, du dégoût des ouvriers pour la grève, voudraient faire triompher les revendications qu'elles croient légitimes au moyen de l'entente et de l'union syndicale plutôt que de recourir aux procédés violents d'où ne sort en général aucun résultat sérieux.

« vendre, des habits, vestons, pantalons, pardessus, etc.,
« faits dans un *tenement-house-workshop*, doit ajouter à
« chacun desdits vêtements un ferret ou une étiquette,
« a tag or label », n'ayant pas moins de deux pouces de
« longueur ni d'un pouce de largeur, sur lequel seront lisi-
« blement imprimés ou écrits les mots « *Tenement-house-*
« *made* » (Fait dans un *tenement-house*) et le nom de
« l'Etat, de la ville ou du lieu où lesdits vêtements ont été
« faits. » (L. Massachusetts, 1894, complétée par l'Act de
1892, art. 4).

Il n'y a pas qu'au Massachusetts où la pratique du *label* soit connue. En Nouvelle-Zélande, les objets confectionnés à domicile doivent porter une marque spéciale. En Victoria, ce ne sont plus tous les objets faits en chambre, qui doivent être étiquetés, mais ceux-là seuls qui sont achevés par un Chinois.

Voici à quels résultats permet d'arriver le procédé de l'étiquette. Le patron est obligé de poser un *label*. Supposons qu'il ne le fasse pas. Les inspecteurs connaissent l'existence des objets de confection non étiquetés. Ils envoient alors l'observation suivante au fabricant. [Je copie textuellement un modèle, donné par le Rapport du Comité des Manufactures de Washington et emprunté à l'Etat de Massachusetts].

[Formule N° 38]

Service de l'Etat

[District de la police, département de l'inspection des fabriques, ateliers et bâtiments publics].

Bureau. Palais de l'Etat.
Boston. Octobre, 15, 1892.

John White et C^o.
300 Washington Street.

Monsieur : D'accord avec les dispositions légales relatives à l'inspection des fabriques, ateliers et bâtiments publics, dans les 8 premiers jours d'octobre 1892, j'ai inspecté le tenement-house N^o 69, Christie street, occupé par Isaac Levi et employé par lui comme atelier ; et vous êtes, par la présente, averti que des vêtements tout faits ont été fabriqués dans ledit tenement-house, employé comme atelier par ledit Isaac Levi, pour le magasin de John White et C^{ie}, et que chacun desdits vêtements devrait avoir, fixé sur lui, un ferret ou une étiquette, comme il est requis par les dispositions de l'article 4, chapitre 357 de l'act de 1891.

En recevant cette note, le négociant se trouve surpris. Il ne connaissait pas quel est ce vêtement qu'a pu trouver un inspecteur. Il n'a jamais vu ni entendu Isaac Levi, n'ayant affaire qu'avec certains entrepreneurs de New-York [on sait quelle est l'habitude des marchands de Boston d'envoyer leurs vêtements à des *contractors* new-yorkais]. Mais, plutôt que de courir le risque de payer (1) 50 dollars un vêtement de mauvaise qualité, et, surtout, pour ne pas ébruiter l'affaire à ses dépens, il accepte l'avis

(1) Quiconque viole une disposition de la loi, relative à l'étiquette, encourt une indemnité d'au moins 50 dollars par chaque violation.

de l'inspecteur et reconnaît que le vêtement ne porte pas l'étiquette requise. Il court au téléphone ou au bureau de la police demander des explications. Après renseignements, il assure qu'il n'enverra plus d'habits à l'entrepreneur, qui emploie Isaac Levi. C'est tout ce qu'il fallait. Les inspecteurs prennent note de la promesse et disent au négociant qu'il est libre de coller l'étiquette sur le vêtement ou de vendre ce vêtement, hors du Massachusetts. C'est généralement cette dernière alternative qui est choisie. Il est curieux, en effet, de constater qu'aux Etats-Unis, la seule apposition de la marque « Tenement-made » suffirait pour perdre la réputation d'un magasin.

Tel est le mécanisme du *label*. C'est un moyen très ingénieux d'empêcher le travail en tenement-house ; mais on a pu lui faire un certain nombre d'objections. D'abord, quel en serait l'effet, si le public achetait les objets étiquetés ? La réussite du procédé n'est basée en réalité que sur une extrême docilité du consommateur. Qu'arriverait-il si, pour ne songer qu'à leur bon marché, le public achetait les objets faits en tenement-house ? Ce sont là autant d'obstacles difficiles à surmonter.

On pourrait, peut-être, dire aussi que l'étiquette ne supprime pas le mal. Elle n'intervient que lorsqu'il s'est produit. Cette objection n'a cependant pas une grande valeur, car le fabricant, s'il ne peut trouver à vendre les objets marqués, sera conduit naturellement à donner moins d'ouvrage au dehors. — Mais, ce qui semble plus sérieux, c'est qu'on n'ait pas distingué les cas où les

objets ont été faits à de bonnes conditions de ceux où ils ne l'ont pas été. C'est là une exagération que l'on n'a pas manqué de reconnaître en Amérique (1).

Il est une autre objection que l'on a fait valoir, et qui n'étonne pas de la part des Américains, gens pratiques, hommes d'affaires avant tout. Le *label*, a-t-on dit, pourrait faire pénétrer les commerçants dans le détail des opérations commerciales de leurs rivaux. Le résultat des mentions exigées sur la petite bande à coller sera de révéler — c'est là le but — le nom, l'adresse des ouvriers qui acceptent de faire l'ouvrage pour un salaire dérisoire. Mais la question présente, si l'on peut dire, deux faces. A côté des ouvriers qu'il importe de protéger, se placent les commerçants qu'on ne peut pas cependant sacrifier. Or, l'étiquette requise pourra divulguer des secrets de fabrication qui faisaient le succès de telle maison. « C'est une infraction directe (2) et une limitation « des droits de l'ensemble des commerçants à jouir des avantages de leur propre habileté... et de leur originalité à « inventer et à fabriquer des articles d'habillement. » Quelle est, en effet, la situation que vient fausser le *label*? Un commerçant a créé, je suppose, un modèle spécial, dont il a le monopole, puisqu'aucun autre n'a su en imaginer un semblable. L'invention a pu consister en la création d'une étoffe ou dans une méthode nouvelle de coupe. Pour y arriver, le commerçant a dû dépenser beaucoup en essais. Il mérite donc d'être protégé, comme un inventeur dont la

(1) V. Report of the Committee on Manufactures, p. 236 et suiv.

(2) *Op. cit.* p. 228.

découverte serait garantie par une *patente*. Certains procédés de fabrication plus rapide ou à meilleur marché ont pu être imaginés par lui. Ne serait-il pas juste qu'il en eût le bénéfice ? Tout cela constitue bien le fruit de son activité. On vient donc lui en imposer le sacrifice, avec le système du *label*. On divulgue à tous le nom, l'adresse des ouvriers ayant coopéré au travail. Dès lors, on permet aux concurrents de faire exécuter l'ouvrage, aux conditions réservées jusque là à un seul magasin. Le rival lira sur la petite bande les mots suivants : « l'a fait par Mme X, telle rue, tel numéro. » Il n'aura qu'à se rendre à l'endroit indiqué et à faire travailler la personne désignée.

Tels sont les résultats que permet d'obtenir l'institution du *label*. Ils entraînent des frais considérables, par suite de la nécessité d'entretenir des agents, non seulement dans l'Etat ayant admis le procédé de l'étiquette, mais encore dans les villes de l'étranger où les vêtements pourraient être faits. C'est ainsi que le Massachusetts est obligé d'avoir des inspecteurs à New-York, où l'on sait que sont fabriqués beaucoup d'articles d'habillement destinés à revenir au Massachusetts pour y être vendus. Il faut une surveillance en quelque sorte internationale, et c'est une lourde tâche pour l'Etat qui s'en charge. Dans ces conditions, une loi fédérale(1) serait fort utile pour assurer l'ap-

(1) Il faut, dit Henry A-Ross, ouvrier tailleur de Brooklyn, régler le commerce entre les Etats et empêcher le travail d'aller d'un Etat dans un autre ». V. Report of the Committee on Manufactures, p. 150-155.

plication des mesures contre le sweating-system. Le commerce n'est pas assez circonscrit pour qu'on puisse attendre beaucoup d'effet d'une simple loi. Avec la facilité actuelle des communications, les vêtements sont exportés et réimportés très facilement. Si l'on veut arriver à quelque résultat, il faut donc les suivre à la sortie, voir où ils s'engagent, et les poinçonner avant qu'ils ne rentrent au pays d'origine. Il n'y a pas à songer à arrêter les produits à la frontière, car on ne serait jamais infailliblement certain s'ils ont été faits en tenement-house. Au contraire, avec une loi fédérale, il sera facile de surveiller, dans chaque Etat, le travail en petit atelier et d'assurer par là même le poinçonnage obligatoire.

Section IV. — Les mesures restrictives de l'immigration

Les mesures que nous venons d'analyser visent tout spécialement, on a pu s'en rendre compte, l'existence même de l'industrie à domicile. Elles cherchent à l'affaiblir, à la miner, peu à peu, jusqu'à ce qu'elle disparaisse, étouffée par les manufactures. Il nous reste à voir maintenant, ce qu'on a tenté, non plus pour supprimer, en définitive, le travail en chambre, mais pour empêcher l'avilissement des salaires, dans les métiers atteints de *sweating-system*.

Avant d'aborder l'étude de ces divers remèdes nous ferons remarquer qu'ils répondent mieux que tous autres aux deux grandes raisons déterminantes du *sweating* : l'immigration trop abondante et l'isolement des ouvriers. On peut trouver injustes les moyens employés pour faire cesser

l'arrivée de nouveaux immigrants ; mais on ne peut s'empêcher d'en reconnaître la force. Ils font partie d'un mouvement prohibitionniste qui, aux États-Unis comme en Australie, tend à fermer le marché du travail aux ouvriers étrangers, dont la concurrence est redoutable aux travailleurs indigènes.

L'Angleterre, malgré les dangers que présente l'immigration des Juifs à Londres, n'a pas voulu se lancer dans cette voie du protectionnisme. Elle y arrivera peut-être un jour, certains symptômes peuvent le faire croire. Le recteur de Spitalfields, le Rév. R.-C. Billing, dont les dépositions, devant le *Select Committee* de la Chambre des Lords, ont été si remarquées, proposait, comme remède au sweating-system, l'application à nouveau d'une ancienne loi abrogée « qui exige de ne recevoir un immigrant que lorsqu'il peut prouver qu'il doit être employé immédiatement ou qu'il a des moyens d'existence pendant un certain temps » (1). Tout récemment, dans sa séance du 29 janvier 1902, la Chambre des Communes réclamait un *alien's act* pour restreindre l'immigration des étrangers pauvres, mais, comme le remarque fort bien M. Sayous, ce serait une mesure impolitique que le vote d'une semblable loi. Le Royaume-Uni envoie chaque année 4 et 5 fois plus d'Irlandais, Ecossais et Anglais, qu'il ne reçoit d'immigrants. Il s'exposerait donc inutilement à des représailles.

Les États-Unis n'ont pas craint de faire mentir leurs vieilles traditions de libéralisme, en essayant d'arrêter

(1) V. *Économiste français*, 29 nov. 1890.

l'immigration. Ils se sont attaqués, d'abord, aux Jaunes. En vertu de la loi générale de 1880, le *bill* du 6 mai 1882 a suspendu pour 10 ans l'entrée en Amérique des journalistes chinois. Cette suspension a été étendue à vingt ans par le bill de 1888, qui déterminait les conditions de séjour des Célestes.

En dépit de ces prohibitions, les Chinois, que le gouvernement américain avait été heureux de trouver pour faire exécuter des travaux pénibles ou malsains, s'introduisirent avec la tenacité qui les caractérise, sur le territoire de l'Union, et dans les villes de l'Est ils furent très recherchés comme blanchisseurs.

Au mois d'avril 1892, un bill fut proposé à la Chambre des Représentants, qui annulait le traité *Burlingame* (régulant la condition des Chinois) et prohibait le débarquement de tout Chinois, non investi d'une mission diplomatique. Ce bill fut repoussé par le Sénat de Washington.

Mais, le 5 mai de la même année, un acte du *Congrès* prorogeait pour dix ans les mesures prohibitives antérieures. C'est la loi *Geary*, qui n'a été faite, en réalité, que dans un but électoral. On a voulu remplacer les travailleurs chinois par des immigrants européens, en qui les candidats à la députation espéraient trouver plus de souplesse et de docilité. La loi *Geary* était exécutable, un an après sa promulgation. A dater du 5 mai 1893, les Chinois, qui n'auraient pas été munis d'un permis de séjour, devaient être embarqués; cependant, devant les réclamations du Tsungli-Yamen, l'opération n'a pas reçu exécution. C'eût été une

violation de traités diplomatiques, susceptible d'amener un conflit, car le traité Burlingame, conclu, en 1868, entre les Etats-Unis et la Chine, n'avait jamais été dénoncé.

Au surplus, on sait que « l'élément chinois n'entre que « pour une part minime dans le nombre des immigrants « arrivant chaque année aux Etats-Unis » (1). Il y avait donc une mesure dirigée contre toute espèce d'immigration, tant européenne qu'exotique. Il ne fallait pas, en effet, conserver d'illusion. Après avoir essayé de chasser les Chinois, on essaierait d'empêcher le débarquement des ouvriers blancs. Déjà, l'act du 26 février 1885 prohibait « l'importation et l'immigration des étrangers, venus sur la foi d'un contrat ou d'une entente, dans le but de travailler aux Etats-Unis » (2). Le titre même de la loi indique nettement quel en est le but : interdire aux étrangers de venir sur la foi d'une promesse de travail sous peine de \$ 1.000 d'amende pour l'entrepreneur qui aurait attiré sur le sol américain des ouvriers étrangers.

L'immigration des Juifs russes inquiétait le gouvernement, comme en témoigne un message du président Harrison, adressé en 1891 au Congrès. Aussi une loi, rendue en 1894, exclut-elle les individus idiots, fous, condamnés pour crimes ou dont le passage aurait été payé par autrui en vue d'un contrat de travail. Un surintendant de l'immigration

(1) Georges Tricoche, *Journal des économistes*, août 1893.

(2) « Act to prohibit the importation and immigration of foreigners and aliens under contract or agreement to perform labor in the United States ».

gration se trouve chargé de surveiller et de visiter les navires, sous le contrôle du secrétaire de la trésorerie.

En 1894, le Sénat américain a cependant refusé d'admettre un bill voté par la Chambre des Représentants et prescrivant aux consuls des Etats-Unis de faire une enquête sur les émigrants de leur pays de résidence, afin de délivrer, en cas de possibilité, un certificat d'aisance, que les intéressés présenteraient aux agents d'immigration, lors du débarquement en Amérique. Tels ont été les principaux moyens employés pour entraver l'accès des ouvriers *unskilled* et diminuer une concurrence favorable au *sweating-system*.

Nous ne parlons pas de toutes les malversations dont les travailleurs étrangers ont souvent à souffrir aux Etats-Unis et qui, d'ailleurs, ne sont pas spéciales aux industries *sweated*. Les Slaves, notamment, sont victimes de l'aversion des Américains, par suite de leur lente assimilation. Ils ont beaucoup de peine à pouvoir entrer dans le mouvement unioniste. Parfois même, les ouvriers américains font de vraies manifestations contre les ouvriers slaves, et, quand, en 1899, deux délégués varsoviens, M. Glinka et l'abbé Chelmicky, furent envoyés en Amérique, pour réclamer au sujet de l'assassinat de plusieurs ouvriers polonais, ils constatèrent la triste situation dans laquelle se trouvaient les travailleurs slaves.

Si nous passons en Australie, nous constatons la même haine à l'égard de l'ouvrier étranger et l'application des mêmes moyens pour restreindre une immigration redou-

table. La prohibition se cache, d'ordinaire, sous les dehors d'une simple loi industrielle. Ainsi, l'act de 1896, adopté par le gouvernement victorien, se trouve, en réalité, dirigé contre les Chinois, bien qu'il affecte d'être une limitation de la journée de travail en certaines industries. Il interdit de travailler dans les ateliers de fabrication du meuble de 5 heures du soir à 7 heures, 1/2 du matin, et exige le chômage hebdomadaire, du samedi après-midi à 2 heures jusqu'au lundi matin. Cette loi, qui s'applique aussi aux blanchisseries, a été votée à la suite de l'enquête de 1893 sur le *sweating-system*. Si l'on va au fond des choses, on trouve qu'elle est dirigée contre les Chinois, principaux ébénistes et seuls blanchisseurs en Victoria. Remarquons-le. La loi ne régit que les Jaunes, parmi les travailleurs adultes. Les autres ouvriers sont, en effet, soumis, quant à la durée du travail et au taux des salaires, à la décision des *Special Boards*, ou conseils spéciaux, dont nous parlerons plus loin. Vis-à-vis des Célestes, le législateur a voulu prendre soin de régler la situation. Une série de mesures les atteignent spécialement. C'est ainsi que « les meubles fabriqués par des Chinois doivent « porter une marque spéciale, destinée à avertir l'acheteur « qui préférerait les produits du travail européen. Enfin, « tout atelier où travaille un seul ébéniste chinois est « soumis à l'inspection » (1).

Les mesures prises, en apparence, dans l'intérêt de tous les ouvriers, ne sont dirigées en réalité que contre l'afflux

(1) A. Métin, *Législation ouvrière et sociale*, p. 98.

des travailleurs jaunes, en Nouvelle-Zélande ou Victoria, et, comme le dit très justement M. Métin (1), « ces articles de la loi de 1896 sont moins un progrès dans le développement de la protection légale qu'un cas particulier de la lutte contre les Chinois, lutte où les ouvriers européens ont l'appui du gouvernement. »

On ne peut pourtant pas dire que jusqu'ici ces mesures aient produit l'effet qu'on en attendait. Les Chinois sont toujours en contravention et continuent à concurrencer le travail indigène. Le secrétaire et les membres du syndicat des menuisiers de Melbourne affirmaient à M. Métin que les difficultés dureraient, tant que le travail chinois ne serait pas prohibé. Aussi, a-t-on vu en 1900, le mouvement protectionniste australien prendre une tournure plus accentuée. Non seulement il faudrait défendre aux jaunes l'accès du territoire fédéral, mais il faudrait, en outre, l'interdire aux noirs. Le Parlement à peine réuni, les membres du *Labour Party* (2) ont déposé, le 28 juillet 1900, par l'entremise de M. Barton, premier ministre de la Confédération, un bill prohibant l'immigration ou plutôt la res-

(1) A. Métin, *op. cit.*, p. 77.

(2) Le « labour party » est le parti ouvrier d'Australie. Très remuant, et comptant beaucoup de membres au Parlement, il a marqué son empreinte, en forçant le gouvernement (sauf au Queensland) à ne plus subventionner l'immigration européenne. Dès avant la proclamation de la Confédération, chaque colonie avait son parti ouvrier, avec lequel durent compter les ministères. C'est grâce au « Labour party » de Sud-Australie que le ministère radical Kingston, formé en 1893, a duré si longtemps (6 ans). Le premier ministre, M. Kingston, a toujours fait cause commune avec le *leader* du parti ouvrier.

treignant dans une grande proportion. Le projet de loi interdit l'entrée sur le territoire australien des fous, des idiots, des criminels, des gens atteints de maladies contagieuses, des gens sans ressource et des illettrés (1). Ceux qui enfreindront la loi seront punis de la déportation ou de l'emprisonnement. Les propriétaires des navires qui auront transporté les immigrants encourront une amende de 2.500 francs par chaque immigrant en contravention, et, si l'amende n'est pas payée, le gouvernement pourra s'emparer du navire, à titre de gage.

Allant encore plus loin, le Labour Party interdit l'accès de la confédération à toute personne arrivant avec un contrat de travail manuel. Un amendement proposé par M. Watson défend l'entrée du territoire à tout homme de couleur (Nègre, Canaque, Hindou, Chinois ou Japonais). Le projet de loi ne repose donc que sur une question ethnologique comme d'ailleurs presque toute la législation australienne. Un député de Victoria ne s'est-il pas écrié : « Nous ne devons pas fusionner avec les races de couleur ! »

Telles sont les dernières mesures prises contre l'immigration. Est-il besoin de le dire, elles ont provoqué en Europe un vif étonnement. Elles sont en effet fort discutables. Comme l'écrivait M. Levasseur (2), « émigrer est un « droit pour tout individu qui dispose de sa personne.

(1) On peut remarquer l'analogie frappante qui existe entre ce bill et la loi américaine de 1891.

(2) Levasseur. *La Population française*, t. III, chap. ix, p. 396.

« L'émigration est une des formes de la liberté individuelle :
« elle peut être un besoin pour celui qui ne trouve pas le
« moyen de vivre dans son pays. » C'est précisément la
raison pour laquelle tant d'étrangers débarquent, chaque
jour à New-York, et grossissent le contingent des victimes
du sweating-system. Que les gouvernements n'encouragent
pas l'immigration, c'est une chose parfaitement licite. Si
l'État est déjà très peuplé, il peut ne pas avoir besoin d'im-
migrants, mais il n'a pas le droit de dire à ceux qui se pré-
sentent : Je ne vous accepte pas. Ce serait souvent un mau-
vais calcul de sa part (1), si ceux qui immigreront sont des
ouvriers habiles; mais, lors même qu'ils n'apporteraient
que leurs bras, ils seraient encore utiles au pays de re-
fuge, ne fût-ce qu'en permettant la création de nouvelles
industries.

Nous ne voulons pas dire que, dans certaines conditions,
l'immigration ne détermine sur le marché du travail une
offre de main-d'œuvre exagérée et, partant, un abaissement
du salaire, en supposant une organisation rudimentaire
des forces ouvrières. Nous trouvons sage, dès lors, qu'on
déconseille à de pauvres gens de s'embarquer un peu à
l'aventure. Que des agences de renseignements se fendent

(1) Interdire l'immigration en Australie, ce serait sacrifier une
partie du pays pour un ou deux centres de concentration. Il y a une
grande quantité de terres dans lesquelles les bras manqueraient si
on n'appelait pas à l'aide l'élément exotique. Dans les régions cen-
trales la chaleur rend aussi complètement impossible le travail des
blancs, et l'on est heureux d'avoir recours aux Canaques et aux Hin-
dous.

pour leur montrer les périls d'un exode, et l'on arrivera peut-être à endiguer la marée montante de l'immigration ; mais, jamais, croyons-nous, le pays de débarquement ne saurait interdire l'accès de son territoire aux ouvriers étrangers, pour la seule raison qu'il importe de protéger le travail national (1). D'où vient que les trois quarts des victimes du sweating-system sont des immigrants ? Tout simplement de ce fait, qu'étant sans aucunes ressources, à leur arrivée, ils acceptent n'importe quel travail pour n'importe quel salaire. Depuis quelques années, heureusement, divers Etats se sont préoccupés de la question. Il existe, en Italie, des agences de renseignements, notamment à Turin, Gènes, Côme, Crémone, Mantoue, Naples, Potenza. Les émigrants sont souvent transportés gratuitement et hébergés à leur arrivée. Ceux qui sont « admis à débarquer » sont reçus à New-York dans Castle Garden. Ils y trouvent un interprète, un bureau de change, un médecin et un hôpital. La *Société Saint-Raphaël* établie à New-York, depuis 1891, procure aux Italiens du travail, un logement et des secours religieux. On rencontre aussi, aux Etats-Unis, « 23 sociétés destinées à venir en aide aux émigrés allemands. La plus importante est la *German Society of Chicago*, qui dispose d'un capital de plus de 40.000 dollars (2) ». Citons en outre, l'importante *Deutsche Gesellschaft der Stadt New-York*, la société irlandaise connue sous

(1) C'est, du moins, ce qu'a décidé l'*Institut de droit international*, dans la session qu'il a tenue à Genève en 1892.

(2) G. Blondel, *op. cit.*, p. 230.

le nom d' « Irish emigrant Society », et l' « Emigrants information office » qui fournit des renseignements aux Anglais voulant émigrer en Amérique. Enfin, à un point de vue plus étroit, « des associations telles que le « Deutscher Verband, répandues dans tout l'Empire allemand, veillent à ce que les émigrants conservent, sinon « leur nationalité, au moins l'esprit allemand. D'autres « sociétés s'occupent de diriger les Allemands vers les pays « d'outre-mer où leurs compatriotes ont formé de véritables colonies (1) ». Les Italiens ont fondé, non pas en Italie, mais à New-York, un établissement, l'*Italian home* (2), « destiné à devenir un centre de protection et un lieu de « contact pour tous les Italiens déjà épars dans la métropole et pour tous ceux qui s'y présentaient (3) ». Si nous n'espérons guère en l'efficacité des mesures restrictives de l'immigration, pour faire cesser une partie

(1) G. Blondel, *op. cit.*, p. 230.

(2) G. Goyau. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} septembre 1898.

(3) On comprend le but de ces dernières associations, mais on peut se demander si le principe même qui les anime n'est pas à redouter du pays de refuge des immigrants. Pour ne considérer que les ouvriers américains, il est certain, tant est profond leur instinct de la race, qu'ils craignent de voir les nouveaux arrivants (Italiens, Irlandais, Allemands, etc.) accomplir un travail hostile aux idées et aux traditions américaines. Ils ont peur de les voir demeurer tels qu'ils étaient dans leur pays et apporter leurs sentiments, leurs opinions particulières dans l'organisation du travail. Il pourrait en résulter un conflit de toutes sortes d'idées adverses avec les idées proprement américaines, et de ce conflit naîtrait une véritable guerre d'ouvriers à ouvriers, dont il nous semble voir déjà les premiers symptômes, et que l'Américain voudrait éviter.

du sweating-system, nous croyons, au contraire, qu'en combattant l'isolement des ouvriers, on arrivera progressivement à faire disparaître une maladie, qui semble irrémédiable.

On ne le redira jamais trop, le sweating-system se caractérise « par l'impossibilité où se trouvent les ouvriers isolés de conclure collectivement leur marché de travail (1) ». Si dans tant d'industrie, la situation des travailleurs s'est notablement élevée, il n'en faut pas chercher d'autre raison, que l'union. C'est donc à former des groupements que doivent tendre les efforts des ouvriers, « sweated » pour sortir de l'impasse où mille phénomènes les emmurent. Ils n'ont plus à avoir aucune hésitation, et, à cet égard, les expériences, qui n'ont qu'à demi réussi, et dont nous allons parler à l'instant, sont une preuve qu'il n'y a qu'un remède : l'association.

Section V. — La fixation d'un salaire minimum

Au dire de M. Albert Métin, « la première tentative légale faite dans le monde pour réprimer le sweating-system (2) » a été imaginée en Australie, à Victoria. On sait que dans ce pays, et surtout à Melbourne, le sweating sévit avec force contre les femmes et les jeunes filles travaillant en chambre. Tout le mal vient, nous l'avons vu, de ce que les ouvrières « dont les travaux d'aiguille sont le

(1) P. de Rousiers, *op. cit.*, p. 18.

(2) A. Métin, *op. cit.*, p. 99.

seul gagne pain » font concurrence à « celles qui cherchent en ne s'y livrant qu'à se procurer un superflu ». En 1893, le gouvernement victorien nommait une commission chargée d'examiner les résultats obtenus par une loi ouvrière de 1890, qui avait organisé l'inspection du travail en manufactures. La commission publia deux rapports : l'un en 1893 sur l'industrie de la confection, l'autre en 1894 sur l'ébénisterie. Ces deux industries se trouvaient atteintes de *sweating-system*. La loi de 1890 avait été habilement tournée par les industriels. Afin d'échapper aux rigueurs de l'inspection, ils avaient fermé leurs manufactures et distribué l'ouvrage à domicile. Le nombre des fabriques s'était considérablement abaissé. Loin d'être protégés, les ouvriers victoriens se trouvaient plus mal payés qu'avant la loi, et obligés de travailler plus longtemps, dans des conditions d'hygiène défectueuses. C'est alors qu'est intervenu l'*act* de 1896 abrogeant celui de 1890. Sans nous attarder aux dispositions n'ayant pas pour objet le *sweating-system*, disons que le but de la loi a été d'assurer aux ouvriers asservis, par suite de leur isolement, un salaire plus élevé.

Les Conseils spéciaux (Special Boards), créés en vertu de la loi, ont en effet pour rôle de fixer des salaires minima (1).

(1) Les Allemands se sont lancés dans la voie des tarifications, non sans éprouver beaucoup de difficultés. Le parti social-démocrate, ayant convoqué un congrès à Berlin en 1895, fit adopter comme remède au *sweating-system* l'obligation pour les entrepreneurs d'appliquer les améliorations que réclameraient les syndicats. Ce vœu étant

Ces Conseils sont établis par décret du gouverneur de Victoria, dans les professions atteintes de sweating-system. Toutes les industries de Melbourne et des districts proclamés(1) peuvent être « placées sous un Special Board ». Le pouvoir du gouverneur est, à cet égard, illimité. Quand un décret est venu mettre une profession sous un Conseil, il y a lieu d'élire aussitôt les conseillers. L'élection appartient aux patrons et ouvriers d'une même industrie. La

resté sans effet, le syndicat des ouvriers en confection convoqua à Erfurt, le 24 novembre 1893, un congrès qui remit aux entrepreneurs la demande suivante : adoption d'un tarif normal fixe des salaires pour les ouvriers de confection pour hommes et pour les ouvriers de confection pour dames. En cas de non acceptation, il fut décidé que la grève éclaterait le 1^{er} février 1896. Les entrepreneurs n'ayant pas cédé, la grève fut déclarée le 10 février 1896. Elle aboutit à l'arrangement suivant, le 19 février : Un salaire minimum très détaillé serait fixé par un Conseil d'arbitrage. Le résultat fut médiocre. Il n'y eut que 12 1/2 0/0 de hausse sur les salaires de la confection pour hommes et garçons. Dans la confection de manteaux de dames l'élévation fut de 30 0/0, mais seulement quand les salaires ne dépassaient pas 1mk,75 pf. (2 fr. 18). C'était un résultat insignifiant, inapprécié des ouvriers. D'autre part, les patrons n'observaient pas toujours l'accord. Les enquêtes faites par le Conseil d'arbitrage pour arriver à fixer les salaires n'étaient point contradictoires. Aussi le 9 avril, une nouvelle commission patronale était-elle instituée pour fixer les tarifs spéciaux, d'accord avec l'arrangement du 19 février. Ce fut en vain, car les représentants des patrons déclarèrent ne pas vouloir accepter l'arrangement. En dépit de ce mauvais vouloir, les séances du Conseil d'arbitrage continuèrent et les résultats furent la fixation de salaires minima correspondant absolument aux tarifs établis par l'accord du 19 février. (V. Musée social, Circ. n° 10. Série A).

(1) On entend par districts proclamés les circonscriptions désignées expressément par les lois de protection ouvrière.

règle est qu'il y ait partage égal entre la force patronale et la force ouvrière. Chacune d'elles élit une moitié du Conseil. Pour avoir le droit de vote, il suffit de payer patente, si l'on est patron, ou de prouver qu'on est employé dans la profession désignée, si l'on est ouvrier.

La liste électorale ouvrière est, si l'on peut dire, en partie double. Elle comprend, d'un côté les ouvriers de fabrique, de l'autre les ouvriers en chambre, avec fusion des deux éléments, si les ouvriers en chambre ne composent pas au moins le cinquième du total des électeurs ouvriers.

Le vote peut avoir lieu par correspondance. Les conseillers sont élus, en nombre égal, comme nous l'avons fait supposer : cinq du côté des électeurs ouvriers, cinq du côté des électeurs patronaux.

Afin de départager le Conseil, le président est choisi en dehors des conseillers élus.

Ce qui est plus important à noter ici, c'est la force-obligatoire des décisions des *Special Boards*. Une fois rendues, elles sont publiées au journal officiel (*Government Gazette*), comme une loi ordinaire. Elles doivent être imprimées et affichées dans les fabriques, et, chose éminemment utile, les travailleurs en chambre doivent en avoir un exemplaire.

Les arrêts des *Special Boards* n'ont force de loi que pendant le temps fixé, aux termes mêmes de la décision :

« Dans l'année (1897-1898) qui a suivi la promulgation
« de la loi, six professions dans lesquelles le sweating
« system sévissait ont été mises sous des Conseils. Ce

« sont la boulangerie, la confection, la chaussure, les cols, « manchettes, chemises, etc. ; le linge de femme ; l'ébénisterie (1) ».

Dans toutes ces professions, les différents Conseils ont établi un minimum de salaire. Il est, dans la confection, de 9 fr. 35 par jour pour les hommes, de 4 fr. 25 pour les femmes et de 0,40 l'heure dans la lingerie. Les magasins d'ameublement ne peuvent donner à leurs ouvriers moins de 1 fr. 25 l'heure, ni moins de 25 francs, par semaine de 48 heures, aux femmes.

Dans la cordonnerie, les salaires ont été fixés à 7 fr. 60 par jour et dans la boulangerie à 4 fr. 25 l'heure.

Malgré cet esprit novateur qui lui fait tenter toutes les expériences, la Nouvelle Zélande n'a pas osé aller aussi loin. Ce n'est qu'indirectement, par un moyen détourné, qu'elle est arrivée au résultat de Victoria. Mais, en fait, le minimum de salaire est devenu à peu près obligatoire, depuis l'institution, dont nous voulons parler : les Conseils locaux de conciliation et la Cour d'arbitrage (2). Quel est, en deux mots, le but de cette institution ? C'est d'imposer l'arbitrage, en forçant les parties à recourir à la conciliation et à se conformer à la décision rendue. Seulement, ce qu'il faut noter, c'est que, seuls, les syndicats et les patrons (même s'ils ne sont pas syndiqués), sont sujets à la loi. Qu'il survienne un conflit, le syndicat le porte aussitôt

(1) A. Métin, *op. cit.*, p. 95.

(2) V^r sur cette question Pierre Dutheil, l'Arbitrage obligatoire en Nouvelle-Zélande, *Correspondant*, 25 décembre 1900.

devant le *Board of Conciliation*. Ce Conseil « essaye d'arranger le conflit à l'amiable; s'il n'y réussit pas, il rédige un rapport et renvoie l'affaire à la Cour centrale d'arbitrage ». Le jugement qu'elle rend a, comme les décisions des *Special Boards* de Victoria, force de loi, pendant un temps limité, deux ans au plus. Telle est, esquissée à grands traits, l'organisation des Conseils d'arbitrage. Leur but évident est « d'encourager la formation des unions industrielles » et d'empêcher les grèves, en assurant les réclamations des syndicats, par la substitution du contrat collectif aux contrats privés. Mais, au point de vue du sweating-system, ils ont eu, comme nous le disions, un effet tout aussi important (1). Dans bien des cas, les *Boards of Conciliation* ont décidé que le salaire minimum était le salaire de l'ouvrier ordinaire. « Le salaire établi par les Conseils, dit M. Métin (2), « est fixé soit aux pièces, soit par semaine de tant « d'heures; les ouvriers en chaussures ont obtenu de la « Cour 50 francs pour 48 heures. ., les ouvrières en con- « fection de Dunedin ont obtenu de la Cour 32 fr. 60 pour 45 heures ». Ces salaires minima n'ont pas été jugés trop élevés par toutes les organisations ouvrières, mais les patrons en ont pensé autrement. Ils se plaignent « de l'élé- « vation et de l'uniformité des salaires qui est la principale « raison de la faveur que les ouvriers témoignent à la loi. » Ils ne peuvent admettre que la Cour d'arbitrage ait adopté

(1) V^r P. Dutheil, *op. cit.*, p. 1160.

(2) Métin, *op. cit.*, p. 118.

dans ses décisions les demandes des ouvriers relativement à la suppression du travail à domicile.

En Victoria, des difficultés sans nombre ont surgi. La loi de 1896 n'a pas réalisé le bien qu'on en attendait. Les salaires fixés par les *Special Boards* sont souvent trop élevés. Il en résulte que les patrons font travailler dans les fabriques et demandent à ceux qu'ils emploient un rendement excessif. La loi donnait aux Conseils mixtes le droit de fixer le salaire minimum au temps et le salaire minimum aux pièces. Or, cette dernière tarification n'est point allée sans peine. Dans l'industrie de la confection, la tâche du Conseil était compliquée. Rien qu'à propos du salaire aux pièces, il lui fallait établir un tarif pour les vêtements sur mesure et un autre pour les habits confectionnés. Le premier a été accepté par les patrons ; mais le second n'a pu l'être. Au dire même de l'inspecteur, il a été fixé trop haut.

Qu'en est-il résulté ? Les patrons, trouvant exagéré le tarif de la confection, aiment mieux employer leurs ouvriers en fabrique, à la journée et leur payer le salaire au temps. Bien que le taux en soit encore élevé (pour une journée de 8 heures, il est de 9 fr. 35 c. et de 4 fr. suivant qu'il s'applique aux hommes ou aux femmes), ils préfèrent le payer que de donner un salaire aux pièces à des travailleurs en chambre.

L'inconvénient de cet état de choses c'est qu'en prenant les ouvriers en fabrique pour leur donner le salaire minimum au temps, les patrons leur ont assigné une tâche

plus lourde qu'avant la loi. Autrefois, ils « faisaient (1), de préférence, travailler à domicile pour échapper à la loi » de 1890. Depuis 1896, la tendance contraire prévaut dans certains cas. Plus le travail à domicile diminue, « plus l'inspection sera facile, plus la protection que la loi » donne aux ouvriers leur sera assurée : sous ce rapport, « il y a progrès ; mais d'autre part, à l'usine, sous le régime » des heures réduites et du salaire minimum, les ouvriers « maladroits et lents ne trouvent plus d'ouvrage. » C'est là en effet le grand écueil d'une institution aussi intéressante que celle du minimum de salaire. Dès lors qu'on établit un tarif aux pièces trop élevé, on amène les patrons à faire travailler à la journée ; mais comme, par ailleurs, on fixe un minimum de salaire quotidien, on ne peut empêcher l'industriel « d'exiger un travail plus rapide et plus intense ». Le salaire minimum ne profite généralement qu'aux bons ouvriers. Ceux-là sont payés au prix du tarif, et les autres, les maladroits, peuvent consentir, pour être employés, à descendre au-dessous (2). En théorie, ce sont les ouvriers médiocres qui devraient profiter de ce tarif. Il n'en est rien. Écoutons, sur ce point, l'observation de M. Pierre Leroy-Beaulieu (3) : « Ce n'est pas tant sur leurs détails que sur leurs conséquences et sur leur principe qu'il faut juger de pareilles lois (fixant les salaires). La

(1) A. Métin, *op. cit.*, p. 96-97.

(2) Le fait est si vrai que les Conseils de Conciliation, en Nouvelle-France, se résistent d'admettre certains ouvriers à accepter un salaire inférieur au tarif.

(3) P. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 169.

véritable question, c'est d'abord de savoir si elles ne dépassent pas leur but, si, à la place des maux qu'elles prétendent guérir, sans y parvenir toujours, elles n'en créent pas d'autres au moins aussi grands, si elles ne sont pas de nature à enlever toutes ressources aux gens à qui elles veulent en donner de plus grandes, à produire une stagnation générale aussi funeste, sinon plus, aux pauvres qu'aux riches. Or, pour ne parler que des effets immédiats..., la loi de Victoria risque de réduire à la mendicité des gens qui trouvaient dans certains travaux peu payés le supplément de ressources nécessaires pour vivre. »

Et M. Leroy-Beaulieu ajoute en note un exemple qui corrobore à merveille son observation. A Melbourne, « un grand nombre de pauvres gens, qui ne peuvent, à cause de leur manque d'habileté professionnelle, se placer à plein salaire, parviennent à le faire à prix réduit, en se déclarant âgés de moins de vingt-et-un ans ou de plus de cinquante-cinq, pour peu qu'ils ne soient pas trop éloignés de ces limites en dehors desquelles la loi autorise des réductions de salaires » .

De plus, quand le travail est fait à domicile, l'inspection est souvent mal faite et les tarifs mal appliqués. Le secrétaire du syndicat des boulangers de Melbourne s'est plaint au *Trades Hall* de ce que beaucoup d'ouvriers non syndiqués travaillent au-dessous du prix fixé. Ce sont eux qui font concurrence aux membres du syndicat et rendent impossible toute application des tarifs. On ne peut jamais savoir s'ils touchent les salaires établis par le Conseil de la

Boulangerie, parce qu'ils ne font aucune réclamation et que personne ne se charge d'en faire à leur place, comme cela se produirait s'ils étaient syndiqués. On voit ainsi la limite naturelle qui s'oppose à la réalisation sérieuse du minimum de salaire. Pour que la loi de 1896 fût appliquée en Victoria, il faudrait que tous les ouvriers fissent partie de syndicats. Se sentant soutenus et forts, ils n'hésiteraient plus alors à porter leurs réclamations au bureau syndical, qui se chargerait de faire lui-même les plaintes et de dévoiler au service de l'inspection les contraventions qui lui auraient échappé. Il semble difficile d'arriver autrement à quelque résultat.

Section VI. — L'Association et le sweating-system.

I. — L'ORGANISATION SYNDICALE

Ce vice, qui rend inefficace les lois les plus sages, a donc l'avantage de nous faire entrevoir par quels moyens le succès peut être obtenu. Comme nous le disions plus haut, le plus efficace semble être l'association. C'est par l'extension du mouvement syndical indépendant que prendra fin le sweating-system. Nous venons d'en avoir une preuve *a contrario*, si l'on peut employer cette expression.

Il existe certains principes sociaux vers lesquels il faut revenir sans cesse parce qu'ils sont fondés sur la nature et l'histoire. C'est à un de ces principes nécessaires que répond l'association des ouvriers. Tant de siècles avaient

établi la nécessité du groupement des travailleurs qu'il était téméraire de vouloir s'en passer. Le monde du travail a si bien senti le besoin d'organisation qu'il en est venu à restaurer, sous une forme rajeunie, appropriée à une société nouvelle, les anciennes corporations de métiers. Sans en conserver le caractère vieillot, il a gardé, du moins, l'idée même qui les avait animées. Il a reconnu, en conformité avec les âges passés, qu'il n'y avait pour lui qu'un moyen de faire valoir ses droits et respecter ses intérêts : l'action collective ; mais nous avons tort de dire que le monde du travail s'est pénétré complètement de cette idée bienfaisante. Un certain nombre de travailleurs n'en a pas profité : ce sont précisément les victimes du *sweating-system*.

S'ils sortaient de l'isolement dans lequel ils se débattent, les ouvriers en chambre verraient, du coup, leur situation s'améliorer. En confiant au syndicat professionnel certaines fonctions dont il peut se charger à merveille, ils supprimeraient aussitôt les principaux abus du *sweating-system*.

Au quatrième Congrès socialiste international, tenu à Londres, du 27 juillet au 1^{er} août 1896, un Allemand, M. Molkenbuhr, lut un long rapport, au nom de la quatrième Commission, où il demandait, entre autres, la suppression du *sweating-system*. Après avoir entendu ce rapport, le Congrès résolut « la suppression du *sweating-system* et la création d'une législation protectrice efficace en faveur des ouvriers et ouvrières de l'industrie domestique ». Il préconisa, pour arriver au résultat désiré, la création de

syndicats fortement organisés et réunis en Fédérations puissantes (1).

Mais c'est aux femmes surtout que l'association rendra le plus de services. Jusqu'à nos jours elles se sont montrées assez rebelles à toute idée d'union. Sous l'influence de je ne sais quelle vieille mode, les femmes croyaient encore que toutes les tentatives d'amélioration du sort de l'ouvrier ne les concernaient pas. Il y avait là, en dehors d'une affirmation de l'esprit naturellement indépendant de la femme, un legs du temps disparu où l'ouvrière n'existait pas. Aujourd'hui, tout est changé. Le travail féminin cesse d'être familial pour devenir industriel. « La femme, dans la classe populaire urbaine, dit M. Flornoy, est non plus la ménagère mais l'ouvrière, l'employée ; elle participe, ainsi que l'homme, aux conditions du salariat (2) ». Puisqu'il en est ainsi, la femme doit être protégée, comme l'homme ; mais qu'elle n'attende pas d'autrui les remèdes à l'infériorité constante de sa situation. Elle peut se relever toute seule, en s'associant. Au syndicat, les ouvrières victimes du sweating-system gagnaient, en effet, plusieurs choses que nous allons essayer de rappeler ici.

I. Elles pourraient traiter avec les patrons, non plus directement, de personne à personne, ce qui est une source de misère, mais de force à force, si j'ose dire. Et ce ne serait ainsi que l'épanouissement d'une idée féconde, qui a fini par percer toutes les résistances. On se méfie, semble-

(1) Circulaire. Musée social, Série B, N° 3.

(2) Réforme sociale, année 1904, t. II, p. 676.

t-il, de la convention privée. On n'a plus confiance en elle. De tous côtés, les conseils d'usine et d'atelier, les conseils de conciliation et d'arbitrage, tendent à garantir aux ouvriers d'une même industrie les avantages d'un contrat général que chacun des travailleurs pris en particulier n'aura plus la peine de passer, mais qu'un organisme plus fort, puisqu'il est la réunion de milliers d'êtres, passera pour lui et ses camarades. Les syndicats des ouvrières de l'aiguille ne feraient que suivre cette voie, et, marchant pour ainsi dire en groupes, leurs membres ne craindraient plus de tomber en route et de mourir sans secours. Syndiquées, les ouvrières n'auraient plus à redouter les dangers d'une concurrence effrénée. Leur vie ne serait plus une course au rabais, c'est-à-dire une course à la mort.

II. Un syndicat puissant, réunissant les ouvrières d'une même profession, parviendrait seul à un résultat qu'on n'obtient pas autrement, nous voulons parler de l'établissement des salaires minima. Nous avons vu l'impossibilité dans laquelle se trouvait l'Etat victorien d'arriver à aucun effet bienfaisant à ce sujet, et les meilleures intentions des membres des *Special Boards* n'ont su faire qu'une mauvaise tarification. Qu'on ne s'en étonne pas. Une semblable besogne suppose des connaissances particulières qui varient selon chaque industrie ; et cependant, comme le remarque M. Métin (1), « l'expérience des contrats collectifs passés « entre les sociétaires du syndicat et les patrons filateurs « du Lancashire prouve que les ouvriers peuvent avoir à

(1) *Op. cit.*, p. 99.

« leur tête des hommes capables de suivre les patrons dans
« les détails les plus ardu de la fixation des salaires, pourvu
« toutefois qu'ils soient groupés en syndicats nombreux,
« puissants et riches. Ceux qui disent à Melbourne que la
« loi de 1896 ne pourra profiter aux ouvriers que s'ils
« s'organisent ont assurément raison. »

Et ce que dit M. Métin de l'expérience tentée à Victoria, on peut le dire de n'importe quel autre essai de tarif minimum. Hors de l'association, il n'y a que peu de chance de réussite.

Tout ce qui est concurrence entre ouvriers ne peut être vaincu que par une entente entre ces mêmes ouvriers. Et par là nous entendons, non seulement les travailleurs proprement dits, mais encore ces maisons qui font travailler pour magasins, à des prix trop souvent inférieurs. Au premier abord il semble bizarre de supposer une union des orphelinats, ouvroirs, etc. Il n'en est rien. On sait que c'est le moyen presque toujours employé par les directeurs de maisons de confections parisiennes. Au lieu de débattre leur prix avec les ouvrières qu'ils occupent, ils ont recours soit à une entrepreneuse proprement dite, ancienne ouvrière enrichie, soit, et non moins fréquemment, à une congrégation qui fait exécuter la commande en ouvroirs, à l'intérieur ou au dehors. Si les dix ou douze congrégations, dit M. d'Haussonville..., qui tiennent, à Paris, « tous les
« orphelinats, ouvroirs, patronages, s'entendaient entre
« elles, ce qui, pour le coup, serait excessivement facile,
« et si, au lieu de se disputer, comme elles font trop sou-

« vent, les commandes, au moyen de rabais, elles arrê-
« taient d'un commun accord, pour tous les articles, des
« prix au-dessous desquels elles ne travailleraient pas,
« comme, d'autre part, elles travaillent dans des conditions
« de régularité, de soin, de propreté qui sont très appréciées.
« les grands magasins... finiraient par en passer par où
« elles voudraient, à condition toutefois que leurs exigences
« fussent raisonnables.

« Un syndicat des congrégations (pourquoi reculer devant
« le mot propre) pourrait donc rendre de grands services
« en relevant les prix du travail féminin, car les autres
« entrepreneuses ou les petites ouvrières travaillant direc-
« tement pour les magasins de confection pourraient
« régler leurs prétentions sur cette série de prix, et récla-
« mer l'application du même tarif » (1).

III. Les syndicats professionnels auraient encore un autre effet, relativement au sweating-system. Ils pourraient supprimer l'intermédiaire souvent ruineux, ou plutôt, car l'intermédiaire est dans bien des cas nécessaire, l'empêcher de faire aucun prélèvement excessif. Ils serviraient d'intermédiaire eux-mêmes. Ce ne serait peut-être pas un résultat à dédaigner (2). Le syndicat n'aurait qu'à prendre

(1) D'Haussonville, *op. cit.*, p. 42, 43.

(2) Au Congrès de la Société d'économie sociale, tenu, à Paris, au mois de juin 1901, Mme Oster, après avoir montré que l'abaissement des salaires dans les industries de la couture venait souvent de « l'interposition des entrepreneurs entre le grand magasin qui commande et les ouvrières qui exécutent », insistait sur l'utilité des syndicats pour affranchir l'ouvrière du tribut souvent élevé que lui fait payer l'entrepreneur (il s'élève parfois à 50 0/0). D'après Mme Oster,

l'habitude de réclamer les commandes des grands magasins et de les répartir entre les syndiquées. « Les syndicats, dit M. Flornoy (1), pourront surtout supprimer l'intermédiaire, l'entrepreneur, qui, en particulier pour les travaux de l'aiguille, s'interpose entre les grands magasins et l'ouvrière et qui prélève une part considérable du bénéfice. Les syndicats auront leurs représentants accrédités près du Louvre, du Bon-Marché, de telles autres maisons de vente, qui recevront les commandes, en assureront la répartition et la bonne exécution, et, après le prélèvement de son traitement, laisseront en définitive tout le gain de l'opération aux seules travailleuses. »

Peu importera aux magasins de faire effectuer leurs commandes par des syndicats plutôt que par des *entrepreneurs*. Le moyen ne fait rien à la chose. Ce qui les intéresse c'est que l'ouvrage soit fait et bien fait. Le directeur d'un grand magasin parisien nous disait : Si nous traitons avec des *entrepreneuses*, c'est à notre corps défendant. Nous préférons donner l'ouvrage directement aux femmes que nous connaissons, mais, comme il nous est impossible de le faire pour toutes nos commandes, c'est alors que nous nous adressons aux *entrepreneuses*, anciennes « premières » de notre magasin. Nous ne demanderons pas mieux que de traiter avec les syndicats. » Ainsi, ce qui restait dans

le syndicat servirait « d'intermédiaire à titre gratuit ou moyennant une très faible rémunération » et « laisserait presque entièrement à la main-d'œuvre le salaire dont les intermédiaires prélèvent souvent la moitié. »

(1) V. Réforme sociale, 1^{er} novembre 1901.

la poche du « sweater » ira garnir celle de l'ouvrière. Le salaire se trouvera augmenté d'une petite somme (1).

Il est juste de le dire, les ouvroirs suppriment ce courtage des *entrepreneuses* ordinaires. Ils sont, en effet, destinés par le fait même de leur institution à annihiler le profit des intermédiaires. Les directeurs ou directrices d'ouvroirs « sollicitent la commande de travaux qu'ils distribuent ensuite aux personnes qui se présentent, et les « paient dès qu'ils sont confectionnés, de manière à ne « prélever sur le salaire que l'équivalent des frais généraux de l'ouvroir » (2). Or, ces frais généraux sont à peu près payés par la charité. Par conséquent les directeurs peuvent abandonner presque tout le salaire accordé par le magasin (3). Mais, sans vouloir revenir sur une question

(1) « Ce n'est pas tout, écrit Mme Paule Vigneron, par un choix intelligent des professions et par un apprentissage sérieux, de mettre au moins une élite d'ouvrières à même de gagner leur vie au foyer, il faut encore que les intermédiaires ne prélèvent pas sur leur gain un trop fort courtage. On ne l'obtiendra qu'en syndiquant les ouvrières à domicile, œuvre difficile, à laquelle elles ne sont en aucune façon préparées, et qu'il faut pourtant arriver à réaliser. » V. P. Vigneron, *Réforme sociale*, 1^{er} décembre 1901.

(2) V. *Réforme sociale*, 1901, t. II, p. 278.

(3) Qu'on ne dise pas : Si les ouvroirs font appel à la charité privée, ils ne pourront pas donner beaucoup à leurs ouvrières, même en leur remettant l'intégralité de la somme versée par le magasin. En effet, peut-on penser, puisqu'ils comptent sur les secours de la bienfaisance, ils montrent peu d'exigences vis-à-vis du magasin, ils se contentent de prix fort minimes. Cette observation serait juste, si les ouvroirs et maisons analogues ne luttaienent en aucune façon contre l'avilissement des salaires ; mais, au contraire, les dons charitables qui leur sont faits n'entrent point dans la part de salaires à distri-

que nous avons effleurée déjà, nous remarquerons seulement que tous les ouvriers renferment un écueil qui disparaîtrait avec le syndicat. Ils font œuvre d'assistance par le travail. C'est leur but; mais, comme ils ne peuvent vivre sans les secours de la charité, en les supposant aussi bien administrés que possible, ils devraient donc employer à leurs dépenses une partie des sommes données par les magasins. Par conséquent sans l'aide de la bienfaisance privée, ils seraient en quelque sorte contraints à faire des prélèvements peut-être énormes sur le salaire de leurs ouvrières.

Ils sont donc, en définitive, plus désavantageusement placés que ne seraient les syndicats professionnels. Ceux-ci pourraient payer, d'eux-mêmes, le traitement de l'employé nécessaire à l'organisation que nous proposons. Ils n'auraient besoin de rien demander à la bienfaisance, le prélèvement nécessaire s'opérant, par exemple, sur le produit des cotisations. L'article 6 de la loi du 21 mars 1884 nous semble autoriser parfaitement semblable procédé. « Les syndicats professionnels, dit-il, ... pourront employer les sommes provenant des cotisations. » La seule restriction à

buer. Ils ne servent qu'à payer les frais généraux de l'établissement, et les ouvriers montrent, en fait, autant d'exigences que les entrepreneuses ordinaires. La seule différence quant au résultat, c'est qu'ils ne prélèvent aucun courtage. « Les prix que nous donnent les magasins du Louvre ne sont pas désavantageux, nous disait la supérieure d'un grand atelier parisien. Nous n'avons pas à nous plaindre de la rétribution qui est accordée à nos enfants pour les ouvrages de lingerie qui leur sont confiés. *Leur salaire est celui que reçoivent toutes les entrepreneuses.* »

l'emploi des fonds s'applique à l'acquisition qui serait faite d'immeubles inutiles aux réunions ou à l'enseignement professionnel.

Les syndicats de l'aiguille pourraient donc assurer le traitement de leur représentant accrédité. Les frais généraux de l'ouvrier n'existeraient pas. Ils se confondraient, dans l'hypothèse, avec les autres frais du syndicat, pour qui l'existence d'un représentant près des magasins serait une des attributions, sans être la seule.

Il est si peu chimérique de souhaiter cette réforme, que nous en avons des exemples, dans un ordre d'idées tout voisin. M. d'Haussonville (1) nous en fournit un, que le monde charitable connaît bien, sous le nom d'œuvre des Mères de famille. Cette œuvre a pour but de procurer à un certain nombre d'ouvrières de la couture « un travail « rémunérateur en leur donnant à confectionner des objets « de lingerie, chemises, draps, torchons, mouchoirs, qu'elle « vend au prix du commerce, et en majorant leurs salaires « de ce qui serait le bénéfice du patron... C'est ainsi qu'elle « peut payer six sous la confection d'un tablier que le commerce paie deux sous et demi, vingt-cinq sous l'ourlage « d'une paire de drap que le commerce paie onze sous, « seize sous l'ouvrage d'une douzaine de torchons que le « commerce paie dix sous... Près de cinq mille ouvrières « ont ainsi obtenu de l'ouvrage depuis la création de l'œuvre » (2).

(1) D'Haussonville, *op. cit.*, p. 118.

(2) L'œuvre des Mères de familles n'est qu'une ramification de l'Office central des œuvres de bienfaisance.

Cet essai ou, comme dit M. d'Haussonville, cette « idée générale », s'écarte un peu de la voie dans laquelle nous voudrions voir s'engager les syndicats pour se rapprocher d'une autre idée : l'idée de la coopération. Au lieu de mettre les syndicats entre la grande maison de vente et les ouvrières, ou de tenir, comme l'œuvre des Mères de famille, un magasin vendant directement à la clientèle, on a pu songer à proposer l'association des ouvrières d'une même industrie en vue de la fabrication et de la vente.

II. — LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE PRODUCTION

Partant de cette idée que l'*entrepreneur* est un parasite, on a dit : Il est un moyen très simple de le détruire. C'est l'association de production. Du jour où les ouvriers seront eux-mêmes, pour partie ou pour le tout, leurs propres patrons, personne ne saurait imaginer qu'ils chercheront à s'exploiter. Ce sont là les propres termes qu'employait, chez nous, l'apôtre du *coopératisme*, M. Charles Gide.

Dieu nous garde de médire des associations coopératives de production, mais il est permis d'en reconnaître les limites, comme le disait fort bien M. Mabilleau. En France du moins, la coopération est une société qui réserve le partage de ses bénéfices à ceux-là seuls qui possèdent des actions sociales. Il sera donc difficile à beaucoup d'ouvrières de faire partie d'une association coopéra-

tive. On ne saurait songer à leur demander un apport qu'elles ne pourraient fournir (1).

Et puis, d'après la définition même de M. Brelay, la coopération de production a pour but de répartir les produits de l'ouvrage fait en commun. C'est là son vrai rôle. Elle est, avant tout, une organisation destinée à remplacer l'entreprise telle qu'on l'avait conçue jusqu'ici, à substituer au salariat une forme rajeunie d'organisation du travail. Mais, quelle que soit cette modification, c'est une entreprise, et toute entreprise exige une grande unité de direction, beaucoup de docilité de la part des employés. Retrouvera-t-on la même discipline, si l'on suppose des droits égaux à tous les associés?

Les meilleurs esprits en ont peur, mais ce sont des inconvénients qui peuvent ne pas exister. L'idée, en elle-même, offre assez d'attrait pour qu'on ne se laisse pas rebuter par un point de détail. Les faits sont là pour mon-

(1) Ce n'est pas là cependant l'obstacle le plus sérieux à la réussite de la coopération dans les industries atteintes de *sweating-system*, car, d'après les lois combinées du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893, le chiffre minimum de l'action est de 25 francs, et la société peut être constituée après le versement du dixième du capital entier. La difficulté n'est donc pas du côté du taux des actions. Elles sont très basses et n'ont pas besoin d'être intégralement libérées. C'est une faveur très appréciable faite aux ouvriers, mais qui renferme précisément l'inconvénient de permettre difficilement la réunion d'un capital suffisant. Le rapport de Dusseldorf signale cette barrière comme s'opposant à la réussite des groupements coopératifs tentés en Allemagne par les petits métiers, pour lutter contre la grande industrie en s'en appropriant les procédés qui l'ont menée au succès.

trer tout le bien qu'on peut attendre de la coopération. On a cru longtemps qu'une foule de services devaient nécessairement avoir le caractère *d'individualité*. Il n'en est rien. Tels actes, l'achat ou la vente, par exemple, qui ne se comprenaient, autrefois, qu'isolés, fonctionnent à merveille, aujourd'hui, au moyen de l'association coopérative. Comme le disait récemment M. Ch. Gide (1), « on s'associe pour épargner, pour donner, pour acheter et pour vendre ». L'exemple de tous les pays vient l'attester. Le mouvement coopératif anglais s'accroît, de jour en jour. De 1874 à 1899, le nombre des coopérateurs a passé de 403.000 à 1.630.542. Les affaires, qui s'élevaient, en 1874, à 175 millions, atteignent aujourd'hui à peu près 2 milliards. Il existe en France 1.910 associations coopératives (2). L'Allemagne et l'Autriche en comptent beaucoup. Dans ces deux pays, certaines sociétés de production sont même assez prospères. D'après le Dr Crueger (3), les *Handwerker* allemands comprenaient, en 1900, 82 coopératives de matières premières (*Rohstoffgen*), 34 sociétés pour l'emploi d'ateliers (*Werkgen*) et 67 sociétés de vente (*Verkauf*).

Beaucoup de ces essais intéressants, tout en pouvant servir de guide dans les mesures à prendre pour remédier au *sweating-system*, se rattachent à la petite indus-

(1) Ch. Gide, *L'Émancipation*, 15 mars 1902.

(2) Il y avait en France, au 1^{er} janvier 1901, 195 sociétés de production, embrassant les industries les plus dissemblables (charpentiers, serruriers, horlogers, couvreurs, tisseurs, chapeliers, etc).

(3) Crueger et H. Jager, *Rohstoff Genossenschaften der Handwerker*.

trie autonome dangereusement menacée, plus, peut être, qu'à la « fabrique collective ». C'est ainsi que les *menuisiers d'Osnabruck* (1), en Westphalie, ont fondé une société coopérative pour résister à la concurrence des « grandes maisons de menuiserie ». Il en est de même des associations de menuisiers fondées à Göttingen, Gustrow, Marburg, etc.

Quoi qu'il en soit de cette simple remarque, l'idée de la coopération de production, trop négligée jusqu'ici, ne saurait être assez encouragée. Elle aurait, en ce qui concerne le *sweating-system*, un effet des plus heureux, qui serait d'empêcher ce qu'on a pu appeler la « subalternisation » (2) des ouvriers. Elle reformerait une classe moyenne autonome, « en groupant la direction commerciale, en substituant, à la fabrique décentralisée, au système capitaliste concentré (*Verlag system*), le travail à domicile à capital et direction coopératifs » (3). Ce ne serait pas là un mince avantage, si l'on songe que le *sweating-system* aboutit, en

(1) La société des menuisiers d'Osnabruck n'est pas absolument une coopérative de production. C'est une société de travail et d'outillage (*Werkgenossenschaft*), ayant pour but de mettre à la disposition des ouvriers d'un métier les matières premières, les outils, les machines et les locaux. Les menuisiers associés achètent en commun les bois qui leur sont nécessaires, les débitent et les préparent dans des hangars spéciaux pourvus de machines à vapeur et éclairés à l'électricité. L'avantage de cette société réside en ce que les bois sont achetés par grandes quantités, pour de fortes sommes et par conséquent à bien meilleur marché que si chaque menuisier devait acheter pour son compte et au détail.

(2) V. Brants. *La petite industrie contemporaine*, p. 121.

(3) V. Brants, *op. cit.*, p. 121.

définitive, à la destruction de la classe moyenne (*Mittelstand*), et tend à mettre en présence, à la façon de deux ennemis, un « état major d'individualités » (1) et une armée de prolétaires. « Sans doute, écrit M. Brants (2), des transformations industrielles se font, on ne doit pas les exclure, mais il ne faut pas leur sacrifier la liberté des masses.... A maintenir cette classe moyenne doit tendre la politique sociale. Bien que les partisans intelligents de la classe moyenne ne veuillent pas défendre les procédés techniques surannés, cependant cette classe moyenne, telle qu'ils l'envisagent, a une physionomie nettement précisée ; c'est bien là physionomie historique de notre civilisation occidentale du moyen âge, celle des *métiers* du *Handwerkerstand* groupés en classes sociales fortement liées et organisées ». Sans vouloir s'acharner à rétablir des *métiers* voués à une disparition à peu près assurée, on peut espérer que certaines industries attaquées par le sweating-system se relèveront, si on parvient à les moderniser et à leur donner les éléments de succès de la grande entreprise moderne. S'agit-il de métiers ne pouvant pas lutter actuellement avec l'usine vaste et pourvue de puissants moteurs, la coopération peut en assurer la restauration. Elle peut permettre aux ouvriers à domicile, tailleurs, cordonniers (3), lingères, de sortir de leur situa-

(1) Du Maroussem. *Le jouet parisien*, p. 260.

(2) V. Brants, *op. cit.*, p. 9 et 10.

(3) Les cordonniers de Prague ont formé une coopérative de matières premières, d'ateliers et d'outils. On sait, d'autre part, quel beau résultat les « Tailleurs réunis » de Liège ont obtenu. Fondée en 1894, cette société comprend actuellement 400 associés et fait 18.000 fr.

tion. Au surplus nous n'en sommes pas réduits aux seules hypothèses. Un certain nombre d'expériences faites, nous le disions tout à l'heure, permettent d'espérer pleinement dans l'avenir de l'idée coopérative. Nous citerons, notamment, comme se rattachant plus directement à l'objet de notre étude, l'association des *tailleurs de Crefeld* (Bas-Rhin) et celle des *ébénistes de Munich*. La première a débuté avec le modeste capital de 400 marks auquel sont venus s'adjoindre les versements hebdomadaires de 0,50 pf. Elle possède aujourd'hui un magasin de confections où les associés peuvent trouver du travail pendant la morte-saison, au taux normal des salaires de la région.

La Société des *ébénistes de Munich*, fondée en 1871, et transformée en 1890 a pour but :

1°) L'achat en commun des matières premières, des outils servant à la fabrication des meubles et leur vente aux membres de la Société à des prix très modérés.

2°) L'entreprise des travaux d'ébénisterie, dont la répartition a lieu entre les associés.

3°) La vente, en un magasin spécial, des objets fabriqués par tous les membres de la Société.

Une commission est retenue sur le prix de vente. Les

d'affaires. Il existe aussi, en Suisse, beaucoup de petits ateliers communs « où les membres vont travailler, à leur compte, en payant
« leur place suivant certaines règles ; parfois aussi les commandes
« des maîtres entrepreneurs (*Verleger*) y sont réparties, quand ceux-
« ci n'indiquent pas nominativement l'ouvrier. Ouvriers tailleurs,
« cordonniers, etc., ont, avec le concours de groupes syndicaux et
« des subsides, constitué de tels ateliers à Zurich, Berne, Lausanne. »
Brants, *op. cit.*, p. 116.

membres, qui sont au nombre de 65, ont perçu jusqu'à 11 0/0 de dividendes.

Devant des tentatives aussi intéressantes, on aurait tort de déconseiller les associations coopératives. Sans doute, il ne faudrait pas en faire une panacée universelle. Il y a des cas où leur utilité peut être restreinte, inopportune même. Quelle serait, pour les maçons, les jardiniers, les photographes, les tailleurs sur mesure, les ramoneurs, etc., l'utilité d'une société de production ! Comme le dit M. Brants, on ne conçoit pas bien quel en serait l'avantage, si ce n'est « la facilité et la rapidité d'un service central, auquel on peut donner son ordre sans courir de mille côtés (1) ». Il est aussi des hypothèses où la victoire de la grande industrie semble définitive (filateurs, tisserands) et où la lutte ne se conçoit plus. Il y a donc lieu de « faire attention aux opportunités locales... Quelle est l'étendue que peut avoir la coopération ? On n'a encore (pour répondre) que des cas particuliers. Le moyen est bon et « peut réussir, à certaines conditions et dans certains cas ; « voilà ce que dit l'expérience. Il faut être prudent dans « sa direction, marcher *activement* mais *sagement*. »

C'est, en tous cas, dans la combinaison de l'association coopérative et de l'organisation syndicale qu'il faut chercher le remède le plus sûr aux abus du *sweating-system*. Pour ne songer qu'à l'heure présente, pour se limiter à une action immédiate, le syndicat paraît une nécessité, si l'on veut vraiment améliorer le sort des ouvriers « sweated ».

(1) Brants, *op. cit.*, p. 80.

L'infériorité du salaire féminin ne saurait surtout disparaître d'une autre façon. La réussite du « Syndicat de l'Aiguille » avec ses innombrables ramifications, l'œuvre merveilleuse des syndicats lyonnais sont, chez nous, un encouragement à la persévérance. « Vous avez estimé avec raison, disait M. Chardin (1), à la réunion des syndicats des ouvrières lyonnaises, le 13 octobre 1901, vous avez estimé avec raison que pour l'ouvrière isolée, et surtout, pour la jeune fille, la lutte pour la vie est difficile; que l'union fait la force, et que, dans vos syndicats, la jeune ouvrière trouverait assistance, conseil et appui. » Les femmes ont enfin senti la vérité de ces paroles. Elles avaient déjà des Sociétés de secours mutuels. Il fallait aller plus loin. Rien qu'à Lyon, la tâche fut rude, disait Mlle Rochebillard, la fondatrice de la « fédération syndicale des ouvrières de l'aiguille et de la soie ». Le mot « syndicat » n'est compris que de quelques-unes et « reconnu tout à fait anormal, dans l'application, pour de simples femmes (2) ».

Il semble que l'ouvrière éprouve à trahir sa misère quelque chose de cette pudeur tendrement orgueilleuse qui lui fait taire ses souffrances physiques et dissimuler

(1) V. *Le travail de la femme et de la jeune fille*, nov. 1901, p. 219-220.

(2) *Le travail de la femme et de la jeune fille*, novembre 1901.

Dans les industries du vêtement, le mouvement syndical est fort peu développé. D'après les renseignements fournis par l'*Annuaire des syndicats professionnels* (1900), sur 934.080 ouvrières, 1.002 seulement sont syndiquées. Tandis qu'on compte un ouvrier syndiqué sur 5, on ne trouve qu'une syndiquée sur 36 ouvrières.

ses chagrins. A la pleine lumière qui éclairerait dans toute leur étendue les profondeurs de sa misère elle paraît préférer trop souvent les flocons de brume qui voilent l'abîme.

L'entreprise a cependant réussi. Sans parler des avantages intellectuels et moraux qu'il procure à ses membres, le syndicat leur sert encore de bureau de placement mais là ne se bornent pas les vœux de Mlle Rochebillard. Son rêve serait de voir les syndicats traiter eux-mêmes directement avec les magasins, sans recourir à l'intervention d'intermédiaires onéreux. Déjà, le syndicat des ouvrières lyonnaises de l'aiguille a obtenu la remise directe du travail et, du même coup, il a assuré le relèvement du salaire dans l'industrie du tulle et dans la lingerie. L'augmentation a été de 25 p. 0/0. On sait, par ailleurs, que la société coopérative de lingerie parisienne traite directement avec le Bon-Marché. Si l'on développait ces tentatives trop isolées, si les syndicats parvenaient à englober aussi bien le travail libre que le travail des communautés, tous les abus du sweating-system disparaîtraient aussitôt.

L'avenir du monde des travailleurs est au syndicat. C'est de lui qu'il faut attendre la cessation d'un isolement meurtrier, vis-à-vis du fabricant ou du magasin. L'organisation professionnelle des travailleurs, l'association syndicale et, dans certains cas, la coopération de production, voilà quels sont les vrais remèdes au sweating-system. Eux seuls parviendront à ébranler ce colosse redouté, dont le nom déroule tout un cortège lugubre de misères et de hontes.

CONCLUSION

Nous voici au terme de notre étude. Comme le voyageur qui jette un long regard d'adieu sur le pays qu'il va quitter, tâchant d'embrasser dans une large vision les grandes lignes de l'horizon qui s'efface, nous voudrions, avant de clore cette étude, contempler un instant le chemin parcouru pour en dégager les traits dominants.

On a pu s'en convaincre, le sweating-system est excessivement complexe. Il est le résultat des transformations qui se sont opérées dans les conditions d'organisation du travail. C'est un produit de l'évolution industrielle et commerciale moderne.

Si l'on veut chercher de quel côté viennent les responsabilités, l'expérience répond : Les besoins nouveaux, les exigences nouvelles du consommateur sont pour beaucoup dans l'origine du fléau. Les grands magasins de vente n'ont été que les serviteurs dociles des goûts nouveaux de la clientèle. Ils ont, sans aucun doute, contribué grandement au développement des intermédiaires, des *sweaters*, mais, s'ils l'ont fait, ce fut moins sous l'empire d'un calcul volontaire que sous l'influence des nécessités mêmes du commerce. Le consommateur a la plus grande part dans les abus du sweating-system. C'est lui, disait Miss Béatrice

Potter, qui reste le véritable oppresseur. C'est lui, plus encore que le sweater, qui doit, en dernière analyse, être rendu responsable des misères que nous venons d'étudier (1). Par son insouciance ou son ignorance, le public a déterminé bien des souffrances dans le monde du travail. Il serait temps qu'il secouât sa torpeur et comprît que dans la vie sociale tout s'enchaîne. Si les acheteurs le voulaient, ils pourraient apporter le meilleur remède au sweating-system. Il est certain que la situation souvent précaire des ouvrières de la couture recevrait une notable amélioration, si la femme apprenait à « devenir une acheteuse utile et intelligente. » Pourquoi, par exemple, dirons-nous avec Mme H. J. Brunhes (2), la petite patronne ne peut-elle pas lutter contre la morte-saison ? pourquoi fait-elle travailler si durement ses ouvrières le dimanche ? « A-t-elle la liberté de supprimer le travail de nuit et de donner à ses ouvrières le repos du dimanche quand une cliente lui donne une commande au dernier moment ? Nous en connaissons de ces petites patronnes... qui ne demanderaient pas mieux que d'introduire dans leurs ateliers les réformes nécessaires à la santé ou au bien-être des jeunes filles. Mais elles ont les mains liées par l'exigence, disons-le, par la rapacité de leurs clientes. On demande tant à celles qui font payer moins cher, on met si peu d'empressement à les payer ! Et si elles sont obligées, ces patronnes, de prendre sur le salaire de leurs ouvrières pour arriver à « joindre

(1) V. chap. II.

(2) H. J. Brunhes, *op. cit.*, p. 388.

les deux bouts », d'exécuter en deux jours, en surmenant leurs ouvrières, une commande que l'imprévoyante clientèle aurait pu tout aussi bien leur donner huit jours plus tôt, devons-nous les accuser d'être inhumaines ? »

Mais, à côté du consommateur, les ouvriers méritent aussi leur part de responsabilité. C'est pour n'avoir pas compris les dangers de l'isolement, c'est pour s'être fait concurrence les uns aux autres, qu'ils ont vu leurs intérêts souvent méconnus. Alors que les travailleurs réunis et rapprochés dans de grands centres manufacturiers, avec des conditions de travail identiques, ont su très rapidement faire respecter leurs droits par l'action collective, une classe de travailleurs est restée à l'écart. Ce sont les victimes du sweating-system. Leurs souffrances ne cesseront que par la force de l'union.

Si, de leur côté, les clients des magasins comprenant leurs devoirs, formaient leur esprit à vouloir « de meilleures conditions de vie et de travail pour leurs frères et leurs sœurs ouvriers », le sweating-system aurait bientôt disparu, pour ne laisser plus dans la mémoire des hommes que le souvenir douloureux d'une légende de misère et de mort.

Vu :

Le Président de la thèse,
JULES CABOUAT.

Vu :

Le Doyen,

EDMOND VILLEY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Qu'est-ce que le sweating-system ?	9
CHAPITRE II. — Les origines du sweating-system	28
CHAPITRE III. — Les éléments du sweating-system	61
§ I. — Le grand magasin	61
§ II. — Le travail à domicile et le « sweater »	64
§ III. — L'insalubrité des ateliers	101
§ IV. — L'exagération des heures de travail	118
§ V. — L'affaiblissement du gain quotidien	127
CHAPITRE IV. — Les victimes du sweating-system	140
a) Les immigrants et le sweating-system	143
b) Le sweating-system et la main-d'œuvreféminine	161
CHAPITRE V. — Les remèdes au sweating-system	200
SECTION I. — La lutte contre le sweating-system et l'opinion publique	204
SECTION II. — La réglementation du travail à domicile	207
SECTION III. — Le « label »	219
SECTION IV. — Les mesures restrictives de l'immigration	226

SECTION V. — La fixation d'un salaire minimum .	237
SECTION VI. — L'association et le sweating-system.	246
1° L'organisation syndicale.	246
2° Les sociétés coopératives de production	256
CONCLUSION	265

Angers. — Imp. Siraudeau (anc. maison Lachèse et C^{ie}). 02-7091.

ANGERS

IMPRIMERIE LACHÈSE ET C^{le}, J. SIRAUDEAU, S^r

4, CHAUSSÉE SAINT-PIERRE, 4
